

Douche froide pour les Serbes

Les profonds remaniements politiques attendus ces derniers jours en Yougoslavie ne se sont pas produits. Les travaux de la dix-septième séance plénière de la Ligue des communistes se sont soldés par un match nul entre les dirigeants, partisans d'un pouvoir fédéral fort, et les libéraux, prônant une décentralisation et une démocratisation accrues.

La direction n'a pas osé trancher entre ces deux stratégies pour sortir le pays de la crise économique, politique et morale qu'il traverse. Personne ne voit le bout du tunnel dans cette Fédération fragile où chacune des six Républiques et des deux provinces autonomes fait cavalier seul sans trop se soucier de l'intérêt général.

Les délégués se sont contentés de dresser un constat de faillite (217 % d'inflation, 15 % de chômage et une dette extérieure monumentale) et d'impuissance.

Le plénum devait permettre de mesurer la force politique du chef du Parti serbe depuis 1987, Stobodan Milosevic, qui réclame des purges et un renouvellement des cadres politiques et économiques. Sur un ton populiste, il avait révisé le vieux nationalisme grand-serbe en cautionnant les manifestations de masse, devenues presque quotidiennes ces derniers mois, pour la défense de la minorité serbe de la Voïvodine et du Kosovo, « persécutée » par les séparatistes albanais, et demandé le retour de ces deux régions dans le giron de la Serbie.

En dénonçant, de surcroît, le cancer bureaucratique, il s'était forgé une solide popularité parmi les quelque neuf millions de Serbes, toujours prompts à dire qu'ils ne passent pas assez sur les affaires de la Fédération. Le Croate Tito n'estimait-il pas qu'une Serbie faible était la condition de l'équilibre de la Yougoslavie ?

Pour l'ambitieux Stobodan Milosevic — et pour ses amis — ce plénum aura sans doute eu l'effet d'une douche froide. Il est clair que son ascension est stoppée, du moins temporairement. En évitant de la présidence de la Ligue l'un de ses plus proches collaborateurs, Dusan Ckrcic, et en y maintenant dans ses fonctions Radisa Gacic, un autre Serbe, moins lié au chef du parti, les membres du comité central ont condamné l'offensive nationaliste actuelle et adressé un avertissement cinglant à M. Milosevic, qui est apparu de plus en plus isolé ces derniers jours. Les rangs de ses détracteurs, qui craignent de voir la Serbie prendre une place prépondérante dans la Fédération, se sont grossis. Croates et Slovènes sont attachés à la décentralisation et aux principes de l'égalité des Républiques, la Voïvodine et le Kosovo tiennent dur comme fer à leur autonomie.

Stobodan Milosevic, qui avait profité du vide politique de l'après-Tito pour s'imposer dans sa République et vraisemblablement tenter de gravir d'autres échelons assués ainsi son deuxième revers en quelques semaines. Le mois dernier, la direction politique du Monténégro avait refusé de démissionner collectivement sous la pression de dizaines de milliers de manifestants, comme l'avaient fait auparavant les dirigeants de la Voïvodine. Mais ce coup d'arrêt à la vague nationaliste pourrait bien conduire les foules serbes exaltées et aujourd'hui dépitées à redescendre dans la rue, avec tous les excès et les dérapages que cela peut entraîner.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 1021 0 - 4,50 F
3790147004500 10210

La grève des fonctionnaires et des agents du secteur public

Les socialistes pressent le gouvernement de donner une réponse globale aux revendications

La grève des fonctionnaires et des agents du secteur public apparaît bien suivie jeudi 20 octobre en fin de matinée. Les perturbations les plus importantes se sont produites à la SNCF, à la RATP et dans les PTT. Dans l'enseignement, les mots d'ordre de grève semblaient également bien respectés.

Les socialistes ont affirmé leur solidarité avec les revendications des fonctionnaires, mais ils rappellent que la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. Ils souhaitent que M. Rocard engage sans tarder une politique globale et contractuelle en faveur des salariés de l'Etat et des services publics.



- Les trotskistes dans la coordination, par Olivier Biffaud (page 8).
- M. Evin propose une redéfinition du rôle des infrastructures, par Christiane Choibean.
- Le soutien et l'acquiescement des médecins (page 12).
- Témoignage : « Elles et nous », par Jean-André Bassot (page 2).
- Les enseignants face à M. Jospin, par Philippe Bernard (page 27).

La méthode du « coup par coup » — pardon, du « cas par cas » — pratiquée par M. Michel Rocard face aux revendications de la fonction publique a vécu. Le mouvement de grèves du jeudi 20 octobre impose la globalisation devant laquelle le premier ministre reculait encore la semaine dernière, tandis que les socialistes réclamaient une « revalorisation du service public ».

Face aux attaques de l'opposition, dont le ton est monté, mercredi, à l'Assemblée nationale, et alors que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, affirme que M. Rocard est « en état de

disgrâce », les socialistes estiment qu'il est urgent de changer de braquet. Le climat nouveau qui s'est instauré, bien loin de l'euphorie née du règlement de l'affaire calédonienne, pourrait être illustré par l'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution afin de faire adopter par l'Assemblée nationale la première partie du projet de budget. La dégradation du climat social est, en effet, de nature à inciter le PCF à accentuer son opposition au gouvernement.

« Le discours sur la rigueur ne passe plus », a observé M. Michel Charzat, membre du secrétariat

national du PS chargé des entreprises et du secteur public, lors de la réunion, mercredi soir, du bureau exécutif socialiste. Après M. Pierre Mauroy, le groupe des députés socialistes s'est à son tour, par la voix de son président, M. Louis Mermaz, déclaré solidaire des revendications des fonctionnaires, qui « sont justes et réelles ». M. Mermaz a souligné, toutefois, que « la marge de manœuvre du gouvernement est étroite ».

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 8.)

Le projet d'impôt de solidarité sur la fortune

Liberté, inégalité, fiscalité

Les députés devaient commencer, jeudi 20 octobre, l'examen de la partie « recettes » du projet de budget pour 1989. C'est dans ce chapitre que figure la création de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

par Alain Vernholes

La France va de nouveau enrichir son système fiscal d'un impôt sur la fortune renouvelant une expérience menée de 1982 à 1985 par les socialistes au pouvoir.

L'appellation d'origine « impôt sur les grandes fortunes » est abandonnée au profit d'un impôt de solidarité sur la fortune. C'est que les intentions ont beaucoup changé. Instrument de rédemption imposé il y a six ans aux plus riches de la nation par une gauche impatiente de redistribuer la propriété, l'impôt de 1989 n'est plus présenté que comme une contribution des plus aisés au financement d'un revenu minimum accordé aux plus pauvres. Les taux retenus, qui sont modérés, traduisent un changement :

1,1 % au maximum — encore faudra-t-il posséder plus de 20 millions de francs de capital — contre 2 % en 1982. M. Mitterrand ayant même évoqué en 1981, peu avant d'être élu, une imposition allant jusqu'à 8 % (1).

En créant un nouvel impôt dont la popularité s'explique par le fait que tous les contribuables en seront exemptés — à l'exception de cent mille ou cent cinquante mille d'entre eux — la France ne fait preuve ni d'imagination ni de modernisme.

Un certain nombre de pays industrialisés ont adopté ce mode de taxation mais tous — sauf l'Espagne en 1977 — l'ont fait il y a très longtemps : les Pays-Bas en 1892, l'Allemagne en 1893, la Suède et la Norvège en 1910 et en 1911, l'Autriche en 1913.

(Lire la suite page 28.)

(1) Le nouveau barème sera celui-ci : 0 % jusqu'à 4 millions de francs ; 0,5 % entre 4 et 6,5 millions de francs ; 0,7 % entre 6,5 et 12,9 millions de francs ; 0,9 % entre 12,9 et 20 millions de francs ; 1,1 % au-delà de 20 millions de francs.

POINT DE VUE : les Français et le scrutin sur la Nouvelle-Calédonie

Réhabiliter le référendum

par Olivier Duhamel
professeur à l'université de Paris I,
directeur de la revue Pouvoirs

Trente ans de V^e République, mais quinze ans sans référendum. Quinze ans sans référendum, deux alternances essoufflantes, une ouverture insaisissable, et voici décrié l'air politique du temps, déplorée l'apathie des citoyens, dénoncée la distance à l'égard d'hommes politiques ballottés entre consensus mou et prurits sectaires. Dans cette atmosphère prématurément hivernale, tente de surgir quelque chose de nouveau qui risque d'être tué dans l'œuf si l'on n'y prend garde.


Ne nous y trompons pas : le référendum sur la Nouvelle-Calédonie est tout à fait inédit. De Gaulle eut recours à une procédure qui n'avait de référendum que le nom, puisqu'il s'agissait, à l'occasion d'un projet de loi, que le peuple redise sa confiance en son chef. Le plébiscite n'a pas bonne presse chez les républicains, mais n'en possède pas moins des vertus démocratiques, dès lors qu'il permet aux gouvernés de renvoyer leur gouvernant.

Dans une démocratie bien réglée, il reste cependant d'usage exceptionnel, parce qu'il faut être un De Gaulle (et avoir subi un Mai 68) pour prendre de tels risques. Après la disparition du père fondateur, le dauphin hérétique faillit inventer le référendum. Pompidou ne s'engagea pas lui-même et personnellement lorsqu'il demanda aux Français d'approuver l'élargissement de l'Europe. Mais il ne résista pas à un usage très politicien de la chose, trop ouvertement conquis dans le dessein premier de diviser socialistes et communistes en voie de réconciliation durable.

De ces précédents le référendum du 6 novembre se distingue nettement. Il ne comporte aucune dimension plébiscitaire, parce qu'un président réélu depuis moins de six mois ne va pas se donner le ridicule de remettre son mandat en jeu. Il s'écarte autant que possible de toute manœuvre politicienne puisque, à l'origine, il fut inscrit dans un accord entre droite et gauche calédoniennes dont on pouvait penser qu'ils auraient leurs prolongements métropolitains.

(Lire la suite page 2.)

GEORGES BUIS



1809, à la veille de la bataille de Wagram. Lui, est un cavalier de la Légère, enfant chéri de l'Empereur. Elle, une romancière célèbre. Il galope de Saragossa à Vienne. Au passage à Paris, c'est le coup de foudre.

95 F

UN AMOUR À LA LÉGÈRE

Editions du Seuil

LE MONDE DES LIVRES

1789 : naissance de la démocratie

Les livres sur la Révolution française continuent de paraître à un rythme soutenu, dans la perspective du Bicentenaire. La publication de trois gros ouvrages qui doivent peu ou prou leur naissance ou leur inspiration à l'historien François Furet marque un temps fort de cette production.

C'est en effet François Furet qui a rédigé le quatrième volume (la Révolution. — De Turgot à Jules Ferry, 1770-1880) de l'Histoire de France publiée par Hachette. C'est aussi lui qui a coordonné, avec Mona Ozouf, le Dictionnaire critique de la Révolution française, qui paraît chez Flammarion. C'est lui, enfin, qui a suggéré à Jean-Denis Bredin d'entreprendre la biographie de Sieyès, publiée aux éditions de Fallois.

Ces trois études sont unies par une commune vision, qui s'oppose à « l'interprétation sociale », met l'accent sur « la naissance de la démocratie ». Deux siècles plus tard, les droits de l'homme et la souveraineté du peuple sont devenus l'objet d'un consensus. La Révolution, affirme François Furet, est terminée.

(Lire pages 15, 18 et 19 le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech et les articles de Roger Chartier et de Jean-Pierre Rioux.)

- Marguerite Yourcenar, inachevée...
 - La Pouchkine de Patrick Besson
 - La chronique de Nicole Zand : « Séductions d'Espagne »
- Pages 15 à 22

TÉMOIGNAGE

Les infirmières et nous

par JEAN-ANDRÉ BASSET (*)

JE sais de quoi je parle. Nous avons mené pendant huit ans un combat acharné pour sauver un jeune être qui nous tenait à cœur. Je dis « nous » — lui d'abord, sa maman, sa sœur, son père, les médecins... et les infirmières. Si nous avons perdu ce combat, c'est parce que le mal était le plus fort, mais ce n'est pas faute d'avoir uni nos efforts. A aucun moment, ce ne fut un combat sans espoir. Aujourd'hui, à l'occasion d'une grève qui est la conséquence du sort injuste fait à une profession, je tiens à porter témoignage du dévouement des infirmières.

Certes, tout le monde s'accorde à la reconnaître. Mais cela ne suffit pas, car on s'est trop longtemps contenté de cette reconnaissance-là. Il y a des idées reçues qui ont la vie dure, surtout lorsqu'elles donnent bonne conscience. Ainsi l'image jaunie de l'infirmière-religieuse-petite sœur des pauvres, dont le dévouement n'a de limites que l'abnégation, est-elle encore ancrée dans les esprits, du moins dans les esprits paresseux. Cela arrange tout le monde. L'ingratitude existe et de trop nombreux malades en font preuve. L'injustice de classe existe aussi dans le monde médical et, surtout, dans l'univers hiérarchisé de l'hôpital.

Les médecins ne sont pas blancs comme neige, en dépit de leurs blouses blanches et des beaux discours. S'il n'est pas question de leur faire porter le chapeau ni de leur reprocher de rester dans leur rôle qui est de soigner et de tenter de guérir, il faut bien constater qu'ils n'ont guère fait entendre leur voix — suffisamment haut et fort, en

tout cas — pour appuyer efficacement les revendications des infirmières.

Cela étant dit, c'est l'Etat responsable de la santé publique qui aura été interpellé par la grève des infirmières. Avant de parler d'argent — qui leur est dû — il faut parler de la considération — qui leur est due plus encore — qu'on ne leur a jamais marquée. Au terme des trois années (minimum) d'études après le baccalauréat qui leur confèrent, après avoir décroché leur diplôme d'infirmière d'Etat, des responsabilités au niveau de l'éducation des soins et de certains actes prescrits par le médecin, les infirmières n'ont obtenu d'autre reconnaissance de leur savoir-faire que d'être corvéables à souhait. C'est dire que leur profession n'est pas reconnue selon des critères de compétence définis.

De statut, point. D'organisation de la carrière, point. Blouse blanche, un point c'est tout, bonne à tout faire, y compris les lits. Il faut les avoir vues à la tâche pour comprendre leur ras-le-bol : les soins, la surveillance médicale, les papiers à remplir, le planning à organiser, les comptes rendus, les transmissions de consignes, les réunions avec l'équipe médicale, la présence auprès du malade, la relation avec le malade. Où trouver le temps ? Le temps d'être à l'écoute, le temps de répondre, le temps de sourire, et le temps de faire correctement son travail ? Tout ça, pour un salaire-plancher de 5 600 F et un salaire-plafond de 7 500 F par mois...

Le président de la République, lors d'un récent discours au centre anti-cancéreux de Villejuif, le

mois dernier, a convenu qu'un traitement (dans tous les sens du terme) aussi injuste eu égard à l'importance du rôle de l'infirmière dans la société justifiait qu'il fût révisé sans délai. Il a prononcé le mot de « priorité » tant l'injustice était grande et durait depuis longtemps. Certes, ce n'était pas sur les politiciens de droite qui ont été aux affaires pendant un quart de siècle de la V^e République que l'on pouvait compter pour prêter attention au sort des infirmières, plus préoccupées qu'ils étaient de gérer l'injustice que d'y remédier, ni sur le ministre Seguin du gouvernement Chirac qui ne songeait qu'à rogner sur les dépenses de santé, mais entre-temps il y a eu — de 1981 à 1986 — la venue de la gauche au pouvoir.

Je ne suis pas de ceux qui (même à gauche) ont fait le reproche au gouvernement de la gauche en place de 1981 à 1983 d'avoir gaspillé l'argent public pour réparer les injustices les plus criantes. Mais les infirmières ont été oubliées. Oh, je sais bien, il y avait tant d'injustices à réparer et tant de promesses à tenir... beaucoup trop, sans doute ? C'est pourquoi je me suis dit, quand M. Mitterrand a prononcé le mot de « priorité » lors de ce discours à Villejuif, qu'il entendait marquer sa volonté de réparer à la fois une injustice et une erreur.

Mais j'ai été déçu quand je l'ai entendu, lors d'un autre discours à l'occasion d'une visite inaugurale d'une maison de retraite, parler de patience et dire qu'il fallait être raisonnable. Quoi, j'aurais-il eu un discours à deux tons ? Y aurait-il une justice à deux (*) Journaliste.

faces ? Y aurait-il un double langage, celui de l'humaniste et celui de l'homme d'Etat ? Je crains que ne soit pas entendu le discours qui, face à l'injustice et à la détresse, s'inspire en priorité de la raison d'Etat. Certes, l'exigence des infirmières que leur revendication soit satisfaite au niveau où elle a été présentée (c'est-à-dire 2 000 F d'augmentation de leur salaire mensuel, sans parler des mesures d'organisation de la carrière des personnels de santé) a paru énorme. Mais elle était à la mesure de l'injustice dont l'Etat et la société se sont rendus coupables envers leur profession.

Il est important que les citoyens de notre pays ne s'étonnent pas qu'on puisse trouver de l'argent — des sommes colossales — pour financer les campagnes électorales des partis politiques et qu'on ne puisse pas en trouver pour rétribuer dignement le travail des infirmières. A une époque où le chacun pour soi est la règle, les infirmières sont du côté des malades. Nous ne pouvons, en retour, qu'être à leurs côtés. Pour un salaire de misère (indigne), sans notes de frais exemptées d'impôt, sans primes de ceci ou cela ni indemnités de droite ou de gauche, sans jours de récupération pour un oui ou pour un non, sans horaires qui tiennent compte de leur vie personnelle, les infirmières tiennent la main du malade qui a peur alors qu'elles pourraient tout simplement la tendre — comme tant d'autres — pour exiger le juste prix de leur travail. Il faut avoir vécu ces moments-là pour comprendre combien cela a de l'importance. Alors, ne laissons pas salir les blouses blanches.

POLITIQUE

Réhabiliter le référendum

(Suite de la première page.)

Il a été décidé d'y recourir dans une conformité assez inédite à la lettre de la Constitution, puisque l'initiative vint du gouvernement à travers le premier ministre, non du président informant ses ministres en même temps que la nation, comme l'on faisait autrefois. Il porte sur un texte complexe, mais sur un point précis et un seul : l'approbation de l'accord intervenu pour préparer dans dix ans l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie.

Autrement dit, les conditions paraissent réunies pour faire enfin entrer dans nos mœurs une nouvelle procédure démocratique permettant aux citoyens de s'intéresser à un problème plutôt qu'à un jeu, débattre d'un sujet plutôt que de personnes, se prononcer sur une option plutôt que sur des compétitions pour le pouvoir. Mais cette innovation risque d'être manquée.

L'opposition fait tout ce qu'elle peut pour empêcher l'émergence du référendum. L'opposition ultra du Front national, qui veut transformer le vote en plébiscite anti-Mitterrand au lieu de se contenter d'une bataille de principe contre l'autodétermination qui aurait, elle, le mérite de concerner l'enjeu réel. L'opposition écartelée de l'UDF, qui prône finalement la non-abstention passive et se croit obligée de dénoncer des pièges tout en concédant qu'il faut voter « oui » et en espérant n'être pas suivi. Enfin, surtout, l'opposition RPR, qui ne craint pas d'appeler à la « non-participation active ».

« Une fois de plus le peuple français va faire usage du référendum, ce droit souverain qui, à mon initiative, lui fut reconnu en 1945, qu'il a, de même, recouvré en 1958. » Ainsi parlait de Gaulle, il y a vingt-six ans. Les RPR n'ont-ils plus de mémoire ? Ils s'insurgent que n'ait pas été choisi

la voie parlementaire pour adopter le projet de loi. Les gaulistes sont-ils devenus parlementaristes ? Ils dénoncent des violations de la Constitution. On se réjouirait qu'ils soient désormais des constitutionnalistes rigoureux si l'argument n'était, pour eux, pur prétexte. Le texte gouvernemental a été modifié à la demande du Conseil d'Etat, pour ne plus comporter d'injonction au juge portant atteinte à la séparation des pouvoirs.

Subsiste, pour le futur référendum d'autodétermination (et pour lui seul, contrairement à ce qui est affirmé parfois), le gel du corps électoral en sa composition actuelle. Point litigieux, qui ne relève pas d'une inconstitutionnalité manifeste, mais pas davantage d'une conformité évidente à la Constitution. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point peut être restrictive la définition des « populations intéressées » à l'autodétermination et évoquée à l'article 53 de la Constitution. Dans une bonne pratique du référendum, il serait souhaitable que le Conseil constitutionnel rende un avis public pour que le peuple se prononce en connaissance de cause. En l'espèce, il ne pouvait guère le faire, la Constitution ne lui donnant pas cette compétence. Certains opposants, plus divins que Dieu, reprochent à François Mitterrand de n'avoir pas demandé cet avis public au préalable que dans sa *Lettre aux Français* il s'est prononcé en faveur de cette réforme. Comme si la *Lettre aux Français* devait supplanter la Constitution...

Les pièges de l'abstention

Personne n'ignore les vraies raisons de la prise de position, si l'on peut dire, du RPR. Les toutes petites : trouver un compromis entre pasquillo-pensées qui en veulent pour le « non » et juppé-séguinistes qui penchent pour le « oui » ; et les petites : récupérer une abstention qui s'annonce forte. Si les turpitudes d'autrui valaient justification, le RPR pourrait invoquer l'attitude des socialistes en 1972. Leur campagne pour une « dynamique du refus de vote » ne fut certes pas grandiose, mais c'était alors manœuvre contre manœuvre. Tandis qu'aujourd'hui le recours au référendum n'est pas une astuce de Rocard pour diviser l'opposition, mais une solution pour arracher l'accord du FLNKS, ce qui n'est tout de même pas la même chose.

Quoi qu'il en soit, le référendum est effectivement menacé par l'abstention, mais pas exactement comme on le croit d'ordinaire. Par-delà le problème réel du niveau de participation se pose celui, autrement complexe, de son appréciation. Proposons à cet égard deux indications.

1. Le RPR ne saurait s'approprier les abstentionnistes. Soyons précis. La SOFRES a établi avant le choix du RPR en faveur de la « non-participation engagée » que 63 % n'envisageaient pas de participer au référendum. Ces 63 % ne lui appartiennent donc pas et c'est à partir de ce plancher que l'on devrait juger l'activisme RPR.

2. Quarante pour cent de participation seraient une réussite. Non pas en soi, bien sûr. Non pas au regard des plébiscites d'antan, par définition plus mobilisateurs. Mais par comparaison avec ce qui est comparable. Dans le temps : nous ne sommes pas dans une période de civisme électoral. Lorsque moins d'un électeur sur deux vote pour le gouvernement de son département, l'on ne peut raisonnablement attendre qu'ils soient plus nombreux pour se prononcer sur la lointaine autodétermination d'un lointain territoire d'outre-mer. Dans l'espace : la Suisse, qui pratique beaucoup le référendum, y connaît une participation avoisinant les 40 %. Sans oublier, par ailleurs, que l'on révoit de lois votées en présence de quatre parlementaires sur dix...

Cette réévaluation de ce qu'est une participation référendaire normale est indispensable si l'on veut renouer avec cette pratique démocratique. Et tout dépend ici de la lecture des résultats. Le référendum pompidouien fut abusivement assimilé à un échec parce qu'il n'avait remué que six votants sur dix. Et cette interprétation erronée, répétée à satiété, compta pour beaucoup dans la désuétude référendaire. Seize ans après, évitons au moins cette erreur-là.

OLIVIER DUHAMEL

Au courrier du Monde

INSÉCURITÉ
Paris fait du cinéma

Voici la scène à laquelle je pus assister récemment sur le boulevard Sébastopol, à Paris, peu après minuit. Juliette Binoche se prépare à tourner un film. Projecteurs, caméras, voiture décapotable. Tout au long du boulevard, des assistants, talkie-walkie à la main. Au carrefour de la rue de Rivoli, le « Sébasto » est fermé par des barrières et un car de CRS. Après un long moment, la décapotable se met en place avec sa voiture suiveuse et on commence à tourner. A cet instant arrive par la rue de Rivoli un car de la PJ. Dialogue avec les policiers assurant la fermeture du Sébastopol.

« Laissez-nous passer, on est sur une affaire !
Le service d'ordre. — On ne peut pas, le tournage est commencé.
— Merde ! On vous dit qu'on est sur une affaire !
Le car de la PJ ne passera pas. Quelques minutes plus tard, une 205 blanche banalisée arrive en trombe, freine en catastrophe. Un homme d'une quarantaine d'années en bonnet et lance : « Bon Dieu, les gars pour une fois que j'allais en attraper un, laissez-moi passer ! »
L'inspecteur n'a pas plus de chance que le car. Les autres ne veulent rien savoir. Cinéma d'abord !
PAUL LEMARCHAL
(Paris-1^{er} Arr.)

DURÉE
Citoyens
et parachutés

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie m'inspire la simple réflexion suivante : « Est-il admissible qu'un citoyen français s'installant en Nouvelle-Calédonie le 7 novembre 1988 et y demeurant, travaillant, partageant les joies et les malheurs de ce territoire pendant dix ans moins un jour, ne puisse se prononcer sur son avenir au-delà de 1998, alors que les parachutages électoraux autorisent n'importe quel homme politique à représenter une circonscription découverte parfois le jour de l'ouverture de la campagne électorale ? »

GILBERT ROBINET
(Savigny-sur-Orge)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Favet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Correspondant en chef : Claude Sales.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél : MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Camille Vert

Le Marketing intégré

Cle de la compétitivité industrielle

Entreprise Moderne d'Édition

« Le Marketing à la rescousse de l'industrie »
Loïc Grasset
Usine Nouvelle

« ... en tout point remarquable... Un livre qui ose s'attaquer à des croyances tenaces »
Lionel Bellenger
Action Commerciale

« Une méthode concrète pratique... »
Nicolas Finet
Les Echos

« Un bon livre qui apporte sa pierre à l'évolution du Marketing industriel »
Professeur J. P. Valla
Marketing Mix

234 pages
145 F

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 286 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Pressée par la Chine et l'URSS

La Corée du Nord se prépare à une ouverture prudente et limitée

PYONGYANG
de notre envoyé spécial

La Corée du Nord, le pays du monde socialiste le plus fermé avec l'Albanie, est-elle en train d'évoluer vers une relative ouverture ? C'est en tout cas le message que les autorités entendent faire passer : « De grands changements, non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs, s'opéreront d'ici un an ou deux. Nous sommes sur le tremplin. Il ne faut plus nous prendre pour un pays du passé », nous a dit une haute personnalité. Un tournant dans l'histoire de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), qui vient de fêter son quarantième anniversaire ? « Le mot est juste », répond notre interlocuteur.

La Corée du Nord paraît effectivement se lancer, avec beaucoup de circonspection, dans une « politique du sourire ». La ville de Pyongyang, dont la physionomie est plus avenante qu'il y a une dizaine d'années et où sont perceptibles des signes de développement de la consommation (nouveaux grands magasins, restaurants) se veut la vitrine de cette nouvelle orientation.

Il y a des raisons à cette évolution encore timide. Les mutations que connaît depuis un an la Corée du Sud, le renforcement rapide des liens économiques entre ce pays et les deux grands alliés de la RPDC, la Chine et l'URSS, et finalement le croisement de Pyongyang qui pourrait en résulter, incitent les dirigeants à opérer des ajustements.

Quel que soit le jugement porté sur le nouveau gouvernement sud-coréen — dont les intentions seraient fondamentalement les mêmes que celles du précédent sous un « versant démocratique » —, les dirigeants de Pyongyang sont conscients que l'« ennemi » manœuvre beaucoup plus intelligemment que par le passé et qu'il faut tenir compte d'un défi qui ne se pose plus seulement en termes de succès économiques, mais aussi d'image. Ils savent en outre que les étudiants contestataires sud-coréens, qu'ils présentent comme l'« avant-garde des forces progressistes », sont aujourd'hui isolés, malgré leur tapage, du reste de la population.

Sur le plan intérieur, en outre, le passage des générations implique une évolution non seulement dans l'appareil du pouvoir, mais aussi dans les mentalités. La jeune génération, reconnaît M. Kim Chang Yong, vice-président de l'Union de la jeunesse travailliste de Corée, aspire à davantage de satisfactions matérielles, même si le travail idéologique des cadres du parti limite considérablement de telles aspirations. Prise en tenaille entre la Chine et l'URSS, dont les systèmes évoluent, la RPDC, tout en affirmant qu'elle ne suit aucun modèle, ne doit pas moins tenir compte de cet environnement.

La Corée populaire a essayé un revers de prestige avec la tenue à Séoul des Jeux olympiques. Aussi ses dirigeants entendent-ils faire du Festival de la jeunesse, qui se tiendra en juillet 1989 à Pyongyang, un événement de grande résonance internationale, afin de reprendre le flambeau à Séoul.

Une forteresse idéologique

Ce souci affiché d'ouverture a aussi ses limites : si changement il y a, il s'opérera à l'intérieur d'un cadre défini par le pouvoir. De ce point de vue, l'évolution « incontrôlée » de la Chine est très clairement un contre-modèle. Si la RPDC cherche à donner d'elle-même un visage moins austère, la rigidité du système ne paraît pas près de changer, et elle entend demeurer une forteresse idéologique : les cérémonies du quarantième anniversaire ont démontré l'enracinement profond d'une idéologie où la vénération du Grand Leader, le président Kim Il Sung, se mêle à une vision manichéenne du monde.

Le Parti du travail a le monopole de la vérité, et les citoyens sont appelés à « vivre en héros », selon le mot d'ordre lancé par son secrétaire général, M. Kim Jong Il, fils et héritier du président. Le maintien de ce carcan idéologique conjugué à une mobilisation constante des individus est, pour les dirigeants, la condition sine qua non d'une ouverture sans risque.

La Corée du Nord souhaite cultiver ses relations avec les pays capitalistes, a déclaré M. Kim Il Sung dans son dernier rapport. Mais cette orientation ne doit pas se traduire par des compromis. « Nous sommes prêts à développer nos liens avec tous les pays qui nous respectent, mais nous n'entendons pas faire de mariage de convenance », affirme M. Hwang Djang Yung, secrétaire du comité central du parti et chef du département des affaires internationales. « En matière d'économie mixte (investissements étrangers

sous forme de joint ventures), notre politique n'a pas changé. Lorsque le III^e plan septennal sera achevé (théoriquement en 1993), nous serons en mesure de développer pleinement une économie mixte. »

L'amélioration du niveau de vie revient comme un leitmotiv. Si la primauté des « stimulants politico-moraux » sur l'« intérêt matériel » est toujours affirmée, l'idée d'une « combinaison judicieuse » de ces deux facteurs, évoquée par le président dans son rapport, semblerait indiquer une évolution inédite, tantement des observateurs des pays de l'Est.

Une succession « dynastique »

Déjà, en 1984, des signes d'une prise de conscience d'un nécessaire réajustement étaient perceptibles (1). Mais cette première tentative avait tourné court, et la RPDC s'était renfermée dans sa coquille. Les problèmes de succession pourraient en avoir été la cause. Cette question, sur laquelle nos interlocuteurs font preuve d'une sensibilité d'écorchés vifs, est, nous affirmait-on, « complètement réglée ». « Le dirigeant bien-aimé Kim Jong Il présente tous les traits et les qualités pour hériter de la charge qui incombe actuellement au grand leader. »

Dans un pays où l'unanimité est de mise, on ne peut que prendre acte de cette affirmation. En tout cas, tous les éléments semblent en place pour une relève formelle. Un peu partout on trouve, désormais, des portraits couplés du père et du fils (soit dans des cadres identiques placés côte à côte, soit représentés sur la même photographie ou dans le même tableau). La seule interrogation est celle du moment où s'opérera la succession.

Il n'est pas exclu que, afin d'éviter un retournement inopiné des rapports de force (le sort de la « bande des quatre » en Chine, après la mort de Mao Zedong, incite à la prudence), la relève s'opère du vivant du président, qui pourrait ainsi veiller

der dans l'ombre à prévenir tout dérapage. Car les chefs historiques semblent réagir devant ces prétentions « dynastiques ».

M. Kim Jong Il, dont la production littéraire a été particulièrement prolifique ces dernières années, est identifié au renouveau politique. Celui-ci s'est traduit depuis deux ans par une relative amélioration de la consommation (du moins à Pyongyang). C'est notamment à son initiative qu'a été créé le quartier-vitrine de Changgwang et celui de Kwangbok qui aurait dû être la cité olympique de Pyongyang. Il est associé à deux autres dirigeants représentatifs de la nouvelle génération : MM. Kang Song San, premier ministre depuis 1984, et Kim Young Nam, ministre des affaires étrangères.

La présence de M. Kim Jong Il fut très discrète lors des cérémonies. Cet effacement a fait naître certaines spéculations, mais il semble qu'il ne faille pas en exagérer la portée. M. Kim Jong Il est, en tout cas, allié à l'ouverture des négociations chinoises et soviétiques.

Un nationalisme exacerbé

Derrière une façade de courtoisie chaleureuse, on sent un certain malaise dans les relations entre les Nord-Coréens et leurs deux grands alliés : non seulement ceux-ci ont participé aux Jeux de Séoul, mais encore ils ont renforcé leurs liens économiques avec la Corée du Sud. « Il est difficile d'anticiper les conséquences [de ce renforcement des liens avec le Sud], mais je pense qu'il ne changera pas les relations de ce pays avec la RPDC », nous dit M. Hwan. En filigrane se dessine la crainte, non formulée, qu'une telle évolution conduise à une reconnaissance croisée des deux Corées, ce que Pyongyang ne veut en aucun cas, son objectif suprême demeurant la réunification du pays.

Arc-boutée sur un nationalisme exacerbé qui est aussi identifié au « Grand Leader » et concourt ainsi à une personnalisation extrême du pouvoir, la Corée du Nord, au carrefour des intérêts stratégiques des grandes puissances, est soucieuse avant tout de maintenir son indépendance, pierre angulaire de sa politique.

Un réajustement est en cours pour s'adapter à un nouvel environnement. Mais il sera lent afin d'éviter toute secousse qui pourrait favoriser des ingérences de la part des deux géants socialistes. Le « changement », l'« ouverture » sont des notions étrangères aux thèses autarciques djousséennes (le « Kim Il Sungisme ») qui, par essence, supposent qu'il n'y a qu'une ligne juste. Elles font pourtant désormais partie du langage des responsables nord-coréens, même si les révisions fondamentales qu'elles impliquent ne sont encore qu'esquissées.

PHILIPPE PONS.

(1) Voir notamment les articles d'Alain Jacob, « Nouveaux cours en Corée du Nord », le Monde daté 17, 18 et 19 mai 1984.

PHILIPPINES

L'accord sur les bases américaines est contesté

MANILLE
correspondance

Les Philippines sont divisées sur l'accord, signé lundi 17 octobre à Washington, qui permet aux Etats-Unis d'utiliser jusqu'en 1991 leurs bases de Clark et de Subic-Bay (le Monde du 18 octobre).

La présidente Corason Aquino, qui a attendu plus d'une journée avant de réagir, a fait sienne l'opinion de M. Reagan, pour qui l'accord « souligne une fois de plus les liens historiques rapprochant [nos] deux pays ». Toutefois, pour répondre à ceux qui lui reprochent d'avoir « bradé le pays pour des miettes », certains journaux à Manille parlent même de « trahison » et de « prostitution bon marché ». M^{me} Aquino a mis l'accent sur les bénéfices annexes : ouverture de toutes les bases américaines en Asie (Guam, Japon, etc.) aux produits alimentaires philippins, facilités accordées pour les sociétés de construction du pays dans l'entretien de ces bases et renégociation possible de certaines dettes militaires.

Il est peu probable que la gauche militante se contente de telles promesses. Il devrait donc y avoir une campagne de mobilisation populaire avant le début de la négociation du bail qui doit échoir en 1991. M^{me} Aquino a réaffirmé, à ce sujet,

qu'elle « gardait ses options ouvertes ». Les détracteurs des bases américaines soulignent que l'accord signé lundi est en contradiction avec la Constitution, qui appelle à l'élimination des armes nucléaires sur le territoire. Or les Américains ont trouvé une formule de compromis : leurs bateaux et avions peuvent stationner aux Philippines sans que Washington ait à confirmer ou à nier la présence d'armes nucléaires, mais la possibilité de stocker de telles armes sur le territoire est laissée à la discrétion du gouvernement philippin.

Quoi qu'il en soit, le dossier des bases américaines sera largement exploité par tous les ennemis politiques de M^{me} Aquino. Les dirigeants du mouvement communiste clandestin, parlant de « haute trahison », ont renouvelé leurs menaces d'attaquer les installations et le personnel militaire américain.

En revanche, bien que le lien n'ait jamais été avoué officiellement, ce compromis américano-philippin incitera certainement les gouvernements alliés à celui de M^{me} Aquino à mettre sur pied un projet d'aide financière, visant à la fois à propulser le développement économique de l'archipel et à restructurer une dette extérieure dépassant les 28 milliards de dollars.

KIM GORDON-BATES.

AFGHANISTAN : la crise politique à Kaboul

Les adversaires du président Najibullah ont marqué des points

Alors qu'une pluie de roquettes s'abattait, mercredi 19 octobre, sur l'aéroport de Kaboul, faisant quinze morts, dont trois ressortissants soviétiques (nos dernières éditions du 20 octobre), une nouvelle crise a secoué le Parti communiste afghan.

A l'occasion d'un plénum du Parti démocratique populaire afghan (PDPA), deux lieutenants du président Najibullah ont été limogés. M. Abdul Razmjoo a été démis de ses fonctions de secrétaire du parti pour Kaboul, auxquelles il avait accédé l'an dernier. M. Salch Zaray, qui avait été l'un des organisateurs de la grande jirga (assemblée tribale) de décembre 1987 qui avait confirmé M. Najibullah dans ses fonctions de président pour sept ans, quitte le bureau politique.

Selon Radio-Kaboul, le plénum a approuvé le rapport de M. Najibullah, qui est le secrétaire général du PDPA, texte qui évoque, selon l'agence Tass, sans autre précision, « les mesures urgentes prises par le PDPA pour appliquer la politique de réconciliation nationale ».

Le Parti communiste afghan est divisé en deux factions, celle du président Najibullah (Parcham) et celle de ses adversaires (Khalq). Leurs relations se sont envenimées ces dernières semaines. Le bruit a même couru que le premier ministre, M. Mohamed Hassan Sharq, qui n'est pas membre du PDPA, pourrait être le bénéficiaire de cette crise et succéder à M. Najibullah à la tête de l'Etat. M. Sharq n'a d'ailleurs pas caché son jeu en décl-

rant, la semaine dernière, que « les Afghans n'ont guère confiance ni dans le PDPA au pouvoir, ni dans les moudjahidins ».

Tout laisse penser que M. Najibullah a perdu quelques plumes au cours de ce plénum intervenu trois jours après l'arrivée à Kaboul de M. Iouri Vorontsov, le nouvel ambassadeur soviétique, qui d'ancien premier ministre des affaires étrangères et semble avoir notamment pris mission de contribuer à dénouer la crise politique.

Toutefois, c'est M. Najibullah qui a reçu, dimanche, les lettres de créance de M. Vorontsov et, jusqu'à nouvel ordre, il conserve le secrétariat général du PDPA. On ne peut exclure, cependant, qu'un éventuel renforcement des pouvoirs de M. Sharq conduise, à plus long terme, à une relative marginalisation du PDPA.

Dans l'immédiat, cependant, Moscou veut s'assurer que le régime de Kaboul soit assez solide pour permettre la reprise des contacts de troupes soviétiques suspendus depuis plusieurs semaines. Cette ambition implique notamment un renforcement de la défense de Kaboul mais aussi un tissu de compromis toujours précaires avec des commandants locaux de la résistance prêts à faciliter le départ de l'armée rouge. Ce qui implique des ajustements à la politique de « réconciliation nationale » de M. Najibullah, qui n'a guère porté de fruits jusqu'ici.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

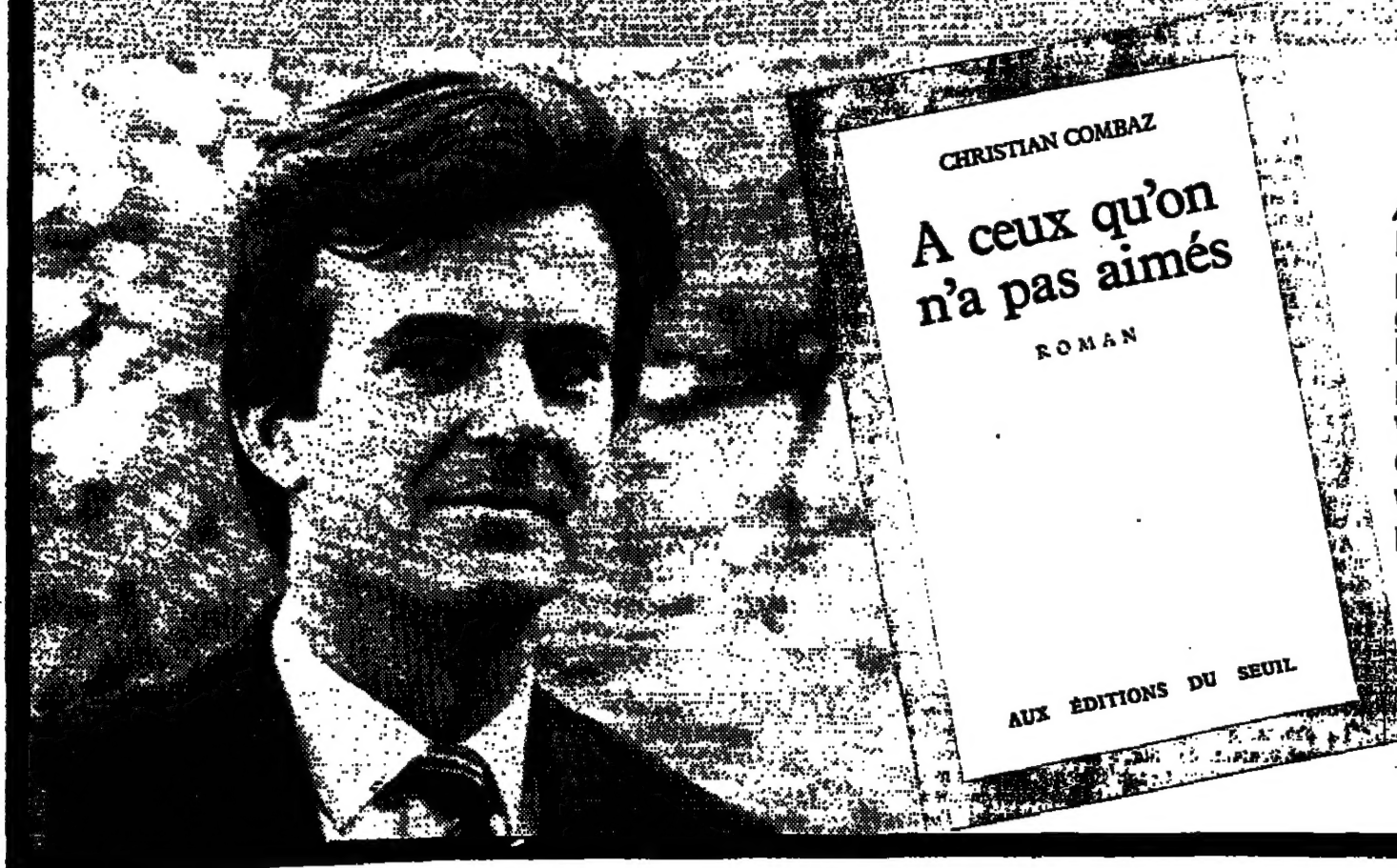
Pyongyang continue d'exiger le retrait des troupes américaines du Sud

La Corée du Nord a répondu, mercredi 19 octobre, à la proposition faite la veille par le président sud-coréen Roh Tae Woo d'un sommet avec le maréchal Kim Il Sung (le Monde du 20 octobre), nous câble notre correspondant à New-York, Charles Lescat. Partant à la tribune des Nations unies, le premier vice-ministre nord-coréen des affaires étrangères, M. Kang Sok Ju, a indiqué qu'un tel sommet pourrait avoir lieu après que les deux parties aient accepté de signer un pacte de non-agression et renoncé à toute alliance militaire. Ce qui signifie que Pyong

yang continue de réclamer le départ des quarante mille soldats américains stationnés au sud du trente-huitième parallèle.

« Il n'est pas question d'admettre la division de la Corée, encore moins de la légaliser », a ajouté M. Kang. Pyong Yang est prêt à accepter une réunification de la péninsule « à condition que les deux parties du pays conservent leur autonomie et leurs systèmes socio-politiques actuels » dans le cadre d'une « République confédérale du Koryo [ancien nom de la Corée], comme l'a proposé notre grand dirigeant Kim Il Sung ».

CHRISTIAN COMBAZ



CHRISTIAN COMBAZ
A ceux qu'on
n'a pas aimés
ROMAN
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

A ceux qu'on n'a pas aimés n'est pas seulement l'histoire d'une héroïne exemplaire, de celles que l'on n'oublie plus, c'est, en puissance, un roman auquel les historiens du XXI^e siècle devront se référer pour comprendre les années 1960. On voudrait résumer d'un mot tous les éloges que mérite ce livre féroce et bouleversant. On n'en trouve qu'un et on le pèse : admirable !

François-Olivier Rousseau
Le Figaro-Magazine

Editions du Seuil

Afrique

ALGÉRIE

Des universitaires dénoncent l'emploi de la torture

Le président Chadli Bendjedid, qui recevait, mercredi 19 octobre, une délégation de la Ligue algérienne des droits de l'homme reconnue par le pouvoir, a promis que les atteintes aux droits de l'homme seraient punies. « Tout dépassement sera sanctionné dans le strict respect de la loi », a affirmé le chef de l'Etat, qui a exprimé sa volonté de « promouvoir le cadre légal permettant à toutes les sensibilités de s'exprimer en toute démocratie ».

Dans une déclaration adoptée lors d'une assemblée générale, des universitaires algériens ont affirmé que « la torture, sous toutes ses formes physiques et morales, s'est institutionnalisée comme mode de traitement des différences d'opinion et des problèmes sociaux ». Ils ont fait état d'au moins une dizaine de cas

avérés de tortures dans la région d'Alger qui ont été confirmés par des médecins.

Ces universitaires ont ainsi dénoncé « avec force » les méthodes de torture-électricité, bagnoires, bastonnades, sodomisation d'adultes et d'enfants avec des bouteilles par les services de sécurité policiers et militaires, « en présence de certaines autorités civiles de haut niveau ».

Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire local, *Algérie-Actualité*, évoque la torture, sans utiliser explicitement le mot. « Un mot qui était banni du lexique ambiant a subitement émergé, venant rappeler des temps hideux », écrit-il. Le journal fait état de « témoignages poignants, parfois insoutenables, d'enseignants, médecins et autres citoyens ».

De leur côté, les bâtonniers des ordres des avocats d'Algérie viennent de se prononcer pour « un pouvoir judiciaire indépendant ». Dans un communiqué diffusé par l'agence Algérie Presse Service (APS), ils protestent contre les « arrestations massives », qui ont conduit, selon eux, à « des erreurs et des dépassements touchant les libertés fondamentales du citoyen ».

Les avocats ont, d'autre part, signalé que, dans de nombreuses villes, des sessions spéciales de tribunaux de flagrant délit ont eu lieu sans que les prévenus puissent assurer leur défense. Dans certaines villes, les procès se sont déroulés de nuit et se sont conclus par des verdicts allant jusqu'à dix ans de prison, la moyenne se situant entre deux et cinq ans de prison.

CORRESPONDANCE

La situation en Kabylie

Après la publication dans le Monde du 15 octobre d'un reportage sur la situation en Kabylie, M. Tarik Mira, étudiant, apporte les précisions suivantes :

(...) L'absence de mouvements de rue spontanés au moment des sanglants affrontements dans la capitale ne témoigne pas de la faiblesse de la contestation en Kabylie. Bien au contraire.

La grève de quarante-huit heures, qui a été suivie massivement et pacifiquement, revêt une grande signification politique et a eu un impact certain. Tout en atteignant l'un de ses objectifs, amener le chef de l'Etat à s'expliquer, cette mobilisation, dont on a peu parlé, a su déjouer les provocations du pouvoir. L'on s'étonne d'ailleurs que la presse dans son ensemble ait plutôt rapporté la réception des « intégristes » à la présidence et ignoré systématiquement celle des représentants de la mouvance démocratique et culturelle de Kabylie. Cette entrevue illustre le poids de cette région dans l'échiquier politique...

Dans le droit fil de sa tradition unitaire, la Kabylie n'est pas restée à la remorque des derniers événements — malheureusement dramatiques — en apportant son concours à l'extension du mouvement contestataire. A l'inverse, le régime persiste dans sa politique antinationaliste en représentant à son compte la devise du colonialisme : diviser pour régner. En 1980 déjà, la Sécurité militaire a distribué les cartes de l'Etat kabyle dans l'Oranie ; aujourd'hui, ses agents sillonnent la Kabylie pour dissuader les gens d'apporter leur soutien aux « Arabes ».

AFRIQUE DU SUD : à la demande de Nelson Mandela

Les trois militants anti-apartheid ont quitté le consulat américain à Johannesburg

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Les autorités ont tenu parole. La police n'a pas appréhendé les trois opposants anti-apartheid réfugiés au consulat général américain de Johannesburg lorsque ceux-ci ont décidé de quitter les lieux, le mercredi 19 octobre, après trente-sept jours dans les locaux diplomatiques (le Monde daté 15-16 septembre). Les trois membres du Front démocratique uni (UDF), MM. Mohammed Valli Moosa, Murphy Morobe et Vusi Khanyile, s'étaient échappés, le 13 septembre, de l'hôpital de Johannesburg. Ils étaient en détention sans inculpation depuis quatorze mois pour les deux premiers et depuis vingt et un mois pour le troisième.

A leur sortie, les trois hommes ont été accueillis par les vifs de la foule. C'est à la suite d'un message de Nelson Mandela, qui leur est parvenu par l'intermédiaire de son épouse Winnie, que les trois militants ont décidé, selon leur formule, « de revendiquer leur liberté ». Nelson Mandela leur avait fait savoir qu'il ne servait plus à rien de prolonger leur séjour et qu'il était préférable de quitter le consulat « aussitôt que possible ». Ce qu'ils ont donc fait le lendemain même.

Au cours d'une conférence de presse, les trois opposants au régime ont déclaré qu'ils avaient choisi d'utiliser leur cas pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le sort des détenus de l'Etat d'urgence, au nombre de mille trois cents selon eux. Le refus des autorités américaines de leur laisser

la possibilité de s'adresser à la presse avait considérablement réduit la portée de leur campagne. Ils ont donc quitté leur refuge en affirmant qu'ils allaient continuer la lutte et en espérant que leur liberté ne serait pas entravée, d'une manière ou d'une autre, par le pouvoir qui avait promis, au lendemain de leur fuite, qu'ils étaient désormais libres de leurs mouvements.

M.-B. R.

BURUNDI : innovation politique à Bujumbura

Le président Buyoya nomme un gouvernement à majorité hutue

NAIROBI
correspondance

C'est en début de soirée, mercredi 19 octobre, que le premier nom est tombé sur le télé de l'ambassade du Burundi à Nairobi (Kenya) : Adrien Sibomana, un jeune politicien de la tribu hutu, occupera le fauteuil de premier ministre et ministre du plan. En l'espace de quelques secondes, la rumeur incroyable devenait réalité. Onze autres noms de la même ethnie venaient bientôt confirmer la nouvelle. C'est donc une majorité de hutus qui va désormais gouverner le Burundi.

Adrien Sibomana, trente-huit ans, n'est pas un inconnu sur la scène politique locale. Cet ancien professeur, diplômé de mathématiques, était vice-président de l'Assemblée nationale sous l'ancien gouvernement Bagaza renversé en septembre 1987. Il est l'un des vingt-trois membres de la Commission nationale consultative mise en place, le 5 octobre, par le président Pierre Buyoya. Onze autres portefeuilles ministériels — sur un total de vingt-deux — ont été attribués à des Burundais d'origine hutu.

Parmi eux, le ministre des finances (Gérard Niyibigira), celui de l'agriculture (Gumaine Hussein), de la fonction publique (Didace Rudaragi), de la santé (Norbert Ngendabanyikwa) et de l'enseignement supérieur (Nicola Mayeli). Les ministres tutsis — dix au total — conservent néanmoins des postes importants, ceux notamment de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères.

Cette ouverture spectaculaire constitue une véritable révolution dans l'histoire du pays. Concernant le premier ministre, il y a eu, certes, un précédent. Mais il s'était conclu très vite, et dans le sang : en janvier 1985, quelques mois après sa nomination, Pierre Ngendandumwe — premier ministre hutu — était assassiné. Jamais, depuis l'indépendance (1^{er} juillet 1962), la minorité tutsie n'a réellement accepté l'idée d'un partage du pouvoir.

Descendants de l'aristocratie pastorale des anciens royaumes de l'Afrique des grands lacs, l'ethnie tutsie ne représente pourtant que 14 % de la population burundaise et les Hutus 85 %. Les massacres inter-ethniques de 1972 et ceux, tout frais encore, du mois d'août dernier n'ont rien fait pour améliorer la triste réputation du régime burundais. Le coup de théâtre qui vient de se produire à Bujumbura n'est sans doute qu'un premier pas. Mais il est, d'ores et déjà, extraordinaire : c'est la première fois que le pays légal commence à coïncider avec le pays réel.

Forcer l'adhésion

Maître d'œuvre de cette ouverture : le major Pierre Buyoya ; d'origine tutsie comme ses prédécesseurs, il est arrivé au pouvoir le 3 septembre 1987, renversant — en douceur — le président Jean-Baptiste Bagaza. Apôtre acharné de la « réconciliation nationale », il s'était efforcé, très vite, d'apaiser les tensions entre l'Etat et les églises chrétiennes —

très influentes chez les paysans hutus et, à ce titre, très mal vues par la classe dirigeante tutsie. Cette volonté de « rétablir l'unité nationale » a, semble-t-il, été renforcée, contrairement à ce que craignaient nombre d'observateurs étrangers, par les massacres du mois d'août.

Le 5 octobre, le numéro un burundais avait sévèrement dénoncé les « organisateurs des désordres et leurs complices », les accusant d'avoir « épousé sur le remède immédiat » de la politique d'unité nationale. Pas question de céder aux ultras, avait conclu le président Buyoya : « Nous forcerons l'allure », avait-il même prédit.

La nomination du nouveau gouvernement semble concrétiser cette prédiction. Elle apparaît, cependant, surprenante, compte tenu des récents raidissements dont ont fait preuve les autorités de Bujumbura, leur refus, par exemple, d'une commission d'enquête internationale ou le « remerciement » récent et brutal d'organisations humanitaires installées au Burundi au lendemain des récents massacres. L'afflux persistant de réfugiés au Rwanda contredit aussi cette soudaine politique d'ouverture et de détente à l'égard de la population hutue. Il reste désormais à attendre les réactions — notamment celle des militaires — contrairement au gouvernement, l'armée reste dominée, quasiment monopolisée, par l'ethnie tutsie. Celle-ci même qui a « rétabli l'ordre » de manière sanglante, il y a moins de deux mois.

CATHERINE SIMON.

Proche-Orient

Sept soldats tués dans une attaque à la voiture piégée dans le sud du Liban

Israël promet de « liquider » les commanditaires de l'attentat

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Les trois plus importants dirigeants du pays ont été unanimes dans l'appel aux représailles et à la vengeance. Au lendemain de l'attentat, le plus meurtrier — sept tués, huit blessés — commis depuis plusieurs années contre des soldats israéliens dans le sud du Liban, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et les ministres de la défense et des affaires étrangères, MM. Itzhak Rabin et Shimon Pérès, n'ont tenu qu'un seul discours : « Nous attrapons les organisateurs et nous leur ferons payer cher ».

Depuis quelques semaines déjà, les responsables de la sécurité disaient s'attendre à une opération à la frontière nord du pays. M. Rabin ne cessait de répéter que le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza ne devait pas occulter la réalité : c'est là, à cette frontière, expliquait-il, que la situation reste la plus dangereuse et la tension, permanente.

L'attentat de mercredi porte à dix-sept le nombre de soldats israéliens tués dans cette zone depuis janvier, que ces opérations, de part et d'autre de la frontière, aient été conduites par des mouvements palestiniens ou par des groupes libanais (pro-syriens et chiites du Hezbollah). Cette fois, le coup est particulièrement dur.

Il est un peu plus de 13 heures lorsqu'un convoi de trois jeeps et un bus de l'armée israélienne s'arrête le long d'un parking, dans l'extrême sud du Liban. Il vient de passer la localité de Kea et se trouve à quelques centaines de mètres seulement de la barrière frontalière, près de la ville de Metulla. On est en pleine « zone de sécurité », dans cette région que contrôle la milice pro-israélienne ALS (Armée du Liban-sud), appuyée en permanence par certains éléments de l'armée de l'Etat hébreu.

Au moment où les quatre véhicules se rangent côte à côte, une voiture blanche — à plaque libanaise, selon les premiers récits — s'approche. Le chauffeur actionne un détecteur, provoquant une gigantesque explosion qui pulvérise sa voiture et sa monnaie des jeeps de l'armée israélienne.

La charge, qui approchait sans doute une centaine de kilos, a laissé un large cratère dans le sol. Elle a dispersé des pièces de métal, des roues, du verre, du sang à plusieurs mètres alentour et déposé un épais

nuage de fumée au-dessus de Metulla. Le chauffeur de la voiture-suicide a été décapité. Les sauveteurs dégagèrent sept morts et huit blessés parmi les soldats, cependant que deux jeunes femmes libanaises qui venaient de franchir la frontière étaient soignées pour diverses blessures.

C'est le bilan le plus lourd enregistré depuis longtemps par l'armée israélienne dans cette région. A peu près au même endroit, en mars 1985, à quelques semaines du retrait des forces israéliennes du Liban, une attaque du même type avait fait douze morts et quinze blessés. Plus l'est, en novembre dernier, une opération menée par des Palestiniens ayant franchi la frontière en ULM s'était soldée par la mort de six soldats israéliens.

La « signature » du Hezbollah

Cette fois, le scénario porte la marque du Hezbollah : les Palestiniens ne pratiquent pas ces attaques à la voiture-suicide. L'opération a d'ailleurs été revendiquée, auprès des médias libanais, par le groupe « Résistance islamique », une des « signatures » du Hezbollah. Le groupe a déclaré que l'attentat avait été perpétré « afin de faire un cadeau » aux Palestiniens des territoires occupés.

Certains experts expliquent que le Hezbollah a besoin de manifester à nouveau sa présence et de redorer son blason au sud du Liban, après y avoir subi cette année une série de défaites humiliantes de la part de l'armée israélienne, en mai dernier, du groupe chiite rival Amal et de l'ALS. Le Hezbollah aurait aussi à compenser une perte de prestige politique subie après que son protecteur, l'Iran, eut « mis les pouces » dans le conflit du Golfe.

Dès mercredi soir, des centaines de villageois libanais des environs de Metulla étaient interrogés par l'armée israélienne. Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, était sur les lieux, de même que M. Rabin. Ce dernier, qui paraissait particulièrement choqué, aux dires de plusieurs témoins, a déclaré : « Nous attrapons les meurtriers. Personne ne sera épargné. Ceux qui ont envoyé cette voiture-suicide doivent savoir qu'ils vont payer ». Le premier ministre, M. Shamir, tenait des propos identiques : « Nous liquiderons l'organisation qui a commandité le meurtre ». Le ministre

des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, assura qu'Israël « n'aurait pas de repos avant d'avoir puni les auteurs de l'attentat ».

Une des questions qui se posent à l'armée israélienne et à l'ALS est de savoir comment une voiture piégée a pu être acheminée (ou assemblée ?) dans la zone de sécurité. Le responsable de la zone, le général libanais Antoine Lahad, avait averti, il y a quelques semaines, que la région allait connaître une période de troubles, après l'assassinat de Daoud Daoud, le chef chiite local du groupe Amal, qui s'était toujours efforcé de tenir la dragée haute aux Palestiniens comme aux militants du

Hezbollah. La zone de sécurité — qui sert de secteur tampon — n'est nullement remise en cause par M. Rabin. Il a estimé que celle-ci remplissait bien son rôle et que l'ALS avait fait ses preuves.

Le ministre et le général Shomron affirment que la frontière ne pourra jamais être totalement hermétique. Ils ont toujours résisté aux responsables de la droite qui demandent une extension de la zone de sécurité en territoire libanais. A l'approche des élections du 1^{er} novembre, l'attentat de Metulla va, sans nul doute, relancer ce débat.

ALAIN FRACHON.

Revue d'études Palestiniennes

LE CLÉZIO
Camp de Nour Shams, été 1948
GOYTISOLO
Journal palestinien, juin 1988



1948-1988
IL ISRAËL : L'HISTOIRE ET LES MYTHES
N° 29 Automne 1988

Le N° 70 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 190 F
Étudiants (sur justification), 160 F
Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

COURS D'ESPAGNOL

- Débutant, moyen, supérieur, intensif (diplôme officiel en fin d'année).
- Traduction générale français/espagnol.
- Littérature hispanique, conversation, séminaires de culture espagnole.

Formation professionnelle continue, petits effectifs.
BIBLIOTHECA ESPANOLA
Centre officiel du ministère des affaires extérieures d'Espagne
11, avenue MARCEAU, 75016 PARIS.
Tél. : 47-20-83-45 de 9 heures à 18 heures.

Haim ZAFRANI Kabbale, vie mystique et magie

Judaïsme d'Occident musulman
Histoire et actualité. La vie quotidienne et l'imaginaire social castillan et judéo-maghrébin.
« Voici un livre considérable... parce qu'il donne accès à l'une des sources essentielles de la pensée mystique moderne... »
Jacques ATTALI, Le Monde
« Une rare et rigoureuse érudition et une vive sensibilité... » Emile TOUATI, Information Juive
« Nous devons, nous musulmans, connaître cette culture sortie des mêmes entrailles que nous-mêmes... »
Abel SINACEUR, Le Matin du Sahara
328 FF.

Maison neuve & Larose

هكذا من الأصل

Europe

RFA : Nouveau style de gouvernement à Munich

Le secrétaire d'Etat bavarois à l'intérieur est déchargé de la lutte anti-SIDA

La Diète bavaroise a officiellement élu, mercredi 19 octobre, M. Max Streibl, cinquante-six ans, ministre, président de « l'Etat libre » de Bavière, en remplacement de Franz Josef Strauss, décédé le 3 octobre dernier. La candidature de M. Streibl avait été proposée dimanche par le Parti conservateur social-chrétien, qui dispose de la majorité des sièges à la Diète. La première victime du changement de « patron » à Munich a été le secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Gauweiler, dont les compétences ont été réduites.

BONN
de notre correspondant

M. Peter Gauweiler, secrétaire d'Etat à l'intérieur, avait été le premier membre du gouvernement bavarois à se rendre au chevet du Franz Josef Strauss à l'agonie. Cette piété émue s'explique aujourd'hui : la disparition du vieux chef affectait peut-être plus que d'autres, le privant d'une protection face à des collègues de cabinet de plus en plus irrités par ses méthodes et ses discours. Le nouveau ministre bavarois de l'intérieur, M. Edmund Stoiber a, en effet, annoncé que les compétences de son secrétaire d'Etat seront désormais réduites à la construction et de l'évacuation des eaux usées.

M. Gauweiler s'était acquis une notoriété internationale par ses méthodes de lutte contre le SIDA en Bavière. Le premier, il s'était prononcé pour un dépistage systématique de l'ensemble de la population, pour l'exclusion des sujets séropositifs et leur exclusion de la fonction publique. Il était en conflit permanent avec M. Rita Stussmuth, ministre fédérale de la santé, adepte d'une politique anti-SIDA fondée

plus sur l'information du public que sur la contrainte policière.

Il avait d'autre part au mois d'août défrayé la chronique en organisant une macabre reconstitution d'une prise d'otages qui venait d'avoir lieu à Brême pour démontrer qu'en Bavière une telle affaire se serait soldée par la mort des bandits et non pas par celle de deux otages comme ce fut le cas.

La démission de M. Gauweiler est un signe du nouveau style de gouvernement, moins tonitruant que celui de son prédécesseur, que le ministre président actuel, M. Max Streibl, veut instaurer dans son Land. Il ne faudrait pas pourtant conclure que le CSU au pouvoir se soit brusquement converti au progressisme et à la tolérance. La nomination de M. Mathilde Berghofer-Weichner, ministre de la justice, comme ministre, président adjoint témoigne de l'empirisme classique sur le pays. Elle s'est, en effet, signalée par une politique extrêmement dure en matière de répression de l'avortement, qui a provoqué un « tourisme de l'IVG » des femmes bavaroises allant dans d'autres Länder pour procéder à des interruptions de grossesse.

LUC ROSENZWEIG.

● Arrestation d'un Letton accusé de crimes de guerre. — Un criminel de guerre nazi présumé, condamné à mort en Union soviétique par cour martiale, a été appréhendé mercredi 19 octobre à Münster, en RFA, a annoncé la justice. L'interpellation de M. Boleslav Melkovskis, quatre-vingt-quatre ans, un Letton réfugié depuis 1952 aux Etats-Unis et installé depuis le 6 octobre 1987 en Allemagne fédérale, a été expliquée par le parquet par le « risque de fuite » et par le « soupçon pressant » de complicité ou de participation à des crimes nazis. L'URSS a demandé mardi à la RFA de traduire en justice M. Melkovskis. — (AFP, Reuters.)

URSS : la visite du premier ministre polonais

M. Rakowski a toutes les raisons de plaire à M. Gorbatchev

MOSCOU

de notre correspondant

Longtemps très mal vu à Moscou, le nouveau premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, y est accueilli le jeudi 20 octobre avec plus de sympathie que n'en exige le seul protocole.

Précurseur à l'Est du dialogue avec la social-démocratie allemande et l'ensemble du monde germanique, ancien rédacteur en chef d'un hebdomadaire, *Polityka*, qui fut dans les années 70 la brillante exception dans la grisaille de la presse polonaise, cet homme a en effet autant de raisons de plaire à M. Gorbatchev qu'il en avait de déplaire à Léonid Brejnev.

Dès le printemps dernier, les dirigeants soviétiques avaient donc commencé à miser sur lui avec d'autant plus de vigueur que l'enfant terrible du parti polonais est aujourd'hui très bien vu aussi des secteurs les plus conservateurs de la Pologne officielle — de ce monde qu'on appelle à Varsovie le « béton ». A priori paradoxale, cette complicité remonte à sept ans déjà, lorsque soudainement appelé au gouvernement, M. Rakowski y était devenu l'homme qui tenait tête à Solidarité et incarnait presque à lui seul — sur le devant de la scène, du moins — la résistance du parti.

Parallèlement, M. Rakowski avait joué un rôle de premier plan dans le petit cercle des personnalités associées à la préparation du coup d'Etat du 13 décembre 1981, par lequel le général Jaruzelski avait mis un terme à l'existence légale du pro-

mier syndicat indépendant du monde communiste.

Pour l'équipe de M. Gorbatchev, le premier ministre présente ainsi le double avantage de rassurer son appareil, tout en ayant des capacités intellectuelles nettement supérieures à celles de beaucoup d'autres mem-

Desormais déterminant dans les relations avec l'ensemble des démocraties populaires, ce souci de n'être lié à aucune des directions actuellement en place et de penser à préserver l'avenir des relations d'Etat à Etat va si loin que les dirigeants soviétiques avaient, le mois dernier, signifié par le biais d'une interview

de l'Est, et l'on avait senti dès ce moment qu'on était, dans l'affaire polonaise, plus ouvert à l'audace au Kremlin qu'à Varsovie. Depuis, les négociations pour l'ouverture de la « table ronde » entre le pouvoir et l'opposition polonaise n'ont fait que piétiner, tant la peur de Solidarité reste immense dans l'appareil du POU, et tant l'équipe du coup d'Etat craint de perdre sa légitimité en régularisant aujourd'hui l'organisation qu'elle avait prosaïquement il y a sept ans.

Pris entre des exigences contradictoires, on piétine, et l'article publié mercredi dans la *Pravda* sous la signature du secrétaire polonais à l'idéologie, M. Orzechowski, le montre cruellement. On y lit, d'une part, que « l'initiative est toujours entre les mains [des communistes] et que le Parti contrôle entièrement la situation », et, d'autre part, que ce parti est noyé dans « le formalisme, la bureaucratie et la paperasse [et qu'un] certain désarroi, une certaine désorientation, règnent parmi [ses] militants ».

M. Orzechowski insiste en conséquence beaucoup sur la volonté de renouveau des dirigeants polonais, exclut catégoriquement tout « retour » à Solidarité « sous forme que revêtait son existence jusqu'au 13 décembre 1981 », et déclare néanmoins que l'« organisation du mouvement syndical est une question ouverte ». Entre les lignes, on lit la proposition que le gouvernement polonais veuille faire accepter à Solidarité d'un partage des entreprises entre les syndicats officiels et le syndicat indépendant.

BERNARD GUETTA.



bres de la direction polonaise. Le crédit de confiance dont il bénéficie à Moscou ne présente cependant pas que des avantages pour lui, dans la mesure où le Kremlin attend maintenant qu'il réussisse à suffisamment élargir sa base politique pour pouvoir sans tarder se lancer dans les réformes de fond qu'exige la gravité de la crise polonaise.

Or, ce défi est d'autant plus redoutable que les dirigeants soviétiques se gardent bien, en l'absence de proposer la moindre recette, de peur d'être associés à un nouvel échec polonais et de renforcer l'impopularité de l'URSS en Pologne en paraissant faire obstacle à telle ou telle solution.

au Monde que le pluralisme syndical n'était pas à leur yeux une hérésie (le Monde du 7 septembre).

Préserver l'avenir

Cela revenait-il à dire que si la direction polonaise décidait d'accepter de rendre son statut légal à Solidarité, Moscou ne s'en inquiéterait pas ?

Très bien accueillies par le syndicat indépendant, ces déclarations avaient en revanche beaucoup irrité, non seulement à Varsovie, mais aussi dans plusieurs autres capitales

G A L E R I E S
Lafayette



Galeries les Parfums

25%

sur vos parfums préférés avec la carte Galeries Lafayette, offerte instantanément à la sortie du 15 novembre.

Lafayette

Sauf points rouges.

A Haussmann et Montparnasse. La mode est là !

Europe

YUGOSLAVIE : les travaux du comité central de la Ligue des communistes

Le limogeage d'un partisan de M. Milosevic porte un coup à la politique nationaliste serbe

Les travaux du comité central de la Ligue des communistes yougoslaves devaient se poursuivre, jeudi 20 octobre à Belgrade, avec l'ouverture d'une dix-huitième session consacrée à l'examen de la réforme de la Constitution de 1974. Dans ce contexte, la Serbie réclame des amendements qui lui permettraient de reprendre le contrôle dans les domaines politique et judiciaire, notamment de ses deux provinces autonomes — le Kosovo et la Voïvodine. La dix-septième session du comité central avait pris fin mercredi soir.

BELGRADE
de notre correspondant

Après trois jours de débats, la dix-septième session plénière du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie s'est achevée dans la soirée du mercredi 19 octobre sur un double coup de théâtre. Le premier fut la décision de recourir au vote secret pour le renouvellement de la confiance aux dix membres permanents de la présidence du parti et le second, le résultat même du scrutin : un des représentants du parti serbe dans cette instance, M. Dusan Krcbic, n'a pas obtenu le nombre minimal de voix requis pour garder ses fonctions. La surprise fut grande, M. Krcbic étant de longue date membre de la direction du parti you-

goslave et connu comme un partisan de la politique du chef du parti serbe, M. Slobodan Milosevic. Il était évident qu'en le désavouant la majorité des membres du comité central se sont prononcés contre M. Milosevic.

Dès l'annonce du résultat du scrutin, M. Krcbic a donné sa démission, ce qui selon les statuts de la Ligue, n'était pas obligatoire. M. Milosevic demanda alors au comité central de reporter la décision sur cette affaire à une date ultérieure, le parti serbe devant préalablement consulter sa base. Il demanda à M. Krcbic de retirer, en attendant, sa démission ce que celui-ci accepta.

Un représentant de la Macédoine, M. Todorovski, estima que le parti « d'une république », sous-entendu celui de la Serbie, a été victime d'une « coalition sans principes ». M. Mikalic, président du gouvernement fédéral, exprima sa surprise devant ce qui venait de se passer, en précisant qu'il avait voté pour M. Krcbic et cela publiquement, puisqu'il avait signé son bulletin de vote. Après un débat confus, le comité central décida de réexaminer le cas de M. Krcbic à l'occasion d'une prochaine session. Au cours d'une conférence de presse dans la soirée de mercredi, M. Sivar, président en exercice de la Ligue, répondant à une question, a exprimé l'« opinion personnelle » que l'échec de M. Krcbic était la conséquence

de son « identification avec une certaine politique », autrement dit celle de M. Milosevic.

Sur cent quarante-six votants du comité central, neuf des dix membres de la présidence ont recueilli plus des deux tiers des voix requises. Seul M. Krcbic n'en a obtenu que soixante-huit. Il est difficile de faire une analyse précise de ce premier scrutin secret organisé à ce niveau au sein de la Ligue. Néanmoins, on peut tenir pour acquis que les membres du comité central du Monténégro, des régions autonomes du Kosovo et de Voïvodine, avec lesquels M. Milosevic était en conflit en raison des manifestations de solidarité avec les Serbes du Kosovo, ainsi qu'un nombre indéterminé de membres du comité central de Slovaquie et de Croatie ont refusé leur voix à M. Krcbic. Le conflit est grave puisque le parti serbe est le plus grand de la fédération. Il faudra attendre la réunion de sa direction, qui ne saurait tarder, pour se prononcer sur les répercussions de cette affaire sur la politique intérieure yougoslave.

Dans la matinée de mercredi 19 octobre, le comité central avait accepté la démission de quatre membres de sa présidence, MM. Siroka (Kosovo), Setine (Slovaquie), Krunic (Voïvodine) et Rovnic (Bosnie Herzégovine) et avait annoncé l'ouverture d'une enquête sur le cas de M. Mesibovic, l'un des dirigeants de Sarajevo (Bosnie Herzégovine) accusé d'avoir été

mêlé au scandale financier du combinat agro-alimentaire Agrokomerc. Le comité a adopté un document sur la séparation des organismes de la Ligue et du pouvoir et a recommandé aux républiques et régions autonomes de changer un tiers des membres de leurs propres comités centraux.

PAUL YANKOVITCH.

Le prince Alexandre favorable à une monarchie démocratique. — Le prince Alexandre, héritier du trône yougoslave, qui réside à Londres depuis 1984 après avoir vécu en exil au Brésil et aux États-Unis, préconise l'instauration d'une « monarchie démocratique » pour sortir son pays de la crise, a-t-il confié, mercredi 19 octobre, à l'AFP. Le prince se déclare « très préoccupé » par la situation économique et politique de son pays où l'inflation a atteint 217 % et où le réveil des nationalismes menace l'unité de l'État. « La solution pour mon pays domine depuis quarante-trois ans par la dictature d'un parti unique en direction d'une démocratie en ordre des partis politiques et des élections libres. C'est aussi la restauration de la monarchie pour préserver l'unité du pays. C'est mon grand-père qui a créé ce pays il y a 78 ans, rappelle-t-il avant d'affirmer qu'il aimerait bien jouer, le moment venu — d'ici quatre ou cinq ans —, son rôle de monarque, si les conditions s'y prêtent. » (AFP.)

AUTRICHE : de retour d'URSS

Le chancelier Vranitzky réaffirme que la neutralité de son pays n'est pas négociable

M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, était attendu jeudi 20 octobre à Vienne pour y avoir des entretiens avec le chancelier Vranitzky et son homologue autrichien, M. Alois Mock. M. Vranitzky, qui revient d'un séjour à Moscou, vient de réaffirmer qu'une éven-

tuelle adhésion de l'Autriche à la CEE n'était envisageable que si sa neutralité n'était pas remise en cause. Au cours d'une réunion à huis clos du gouvernement de coalition autrichien qui s'est tenue lundi et mardi à Vienne, un large consensus s'est

dégagé entre socialistes et conservateurs en faveur d'une demande d'adhésion qui devrait être formulée officiellement au cours du premier trimestre de 1989. M. Mock devait se rendre jeudi soir à Bruxelles pour rencontrer à ce sujet les dirigeants de la Commission européenne.

VIENNE
de notre correspondante

Le débat sur une éventuelle entrée de l'Autriche dans la CEE tourne de plus en plus autour de la question de savoir si la neutralité de l'Autriche sera compatible ou non avec les règles communautaires.

Au cours d'un congrès du Parti socialiste, réuni samedi 15 octobre à Vienne pour faire le point des pour et des contre l'adhésion à la Communauté, le chancelier Vranitzky a annoncé que la demande d'adhésion que présentera éventuellement l'Autriche l'année prochaine à Bruxelles comportera une définition autonome de la neutralité autrichienne qui sera à prendre ou à laisser par les Douze. Le chancelier, qui revenait d'une visite officielle à Moscou, a souligné que l'Autriche « accorde la priorité absolue » à sa neutralité. Elle fera de son acceptation la condition sine qua non de son éventuelle adhésion à la CEE. En aucun cas, la neutralité ne pourra

être l'objet de négociations avec Bruxelles. « Notre neutralité n'est pas pour nous un boulet à traîner, mais un élément qui devrait enrichir la Communauté européenne », a dit M. Vranitzky. Il a cependant réaffirmé qu'il considérait toujours la participation de l'Autriche à l'intégration européenne comme étant de son intérêt vital.

La Constitution et le mémorandum de Moscou

Cette clarification de la position du gouvernement autrichien intervient à la suite des entretiens qu'a eus le chancelier Vranitzky avec les dirigeants soviétiques. Il s'est vu confronté, comme peu de temps avant lui le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, aux « réserves » émises par les Soviétiques à l'égard d'une adhésion de l'Autriche à la CEE et au « soul » de Moscou de voir l'Autriche respecter son statut de neutralité.

Lors de la visite de M. Mock, en septembre, le chef de la diplomatie

soviétique, M. Edouard Chevardnadze, avait fait savoir qu'il « ne pouvait pas comprendre que Vienne puisse juger sa neutralité compatible avec l'entrée à la CEE », une organisation qui, selon lui, est « aussi, une organisation qui a de nombreux aspects militaires ». M. Gennadi Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a été plus direct à l'occasion de la visite du chancelier : « L'URSS veut éviter que l'Autriche joigne l'OTAN par la porte de derrière », a-t-il dit, et pour dissiper les derniers doutes il a ajouté, devant des journalistes autrichiens à Moscou : « Les troupes soviétiques ont quitté l'Autriche à condition que ce pays reste neutre et n'adhère à aucune alliance ni à l'Est ni à l'Ouest. »

Vienne insiste pour être « le seul et unique interprète » de sa neutralité. Mais celle-ci, proclamée « dans un acte souverain » par le Parlement autrichien en octobre 1955, n'a pas été si librement choisie que veut le faire croire la Constitution autrichienne. L'URSS avait exigé à la

ITALIE

Le président du conseil M. De Mita s'oppose à la vision européenne de M^{me} Thatcher

ROME
de notre correspondant

« L'idée que l'Europe pourrait n'être qu'une entité économique dénuée d'instruments politiques est une absurdité ». Simple, claire et nette, c'est la réplique du chef de l'exécutif italien aux réserves émises récemment par M^{me} Thatcher vis-à-vis de l'Europe.

Si l'opposition de la « Dame de fer » à l'idée d'une banque centrale et d'une monnaie unique européennes « constitue l'expression d'une simple prudence », insiste M. Ciriaco De Mita, c'est compréhensible. Mais s'il s'agit d'un choix politique, alors là, c'est plus délicat, car, selon moi et beaucoup d'autres gouvernements européens (l'intégration économique), c'est la direction qu'il faut prendre. »

Prononcées d'un ton ferme et décidé, à la veille de sa rencontre avec le premier ministre britannique, vendredi 21 octobre, sur les bords du lac Majeur, les paroles de M. De Mita étaient déjà promises à un certain écho sur les bords de la Tamise. Mais comme un journaliste anglais — l'un des huit correspondants étrangers conviés mercredi à un déjeuner avec le président du conseil italien — objectait qu'au fond Londres discute essentiellement la méthode de la construction européenne et peut-

être pas les objectifs ultimes de « grand dessin », M. De Mita lui a encore cette réponse : « Je pense, monsieur, que vous faites une interprétation optimiste... » Bref, les échanges entre Italiens et Britanniques promettaient d'être animés.

C'est en effet un Ciriaco De Mita transfiguré notamment par sa récente et retentissante victoire au Parlement sur les adeptes du vote secret (le Monde du 15 octobre) qui devait rencontrer M^{me} Thatcher. Ceux qui connaissent le président du conseil italien depuis longtemps l'assurent sans détour : « Jamais il n'a donné l'impression d'être aussi maître de sa pensée et sûr de lui-même. » De fait, grâce à l'abolition partielle mais importante du vote anonyme au Parlement, aucun chef de l'exécutif italien n'aurait approché d'aussi près que M. De Mita aujourd'hui la réalité du pouvoir de gouverner.

« Notre budget, qui prévoit une forte réduction du déficit, sera approuvé avant la fin de cette année », affirme le chef du gouvernement. Il avait fallu six mois et de très dommageables concessions au précédent gouvernement pour faire voter le sien. Les temps changent et les discours aussi...

Impressions
de Moscou

Clair et volubile sur les affaires intérieures, le président du conseil italien, qui n'a pas hésité à comparer le système politique de son pays à celui qui prévalait en France « avant de Gaulle », l'a été tout autant sur la politique internationale. Visiblement enthousiasmé par la personnalité « extraordinaire » de M. Mikhaïl Gorbatchev — « un homme hautement réaliste, pragmatique et politiquement avisé », il a confié ses impressions. Quatre jours à Moscou et de longs entretiens avec le numéro un soviétique l'ont convaincu : « M. Gorbatchev a une puissante volonté de changement. » Sauf sur un point : avec l'Ouest, il aimerait pouvoir poursuivre ses négociations avec les mêmes personnes : « M. Gorbatchev apprécie énormément le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz. »

De là à affirmer que le maître du Kremlin vote Bush contre Dukakis aux prochaines élections pour la Maison Blanche, il y a un pas que M. De Mita ne franchit pas... tout à fait.

Une seule question le hante : « Est-ce que toute cette intelligence, cette énergie volontaire (de M. Gorbatchev) finiront par infiltrer le système soviétique ? Cela, vraiment, je ne le sais pas. » Ce dont M. De Mita semble « personnellement » certain, en revanche, c'est qu'à Moscou « le marxisme continue de vivre un peu comme une vieille superstition ».

WALTRAUD BARYLI.

PATRICE CLAUDE.

Amériques

PARAGUAY

Une trentaine d'opposants arrêtés

Une trentaine d'opposants au régime du général Alfredo Stroessner ont été arrêtés ces derniers jours au Paraguay.

M. Domingo Laíno, chef du Parti libéral radical autocratique (PLRA), interdit, a été arrêté mardi 18 octobre, pour la quatrième fois en moins de trois semaines, avec six autres membres de l'opposition. Par ailleurs, six ouvriers accusés de « marxisme » ont été appréhendés et mis au secret dans les locaux de la police politique, parmi ceux-ci figurent un Belge, M. Michel Derux, et deux Italiens, MM. Antonio Cagna et Silvano Tesei, anciens Frères franciscains.

A Pilar (350 kilomètres au sud de la capitale Asunción), la police a dispersé violemment une manifestation publique du PLRA et menacé de mort ses principaux dirigeants, ont annoncé mercredi des responsables politiques opposés au régime. Deux autres dirigeants du mouvement ont été arrêtés à Concepción (dans le nord du pays), tandis qu'à Ita, à proximité d'Asunción, d'autres membres du PLRA, qui manifestaient contre le gouvernement, auraient « disparu ». (AFP.)

BRÉSIL

Le président Sarney qualifie d'« étape historique » son voyage en URSS

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le président brésilien, M. José Sarney, ont signé, mercredi 19 octobre, au Kremlin, une déclaration de principes « prévoyant des « actions communes » des deux pays sur la scène internationale, a annoncé l'agence Tass.

L'URSS et le Brésil ont également conclu un accord sur la « livraison réciproque machines, d'équipements et d'autres marchandises », ainsi qu'un protocole sur la coopération dans l'exploration de l'espace « à des fins pacifiques ».

Le développement des relations entre les deux pays ne se fait pas au détriment des États-Unis, a souligné, mercredi, dans une conférence de presse à Moscou, M. José Sarney. Le président brésilien a également estimé que sa visite était « un succès, une étape historique ». « J'ai le sentiment que le Brésil est un partenaire des grandes puissances (...) et j'ai conscience de son rôle dans le monde », a affirmé, de son côté, M. Gorbatchev. — (AFP.)

Le sort des otages américains au Liban

Washington s'était opposé à la vente de F-5 chiliens à Téhéran

Confirmant partiellement des informations diffusées la veille par la chaîne de télévision américaine ABC, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a reconnu, mercredi 19 octobre, que les États-Unis avaient empêché cette année un groupe de marchands d'armes de vendre à l'Iran des avions F-5 que possède le Chili.

M. Redman a démenti que l'Iran ait tenté d'échanger des otages américains détenus au Liban contre des armes. Mais il a admis que « l'élément des otages » semblait « avoir fait surface très brièvement dans la dernière phase de la transaction et avoir été soulevé par les intermédiaires, pas par les Iraniens ». Il a affirmé que cette idée n'avait réellement été envisagée que par les marchands d'armes (parmi lesquelles figurent, outre des Iraniens et des Chiliens, des Israéliens et des Argentins).

A New-York, l'ambassadeur d'Iran aux Nations unies a « catégoriquement » démenti la version des faits présentée par ABC, selon

laquelle il aurait été question de faire libérer quatre des neuf Américains séquestrés au Liban. « Nous ne voulons pas être impliqués dans ce genre de marché », a-t-il ajouté. L'idée d'échanger des otages contre des armes est répréhensible. »

Au Chili, le chef d'état-major de l'armée de l'air a indiqué qu'en février des intermédiaires avaient manifesté leur intérêt pour les F-5 ; mais il a souligné que son gouvernement suspectait que l'Iran serait le bénéficiaire de l'opération, avait immédiatement refusé. Les appareils étant de fabrication américaine, leur vente ne peut se faire sans l'accord de Washington. — (AFP.)

M. Mitterrand en Egypte. — Le président François Mitterrand effectuera une visite officielle en Egypte le mardi 25 octobre. Le chef d'Etat passera la journée à Ismailia, où il rencontrera le président égyptien Hosni Mubarak, avec lequel il avait eu un entretien, le 27 septembre dernier, à Paris.

Selon l'ambassade d'Irak

Aucun pilote français n'a participé à des combats contre l'Iran

L'ambassade irakienne à Paris a indiqué, mercredi 19 octobre, qu'aucun militaire français ou autre non-irakien n'a participé à « des missions de combat dans les rangs irakiens contre les forces iraniennes ». Cette précision intervient après la publication, par le Canard enchaîné du 19 octobre, d'un article détaillant les conditions dans lesquelles la France a, entre 1983 et 1985, aidé l'Irak à rendre opérationnels les cinq avions Super-Etendard prêtés (le Monde du 20 octobre).

Le Canard enchaîné avait précisé, de son côté, qu'il était difficile de savoir si des Français ont secouru les Irakiens, mais il n'en avait pas formellement exclu l'éventualité.

M. Attali aux Philippines et en Inde. — M. Jacques Attali, conseiller spécial du président François Mitterrand, se rendra aux Philippines, le vendredi 21 octobre, puis en Inde, pour des entretiens avec M^{me} Corason Aquino et avec M. Rajiv

Gandhi. Ces rencontres se situent dans le cadre de la préparation du prochain sommet des sept pays les plus industrialisés, le 14 juillet 1989, à Paris, au cours duquel le président de la République entend mettre l'accent sur les relations Nord-Sud et le problème de l'endettement.

M. Attali aux Philippines et en Inde. — M. Jacques Attali, conseiller spécial du président François Mitterrand, se rendra aux Philippines, le vendredi 21 octobre, puis en Inde, pour des entretiens avec M^{me} Corason Aquino et avec M. Rajiv

هكذا من الأصل

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Querelle d'héritage

Querelle d'héritage. C'est ainsi que peut se résumer la journée de débats de mercredi à l'Assemblée nationale. L'opposition n'a cessé de revendiquer la paternité de l'embellie économique dont profiterait aujourd'hui le gouvernement. Rocard, la majorité a récusé l'idée selon laquelle la croissance que l'on constate aujourd'hui serait « née comme par un coup de baguette magique » entre 1986 et 1987. Pour le ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy, le redressement a été commencé dès 1984. M. Edouard Balladur, son prédécesseur, s'est livré, quant à lui, à une minutieuse défense et illustration de la politique économique qu'il a conduite.

L'ancien ministre des finances de M. Jacques Chirac a regretté que son successeur se soit contenté « de tirer profit » de l'héritage légué plutôt que de se préoccuper de le mettre en valeur : « Sans la reconnaissance de l'héritage du gouvernement précédent, si cela était pour en faire un bon usage, chacun s'en réjouirait, mais tel n'est pas tout à fait le cas, et le budget qui nous est proposé est un budget de facilité. Le plus préoccupant reste l'absence du choix des véritables priorités (...). Rien, ou presque rien, n'est fait pour traduire l'attachement aux impératifs européens. En matière de TVA, aucune mesure ne va dans le sens des recommandations européennes. Rien, ou presque, n'est fait en matière de fiscalité de l'épargne. La baisse de la fiscalité des entreprises est partielle et mal orientée ».

« Nous avons aplani bien des difficultés », a insisté M. Balladur. Rappelant que l'on dispose, dans la préparation de ce budget, de marges de manœuvre considérables du fait de l'amélioration des recettes (...). « Jamais budget ne fut si facile à préparer », a ajouté le député RPR de Paris, en dénonçant

les « faux-semblants » de ce budget « obscur » : sous-estimation des dépenses publiques, allègements d'impôts moins importants que ceux annoncés, etc.

Abordant un registre plus politique, M. Balladur a réitéré vigoureusement l'idée selon laquelle la politique qu'il avait menée et celle de M. Bérégovoy se vaudraient : « Il y a entre vous et nous de profondes, de fondamentales différences de politique économique et sociale. Vous avez de la société une conception qui n'est pas la nôtre et votre politique fiscale comme votre politique budgétaire le manifestent. C'est pourquoi nous ne pouvons accueillir qu'avec une grande réserve et un peu d'amusement les efforts que vous faites pour nous appeler à coopérer à votre action. Certes, nous sommes tous disposés, chaque fois que l'intérêt général le requiert, à apporter notre contribution et notre concours à une action qui serait bonne pour l'ensemble des Français, mais pour autant, nous n'entendons abandonner ni nos convictions, ni nos idées, ni nos projets : ils sont différents des vôtres (...). Cessons de faire croire aux Français que toutes les solutions se valent. Nous avons fait, de 1986 à 1988, ce que vous n'auriez jamais fait et, le moment venu, nous reprendrons notre action dans le sens d'une plus grande libération à la fois des hommes, de l'économie et de la société ».

M. Bérégovoy a répondu à M. Balladur en se félicitant de la différence de nature entre leurs deux politiques. Le ministre a de nouveau reproché au bras droit de M. Chirac d'avoir négligé le dialogue social quand il était aux affaires. « Les Français ont sanctionné la candidature de M. Chirac parce qu'il avait divisé la France en deux camps (...). A noter que tout ce que nous avons fait était mal et

Les députés ont terminé mercredi 19 octobre la discussion générale du projet de loi de finances pour 1989. L'examen du budget, article par article, sur les recettes, devait commencer jeudi 20 octobre. Jusqu'à présent, seuls les députés socialistes ont annoncé leur intention de voter pour. Les deux autres groupes (communiste et centriste), susceptibles de s'abstenir si le gouvernement ne faisait un pas vers eux, ont fait valoir leurs exigences au cours de la discussion de mercredi. Le gouvernement devra en tenir compte s'il veut rallier leurs suffrages. La difficulté vient des attentes totalement contradictoires de ces deux groupes : sur l'impôt de solidarité sur la fortune ou sur la fiscalité des entreprises, par exemple. Le premier ministre devra donc choisir de quel côté il faudrait porter ses concessions sous peine de faire le grand écart. Toutefois, en cas de blocage, il pourrait engager ses responsabilités en vertu de l'article 49-3 de la Constitution.

que tout ce que vous avez fait était parfait. Vous n'avez pas besoin d'administration parce que vous vous administrez vous-mêmes avec un certain plaisir », a lancé M. Bérégovoy en suscitant un tollé sur les bancs RPR.

M. d'Ornano :
les vieux démons socialistes

Au nom de l'UDF, M. Michel d'Ornano a dressé, à travers un discours prononcé sans notes, un réquisitoire de l'histoire de la politique économique socialiste. Il a estimé que les « vieux démons socialistes » étaient de retour. Il s'en est pris notamment aux « dépenses excessives » et à la « frilosité » européenne de ce budget. Il a notamment regretté le manque d'économie en matière d'emplois budgétaires : « Les effectifs budgétaires dépasseront en 1989 le maximum historique qui avait été atteint en 1984 ». M. d'Ornano a critiqué l'impôt de solidarité sur la fortune en jugeant « injuste » et porteur « d'effets pervers ». L'ancien président de la commission des finances estime, que en effet, l'ISF frapperait plus les moyennes fortunes que les grosses. Il a souhaité, d'autre part, un allègement des charges et des impôts qui

présent sur les familles et les entreprises.

Il a enfin interpellé le ministre de l'économie : « Le Parlement, pour vous, c'est quoi ? Est-ce que c'est en partie l'opposition, ou est-ce que c'est seulement la fraction dure de votre majorité ? Nous saurons cela lorsque vous apporterez vos réponses à quelques-uns des amendements que nous avons déposés ».

M. d'Ornano avait notamment réclamé une baisse du taux normal de la TVA, une diminution des dépenses de l'Etat et il avait demandé que pour atténuer les effets pervers de l'ISF, les couples mariés ne soient pas défavorisés par rapport aux autres. Il avait également proposé l'exonération de la résidence principale.

M. Alphonand :
la chauve-souris

Bien qu'il ne fut pas encore minuit, M. Edouard Alphonand (UDC), a expliqué que ce budget était un budget « chauve-souris » : « Vous commettez, mes chers collègues, la fable de La Fontaine. La chauve-souris dit aux deux bestioles : « Je suis oiseau, voyez mes

ailes ; je suis souris, vive les rats. En nous présentant ce budget, vous nous dites : « Je suis libéral : voyez la baisse du déficit. Je suis socialiste : vive la progression des dépenses publiques... ». Je me demande si vous ne cherchez pas en définitive la quadrature du cercle. Vous avez tant et tant d'impératifs politiques contradictoires à respecter... ».

« Qu'y a-t-il dans ce budget ? a demandé le député centriste ? Il y a du bon, il y a du moins bon, il y a du franchouillisme nouveau. Le bon, ce sont plusieurs dispositions en faveur des entreprises. Nous vous approuvons aussi lorsque vous encouragez la recherche et lorsque vous donnez la priorité aux investissements humains. Le moins bon, c'est, par exemple, la suppression du taux de TVA de 7 % ramené à 5,5 %. Cette disposition est inutile pour la construction fiscale européenne. Et puis, il y a le franchouillisme mauvais : il se résume en deux mots : archaïsme et laxisme », a expliqué le député en dénonçant le rétablissement de l'impôt sur la fortune, « une fiscalité anti-économique et anti-européenne dont les socialistes ont aggravé encore les effets pervers en créant une tranche au-dessus de 20 millions ».

M. Lajoinie :
le poison de l'austérité

Le président du groupe communiste a, quant à lui, reproché au gouvernement de mettre ses pas sur le chemin de l'austérité entamée par le gouvernement Chirac. Appuyant son raisonnement sur les mouvements sociaux qui se font jour actuellement, M. Lajoinie a appelé le gouvernement à desserrer la ceinture de l'austérité : « Cela va de mal en pis. Le chômage augmente, le commerce extérieur se détériore, des branches décisives comme l'éducation et la santé sont asphyxiées et on s'aperçoit que les sacrifices sont toujours pour les mêmes, les travailleurs, tandis que les grandes fortunes multiplient leur patrimoine. Nous, nous avons combattu l'austérité comme un poison ».

Le président du groupe communiste a toutefois entrouvert la porte : « Les élus communistes sont disponibles pour tout ce qui peut améliorer la vie des gens et dégrèver une partie positive de la crise (...). Il ne faut pas rester coincé à un puéril mouvement dont l'ampleur et la résolution expriment une volonté exceptionnelle d'obtenir justice par l'union et le rassemblement. Vous pouvez répondre à ces aspirations à travers la loi de finances. Si vous le faites, vous auriez notre soutien, car nous pensons que l'avenir du pays ne se construit pas contre ses travailleurs, mais au contraire en s'appuyant sur eux ».

Enfin, pour le groupe socialiste, M. Raymond Douyère a affirmé que ce projet de budget était celui de « la justice sociale et fiscale : il répartit équitablement sur les ménages et les entreprises les allègements fiscaux ». S'agissant de l'ISF, le député socialiste s'est interrogé sur le point de savoir si l'exclu-

sion de l'outil de travail était une mesure définitive ou si, dans l'avenir, elle pourrait être réexaminée. Le député socialiste de la Sarthe a estimé, par ailleurs, que la rigueur économique n'était possible pour les salariés que si les services publics (enseignement, santé, transports, postes, justice) étaient assurés correctement.

M. Bérégovoy a interrompu un moment l'orateur socialiste pour appuyer un de ses propos concernant les revenus salariaux. Il en a profité pour demander à la commission des finances de procéder à un bilan des revenus salariaux des Français, afin d'y voir plus clair. Il a souhaité qu'un constat « aussi objectif que possible » soit établi, dans la mesure où les statistiques du CERC et de l'INSEE n'étaient pas toujours parfaitement en harmonie.

Intervenant enfin, un peu plus tard, en réponse aux critiques, le ministre de l'économie et des finances s'est prononcé pour une modernisation future de l'ISF dans le cadre d'une réforme généralisée de la fiscalité, mais il a précisé que dans ce domaine, il ne souhaitait pas « improviser ». A propos de la TVA, il s'est déclaré prêt à supprimer un taux si un amendement allant dans ce sens était déposé. Il s'est prononcé également pour la taxation plus forte des plus-values des entreprises avec, pour contrepartie, une baisse de l'impôt sur les sociétés.

PIERRE SERVANT.

L'ai-je bien dit ?

M. Michel Charasse, ministre du budget, dernier orateur à intervenir, mercredi 19 octobre au soir, a répliqué avec humour à M. Philippe Auberger (RPR, Yvelines) qui lui avait reproché, mardi, en termes vifs, d'avoir menacé des journalistes de la Cinq de poursuites fiscales pour avoir diffusé des propos qu'il ne voulait pas voir passer à l'antenne (le Monde du 19 octobre) :

« La seule chose que j'ai dite - et j'en suis sûr - c'est que je n'ai jamais dit ce qu'on a dit que j'aurais dit. Rien ne peut donc autoriser quiconque de bonne foi à dire que j'ai dit ce que je n'ai pas dit, d'autant plus que je rédis ce que j'ai dit, continuant à dire que j'aurais dit, n'étaient pas présents au moment et à l'endroit où j'aurais dit ce que je n'ai pas dit. Voilà pourquoi je ne peux rien dire de plus par rapport à ce que j'ai déjà dit sur ce que je n'ai jamais dit ».

« J'espère seulement que, dans le passé, même récent, aucun de ceux qui me reprochent aujourd'hui de dire ce que je n'ai pas dit n'a fait, sans le dire, ce que j'ai dit que je n'aurais pas dit ».

Sourires et rires sur tous les bancs.

Le gouvernement est prêt à une succession de « 49-3 »

Le conseil des ministres du 19 octobre a autorisé, pour la première fois depuis la composition du gouvernement, M. Michel Rocard à engager la responsabilité de son gouvernement (article 49 alinéa 3 de la Constitution) (1) sur le vote par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour 1989.

Un vote hostile de l'opposition de droite et des communistes pourrait en effet, vendredi 21 ou samedi 22 octobre, conduire au rejet de l'article d'équilibre qui clôt le premier partie du projet de budget en recapitulant l'ensemble des recettes et leur répartition en grandes masses de dépenses.

Le premier ministre espère encore éviter ce passage en force en obtenant une attitude plus conciliante des groupes communiste ou centriste. L'abstention de l'un de ces deux groupes suffirait pour faire adopter la première partie du budget et permettrait de

passer à un examen de la deuxième partie, consacrée au budget ministériel par ministère. En cas d'adoption du « 49-3 », l'UDF et le RPR pourraient déposer une motion de censure en riposte, faute de quoi l'article d'équilibre serait considéré comme adopté, sans vote.

En se donnant ainsi la possibilité de recourir à l'arme dissuasive du 49-3, le gouvernement tient compte de l'expérience du passé. Le 24 décembre 1979, le Conseil constitutionnel avait en effet annulé le budget 1980 du premier ministre d'alors, M. Raymond Barre. Bien que la première partie de son budget ait été repoussée, à cause de l'abstention des élus RPR, il avait fait procéder à la discussion de la deuxième partie de la loi de finances. Il avait ensuite utilisé en seconde lecture le 49-3 sur les deux parties du budget, puis sur l'ensemble de la loi de finances.

Dans ses considérants, le Conseil constitutionnel avait fait valoir que la deuxième partie de la loi de finances ne pouvait être discutée avant le vote des dispositions essentielles de la première partie, au nombre desquelles figure l'article d'équilibre.

Pour M. Rocard, compte tenu du fait qu'il ne dispose pas à l'Assemblée nationale d'une majorité absolue, le problème se posera aussi à partir du mardi 25 octobre, lors de la discussion des crédits de chaque ministère (deuxième partie). Les députés communistes ont en effet décidé de repousser plusieurs budgets, notamment ceux de la justice, des anciens combattants et de l'éducation nationale. Dans l'hypothèse où l'opposition de droite voterait également contre, ces budgets ne seraient donc pas adoptés.

Pour éviter cela, le gouvernement procéderait à une petite gymnastique parlementaire en séance publique. Il demanderait la réserve du vote de ces budgets, c'est-à-dire le renvoi des scrutins sur les crédits de ces ministères à la fin de la deuxième partie, quand tous les budgets des autres ministères auront été examinés. Arrivé au terme de cette deuxième partie, le premier ministre soumettrait à un seul vote la deuxième partie du budget - en y intégrant les budgets des ministères en danger dont le vote aura été réservé - le tout assorti d'un nouveau 49-3. Cet engagement de responsabilité serait enfin utilisé une dernière fois sur l'ensemble de la loi de finances.

P. S.

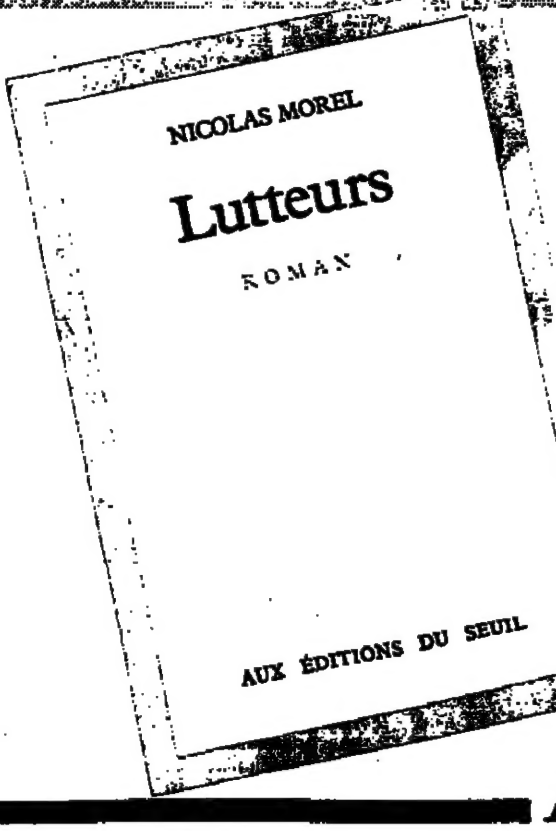
(1) Le texte est considéré comme adopté sans vote, sauf si une motion de censure est déposée et recueille une majorité absolue des suffrages.

PREMIERS ROMANS



L'essentiel, c'est ce sentiment étrange de ne pas comprendre dans quel sens s'écoule le temps, et qu'à chaque fois qu'on tourne une page, la main magicienne de Michel Besnier vient subrepticement nous retourner le sablier du silence. Je vous flaque mon billet que vous ne regretterez pas de tout apprendre en vous laissant embarquer comme une mauvaise conscience par ce Bateau de mariage.

Jean-Baptiste Harang
Libération



J'ai réduit l'intrigue au squelette d'un roman policier plus ou moins farfêlé, alors que c'est l'odyssée éthylrique, le monologue éperdu d'une âme à la dérive, d'un homme devant qui le sol se fend à chaque pas. Ne vous effrayez pas, c'est léger, très léger, et animé avec l'humour qui convient.

Michèle Bernstein / Libération

Editions du Seuil

Politique

Les trotskistes dans les coordinations

Le retour du « baron noir » de l'agitation sociale

Comme à la fin de 1986 avec les étudiants et les cheminots, comme au début de l'année 1988 à la SNECMA, les trotskistes font parler d'eux chez les infirmières. Cela provoque des remous au sein même du Parti socialiste.

Il y a des trotskistes dans la grève des infirmières. Et même à sa tête. La belle affaire ! Evidemment, tranquille dès l'origine du conflit, l'information s'est transformée, depuis quelques jours, en méchante rumeur, faisant de la France le seul pays au monde qui réhabilite périodiquement ce brave Léon.

Le retour en force du « baron noir » de l'agitation sociale n'est peut-être pas tout à fait indépendant des échecs successifs des rencontres du bureau national de la coordination des infirmières avec MM. Michel Rocard et Claude Evry : il faut bien trouver un responsable. Il ne l'est pas, non plus, de l'extraordinaire partie de billard — à plusieurs bandes — qui semble se jouer sur le dos du premier ministre... à l'intérieur même du PS.

Les descendants français du fondateur de l'Armée rouge ont donc repris du service dans les hôpitaux. On n'a pas l'air de s'en étonner dans les milieux du pouvoir. Et même si les renseignements généraux, parce que c'est leur métier, ont besoin de voir la main trotskiste sous la blouse de l'Assistance publique (AP), les gouvernants ne jouent pas trop fort le couplet du chef d'orchestre clandestin. Ils savent sans doute qu'une lecture par trop policière n'a jamais vraiment permis de comprendre une mobilisation sociale. Mais ils savent tout de même ce qu'est une coordination, même s'ils ont mis du temps à la recevoir, donc à la reconnaître.

Comme ce fut le cas avec les étudiants et les cheminots (hiver 1986-1987), dans le conflit de la SNECMA (début 1988), les amis d'Alain Krivine, l'indéboulonnable dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sont montés en ligne. Avec d'autant plus de facilité, dans ce milieu faiblement syndicalisé, que le terrain avait été préparé pendant les vacances. La LCR avait lancé un ballon d'essai au printemps parmi les infirmières aides-soignantes, « celles qui vont déjeunent avec les internes quand les autres vont au self », comme dit M. René Champeau, secrétaire général de la fédération FO des personnels de la fonction publique et de la santé. A l'époque, M. Michel Barzach était ministre de la santé. L'affaire a été relancée à partir de l'hôpital d'Evry par le biais d'une coordination Ile-de-France. En plein mois d'août, certaines fédérations syndicales ont attiré l'attention de leurs responsables locaux — partis en vacances — sur le développement de cette coordination qui traduisait « un malaise réel dans une population non informée », comme le dit M. Champeau.

Les poissons dans l'eau

Allumés plusieurs mois auparavant, la mèche lente a fait son office courant septembre. Une conjonction d'intérêts (UNASIF) avait poussé à entrer dans la danse l'encadrement infirmier par le canal d'une union syndicale et associative, corporatiste, l'Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmières français (UNASIF) (reprise en main récemment par les amis de M. Chevènement). M. Bernard Desormière, secrétaire général de la fédération CGT de la santé, voit du reste, dans l'UNASIF — la

première tentative de reconstitution du mouvement syndical — effectuée en juin, qui, selon lui, se poursuit aujourd'hui à travers la coordination pour le compte du PS et de la social-démocratie. Cette appréciation n'empêche pas l'Humanité de ne jurer que par la coordination en présentant la CGT comme son seul interlocuteur valable. Accorde que le PCF, lui, n'opte pas pour « le complot trotskiste », qui fit maintes fois ses délices.

Le complot n'existe pas. Tout au plus les militants trotskistes font ce pour quoi ils ont été formés : l'agit-prop. Les deux mille militants de la « Ligue » font pour la plupart dans le syndicalisme. Ils se présentent comme les « incorruptibles » qui dénoncent les « bureaucraties syndicales » auxquelles, disent-ils, « nous n'avons jamais été infidèles ». La crise du syndicalisme et la solidarité CGT-CFDT avec les partis de gauche (union de la gauche puis gouvernement socialo-communiste) donnent quelques arguments aux syndicalistes gauchistes pour se prétendre « habilités à être dans des mouvements dont les salariés créent les outils ».

Les militants trotskistes, qui se voient comme « des poissons dans l'eau », à l'intérieur du mouvement social, savent, à l'occasion, en être les poissons pilotes. Quand une vingtaine d'infirmières font le pied de grue toute la journée du mercredi 19 octobre devant l'hôtel Matignon avec pour seul objectif une rencontre avec M. Rocard et personne d'autre, un membre du bureau politique de la « Ligue » veille politiquement sur l'opération.

La fédération CFDT de la santé connaît le problème sur le bout des doigts. Perpétuellement « infiltrée par les gauchistes », elle range son rein en voyant son représentant syndical, M. Pascal Diaz, occuper le devant de la scène médiatique, en compagnie de son camarade François Nizet, tous deux membres du bureau de la coordination... et de la LCR.

L'organisation trotskiste rétorque que les deux hommes sont « implantés depuis longtemps dans leur milieu et sont reconnus comme syndicalistes ». Au même titre, sans doute, que M. Serge Roux, permanent syndical à l'hôpital Sainte-Anne, en qui la CFDT voit surtout un permanent de la LCR. Il faut dire que la Ligue a eu les yeux de

Chimène pour cette fédération cédériste, jusqu'à en détenir le poste de secrétaire général pendant neuf mois en 1976-1977.

Les partisans de la ligne confédérale CFDT ont mis à profit deux congrès (1983 et 1986) pour « mettre de l'ordre » et réduire l'influence de la LCR. On raconte que les factures de téléphone et de photocopie ont été divisées par trois depuis que le syndicat santé du Rhône a changé de majorité. Dans le Tarn, le représentant du syndicat CFDT est passé à la CGT avec armes et bagages. Il n'en reste pas moins que la Ligue s'assure une bonne position dans les syndicats de Lille, d'Agde, de Dreux et dans quelques hôpitaux de Paris (Fidélité-Salpêtrière, Sainte-Anne) et de la banlieue, surtout en milieu psychiatrique (Ville-Evrard, Villejuif, Evry).

La fête à Juju

Ses frères ennemis du PCI-MPPT ont, ironie des mots, une bonne implantation dans la catégorie des manipulateurs radio. Dans les milieux trotskistes, l'hôpital Lariboisière est connu comme « le seul hôte lamberto » de la capitale, du nom de M. Pierre Lambert, grand maître du PCI et candidat du MPPT à l'élection présidentielle sous son vrai nom, M. Pierre Bousset. Quant à l'autre organisation se réclamant elle aussi du trotskisme, Lutte ouvrière (LO), qui préfère manifestement les coordinations intercatégorielles en opposition à celles qu'elle considère habituellement comme corporatistes, elle semble moins active sur le terrain hospitalier qu'elle ne le fut parmi les cheminots ou chez les lycéens.

Naturellement présents dans le conflit, comme le veut leur fonction première, les « syndicalistes trotskistes » des mouvements d'extrême gauche sont déçus, depuis quelques jours, dans un conflit atteint par le « pourrissement ». Non seulement la coordination, qui semble divisée, s'est mise quelque peu en retrait, mais le PS monte un fumet de règlements de comptes.

Un nom revient en permanence : celui de M. Julien Dray, jeune député socialiste de l'Essonne et vicaire « routard » de l'extrême gauche, avec laquelle il a rompu officiellement en adhérant au PS au début des années 80. « Julien » ou « Juju » pour les intimes, qui fabri-

quent les bons « coups » de SOS-Racisme, ne peut s'empêcher de faire du « piverisme », en référence à Marceau Pivert, dirigeant de l'ultra-gauche à la SFIO au moment du Front populaire.

« On veut me coller tout sur le dos », proteste le jeune homme, qui n'est sans doute pas à l'origine de tout mais qui n'est pas, non plus, aussi innocent qu'il en a l'air. Fondateur de Questions socialistes « avec un s car il y en a beaucoup à y poser », disent ses détracteurs, — ce qui permettrait à ses amis de se dénommer « QS » à l'intérieur de l'UNEF-ID, M. Dray a passé un accord — « historique » — disent toujours ses détracteurs — avec un jeune sénateur socialiste, M. Jean-Luc Mélenchon, qui fut, lui, un adepte du lambertisme quand « Juju » était encore « flochard ». La tendance de la LCR animée par M. Gerard Filoche. Cette rencontre de titans a donné naissance à la Nouvelle école socialiste, qui se veut donc l'aile gauche du PS et qui a essayé jusque dans le cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius.

M. Dray agace bon nombre de gens qui le voient partout à la fois : chez les infirmières, chez les lycéens, en visite militante dans les fédérations socialistes et en négociation avec le bureau politique de la Ligue. Toutes choses exactes, répond que sa fonction est de rencontrer les acteurs. « Juju » tente de créer un personnage à sa mesure : celui d'un médiateur entre le président de la République, pas moins, et le mouvement social... qu'il a par ailleurs contribué à alimenter. D'où l'irritation qu'il provoque, surtout chez ceux par-dessus la tête desquels il tente de passer, les rocardistes décidés à lui faire sa fête.

A l'évidence, le règlement de la grève des infirmières et « l'agit-prop » qui sévit actuellement dans les milieux scolaires et universitaires posent beaucoup plus de questions sur l'avenir du PS à travers ses alliances futures qu'une simple interrogation sur la présence des trotskistes dans les conflits sociaux. Les rocardistes auraient sans doute tort de vouloir régler uniquement le problème d'un jeune homme certes encombrant plutôt que de s'interroger sur la stratégie de l'ensemble du parti.

OLIVIER BIFFAUD.

Les socialistes pressent le gouvernement de donner une réponse globale aux revendications

(Suite de la première page.)

Tels sont les termes du débat, qui s'inscrit entre le rappel de la rigueur nécessaire fait par M. Pierre Bérégovoy le 16 octobre et le souci des socialistes de répondre à l'attente de leur base sociale. Ce souci s'était exprimé dès le petit déjeuner qui, le 18 octobre, comme chaque semaine, avait réuni autour de M. Rocard les principaux ministres et dirigeants du PS, et au cours duquel le principe d'une intervention de M. Mauroy avait été arrêté. M. Henri Emmanuelli, « numéro 2 » des socialistes, avait alors développé l'idée que le gouvernement ne doit pas traiter en bloc des « revenus », mais distinguer entre les revenus non salariés, en forte progression, celui des salariés du secteur privé, stable, et celui des salariés de la fonction publique, en régression. Malgré le désaccord de M. Bérégovoy, cette analyse est apparue dans la déclaration de M. Mauroy mercredi. M. Emmanuelli s'était, aussi, interrogé sur l'affaiblissement des moyens

dont dispose un gouvernement pour agir sur le plan de la redistribution : la suppression du contrôle des prix et la diminution des impôts directs limitent, en effet, ses possibilités d'action.

M. Emmanuelli a repris cette argumentation au bureau exécutif, en mettant en cause le credo libéral qui influence l'action des pouvoirs publics depuis plusieurs années. Ce thème apparaissait, aussi, dans l'exposé de M. Charzat. Celui-ci estimait que le problème posé par les salariés de l'Etat et des services publics est la rançon de plusieurs années de « démagogie libérale ».

Pour M. Charzat, le gouvernement doit apporter à ce problème une réponse globale, à travers une négociation qui doit être rapidement mise sur pied avec l'ensemble des partenaires de la fonction publique. L'objet de cette négociation serait la « remise à plat » de la grille des rémunérations, que M. Rocard avait envisagée lors de son intervention télévisée du 13 octobre. Il faudrait, ensuite, procéder à une réévaluation de la situation des diverses catégories et à une révision des statuts. Cet examen, enfin, devrait introduire le critère de « service rendu au public » pour apprécier la situation et les perspectives de carrière liées aux différents « métiers ».

Une telle négociation suppose que les syndicats retrouvent leur rôle d'interlocuteur qualifié du gouvernement. M. Charzat a souligné, à cet égard, le danger que représentent les coordinations, qui, d'une part, ne sont pas habituées à mener des négociations et qui, d'autre part, mettent en avant, par définition, des revendications strictement catégorielles, alors que les problèmes posés doivent être abordés dans leur ensemble. Il faut noter, à ce sujet, que, sans qu'il ait été précisément question du rôle que joueraient certaines tendances du PS dans ces coordinations, M. Mauroy, dans une autre partie du débat, a émis le souhait que M. Julien Dray concentre son activité... sur le département de l'Essonne, dont il est député (voir page 8 l'article d'Olivier Biffaud).

La mise en cause de « discours sur la rigueur » soulève la question de la logique économique dans laquelle se placent les socialistes. Cette question a été posée par M. Jean Popereau, ministre des relations avec le Parle-

ment, et par son lieutenant, M. Jean-Marc Ayrault. Constatant, à son tour, que la méthode du « coup par coup » est « périlleuse », M. Popereau ne pouvait que conclure sa leçon pour l'idée, qui lui est familière, d'une négociation globale, aboutissant à un contrat assorti d'un calendrier. Il a mis en demeure, en même temps, ceux qui s'opposeraient à l'analyse économique de M. Bérégovoy de s'exprimer clairement sur ce point et de dire quelle autre logique ils proposent.

La revendication d'un rattrapage du pouvoir d'achat des fonctionnaires pour l'année 1988 n'a pas été reprise. La position qu'avaient déjà défendue, la semaine précédente, MM. Mauroy et Emmanuelli, et qui consiste à évaluer ce rattrapage sur les années 1988 et 1989, est admise par tous les dirigeants socialistes. L'idée nouvelle qui est avancée afin de donner un contenu à la politique contractuelle serait d'établir un lien entre la croissance et l'évolution des traitements. En tout état de cause, le piétement du premier ministre et du gouvernement depuis une semaine a été jugé sévèrement, et l'urgence d'affronter enfin le problème d'ensemble a été soulignée.

La question des rapports avec le Parti communiste, dans la perspective de la préparation des élections municipales de mars 1989, a donné lieu à une mise au point de M. Mauroy après les critiques exprimées par les rocardistes (le Monde du 19 octobre). Le premier secrétaire a jugé « scandaleux » que son approche de cette question soit mise en cause alors même que les négociations avec les communistes n'ont pas encore commencé. Il a ironisé sur la position de ceux qui demandent que le PS se prépare à prendre des mesures de rétorsion en cas de mouvement du PCF à la règle de l'union de la gauche : quels sont ceux, a demandé M. Mauroy, qui sont prêts à se sacrifier ? Aucune réplique n'est venue du côté des rocardistes, et le projet de texte sur les élections municipales proposé au bureau exécutif par le premier secrétaire (le Monde du 14 octobre) a été approuvé à l'unanimité.

M. Mauroy a, aussi, consacré du temps, jeudi, à l'irritant problème des élections municipales à Marseille. Le premier secrétaire a rencontré, successivement, les élus et responsables fédéraux socialistes de

Les questions d'actualité

Au « cas par cas »

et non pas au « coup par coup »

Le groupe socialiste s'était un peu partagé, en réunion de bureau, sur l'opportunité, lors des questions d'actualité, d'interroger le gouvernement sur le malaise de la fonction publique, mercredi 19 octobre à l'Assemblée nationale. Mais, comme le soulignait mercredi matin M. Louis Mermaz, le groupe est à la fois « l'incarnation de ses électeurs et le soutien du gouvernement » et il était difficile d'être absent d'un débat que l'UDC, par la voix de M. Jacques Barrot, et le Parti communiste, avec M. François Asensi, avaient bien l'intention de susciter.

C'est donc à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qu'est revenue la responsabilité d'interroger le premier ministre sur les perspectives que le gouvernement pouvait offrir aux fonctionnaires en matière de pouvoir d'achat.

Tout en soulignant que le gouvernement avait « raison de ne pas vouloir remettre en cause les grands équilibres économiques » et de ne pas courir le risque d'un « dérèglement », M. Mauroy a déclaré que les fonctionnaires ne pouvaient pas attendre « plus que les autres » la revalorisation de leur pouvoir d'achat et celle de leur statut.

En réponse au premier secrétaire du PS, M. Michel Rocard observait d'abord que « ces dernières années, les fonctionnaires [n'avaient] guère eu d'autre droit social que celui de se taire (...) et devenaient, à en croire le discours dominant, des sortes de privilégiés, auxquels la garantie de l'emploi était supposée prohiber toute plainte ». Le gouvernement, a déclaré M. Rocard, entend « discuter du fond et de la durée, dès cet hiver », de la revalorisation de la fonction publique et souhaite qu'une approche « par métier » complète l'analyse globale de la situation. « On a dit que nous voulions agir au coup par coup », a précisé M. Rocard : c'est inexact, mais nous voulons agir au cas par cas. Le premier ministre a ajouté — sous les rires et les exclamations des députés

de l'opposition et les sourires retenus de certains membres du groupe socialiste, — qu'il avait demandé à son « ami » Lionel Jospin de réfléchir aux problèmes des enseignants, « dans une perspective pluriannuelle ». « Le gouvernement, a conclu M. Rocard, sera pour la fonction publique non pas un ennemi, mais toujours un allié raisonnable. »

Anparavant, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, était intervenu, en réponse à une question de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) sur la nécessité d'un « agglomération » du service public, pour préciser qu'il avait proposé aux organisations représentatives de la fonction publique la formation de groupes de travail sur les bas salaires, les primes d'installation des jeunes en région parisienne et la modernisation de la fonction publique, son image, ses conditions de travail, ainsi que les perspectives de 1993.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, répondit quant à lui au député communiste François Asensi (Seine-Saint-Denis), qui estimait que « le cycle hausse des salaires — inflation ne pouvait être évité indéfiniment » pour justifier l'absence de hausse du pouvoir d'achat des salaires dans la fonction publique. Le gouvernement, a observé M. Bérégovoy, « n'entend pas financer le progrès social par la planche à billets. Pour fonder le progrès social, il faut que la croissance dure, il faut tout d'abord gagner la bataille du commerce extérieur ».

Au terme de la séance des questions, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui entendait rassembler l'ensemble des députés dans un hommage à M. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, s'attira cette réplique sur les bancs de l'opposition : « Prix Nobel d'économie libérale ! »

P. R.-D.

● Baisse de popularité de MM. Rocard et Mitterrand. — L'agitation sociale de ce dernier mois a entamé l'image encore largement positive de MM. François Mitterrand et Michel Rocard, selon le sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 20 octobre, dans Paris-Match. 53 % des neuf cent quatre-vingts personnes interrogées du 1^{er} au 6 octobre ont une bonne opinion du premier ministre, qui subit la baisse de 4,5 points en un mois. De surcroît, 28 % des interviewés se déclarent mécontents de l'action du chef du gouvernement, alors que 22,6 % étaient de cet avis en septembre. Le président de la République suscite, pour sa part, 80 % d'opinions favorables (au lieu de 63 % il y a un mois), et 30 % des sondés (au lieu de 26 %) expriment une opinion négative à son égard. Enfin, 50 % des consultés (au lieu de 42 %) critiquent la façon dont la France est gouvernée tandis que 38 % (au lieu de 45 %) s'en déclarent satisfaits. Depuis deux mois, ce rapport, qui était négatif depuis 1982, s'était inversé positivement.

PATRICK JARREAU.

Documentaire pour servir à l'HISTOIRE DE L'ELABORATION DE LA CONSTITUTION du 4 octobre 1958

AUX SOURCES DE LA V^e REPUBLIQUE

Vient de paraître : Volume II (de l'avant-projet du 29 juillet au projet du 21 août 1958)

Prix de lancement : **320 F.**

Déjà paru : volume I (Des origines à l'avant-projet) 300 F

« Des éclairages inédits sur la genèse de la Constitution » (Le Monde)

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. 1 40 15 70 00

Disque

Aujourd'hui Fnac musique

Huit ou d'end

هكذا من الأصل

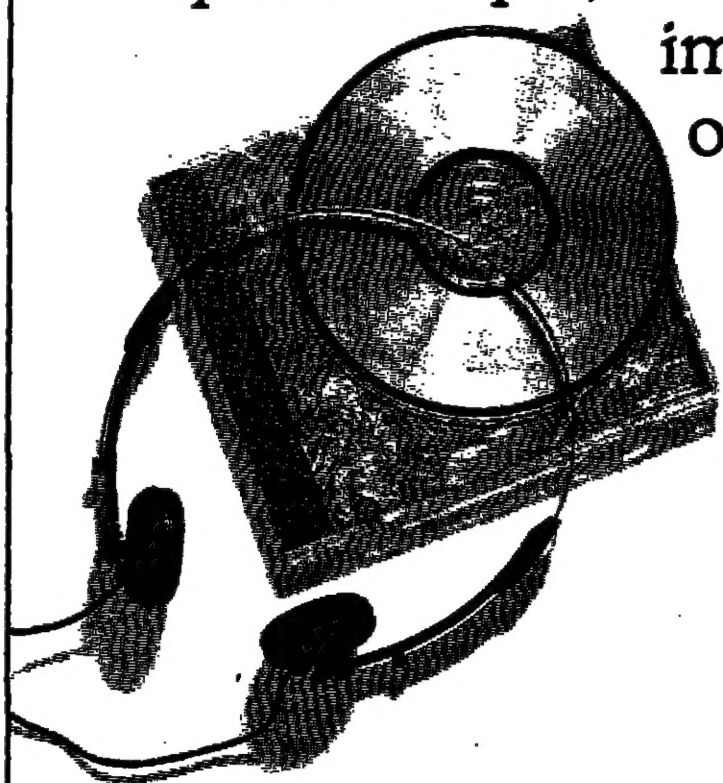
Disques compacts

Aujourd'hui, la Fnac invente la musique à l'essai.

Aujourd'hui à la Fnac, quand vous achetez une nouveauté en disque compact, non seulement vous bénéficiez du prix Fnac (TVA à 7 % pendant deux mois après leur sortie au lieu de 18,6 %, la différence étant prise en charge par la Fnac) mais en plus vous avez huit jours pour le rapporter s'il ne vous plaît pas.

Sur présentation du ticket de caisse à l'accueil du magasin, votre disque compact pourra vous être échangé une fois, contre un autre compact de votre choix, à condition que le disque, le livret et le boîtier soient dans un état impeccable. Alors avec la musique à l'essai, osez toutes les musiques.

**Huit jours pour aimer
ou échanger les nouveautés
en disques compacts.**



AUDOUC. SOU. LARUE. J. M.

Au cas par cas
pas au cas par cas

AUX SOURCES
DE LA
VIE REPLEN
320 F.
DOCUMENTATION FRAN

Politique

La préparation des élections municipales et européennes

Le PR presse les centristes de choisir leur camp

Les projets du CDS pour l'an prochain, portant notamment sur la constitution d'une liste autonome pour les élections européennes de juin 1989 (le Monde du 19 octobre) alarment l'UDF. Les dirigeants du Parti républicain se sont montrés les plus vindicatifs. Réunis en comité directeur, mercredi matin 19 octobre, ils ont eu l'occasion de commencer de différentes manières, en termes plus ou moins aimables, la *tiédeur de l'opposition* manifestée, selon l'avis général, par les centristes. Décision a été prise de les interpeller directement sur ce sujet au cours du bureau politique de l'UDF, programmé pour la fin de l'après-midi, ce qui fut effectivement fait par M. François Léotard lui-même.

De manière très nette, M. Léotard a fait valoir, en substance, que l'union au sein de l'UDF devait être un tout, qu'elle devait se manifester globalement pendant toutes les échéances électorales de l'année prochaine et que, personnellement, il en faisait « un test » de la capacité de l'UDF à affirmer son union. Ainsi, pour M. Léotard, suivi dans son raisonnement par les autres compo-

santes et appuyé, bien entendu, par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, pour l'heure, préfère cependant ne pas trop jeter de l'huile sur le feu, les municipales doivent passer par les européennes. Les centristes devront, selon lui, se prononcer clairement en faveur d'une liste UDF aux élections européennes - l'alliance avec le RPR n'étant pas encore à l'ordre du jour - avant que ne soient reconduits automatiquement les accords pour les élections municipales.

Constats de désaccord

M. Léotard n'aura pas obtenu sur-le-champ de réponse à cette exigence. M. Pierre Méhaignerie était retenu à Bruxelles pour une réunion européenne et le secrétaire général du CDS, M. Jacques Berrot, s'est contenté, par conséquent, de faire le gros dos. Il a fait valoir que ce genre de discussion ne pouvait avoir lieu qu'au sommet et non pas dans ce genre d'instance... et qu'il importait aussi d'examiner chaque chose en son temps.

Cette tactique de l'édition ne contribue guère à calmer les esprits,

d'autant que se profilent deux autres motifs de crispation entre les centristes et les autres composantes du mouvement. Campagne sur le référendum : l'UDF est décidée à ne pas faire d'affiche, le CDS y est favorable. L'examen du budget au Parlement : l'UDF est décidée à voter la motion de censure, les centristes, eux, paraissent se diriger tout droit vers l'abstention. Au lieu de résoudre les problèmes, le bureau politique de l'UDF ne sert donc plus aujourd'hui qu'à enregistrer les constats de désaccord, ce qui ne peut finir que par laisser.

Le comité directeur du PR avait, le matin, été saisi du changement de ses structures dirigeantes voulu par M. Léotard. Désirant faire de son parti « un outil au service de la reconstruction de l'opposition », et surtout voulant s'impliquer moins directement dans la gestion quotidienne du parti pour avoir le temps d'étendre ses relations internationales et de préparer les échéances électorales prochaines, M. Léotard prend le titre de président et laisse son poste de secrétaire général à M. Alain Madelin.

M. Gérard Longuet devient délégué général chargé plus spécialement de l'animation des fédérations, ce qui lui confère un poids accru dans le parti. M. Claude Malhuret est également promu au nouveau poste de premier secrétaire national, ce qui implique que d'autres, dans les prochains jours, seront nommés derrière lui. Ces changements seront soumis à l'assemblée générale des fédérations, prévue le 19 novembre, et officiellement entérinés par le conseil national du 26 novembre. Autre modification concrétisant cette volonté de M. Léotard de reprendre à pleines mains les rênes de sa formation : le bureau politique sera, le mois prochain, élu au scrutin de listes à un tour sur listes bloquées. Procédure qui ne va apparemment pas faciliter le retour au bercail des barrières en voie de reconversion, mais, il est vrai, suspecté de songer à aller travailler avec les centristes. Ce qui, au PR, reste la pire des trahisons.

DANIEL CARTON.

POINT DE VUE

Le centre, nouveau triangle des Bermudes

par Bernard Pons
président du groupe RPR
à l'Assemblée nationale

DEPUIS que la République existe, les hommes ont pris l'habitude de se situer sur l'échiquier politique. Certains revendiquent hautement leur appartenance à la gauche ou à la droite ; d'autres se disent « du centre ».

Ces expressions ont certainement une signification idéologique ou politique, bien que celle-ci ne soit pas définie avec précision. A cet égard elles sont essentiellement l'expression d'une sensibilité. Ceux qui dénoncent la sensibilité centriste et la combattent ne veulent voir dans ce qu'ils appellent le « marais » qu'indécision, manque de conviction, recherche constante d'impossibles compromis, absence de politique clairement définie débouchant sur l'immobilisme et la paralysie. Ceux qui, au contraire, se réclament du centre se flattent de modération, de sagesse, de réalisme, de pragmatisme. L'esprit de synthèse a pour eux l'incomparable mérite d'éviter les affrontements par la mise en œuvre de solutions médianes. Pour eux, les affrontements politiques n'ont plus de raison d'être dans une société de plus en plus homogène ou uniformisée telle que la société française. Ils entendent donc répondre à l'aspiration de la France à « être gouvernée au centre ».

Mais le centre n'est pas uniquement une position politique. C'est aussi et surtout une position géographique. Au sens où l'entend la science politique, on est au centre lorsqu'on se situe entre deux grandes

formations ou deux coalitions et qu'on se refuse à se rallier à l'une ou l'autre. Du point de vue électoral, ce peut être une position tenable dans un système proportionnel. Elle est, au contraire, particulièrement inconfortable dans un système majoritaire où la loi électorale conduit inéluctablement à la bipolarisation. C'est ainsi que, sous la V^e République, une formation centriste a réussi à survivre un certain temps avec de plus en plus de difficulté. On peut considérer qu'elle a disparu en 1974, le jour où elle s'est ralliée à la majorité présidentielle de l'époque et où elle est donc devenue une composante de la coalition majoritaire.

Depuis, plusieurs tentatives ont été faites pour la ressusciter, et c'est encore le cas aujourd'hui. Elles me paraissent toutes vouées à l'échec, en raison même du mode de scrutin. Pour la gauche ; le centre c'est la droite puisque ses élus s'appuient sur la coalition d'opposition. Il demeure, en revanche, l'objet de ses convoitises, et la gauche serait disposée à favoriser l'émergence du centre et à reconnaître son existence, dès lors que ses représentants auraient changé de camp et seraient totalement tributaires d'elle pour leur élection.

Il ne fait pas de doute que, dans une telle hypothèse, le centre, privé de toute autonomie, deviendrait alors une composante de la gauche.

Il est donc évident qu'il ne peut, dans un système majoritaire, exister par lui-même. Le centre, c'est pour l'instant, comme on l'a dit de façon imagée, le triangle des Bermudes : quand on croit l'avoir atteint, on s'y perd.

Bataille d'investitures à Nantes

M. Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Saint-Herblain, a annoncé, lundi 17 octobre, son intention de se porter candidat à Nantes aux prochaines municipales. Le député de la troisième circonscription de Loire-Atlantique (Nantes-Saint-Herblain), proche de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a invité toutes les personnalités de la gauche à rejoindre en futur liste, qu'il s'agisse de communistes, de défenseurs de l'environnement ou de personnalités des secteurs économique, politique, social et culturel.

Les militants socialistes départementaux doivent entériner, par leur vote le 4 novembre prochain, cette décision de M. Ayrault qui écarte l'hypothèse d'une candidature de M. Claude Evén, rocardien, ministre délégué chargé de la santé et de la

protection sociale. Le conseiller municipal de Saint-Nazaire devrait finalement se présenter à Montoir-de-Bretagne, commune de près de 6 000 habitants actuellement dirigée par un maire communiste. M. Ayrault pourrait, lui, se retrouver face à M. Michel Chauby, maire (RPR) de Nantes qu'il avait battu, en 1977, à Saint-Herblain, devenant ainsi le plus jeune maire de municipalités de plus de 30 000 habitants.

Toutefois, la désignation de la tête de liste de la majorité nantaise n'est pas réglée car aux côtés de M. Chauby, font également figure de prétendants, M. André Jozan (RPR), qui s'est démis de son mandat de conseiller municipal de Nantes pour protester contre la politique du maire, et M. Jean-Joseph Régent, président du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 19 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse de la présidence de la République a publié un communiqué dont voici des extraits :

- PROCÉDURE DE VOTE ET FONCTIONNEMENT DES CONSEILS MUNICIPAUX (Voir le Monde du 20 octobre.)
- MESURES DIVERSES D'ORDRE SOCIAL

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du gouvernement, ont présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Ce projet met en œuvre les importantes mesures d'incitation à l'emploi décidées lors du conseil des ministres du 14 septembre 1988. Les travailleurs indépendants qui recruteront par contrat à durée indéterminée un premier salarié entre le 15 octobre 1988 et le 31 décembre 1989 seront exonérés des cotisations sociales patronales pendant vingt-quatre mois. Le décalage de deux ans des cotisations d'allocation familiale, associé à une baisse de leur taux,

réduira dans l'ensemble la charge des entreprises.

Le projet de loi aménage les études médicales en rétablissant la qualification en médecine générale. Il permet de garantir le bénéfice de l'indemnité compensatrice de préavis aux salariés licenciés à la suite d'une période de chômage. Il modernise les modalités du paiement des salaires, tout en préservant la liberté de choix des salariés les plus modestes entre le règlement en espèces et le règlement par chèque ou par virement. Il améliore la répression du travail clandestin.

Le projet de loi sera complété par amendement devant le Parlement en fonction des résultats de la concertation engagée avec les partenaires sociaux pour assurer une meilleure maîtrise des formations en alternance et améliorer l'aide au reclassement des chômeurs de longue durée.

Enfin, le projet de loi porte de un à deux ans la durée du report d'incorporation dans le service national susceptible d'être accordé au-delà de vingt-deux ans pour raison d'études.

ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de l'environnement, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant

la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Ce projet permettra l'application en France d'une directive de la Communauté européenne sur le transport international des déchets dangereux. Il répond aux préoccupations de nombreux pays, notamment africains, et de préparer les échéances électorales prochaines. M. Léotard prend le titre de président et laisse son poste de secrétaire général à M. Alain Madelin.

ENTREPRISES PUBLIQUES INDUSTRIELLES

Le ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire a présenté au conseil des ministres une communication sur les entreprises publiques industrielles et le rôle de l'Etat actionnaire. Le secteur public industriel occupe une place de pro-

mière importance dans l'économie nationale. L'Etat assume ainsi une responsabilité économique déterminante comme actionnaire de ces entreprises. Depuis 1981, la situation du secteur public industriel a considérablement évolué. Un travail en profondeur de restructuration et de réexamen des stratégies a été mené, accompagné d'un soutien financier de grande ampleur. Ces efforts ont porté leurs fruits. La situation des entreprises du secteur concurrentiel s'est sensiblement améliorée. Leurs résultats sont redevenus bénéficiaires et les bilans se sont confortés. Ces entreprises, après avoir été assainies, ont pu à nouveau se développer, en particulier sur les marchés internationaux.

Les relations entre l'Etat actionnaire et les entreprises publiques industrielles tiennent compte de cette évolution. Elles supposent le respect de quelques grands principes : autonomie de gestion des dirigeants, approbation des grandes décisions de l'entreprise par l'actionnaire, possibilité pour l'actionnaire d'évaluer la gestion et la stratégie de l'entreprise. Cela implique un bon fonctionnement des conseils d'administration des entreprises publiques, grâce, en particulier, à une information complète de l'actionnaire et à l'établissement d'une procédure d'examen annuel de la stratégie des entreprises par la rédaction d'un « contrat d'objectif » qui fera la synthèse des orientations retenues.

communistes, nous adhérons au Parti socialiste

POURQUOI PAS VOUS

Communistes unitaires, nous entrons au Parti socialiste. Parce que la réélection de François Mitterrand a créé une situation nouvelle et que les aspects positifs de la culture communiste sont nécessaires à la gauche et à la majorité présidentielle. Parce que la volonté de transformer la société capitaliste incite les militants qui ont rompu avec le PC à renouer avec l'appartenance à un parti. Parce que l'heure est à la synthèse socialiste/communiste pour le socialisme démocratique. Parce que le PS est la force politique essentielle dont dépend le devenir du mouvement populaire. Parce que nous voulons être partie prenante dans les grandes mutations qui se dessinent en France et en Europe.



Henri BERTHOLET, ancien député du G.C. du PCF de Romans (Drôme).

Serge BRIAND, animateur du RCH.

Michel CHARLOT, ancien collaborateur du Comité Central du PCF.

Anita CHICARD, animatrice du RCH.

Michel DISEZ, maire de La Vieux Marché (Côtes du Nord).

Paul DREVET, Pdt du Conseil de la Gauche de Bagnolet (S.S.L.D.).

Tony DUCHE, ancien collaborateur du Comité Central du PCF.

Gérard ESTRAGON, ancien dirigeant du PCF du Var.

Henri FISZBIN, Pdt de Rencontres Communistes, ancien député, ancien membre du G.C. du PCF.

Michel FORESTIER, animateur du RCH.

Lucien FOUQUES, Syndicaliste, ancien Conseiller Prud'homme (A.M.).

Jean GARIPUY, chef de cabinet de F. Billoux, ministre de la Santé à la Libération.

Christiane GILLES, anc. secrétaire de la CGT, anc. directrice d'Antoinette.

Georges HECKLI, ancien secrétaire de la Fédération de Paris du PCF.

François HINCKER, anc. membre du G.C. du PCF, anc. rédacteur en chef de la Nouvelle Critique.

Eddy KENIS, anc. responsable des avocats communistes de Paris.

Janine LACHAUD, maire adjointe de Saran (Loiret).

Laurent LE CALVEZ, maire de Troglodan (Côtes du Nord).

Madeline MARECHAL, ancienne conseillère Prud'homme (Paris).

Bernard MARTIN, Conseiller Municipal de Ris Orange (Essonne).

Jean MASSONI, animateur du RCH.

Jean PERRAULT, animateur du Conseil de la Gauche de la Gare de Lyon.

Dr. Claude POLAK, maire de la Ville-du-Bou (Essonne), anc. conseiller régional.

Marcel PRIQUIL, maire de la Ville-du-Bou (Essonne), anc. conseiller régional.

Louis REGULIER, Syndicaliste, membre des comités de red. de France Nouvelle et de la Nlle Critique.

TICHO, animatrice du RCH.

Anne TILLAY, animatrice du Conseil de la Gauche de l'UAP.

Dr. Sylvain VUE, ancien maire adjoint de Bolbec (Seine Maritime).

Polémique entre RFO et la CNCL

Une émission politique supprimée à Nouméa

L'émission « Explications », qui devait accueillir sur les ondes de RFO Nouméa, le jeudi 20 octobre, sept petites organisations politiques n'ayant pas accès à la campagne officielle, n'aura pas lieu. Et chacun se rejette la responsabilité de cette annulation décidée par la présidence de RFO. Celle-ci avait organisé cette émission - dont deux éditions précédentes ont permis à MM. Tjibou et Lafleur de s'exprimer - pour se conformer aux recommandations de la CNCL et du Conseil constitutionnel, qui souhaitent que l'antenne de RFO-Nouméa soit ouverte à l'ensemble des partis, groupements ou familles politiques du territoire, qu'ils aient accès ou non à la campagne officielle.

Le 17 octobre, RFO expliquait par télé à la CNCL qu'elle recevait six petites formations, (trois pour le « oui », trois pour le « non ») - pour une durée de dix minutes chacune. Par télé le 18 octobre, la CNCL demandait à RFO d'ajouter à cette liste (1) la Fédération pour une nouvelle société calédonienne, et (2) d'éviter que le magazine « Explications » ne revête le caractère d'une campagne officielle locale.

N'estimant pas avoir le temps de réaliser des reportages pour trans-

mission de RFO ne pouvait se fonder sur les recommandations de la CNCL pour déprogrammer le magazine, sauf à en donner une interprétation abusive.

Les journalistes de RFO-Nouméa s'élèvent contre l'ingérence de la CNCL dans le travail quotidien de la rédaction. Le Front national parle de « révolte » et d'« écartement », le Front calédonien « scandalisé » annonce qu'il saisira le tribunal administratif. RFO compte diffuser dans ses journaux de courtes interventions des sept formations initialement invitées.

(1) OPAO, LKS, UPCL, Front national, entente KNC, Front calédonien.

Grâce de la faim d'un journaliste de RFO-Guadeloupe. - Guy Pizane, journaliste-reporter d'images à RFO-Guadeloupe, a entamé, le 16 octobre, une grève de la faim devant la station locale de télévision de Pointe-à-Pitre. Il entend protester contre le rejet de ses deux demandes de mutation pour RFO-Réunion, demandes rédigées en janvier et mai derniers et qui, au moment du passage en commission paritaire, n'avaient été présentées ni par les représentants du personnel ni par ceux de la direction. Le personnel de RFO-Guadeloupe s'est montré solidaire du cameraman dans un communiqué rendu public le 16 octobre. - (Corresp.)

20 ans
avons

MCHES

DE VUE

centre, nouveau triangle
des Bermudes

Le projet d'aéroport de Rouen-Boos est programmé pour accueillir un aéroport de classe C avec une piste de 1600 m permettant le décollage et l'atterrissage de moyens-courriers.

1975 : Après avoir suscité pendant trois ans les premières liaisons aériennes régulières, la CCIR obtient que la piste d'envol soit portée des 900 m initiaux à 1200 m afin de mieux assurer la fiabilité des liaisons, la régularité du service et la sécurité des passagers.

1977 : Au bout de deux ans d'enquête, le décret de construction d'une nouvelle piste de 1700 m est déclaré d'utilité publique mais il est différé dans son application. L'aide de l'Etat, seul partenaire financier du projet, va bientôt faire défaut. Les tentatives de lignes régulières au départ de Rouen, incompatibles avec une piste trop courte, prennent fin. La DUP cesse de prendre effet en 1982. L'aéroport de Rouen reste un modeste aéroport aux capacités d'accueil limitées.

1985 : La loi sur la décentralisation offre aux collectivités locales une solution de rechange. La CCIR aidée par la Ville de Rouen, le SIVOM, le Conseil Général de Seine-Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie relance le projet d'aéroport et s'engage à en assurer le financement avec ses partenaires.

FEVRIER 1988 : Une nouvelle enquête d'utilité publique est ouverte, diligentée par le Préfet. Un avis favorable est rendu en avril 88 par les experts ; la piste peut être prolongée sans obstacle ni danger particulier pour les riverains. Jean-Claude QUYOLLET, Préfet de Seine-Maritime, dispose d'un an pour entériner ses conclusions. Passé le 27 avril 89, la deuxième DUP sera caduque ; tout devra être recommencé.

OCTOBRE 1988 : Quatre mois après l'avis favorable des enquêteurs, la préfecture reste silencieuse. Compte tenu des délais nécessaires à la modification du Plan d'Occupation des Sols et à la Consultation des Personnes Publiques Associées (environ quatre mois) on peut craindre que, faute d'une signature préfectorale d'ici le 15 décembre prochain, ROUEN ne puisse disposer d'un véritable aéroport avant longtemps.

Pourquoi un tel acharnement à vouloir priver les Rouennais d'un outil indispensable au développement de leur région ?

taille d'investitures à N

Le projet d'aéroport de Rouen-Boos est programmé pour accueillir un aéroport de classe C avec une piste de 1600 m permettant le décollage et l'atterrissage de moyens-courriers.

1975 : Après avoir suscité pendant trois ans les premières liaisons aériennes régulières, la CCIR obtient que la piste d'envol soit portée des 900 m initiaux à 1200 m afin de mieux assurer la fiabilité des liaisons, la régularité du service et la sécurité des passagers.

1977 : Au bout de deux ans d'enquête, le décret de construction d'une nouvelle piste de 1700 m est déclaré d'utilité publique mais il est différé dans son application. L'aide de l'Etat, seul partenaire financier du projet, va bientôt faire défaut. Les tentatives de lignes régulières au départ de Rouen, incompatibles avec une piste trop courte, prennent fin. La DUP cesse de prendre effet en 1982. L'aéroport de Rouen reste un modeste aéroport aux capacités d'accueil limitées.

1985 : La loi sur la décentralisation offre aux collectivités locales une solution de rechange. La CCIR aidée par la Ville de Rouen, le SIVOM, le Conseil Général de Seine-Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie relance le projet d'aéroport et s'engage à en assurer le financement avec ses partenaires.

FEVRIER 1988 : Une nouvelle enquête d'utilité publique est ouverte, diligentée par le Préfet. Un avis favorable est rendu en avril 88 par les experts ; la piste peut être prolongée sans obstacle ni danger particulier pour les riverains. Jean-Claude QUYOLLET, Préfet de Seine-Maritime, dispose d'un an pour entériner ses conclusions. Passé le 27 avril 89, la deuxième DUP sera caduque ; tout devra être recommencé.

OCTOBRE 1988 : Quatre mois après l'avis favorable des enquêteurs, la préfecture reste silencieuse. Compte tenu des délais nécessaires à la modification du Plan d'Occupation des Sols et à la Consultation des Personnes Publiques Associées (environ quatre mois) on peut craindre que, faute d'une signature préfectorale d'ici le 15 décembre prochain, ROUEN ne puisse disposer d'un véritable aéroport avant longtemps.

Pourquoi un tel acharnement à vouloir priver les Rouennais d'un outil indispensable au développement de leur région ?

Une émission politique
supprimée à Nouméa

Le projet d'aéroport de Rouen-Boos est programmé pour accueillir un aéroport de classe C avec une piste de 1600 m permettant le décollage et l'atterrissage de moyens-courriers.

1975 : Après avoir suscité pendant trois ans les premières liaisons aériennes régulières, la CCIR obtient que la piste d'envol soit portée des 900 m initiaux à 1200 m afin de mieux assurer la fiabilité des liaisons, la régularité du service et la sécurité des passagers.

1977 : Au bout de deux ans d'enquête, le décret de construction d'une nouvelle piste de 1700 m est déclaré d'utilité publique mais il est différé dans son application. L'aide de l'Etat, seul partenaire financier du projet, va bientôt faire défaut. Les tentatives de lignes régulières au départ de Rouen, incompatibles avec une piste trop courte, prennent fin. La DUP cesse de prendre effet en 1982. L'aéroport de Rouen reste un modeste aéroport aux capacités d'accueil limitées.

1985 : La loi sur la décentralisation offre aux collectivités locales une solution de rechange. La CCIR aidée par la Ville de Rouen, le SIVOM, le Conseil Général de Seine-Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie relance le projet d'aéroport et s'engage à en assurer le financement avec ses partenaires.

FEVRIER 1988 : Une nouvelle enquête d'utilité publique est ouverte, diligentée par le Préfet. Un avis favorable est rendu en avril 88 par les experts ; la piste peut être prolongée sans obstacle ni danger particulier pour les riverains. Jean-Claude QUYOLLET, Préfet de Seine-Maritime, dispose d'un an pour entériner ses conclusions. Passé le 27 avril 89, la deuxième DUP sera caduque ; tout devra être recommencé.

OCTOBRE 1988 : Quatre mois après l'avis favorable des enquêteurs, la préfecture reste silencieuse. Compte tenu des délais nécessaires à la modification du Plan d'Occupation des Sols et à la Consultation des Personnes Publiques Associées (environ quatre mois) on peut craindre que, faute d'une signature préfectorale d'ici le 15 décembre prochain, ROUEN ne puisse disposer d'un véritable aéroport avant longtemps.

Pourquoi un tel acharnement à vouloir priver les Rouennais d'un outil indispensable au développement de leur région ?

AEROPORT DE ROUEN-BOOS

Après 20 ans d'enquête,
nous n'avons toujours pas de piste !

Les faits :

JUIN 1967 : L'aérodrome de ROUEN-BOOS est inauguré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de ROUEN qui en assure l'exploitation. Choisi parmi quinze sites différents, ROUEN-BOOS est programmé pour accueillir un aéroport de classe C avec une piste de 1600 m permettant le décollage et l'atterrissage de moyens-courriers.

1975 : Après avoir suscité pendant trois ans les premières liaisons aériennes régulières, la CCIR obtient que la piste d'envol soit portée des 900 m initiaux à 1200 m afin de mieux assurer la fiabilité des liaisons, la régularité du service et la sécurité des passagers.

1977 : Au bout de deux ans d'enquête, le décret de construction d'une nouvelle piste de 1700 m est déclaré d'utilité publique mais il est différé dans son application. L'aide de l'Etat, seul partenaire financier du projet, va bientôt faire défaut. Les tentatives de lignes régulières au départ de Rouen, incompatibles avec une piste trop courte, prennent fin. La DUP cesse de prendre effet en 1982. L'aéroport de Rouen reste un modeste aéroport aux capacités d'accueil limitées.

1985 : La loi sur la décentralisation offre aux collectivités locales une solution de rechange. La CCIR aidée par la Ville de Rouen, le SIVOM, le Conseil Général de Seine-Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie relance le projet d'aéroport et s'engage à en assurer le financement avec ses partenaires.

FEVRIER 1988 : Une nouvelle enquête d'utilité publique est ouverte, diligentée par le Préfet. Un avis favorable est rendu en avril 88 par les experts ; la piste peut être prolongée sans obstacle ni danger particulier pour les riverains. Jean-Claude QUYOLLET, Préfet de Seine-Maritime, dispose d'un an pour entériner ses conclusions. Passé le 27 avril 89, la deuxième DUP sera caduque ; tout devra être recommencé.

OCTOBRE 1988 : Quatre mois après l'avis favorable des enquêteurs, la préfecture reste silencieuse. Compte tenu des délais nécessaires à la modification du Plan d'Occupation des Sols et à la Consultation des Personnes Publiques Associées (environ quatre mois) on peut craindre que, faute d'une signature préfectorale d'ici le 15 décembre prochain, ROUEN ne puisse disposer d'un véritable aéroport avant longtemps.

Pourquoi un tel acharnement à vouloir priver les Rouennais d'un outil indispensable au développement de leur région ?

Les motifs invoqués :

Près de 1700 observations ont été consignées dans les registres de l'enquête d'Utilité Publique. L'écrasante majorité d'entre elles se révèle favorable au projet. Parmi les réponses positives, on peut citer la plupart des élus locaux, la Chambre de Commerce et d'Industrie de ROUEN et "un nombre considérable de représentants de la population active allant des grandes entreprises aux PME, membres de professions libérales, universitaires, chercheurs de laboratoires, etc."

Sont opposés : plusieurs maires des communes riveraines de l'aéroport et un certain nombre de leurs administrés. Les motifs invoqués ? Les nuisances pour les habitants et les élevages, les risques d'accidents, les rejets chimiques, la non-rentabilité du futur aéroport et l'alourdissement des charges fiscales, sans compter... la possible dépréciation du patrimoine foncier.

Les garanties apportées :

A ces inquiétudes explicables qui servent souvent de prétexte à la défense d'intérêts particuliers, allant à l'encontre de l'intérêt général, les enquêteurs ont tenu à répondre, point par point et en toute objectivité :

NON, l'aéroport de ROUEN-BOOS n'engendrera pas de nouvelles nuisances pour les riverains. L'allongement de la piste rendra au contraire les manœuvres moins bruyantes qu'aujourd'hui.

NON, la piste n'accueillera ni avions de fret ni gros porteurs. Les limites de la zone de bruit seront "plus restreintes que celles antérieures". Enfin, toute navigation de nuit restera interdite, à ROUEN comme ailleurs.

NON, la nouvelle piste ne portera pas atteinte à la nappe phréatique, "l'expérience tirée de l'environnement des autres aéroports régionaux a montré que les rejets chimiques n'avaient atteint nulle part des niveaux mettant en cause une exploitation agricole normale."

Quant à l'éventuelle dépréciation des propriétés riveraines, faut-il rappeler que l'aérodrome existe depuis 30 ans et que les propriétaires de logements ne pouvaient ignorer cette proximité lors de leur installation ? De plus, le marché des demandeurs de logement ne pourra que s'accroître en raison des créations d'emplois directs et indirects à prévoir et de l'amélioration des infrastructures routières consécutives à cette extension. L'expérience prouve d'ailleurs qu'autour d'aéroports en développement, c'est l'accroissement de la valeur des patrimoines fonciers que l'on constate.

Quant à la rentabilité de la future installation et aux éventuelles charges fiscales que celle-ci pourrait entraîner pour les riverains, de deux choses l'une : ou bien l'aéroport ne développera pas son trafic et la crainte de nuisances nouvelles est infondée, ou bien le nombre de passagers s'accroît et le déficit actuel et commun à la plupart des aéroports de province se réduira, allégeant d'autant les impôts locaux.

Comme on peut le voir, "il semble que les anxiétés passionnelles aient empêché les intéressés d'examiner objectivement les données du dossier". La détermination aveugle d'une poignée de propriétaires fonciers, leur obstination à refuser les éventuelles compensations financières particulièrement favorables proposées par la CCIR et la récupération démagogique de cette peur injustifiée priveront-elles encore longtemps les 500.000 habitants du Grand ROUEN d'un véritable aéroport ?

A vous de juger. A vous de vous exprimer.

*Extraits de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'extension de l'aéroport de ROUEN-BOOS Vallée de Seine.

Tous ensemble, pour que Rouen décolle.

Comité pour le Développement de
l'Aéroport de ROUEN-BOOS
65, rue Saint-Patrice
76000 Rouen
Téléphone : 16/35 71 19 34

Société

La coordination reçue au ministère

M. Claude Evin propose de reconsidérer la place des infirmières dans l'équipe soignante

Soucieux de maintenir des liens avec les infirmières et de continuer les discussions afin que chacun sorte la tête haute de ce conflit, le ministre de la Santé, M. Claude Evin, propose de revoir la place de l'infirmière au sein de l'équipe soignante.

« A côté des revendications à caractère financier, le mouvement a manifesté un désir de reconnaissance, une demande d'identité », a-t-il expliqué mercredi, à l'issue de la rencontre avec la coordination. « J'ai proposé que nous engagions des réflexions sur les missions, le rôle des infirmières, et les responsabilités qu'elles devraient avoir au sein de l'équipe soignante. Autant de sujets qui ne peuvent pas trouver une réponse en huit jours et même en trois semaines ».

Le ministre pense pouvoir, une fois les discussions commencées, déboucher sur des mesures concrètes dans un délai de trois à six mois. Il propose de mener ces réflexions sur l'ensemble du territoire, dans les hôpitaux et avec tous les professionnels de santé. « Nous en tirons une autre manière de travailler ensemble : le ministère et toute la profession ».

Pour M. Evin, « il n'est pas possible d'aller plus loin dans les propositions à caractère budgétaire... Le gouvernement a accompli en huit jours ce qui n'avait pas été fait en quinze ans. Il n'a jamais fait autant avec les autres professions de santé ». Il a affirmé qu'il ne pourra d'ailleurs pas fournir le même effort pour les autres catégories professionnelles de santé dans les discussions qui auront lieu sur leur sujet.

Un point sur six mois

En revanche, le ministre a souligné qu'il avait indiqué aux directeurs d'hôpitaux qu'il cherchait à alléger la « charge de plomb » imposée par la limite des crédits budgétaires décidée en 1984 pour réduire les dépenses de santé : « Ma politique visera à leur donner progressivement une marge de manœuvre plus grande, à desserrer la

contrainte pour mieux adapter les moyens et les besoins des établissements ». Cela peut donner un espoir (mais à long terme) aux infirmières qui souhaitent obtenir une augmentation de leurs effectifs. A plus brève échéance, M. Evin a rappelé que le ministre de l'économie et des finances a fixé un rendez-vous aux fédérations de fonctionnaires dans un peu plus de six mois, pour faire le point sur leurs revendications salariales : « Il est évident que cela concernera aussi les personnels de santé ».

Réagissant très vivement aux propositions du ministère, Mme Nicole Benzevise, membre du bureau de la coordination, s'est exclamée : « Il me semble être en face d'un mur. Les infirmières n'en peuvent plus. J'en ai ras-le-bol. Puisque c'est ainsi, nous allons cesser de courir. Au lieu de faire le travail d'une, le gouvernement n'aura qu'à fermer des lits ».

Le règne de l'urgence

Pour M. Pascal Dias, un autre membre du bureau et militant de la CFDT-Ile-de-France : « Avant de partir sur les discussions offertes par M. Evin, il faut qu'on nous propose des bases plus concrètes sur les effectifs, les salaires, la formation... Il n'est toujours pas question du privé ».

La coordination, qui prépare activement ses manifestations, se dit toujours prête à négocier, avec M. Claude Evin, ou avec un médiateur. Cette dernière requête a toutefois été rejetée par M. Rocard. Celui-ci estime qu'il ne lui « apparaît pas qu'une telle procédure soit de nature à régler les problèmes qui se posent aujourd'hui ».

La coordination a fixé un autre rendez-vous, dimanche 23 octobre, à Paris, pour une nouvelle assemblée générale, qui décidera des suites à donner au mouvement, et il est peu probable que quoi que ce soit de définitif émane du bureau de la coordination avant cette date. On note de sa

Le dialogue de sourds continue entre le ministre de la Santé, M. Claude Evin, et la coordination des infirmières qui se sont rencontrés, à nouveau, au ministère, mercredi 19 octobre, de 19 à 20 heures. M. Evin a réaffirmé qu'il n'était pas question de discuter sur des mesures pouvant entraîner des dépenses supplémentaires mais s'est déclaré disposé à organiser des consultations dans les hôpitaux sur la place de l'infirmière, son rôle et sa mission dans l'équipe de soins, afin de prendre des décisions appropriées. La coordination estime que le ministre ne répond pas suffisamment à ses exigences sur les effectifs, les salaires, la formation continue et initiale, et donc maintient son appel à manifester ensemble, infirmières et usagers, samedi 22 octobre, à Paris (à 14 heures, de la République à l'hôtel Matignon) et dans les différentes régions de France.

part une plus grande souplesse dans les revendications concernant les salaires, mais les conditions de travail, très difficiles dans certains services, sont toujours mises en avant, tout comme la formation continue et le niveau des candidats au concours d'entrée des écoles.

La fatigue se fait très lourdement sentir chez les infirmières, pas habituées à se révolter ainsi : l'émotionne règne un peu partout. Beaucoup avaient, en effet, placé très haut leurs revendications, et leur insatisfaction est d'autant plus grande qu'elles

Les médecins hospitaliers s'inquiètent des « dérapages préjudiciables aux malades »

Les représentants élus des deux mille sept cents médecins de l'Assistance publique de Paris (1) réunis, le mercredi 19 octobre, sont catégoriques : « Nous considérons que les infirmières ont gagné... ». « Nous avons longtemps décrié les propositions du ministère », explique le professeur Jean-Paul Gallet, président de la commission médicale d'établissement, avant de livrer les fruits de la réflexion des « patrons » parisiens : « Dès le début, nous avons dit la légitimité et le bien-fondé de la revendication des infirmières, qu'il s'agisse des salaires ou de la revalorisation sociale et morale de la fonction. Aujourd'hui, sur ces deux points, elles ont gagné

et il faut le dire. Les augmentations de salaires qui leur sont proposées sont inférieures à ce qu'elles demandaient, mais elles sont réelles. Par ailleurs, le mouvement a permis au grand public de prendre conscience du rôle de l'infirmière... Les médecins hospitaliers considèrent qu'il s'agit là d'un acquis fondamental. Ils se déclarent, de surcroît, prêts à aider les infirmières dans le domaine de la reconnaissance sociale : « Elles ont trop longtemps été considérées comme du personnel subalterne ; il est temps d'admettre qu'elles sont membres à part entière de l'équipe de soins, comme le médecin et quelques autres ».

Deux relayés par d'autres coordinations, ont organisé un sit-in depuis mardi 18 octobre. Et, mercredi soir, une cinquantaine d'infirmières manifestaient devant le ministère de la Santé pendant que les représentants de la coordination nationale étaient reçus par le ministre. Elles exprimaient avec force chansons et slogans leur insatisfaction : « Nous sommes dans la rue pour avoir un statut », et c'est au cri de « Evin démission » qu'elles ont ponctué le compte rendu de la visite fait par la coordination.

Pour le ministère et les syndicats, le prochain rendez-vous était fixé au vendredi 21 au soir. Les fédérations viennent donc dire si elles signent ou non le protocole d'accord. La CGT a été la première à faire savoir qu'elle ne signerait pas. Ce sera peut-être également non pour la CGC. Dans sa lettre confédérale parue vendredi matin, M. Alain Honoré, délégué national pour la santé, écrit : « Le gouvernement lâche 2,4 milliards, dont 1,6 milliard pour les infirmières... La revalorisation des salaires de 200 F à 600 F n'est qu'une aumône trop faible et justifie la poursuite du mouvement ». La CGC rétorque qu'il n'y a pas

de propositions précises sur le privé et déplore les mesures qui font « subir à l'encadrement un tassement hiérarchique ». Elle réserve toutefois sa réponse.

La CFDT, également, a déclaré mercredi soir qu'elle ne signerait pas. Elle note des avancées positives sur la grille des infirmières, l'ouverture à la participation des personnels et l'obligation de respecter les 1 % en matière de formation professionnelle, mais regrette l'insuffisance des dispositions pour les infirmières spécialisées et les surveillantes-chefs, et déplore, entre autres choses, que l'on ne propose pas une intégration de certaines primes au salaire des aides-soignants.

La CFDT et FO, qui à elles deux ont rassemblé plus de 60 % des voix aux dernières élections professionnelles, n'ont toujours pas fait connaître officiellement leur réponse. Chacun des syndicats étudie des réserves, mais se montre jusqu'à présent globalement favorable aux propositions.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Lire aussi « Les toubibistes dans les coordinations », page 8.)

JUSTICE

Le procès de deux nationalistes corses à Bordeaux

L'enquête en accusation

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Après avoir connu sa période politique, l'audience de la cour d'assises spéciale de Bordeaux, qui juge deux nationalistes corses, Charles Piétri et Félix Thomasi, accusés d'avoir assassiné un légionnaire et d'en avoir blessé grièvement un autre à Sorbo-Ocagnano le 11 février 1982, est entrée mercredi 19 octobre dans une phase plus judiciaire, et le comportement des policiers fut le plus souvent au centre des débats.

Joseph Moracchini, qui comparait sous l'inculpation d'un délit connexe de « transport illégal d'armes et de munitions » n'a pas répété devant la cour ses déclarations figurant dans les procès-verbaux des policiers. Elles mettaient en cause Charles Piétri et Félix Thomasi. Propriétaire du fourgon utilisé par le commando dirigé contre le centre de repos de la Légion, Moracchini avait reconnu avoir prêté son véhicule et un pistolet à Piétri. Interrogé par les enquêteurs, celui-ci aurait alors avoué une participation mais seulement comme chauffeur, ce qui lui aurait permis d'entendre l'un des membres du commando, qu'il n'a pu reconnaître sous sa capote, dire : « Ça s'est mal passé, un jeune s'est affolé, il a tiré ».

De son côté, Thomasi serait le « contact » qui aurait demandé à Moracchini de participer à la « nuit bleue » du 11 février 1982. A l'audience, Moracchini s'est borné à répéter : « Je ne me souviens pas », contestant la valeur de ses déclarations aux policiers. S'il les a pourtant confirmées devant les juges d'instruction, c'est parce que, si je me rétractais, c'est moi qui plongerai ». Malgré l'insistance du président, Moracchini ne s'est animé que pour lancer : « Mon fourgon était là où on a assassiné ces deux pauvres types, c'était mauvais pour la Corse ».

Piétri s'est montré catégorique : « Je n'ai rien à voir, de près ou de loin avec cette affaire ». Quant à ses avocats, ils se sont alors donnés une explication qui empoisonnera les débats en provoquant plusieurs incidents. Il a donc dit : « Après mon arrestation le 23 mars 1983, pendant deux jours j'ai été frappé, roué de coups, tabassé par des policiers qui m'ont forcé à signer un document rédigé auparavant... Les mêmes propos ont été tenus par Thomasi : « A 1 heure les coups ont commencé et ils n'ont plus eu de fin pendant quarante-huit heures, sans interruption. Si je parlais, tout se passait bien, ils voulaient que je

parle à flots continus. C'était pas le comportement d'un policier énervé. C'était fait méthodiquement, scientifiquement ».

Au cours de sa garde à vue, Thomasi a vu le préfet Robert Brousard. Celui-ci lui aurait accordé quelques instants de répit pour lui dire : « Tu sais ce qui se passe, il y a des procès-verbaux. Tu dis la même chose et c'est bien. Il va y avoir des éliminations physiques, cela va mal se passer. Toi, on te met en prison, comme ça, tu seras tranquille ».

Thomasi soupire : « Dès qu'il a passé la porte, ça a recommencé ». Au comble de l'excitation, il a lorgné continuellement à décrire ses interrogatoires jusqu'au moment où le président a constaté : « Malgré les violences, vous n'avez pas signé, vous n'avez rien dit ».

Un juge à la barre

Une plainte a été déposée par Piétri et Thomasi. Elle s'est soldée par un non-lieu. La procédure est actuellement soumise à la Cour de cassation. Mais la défense a fait verser le dossier aux débats, et M. Gérard Pancherai, le premier juge d'instruction chargé de l'affaire, devenu depuis vice-président au tribunal de grande instance de Bastia, a été appelé à la barre.

Manifestement agacé de devoir prêter le serment des témoins, le magistrat s'est élevé contre cette pratique : « Je fais des réserves sur le fait que l'on demande le témoignage d'un magistrat qui ne peut pas être le témoin de ses propres actes d'instruction. Cela me paraît tout à fait irrégulier. Je demande que l'on me donne acte ». Il a cependant dû se soumettre à l'interrogatoire des avocats de la défense, sans apporter pour autant beaucoup de réponses. Lui aussi ne se souvient plus. Il lance, irrité par les questions de M. Leclercq pourtant précises : « Refaire une instruction au bout de six ans, ce n'est pas tolérable, ce n'est pas sérieux ». Le président est intervenu pour lui faire remarquer : « Quand même, les mêmes questions sont posées aux enquêteurs qui ont plus de gens à entendre que vous, ne vous vexes pas... ». Mais le juge a insisté : « Ce n'est pas mon métier de venir témoigner ».

M. Pancherai a constaté sur le torse de Thomasi des marques dont il dit cependant : « Mon impression est qu'il s'agit de traces pouvant relever de mauvais traitements » ; mais ce magistrat établit un subtil distinguo entre les « mauvais traitements » et les « tortures » dont avait parlé FR 3 Corse dans une émission « qui

l'avait extrêmement choqué ». Aussi le juge, par une étrange interprétation du secret de l'instruction, avait-il téléphoné à la station de télévision afin que les caméras viennent filmer les inculpés à leur sortie pour qu'il soit bien établi qu'ils n'avaient pas de traces sur visage ». Les journalistes ne sont pas venus.

Même s'il lui arrive de grommeler : « Il y a beaucoup d'erreurs dans ce dossier », M. André Gauthier dirige les débats avec une rigueur de militaire. Il donne à la procédure de l'audience une coloration anglo-saxonne, hélas ! limitée aux interrogatoires. « Question non pertinente ! elle ne sera pas posée ! », tranche souvent le magistrat avec des variantes comme : « Question indirecte ! je ne la pose pas ! » ou « question d'ordre général ! sans objet ! » ou encore « non ! réponse déjà faite ! », quand il n'exige pas une réponse « par oui ou par non ».

Sagement, les avocats ont pris l'habitude de faire précéder leurs interventions par le mot « question » comme dans les procès-verbaux, mais, lorsque les accusés ont demandé à l'ancien commissaire divisionnaire Alberguy au SRP de Bastia en 1983 s'il se souvenait de les avoir maltraités, le président a estimé : « La question ne sera pas posée ! c'est une insulte ! » et l'incident éclata. Les accusés ont lâché sur le policier un chapelet d'injures qui a contraint le président à les faire expulser, puis à faire évacuer la salle avant de renvoyer la suite au jeudi 20 octobre.

MAURICE PEYROT.

● L'ancien directeur d'une radio locale assassinée près de Bastia. — Ancien directeur d'une radio locale corse, Radio-Liberty, Jean-Jacques Bassi, trente-sept ans, a été abattu, mercredi soir 19 octobre, de deux coups de chevrotine tirés par un inconnu alors qu'il rentrait à son domicile à Santa-Maria-di-Lota, à quelques kilomètres au nord de Bastia (Haute-Corse). Les faits se sont produits vers 19 h 45 alors que la victime garait son véhicule sur le parking de la résidence Les Caselles. Son agresseur, armé d'un fusil de chasse, a fait feu à deux reprises, tuant Jean-Jacques Bassi sur le coup. Ancien infirmier, Jean-Jacques Bassi avait dirigé au début des années 80 une petite station de radio indépendante, Radio-Liberty, qui, par la suite, avait dû cesser ses activités en raison de problèmes administratifs. La police, semblant exclure une piste politique, estime qu'il pourrait s'agir d'une affaire de droit commun.

Le dossier Jobic sur le point d'être clôturé

Les nouveaux atouts du juge Hayat

Sauf ultime rebondissement, l'affaire Jobic est entrée dans sa phase finale. Mardi 25 octobre, le commissaire Yves Jobic, inculpé depuis le 28 novembre 1987 de proxénétisme aggravé, sera confronté dans le cabinet du juge d'instruction de Nanterre, Jean-Michel Hayat, à plusieurs de ses accusateurs et accablés. Dans la foulée, le juge devrait clore son dossier qu'il estime d'autant plus probant qu'il a dis-

« Je ne comprends pas, car au début, c'était un très bon commissaire. Je suis persuadé que c'est la fréquentation de la famille Moustafa et de toute cette racaille, de Nado et compagnie, qui l'a complètement fait changer de comportement ». Ainsi s'exprime, le 20 juillet, devant le juge Hayat, celui qui fut l'un des informateurs privilégiés du commissaire Jobic : Boumedienne Ouchent, dit « Michel », gérant d'un bar situé non loin des locaux de la première DPJ, dans le dix-septième arrondissement de Paris. Michel, plus qu'un informateur, presque un ami.

Les gendarmes de Versailles, qui en mai et juin ont placé sur écoute téléphonique constante son bar, assurent que les deux hommes sont « en contact quasi permanent ». A tout à l'heure, salut « Michel », conclut en verlan le commissaire, le 30 mai, après une conversation enjouée sur une partie de cartes, où l'on parle de « neuze », d'« épaté » et d'un « gros con ». Parfois, le commissaire semble rendre compte à son « indic » de ses activités : « On est allés à Versailles ce matin, avec Mickey » (surnom d'un inspecteur, son principal collaborateur), annonce-t-il à Michel le 3 juin. « C'est bon ? », demande celui-ci. « Labess » (ça va), répond Jobic.

Argent en Espagne

Michel, qui reconnaît « donner des affaires » au commissaire, est arrivé dans ce dossier comme l'un de ceux qui firent pression sur les prostituées, qui accusent Jobic de leur avoir soutiré de l'argent, afin d'obtenir leurs rétroactions. Au fil des auditions, il est devenu bavard. C'est ainsi qu'il parle au juge, fin juillet, de Nadia Aïssa Abdil, dite « Nado », et de Malika Djennadi, dite « Dalila ». Deux filles, selon lui, très proches du commissaire. La seconde était la compagne de Mahfoud Bouchama, un autre gérant de bar, également témoin dans ce dossier, mais tué de trois balles de pistolet, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet.

« Il est évident qu'il y a des liens de corruption entre Jobic et Djennadi Malika », affirme Michel. Et il parle de « circulation de l'argent » entre la France et l'Algérie, en ajoutant que Nado et Dalila sont « l'une et l'autre de grandes voleuses ». De fait, elles sont actuellement détenues à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis, condamnées à deux ans de prison pour vol et recel. Le 25 novembre 1987, la

Brigade de répression du banditisme (BRB) les a interpellées alors qu'elles venaient de soustraire 2 300 dollars américains à une cliente du magasin Mark's and Spencer, boulevard Haussmann. Elles étaient suivies depuis plusieurs jours et, pour les policiers, leur activité de voleuses à la tire professionnelles ne fait aucun doute.

Les perquisitions qui s'ensuivirent ont permis de découvrir plusieurs sommes d'argent en liquide dont l'origine est mystérieuse, notamment dans un coffre d'une agence bancaire du boulevard de Clichy : 39 300 francs, 7 088 dollars, 160 250 francs, 1 143 dinars algériens, 7 400 drachmes grecs, un lot de bijoux. Des habits de grande marque, des sacs de cuir, des appareils de photo et de radio sont également découverts à l'un des domiciles, dont les étiquettes sont arrachées ou les numéros de série grattés. Le 27 novembre 1987, à 20 heures, Nado et Dalila, ainsi que son compagnon Bouchama, sont déferés au parquet de Paris et une instruction est immédiatement ouverte au cabinet de M^{me} Chantal Perdrix.

Le 29 septembre dernier, le juge Hayat a recueilli le témoignage de sa collègue : « Avant de procéder à leur inculpation, explique-t-elle, j'ai reçu à mon cabinet sur sa demande la visite du commissaire divisionnaire Raymond Metz, de la BRB, qui m'a indiqué que Nadia Aïssa Abdil et Malika Djennadi et, me semble-t-il, Mahfoud Bouchama, étaient indicatrices de la première DPJ ». En revanche, les inspecteurs qui avaient réussi ces arrestations virent lui faire part de « leur satisfaction de les avoir en prison. Ces fonctionnaires considéraient en effet que ces jeunes femmes étaient des voleuses professionnelles ; de plus, ils m'ont indiqué qu'au cours de la garde à vue ces jeunes femmes avaient été odieuses, parce qu'elles étaient persuadées d'être relâchées ».

Le 28 novembre, soit le lendemain de l'incrimination des deux femmes — Bouchama inculpée, est placé sous contrôle judiciaire, le commissaire Jobic est inculpé par le juge Hayat. Sur son calepin, saisi à cette occasion, à la date du 30 novembre, à 9 heures, le nom de M^{me} Perdrix est inscrit. Le commissaire n'est pas venu à ce rendez-vous, mais, pour le juge Hayat, il ne fait guère de doute que, n'ait été son inculpation, il serait venu plaider la cause de ses protégées. Le juge va d'autant plus suivre cette nouvelle piste qu'il apparaît que Nado, dont le

domicile est situé dans le quinzième arrondissement, a obtenu en mai 1987 une fausse déclaration de perte de carte de séjour auprès des bureaux de la première DPJ, dans le dix-septième.

Placée en garde à vue par les gendarmes de Versailles, les 13 juillet, Rhatiba Aïssa Abdil, la sœur de Nado, va « craquer » : « Lorsque mon mari a été interpellé, il restait 5 000 dollars à la maison. Ayant eu peur qu'une perquisition soit effectuée à mon domicile et ne sachant que faire de cet argent pour le mettre en sûreté, j'ai décidé d'aller voir le commissaire Jobic, du fait des relations privilégiées que ma sœur Nado entretenait avec lui (...). Je lui ai alors demandé s'il acceptait de garder cet argent et de m'en donner de temps en temps lorsque j'en aurais besoin. Il a tout de suite accepté (...). Je me suis rendue cinq fois au commissariat pour recevoir 1 000 dollars à chaque fois ». Quelques jours plus tard, devant le juge, Rhatiba se rétracte.

Néanmoins, aux yeux du juge Hayat, il y a là de nouveaux indices concordants des relations ambiguës, sinon troubles, du commissaire avec ses indicatrices. Le juge est intrigué, au passage, par les nombreux voyages — huit pour les six premiers mois de 1988 — de la sœur de « Nado », Rhatiba en Algérie. Une prostituée, Fodeya Ben Bachir, ayant affirmé que le commissaire lui avait voté de l'argent et des effets personnels lors d'une perquisition, des vérifications sont en cours pour savoir si, éventuellement, on en trouvait trace dans le « magot » de Nado et Dalila. Peut-être n'aboutiront-elles pas. Restera alors une accumulation de témoignages concordants et précis. Qu'ils émanent de membres du « sous-milieu », tenanciers, proxénètes et prostituées, suffit-il à les discréditer ?

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL.

● Maintien en détention des Mélanésiens écroués après l'affaire d'Ouvéa. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, mercredi 19 octobre, les ordonnances par lesquelles M. Jean-Louis Mazzière, juge d'instruction, avait rejeté, le 5 octobre, la demande de liberté de dix Mélanésiens transférés à Paris après l'affaire d'Ouvéa et impliqués dans l'assassinat des quatre gendarmes tués à Feytaud le 22 avril.

هكذا من الأصل

Société

LES PRIX NOBEL 1988

PHYSIQUE : Leon Lederman, Melvin Schwartz et Jack Steinberger (Etats-Unis)

La double face des neutrinos

Le prix Nobel de 1987 avait couronné une découverte très récente, celle de la supraconductivité à haute température. Celui de 1988 va à des expériences beaucoup plus anciennes puisqu'elles datent du début des années 60. En termes d'applications pratiques, elles sont beaucoup moins prometteuses que celles récompensées l'an dernier. Mais pour ce qui est de notre compréhension du monde, leur signification est sans doute plus profonde, même si elle n'est apparue que progressivement, au fil des découvertes ultérieures.

De quoi s'agit-il ? De la mise en évidence de deux types de neutrinos. Le neutrino est sans doute la plus mystérieuse particule qu'aient inventée, puis découverte, les physiciens. C'est un objet essentiellement insaisissable, parce qu'il n'interagit que très faiblement avec la matière. Le Soleil émet des myriades de neutrinos. Nous en recevons autant la nuit que le jour, car la plupart d'entre eux traversent la Terre de part en part sans que leur course en soit altérée.

Les neutrinos n'ont ni masse ni charge électrique, ils vont en ligne droite, à la vitesse de la lumière. Leur seul rôle apparent fut longtemps de transporter de l'énergie. C'est pour expliquer une perte d'énergie dans les désintégrations atomiques que l'Allemand Wolfgang Pauli imagina en 1924 qu'une particule inobservable était émise dans ces réactions. Il lui donna le nom de neutrino. Pendant plus de trente ans, celui-ci resta un pur concept théorique. Ce n'est qu'en 1956 que l'on put prouver son existence. La physique des neutrinos pouvait commencer.

Un argument pour le Congrès

On vérifia bientôt que la création de neutrinos accompagnait toujours celle d'un électron ou celle d'un muon. Le muon est une particule qui ne diffère apparemment de l'électron que par sa masse. Il est deux cents fois plus lourd. A cette différence près, il a les mêmes propriétés. Le muon est instable. Il se désintègre en donnant un électron, que l'on supposait accompagné soit de deux neutrinos, soit d'un photon (grain de lumière). Or l'analyse montra qu'il y avait toujours deux neutrinos émis et jamais de photon.

Pourquoi ? Les physiciens cherchaient une explication et certains supposèrent que les deux neutrinos étaient de types différents. Il y avait deux particules de même nom. On parlait dorénavant de neutrino électronique et de neutrino muonique. Cette distinction expliquait nombre de phénomènes, et pas seulement la désintégration du muon. Les théoriciens, très satisfaits de leur hypothèse, renvoyèrent aux expérimentateurs la tâche ingrate de distinguer deux particules pratiquement identiques et, de plus, presque indétectables.

C'est, semble-t-il, au cours d'une conversation autour d'une tasse de café, à la fin des années 50, que jaillit la lumière. Melvin Schwartz remarqua que l'accélérateur de particules (synchrotron) que les Etats-Unis venait de construire à Brookhaven, près de New-York, pouvait être utilisé pour fabriquer des faisceaux de neutrinos qui seraient tous du même type (neutrino muonique). En envoyant ces neutrinos dans de la matière, en observant les rares réactions produites, on devait détecter des muons mais jamais d'électrons. Avec Leon Lederman et Jack Steinberger, il entreprit la

construction de ce faisceau de neutrinos. Plusieurs années de travail furent nécessaires. Il fallut construire un mur d'acier épais d'une quinzaine de mètres puis un appareil qui pesait plus de dix tonnes. Enfin, l'expérience put être faite, avec la participation de G. Duney, K. G. Sullivan, N. Misty du Français Jean-Marie Gaillard. Elle démontra qu'il existait bien deux types de neutrinos. Beaucoup plus tard, les théoriciens en inventèrent un troisième, associé à un « électron super lourd », le lepton tau.

La récompense des auteurs principaux de l'expérience est tardive, et, comme l'a déclaré Leon Lederman, « c'est un prix Nobel qui a eu le temps de mûrir ». Il y a plusieurs explications. L'une est que l'importance des faisceaux de neutrinos ne fut pas immédiatement reconnue. Une autre est que dans les vingt ans écoulés depuis l'expérience, toute une nouvelle vision du monde microscopique s'est peu à peu imposée, dans laquelle l'existence de trois variétés de neutrinos est cruciale. Sans l'expérience de Lederman, Schwartz et Steinberger, cette nouvelle vision aurait été impossible.

Une troisième raison est plus politique. Cela fait cinq ans que des Américains n'avaient plus reçu le prix Nobel de physique. De plus, en physique des particules, le laboratoire de pointe n'est plus le Fermi National Accelerator Laboratory de Chicago, dirigé par Leon Lederman, mais le CERN européen à Genève, où travaille Jack Steinberger. Or, les Etats-Unis sont en train de décider la construction d'un super accélérateur, le SSC, qui doit naître aux Etats-Unis une suprématie qui leur échappe. Le président Reagan devrait choisir le site de cette installation juste avant l'élection présidentielle. La difficulté sera ensuite d'obtenir du Congrès tous les crédits nécessaires. Ce dernier ne sera-t-il pas plus sensible aux arguments des chercheurs après l'attribution à trois Américains du prix Nobel ?

MAURICE ARVONNY.

[Né à Buffalo (Etat de New-York), le 15 juillet 1922, Leon Lederman a fait ses études à l'université Columbia de New-York, où il obtint un doctorat en 1951. Il y devint professeur en 1953. Depuis 1979, il dirige à Batavia, près de Chicago, le Fermi National Accelerator Laboratory, qui est le plus grand centre américain de physique des particules. On lui doit, outre les travaux pour lesquels il est couronné, la découverte du méson K et une méthode originale d'observation de la désintégration des muons.]

[Né à New-York, le 2 novembre 1923, Melvin Schwartz a effectué la majeure partie de ses études à l'université Columbia de New-York, avant de devenir, en 1966, professeur de physique à l'université Stanford. Outre les travaux qui lui valent aujourd'hui le prix Nobel, ses recherches ont porté sur les neutrinos et sur des particules lourdes à désintégration très rapide, les hyperons. Il dirige aujourd'hui sa propre firme à Mountain View (Californie), Digital Pathways Inc., spécialisée dans la communication informatique.]

[Né le 25 mai 1921, à Bad-Kissingen (Allemagne), Jack Steinberger, citoyen américain, a fait ses études à l'université de Chicago. Après obtention de sa licence en 1948, il est devenu professeur à l'université Columbia de New-York (1950-1971), avant de rejoindre les équipes du Laboratoire européen de physique des particules (CERN) de Genève. Il est l'auteur, en plus de ses travaux sur les neutrinos, de nombreuses publications sur la physique des particules, notamment sur la désintégration du muon et celle du méson K zéro. Il est également responsable d'un système de détection de particules qui sera installé sur le LEP, le grand accélérateur que le CERN doit mettre en service en 1989.]

Membres d'une mission scientifique en Mauritanie Trois Français sont tués par l'explosion d'une mine

Trois des quatre membres d'une mission scientifique française sont morts en Mauritanie, où leur véhicule « a sauté sur une mine près de Nouadhibou », a annoncé mercredi 19 octobre, à Freetown le secrétaire d'Etat à l'Environnement. Le ministre indique qu'il a « été informé officieusement du décès » des trois Français, Didier Marchessaux, Alain Argioles et Gérard Vuignier. Le quatrième membre de l'expédition, Patrick Francœur, est revenu blessé à Nouadhibou. Il devait être rapatrié en France, jeudi. La Land Rover de l'expédition a sauté sur la mine, dimanche, à environ 15 kilomètres au nord-ouest de Nouadhibou, soit près de la pointe sud du Sahara occidental dont le Maroc et le Front Polisario se disputent la

souveraineté. L'expédition procédait dans le cadre d'un programme international soutenu par la Communauté européenne, à l'étude de l'unique colonie de phoques moines, vivant sur les côtes de l'Atlantique. — (Reuters.)

● **CYCLISME : le Tour de France 1988.** — La soixante-septième édition du Tour de France partira le 1^{er} juillet de Luxembourg et arrivera le 25 juillet sur les Champs-Élysées, après 3 190 kilomètres de course dont 170 kilomètres contre la montre et cinq arrivées en altitude. La carte et les commentaires sur la nouvelle direction du Tour seront publiés dans nos éditions de demain datées 22 octobre.

Le prix Nobel de physique, d'un montant de 2,5 millions de couronnes suédoises, a été attribué, mercredi 19 octobre, à trois Américains, MM. Leon Lederman, Melvin Schwartz et Jack Steinberger, pour avoir découvert qu'il existe deux types de neutrinos, une particule élémentaire d'observation très difficile. Le prix Nobel de chimie est allé à trois Allemands, MM. Johann Deisenhofer, Robert Huber et Hartmut Michel, qui ont déterminé la structure de protéines impliquées dans la photosynthèse et créé ainsi un nouvel outil d'analyse des fonctions biologiques.

CHIMIE : Johann Deisenhofer, Robert Huber et Hartmut Michel (RFA)

Les protéines mises à nu

Les trois chercheurs ouest-allemands, qu'honore cette année le prix Nobel de chimie, sont les premiers à avoir élucidé, atome par atome, la structure d'un complexe protéique membranaire. Effectués sur une bactérie, ces travaux permettent désormais de mieux comprendre les mécanismes de la photosynthèse, grâce auxquels les plantes, les algues et certains micro-organismes utilisent l'énergie solaire pour produire, à partir du gaz carbonique et de la vapeur d'eau contenus dans l'air, les éléments organiques nécessaires à leur survie. Ils ouvrent également une nouvelle voie de recherche sur les multiples protéines présentes dans les membranes cellulaires — protéines dont l'analyse, jusqu'à ces dernières années, ne se prêtait pas aux techniques aujourd'hui classiques de la cristallographie à rayons X.

Pour transformer l'énergie lumineuse en énergie chimique, la photosynthèse utilise essentiellement deux types de constituants : des pigments spécifiques, les chlorophylles, et des protéines dites « de transfert d'électrons », qui s'organisent avec les pigments chlorophylliens en structures complexes dans les membranes bio-

logiques concernées. D'où l'intérêt pour les biochimistes d'étudier ces centres de réaction, véritables clés de voûte de la photosynthèse. Du fait de leur nature membranaire, ces complexes moléculaires, toutefois, se dérobaient des années durant à toute tentative de cristallisation, interdisant de ce fait l'analyse de leur structure. D'une part, parce que les protéines membranaires associées à des lipides sont particulièrement difficiles à purifier ; d'autre part, parce qu'elles présentent une région hydrophobe qui les rend insolubles dans l'eau — passage quasi obligé pour accéder à la cristallographie.

Ainsi que plusieurs centaines de protéines solubles ont été analysées sous forme cristalline au cours des vingt dernières années, les chercheurs ne disposaient ainsi, jusqu'à un passé récent, d'aucune donnée structurale sur les protéines membranaires. C'est là la principale originalité des travaux d'Hartmut Michel qui, en 1982, à l'aide de détergents et de divers artifices chimiques, réussit à fabriquer des cristaux du centre de réaction photosynthétique d'une bactérie. Des cris-

taux si bien ordonnés que l'on pouvait en déterminer la structure atomique dans ses moindres détails, ce qui fut fait, de 1982 à 1985, en collaboration avec Johann Deisenhofer et Robert Huber.

Bien que l'appareil de photosynthèse des bactéries soit plus simple que celui des végétaux supérieurs, il existe une étroite parenté entre les centres de réaction de ces différents organismes. Connaître la structure du centre de réaction permet notamment de mieux comprendre le processus selon lequel les électrons, à une vitesse souvent considérable sont transférés dans les systèmes

biologiques. Plus généralement, ce sont toutes les études menées sur des fonctions faisant intervenir des protéines membranaires — et elles sont nombreuses — qui pourront désormais bénéficier de cette technique d'analyse. Un domaine de recherche dans lequel se sont d'ores et déjà lancés plusieurs équipes dans le monde. En particulier celle du laboratoire de photosynthèse du CNRS, à Gif-sur-Yvette, qui s'apprête à publier la structure d'un centre photochimique appartenant à une souche de Rhodobacter spheroides.

CATHERINE VINCENT.

[Né le 30 septembre 1943 à Zusmarshausen, en Bavière, Johann Deisenhofer a obtenu son doctorat de biochimie en 1974 à l'Institut Max-Planck de biochimie, à Martinsried. De 1974 à 1987, il y effectua des recherches. Depuis 1988, il est chercheur à l'Institut médical Howard-Hughes, à Dallas, aux Etats-Unis.]

[Né le 20 février 1937 à Munich, Robert Huber est en 1963 comme directeur de recherches à l'université technique de Munich, où il resta jusqu'en 1972, date à laquelle il devient chef de division à l'Institut de biochimie

Max-Planck de Martinsried. En 1976, il est nommé professeur à l'université technique de Munich, puis en 1987 devient directeur de l'Institut Max-Planck.]

[Né le 18 juillet 1948 à Ludwigsburg, dans le Bade-Wurtemberg, Hartmut Michel obtint son doctorat à l'université de Würzburg en 1977. De 1979 à 1987, il fut également chercheur à l'Institut de biochimie Max-Planck de Martinsried, et à partir de 1988 devient chef de division à l'Institut de biophysique Max-Planck à Francfort-sur-le-Main.]

V^e RÉPUBLIQUE - TRENTIÈME ANNIVERSAIRE



Obverse

**VOICI
LE "DE GAULLE"
NOUVEAU FRANC**

**1958
1988**

Une Médaille commémorative
du 30^e anniversaire du "NOUVEAU FRANC"
frappée dans les ateliers de l'Administration
des Monnaies et Médailles et limitée dans le monde entier à :

7 500 en OR 6,45 g - 15 000 en ARGENT 6,45 g - 50 000 en BRONZE 6 g - Diamètre réel 21 mm.



Reverse

DEUX ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU NOUVEAU FRANC.

Face à la dévalorisation du franc qui a marqué toute la période de l'après-guerre, caractérisée par une inflation due aux dépenses de reconstruction, le Général DE GAULLE, par ordonnance du 27 décembre 1958, décide la création d'une nouvelle unité monétaire. Sa valeur était fixée à 100 F pour la distinguer de la précédente, elle fut désignée par le terme "nouveau franc" son symbole était NF. Le 9 novembre 1962 l'appellation nouveau franc fut supprimée et remplacée par celle de "franc" sans changement de parité aucune. Pour célébrer le 30^e anniversaire du franc actuel, il a été décidé de frapper une médaille commémorative reprenant les caractéristiques du nouveau symbole pour le franc français, un "F" à deux barres.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA V^e RÉPUBLIQUE.

Léon BLUM a dit un jour : c'est à Charles DE GAULLE que la France doit la restauration des institutions démocratiques. 1958 a marqué le retour au pouvoir du Général DE GAULLE, son élection à la Présidence de la République, l'adoption des lois organiques des 25 et 26 octobre. Ainsi naquit la V^e République. C'est par plus de 67 % des suffrages exprimés que le Général DE GAULLE fut élu Président de la République. 1988 marque le 30^e anniversaire de la V^e République et c'est là une double commémoration historique.

UNE PRÉCIEUSE ÉDITION À TIRAGE LIMITÉ SUSCEPTIBLE D'ACQUÉRIR UNE GRANDE VALEUR NUMISMATIQUE.

La frappe commémorative du "DE GAULLE" 1958-1988 a été confiée au Maître Graveur Henri THIEBAUD. Les matrices ont été directement gravées à la main dans l'acier. Sur le plan technique, le "DE GAULLE" 1988 est frappé en

qualité FLEUR DE COIN, hors du circuit industriel, à l'aide de coins neufs sur des flancs sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabrication sont effectuées dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Chaque "DE GAULLE" 1988 sera livré avec son étui sous capsule de protection accompagnée d'un certificat d'authenticité qui indiquera le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

TOUTES LES GARANTIES ONT ÉTÉ DONNÉES À CETTE ÉDITION RESTREINTE DU "DE GAULLE" 1988.

1. Le poinçon officiel des Ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Le Monnaie de Paris, garantissant le titre de chaque unité de cette frappe.
2. Le poinçon de frappe de l'Atelier de l'Administration des Monnaies et Médailles certifiant la frappe.

3. Un tirage mondial garanti extrêmement faible : 7 500 seulement en OR - 15 000 en ARGENT - 50 000 en BRONZE. Les pièces commémoratives sont en général frappées à plus de 20 000 exemplaires. 4. Un certificat d'authenticité accompagne chaque unité de cette frappe.

SOUSCRIVEZ SANS TARDER !

Les souscriptions au "DE GAULLE" 1958-1988 sont reçues par correspondance aux Editions Jean-Marie LALETA - Distributeur agréé de la Monnaie de Paris. Elle y seront enregistrées selon leur strict ordre d'arrivée et ce dans la limite du tirage. Nous nous réservons le droit de réduire l'importance de certaines souscriptions (thorax des banques) pour donner satisfaction au plus grand nombre de collectionneurs et investisseurs. En cas de retour du colis dans les 30 jours, vous serez intégralement remboursé. La souscription sera close sans préavis.

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner sans affranchir aux Editions Jean-Marie LALETA
Distributeur Agréé de la Monnaie de Paris
Libre Réponse 638.92 - 92089 Paris La Défense

Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément à vos conditions de souscription) à la Médaille "DE GAULLE" 1958-1988 frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Veuillez donc m'adresser dès sa sortie par colis postal assuré aux frais et risques des Editions LALETA :

- ☐ DE GAULLE 1958-1988 en OR 24 CARATS au prix unitaire de 2400 F soit F
☐ DE GAULLE 1958-1988 en ARGENT 1^{er} Titre au prix unitaire de 320 F soit F
☐ DE GAULLE 1958-1988 en BRONZE Florentin au prix unitaire de 100 F soit F

Je réglerai le montant de cette souscription avant l'envoi du colis dès réception de votre facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (seulement pour une commande de plus de 1000 F).
M., Mme, Mlle :
Adresse complète :
Code postal : Ville :
(l'inscrire en majuscules S.V.P.) Date : Signature :

CATHERINE DENEUVE

GERARD DEPARDIEU

RENE CLEITMAN
PRÉSENTE

DRÔLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE

LE PREMIER FILM DE FRANCOIS DUPEYRON

LE QUOTIDIEN

Faire un premier film de cette audace,
de cette puissance verbale et narrative,
c'est carrément inespéré.

Aurelien FERENCZI

Le Monde

DENEUVE: prodigieuse
DEPARDIEU: génial

Jacques SICLIER

LACROIX

DEPARDIEU ne joue pas.
Il "est" tout simplement.
Déchirant.

Jean Pierre HAUTTEOEUR

LES ECHOS

Grande rencontre dans un drôle d'endroit.
Et coup de maître pour un coup d'essai.

Annie COPPERMAN

LE FIGARO

Catherine DENEUVE et Gérard DEPARDIEU
sont tous deux admirables.

Claude BAIGNERES

PREMIERE

Un film bouleversant.

Jean Pierre CHAILLET

L'EXPRESS

"DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE"
suscite une irréalité drôlerie.

Yves STAVRIDES

STUDIO

C'est très fort.

Marc ESPOSITO

TÉLÉRAMA

Catherine DENEUVE a jeté tout narcissisme
aux orties pour n'être plus que sensibilité.
Voilà qui mérite pour le moins un César.

Joshua SCHIDLOW

L'EVENEMENT

Gérard DEPARDIEU règne sur chaque plan
comme Dieu dans l'Olympe.

Anne ANDREU

Observateur

De vrais héros romanesques pour un premier
film touché par la grâce... Une belle réussite.

Michel PEREZ

HUMANITE DIMANCHE

"DROLE D'ENDROIT..." est une comédie.
Une vraie.

Claude SARTIRANO

Libération

"DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE",
ça roule.

Gérard LEFORT

L'HUMANITE

Il y a bien des raisons d'aimer vraiment
ce "DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE"

Jean ROY

CAHIERS
DU
CINEMA

Gérard DEPARDIEU et Catherine DENEUVE
donnent simultanément et sublimement
l'impression d'être au sommet de leur art...
Ce point d'équilibre
c'est tout simplement la perfection.

Thierry GUSCH

LE FIGARO

Un véritable auteur qui a su imposer du premier
coup un style et surtout un langage.

Daniel TOSCAN DU PLANTIER

GLOBE

Une parfaite réussite.

François MANGOLI

H
PREMIERE

ugc

هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES



Marguerite Yourcenar vers 1966, telle qu'elle apparaît dans *Quoi ? L'Eternité*.

Marguerite Yourcenar, inachevée...

Quoi ? L'Eternité, le dernier volume de sa trilogie familiale, le Labyrinthe du monde interrompu par sa mort.

DIX ans ont passé entre la publication d'*Archives du Nord* (1977) et le moment où la mort empêche Marguerite Yourcenar, en décembre 1987, de continuer la rédaction du livre qui va sortir dans quelques jours — avec son titre emprunté au Rimbaud des *Illuminations*, *Quoi ? L'Eternité* — et qui devait clore sa trilogie familiale. Mais il n'y a entre les deux ouvrages aucune rupture de ton, comme si l'ensemble du texte avait été écrit dans le même temps et qu'on eût décidé, après coup, de le séparer en deux volumes.

Pourtant, Marguerite Yourcenar qui, se remettant à voyager, avait entrepris en 1980 un tour du monde, n'a entamé la rédaction de *Quoi ? L'Eternité* qu'en 1982. Elle l'a totalement délaissée pendant trois ans avant de la reprendre, de manière intermittente, à partir de 1985. Pendant ces années, se sont ajoutés aux voyages : un accident au Kenya, où elle fut renversée par une voiture à la fin de 1983 ; une grave opération, un quintuple pontage coronarien, à la fin de 1985 ; la maladie et la mort, en 1986, de son jeune secrétaire et compagnon de voyage, Jerry Wilson.

En dépit de tout, cette femme de quatre-vingt-quatre ans gardait

intacte la maîtrise de sa phrase, écrivait presque sans ratures, et, sans se relire, donnait son manuscrit au fur et à mesure à son ami Yannick Guillon, qui, chez Gallimard, travaillait avec elle. Quelques mois avant sa mort, elle lui disait, avec son sens exquis de l'euphémisme : « *Désormais, même si je suis empêchée, on pourra publier ce qu'on a.* »

Un père entre le jeu et les femmes

« Ce qu'on a », c'est un volume déjà gros de 344 pages, allant de 1903 — la naissance de Marguerite Yourcenar — à la fin de la guerre de 1914, un récit magistralement mené, s'organisant autour de deux figures : Michel de Crayencour, le père de la narratrice, et l'une des femmes qu'il a le plus aimées, Jeanne, nommée ici « Jeanne de Reval » par discrétion. Son fils, désigné sous le prénom de Clément, fut le compagnon de jeux des premiers étés de Marguerite Yourcenar, qui le retrouva quelque soixante-dix ans plus tard.

De Michel, cet homme libre, cultivé, auquel elle doit son ouverture sur le monde, son aptitude à

« penser à contre-courant », — et qui n'avait pas, comme son beau-frère Paul, « ce visage un peu morose de l'expression contrainte de ceux qui exigent trop d'eux-mêmes et craignent perpétuellement de se sentir tenus », — Marguerite Yourcenar retrace sans complaisance la vie. Il aime immodérément le jeu (jusqu'à la ruine) et les femmes, mais, le jour de sa dernière entrevue avec Jeanne, « les préjugés dont [il] se croyait indemne lui remontaient à la bouche », avec « le ton péremptoire de l'homme pour lequel tout élan des sens dégradé une femme, à moins, bien entendu, qu'il n'en soit le bénéficiaire, et pour qui toute singularité sexuelle déshonore un homme ». C'est à travers Jeanne

que lui deviendra proche ce « monsieur de haute taille, affectueux, sans cajoleries, qui ne [lui] adressait jamais de remontrances et parfois de bons souvenirs » et dont l'enfant qu'elle était ne savait pas « si [elle] l'aimait ou non ».

En racontant Jeanne, le grand exemple féminin de ses années de formation, mariée à l'homme qui fut le modèle d'Alexis, Marguerite Yourcenar, comme souvent dans sa méthode de reconstruction, se sert de son expérience, pour éclairer des situations dont elle n'a eu qu'un récit fragmentaire et allusif.

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 21.)

La Révolution révisée

Le Dictionnaire critique de la Révolution française, de François Furet et Mona Ozouf, est, à la fois, inventaire et manifeste

LA force du *Dictionnaire critique de la Révolution française*, aujourd'hui proposé par François Furet et Mona Ozouf, tient à ce qu'il allie deux écritures historiques disjointes depuis le XVIII^e siècle : l'inventaire et le manifeste (1). En plus de onze cents pages et quatre-vingt-neuf articles, distribués en cinq grands chapitres (événements, institutions et créations, idées, interprètes et historiens), ce livre imposant dresse un bilan des connaissances les plus sûres et les plus neuves sur les ruptures essentielles, les protagonistes principaux, les innovations et les justifications qui donnent à la Révolution et son cours et son sens.

Mais cet état des lieux révolutionnaires n'a rien d'un froid constat à la manière notariale. Il est tout entier porté par une idée : que la signification fondamentale de la Révolution française n'est pas sociale mais politique. Ce qu'elle inaugure n'est pas la domination d'une classe, autrefois entravée et désormais dominante, mais une manière nouvelle de fonder les principes et le gouvernement de la société.

Une dimension politique et philosophique

Comment construire le lien social à partir de la liberté et de l'autonomie de l'individu ? Comment organiser l'expression de la souveraineté dès lors qu'elle est constituée comme nationale, inaliénable et nécessairement unanime ? Comment asseoir l'exercice du pouvoir sur l'universalité de la loi et l'égalité des droits ? Telles sont les questions centrales posées par la Révolution, et celles qui doivent articuler son histoire ou habiter son interprétation.

L'étrangeté première qu'il faut comprendre est l'extraordinaire croyance révolutionnaire en la toute-puissance du politique, investi de la refonte du corps social comme de la régénération des individus. De là, le parti choisi, qui donne unité au livre : « l'accent mis sur l'événement politique et sa capacité créatrice ». De là, aussi, la récusation

de l'« interprétation sociale » de la Révolution, considérée comme impuissante à rendre compte de la véritable nature de l'événement.

De ce choix premier, fermement tenu, découlent tous les autres, et d'abord quant à la composition de l'ouvrage. Deux tiers de ses articles ont, en effet, été rédigés par « le groupe d'historiens et de philosophes qui travaillent en communauté de préoccupations et d'intérêts à l'Institut Raymond-Aron », selon la formule des maîtres d'œuvre, qui ont pris eux-mêmes en charge quarante-trois des quatre-vingt-neuf entrées. A ce « noyau dur » de contributions, qui assure la cohérence intellectuelle du projet, s'en sont ajoutées d'autres, dues à des historiens étrangers partageant une perspective similaire (ils fournissent un quart des vingt-quatre auteurs) ou à des historiens français marquant quelque distance à l'égard d'une lecture strictement politique et philosophique de la Révolution.

La thèse d'ensemble qui sous-tend le volume explique aussi ses omissions assumées et ses équilibres intentionnels. Redoublant le primat accordé par les hommes de la Révolution à l'action politique et au volontarisme idéologique, le *Dictionnaire critique* s'attache aux idées plus qu'aux pratiques, aux élaborations conceptuelles plus qu'aux formes de transmission culturelle. On ne trouvera donc, dans la liste de ses articles ou dans l'index de ses thèmes, ni « éloquence », ni « théâtre », ni « chansons », ni non plus d'allusions à la peinture ou à la musique de la Révolution, et les pages consacrées à l'école ou à l'imprimé sont rangées à l'enseignement de deux notions toutes politiques, superbement analysées : « régénération » et « esprit public ».

ROGER CHARTIER.
(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Sieyès, de Jean-Denis Bredin Méconnu volontaire

LA distribution des rôles, en Histoire, ressemble à celle qui se pratique au théâtre. On y distingue aussi des « emplois », parfois les mêmes : le sanguin, l'atrabilaire, le brave, l'ingénu. Dans le grand spectacle que fut la Révolution, l'abbé Sieyès remplit une fonction aussi mal reconnue qu'essentielle. Il est présent sur scène de bout en bout, et pourtant on ne le voit pas. Il a si peu de vie privée, d'existence physique, que ses traits changent d'un portrait à l'autre. Il est le pur produit des Lumières, il inspire les textes fondateurs sur la souveraineté et la représentation nationales, il se mêle de gouverner avec le Directoire, de conspirer avec Bonaparte ; mais ce sont d'autres qui passent pour ordonner la pensée et pour faire l'événement. Ce n'est pas qu'il cherche l'ombre, à la manière des éminences grises, car il finira Comte d'Empire et couvert d'honneurs, mais il est lui-même ombre portée, désincarné par nature et choix, résolu à ne laisser d'autres traces que celles de ses œuvres. Un essai, à l'heure où prenait naissance, comme tant d'autres phénomènes modernes, l'historicisme politique ! Sieyès, ou le méconnu volontaire...

On dirait que l'historiographie a respecté cette volonté de discrétion attestée, à sa façon, par la *Notice* de Sieyès lui-même. Ce plaidoyer pro domo, les travaux de Michelet, Jaurès, Soboul ou Furet, laissent place pour une biographie exhaustive de Sieyès. Au mérite de combler cette lacune, Jean-Denis Bredin ajoute ceux de récapituler les années 1789-1815, puis, que l'abbé y fut sans cesse présent, et de réfléchir au sort de tout théoricien politique, de l'intellectuel exemplaire, quand les faits lui obéissent au-delà de ses vœux.

LES témoins de l'époque jalourent-ils le rôle d'inspirateur de Sieyès ? Tous le peignent avec une sévérité dont l'union devient suspecte. Talleyrand le juge odieux ; Taine, abstrait ; Lavoisier, violent ; Quinet, craintif ; Sainte-Beuve, méprisant. Lamartine ironise sur le prestige de... ses silences. Seule Mme de Staël et Benjamin Constant lui trouvent des excuses. Ne paierait-il pas cet orgueil suprême d'aimer déplaire à ses contemporains et, au-delà d'eux, à la postérité ?

Sieyès n'a pas eu de vie quotidienne, sinon des ennuis de santé, urinaires, dermatologiques et autres. On ne lui connaît ni femme, ni maîtresse, ni mignon. Tout au plus des appétits de reconnaissance et d'argent lui viennent-ils, comme souvent, avec l'âge. On ne peut pourtant expliquer la violence et la constance de son hostilité envers les privilégiés sans recourir à la bonne vieille psychologie des « revanches », sources de tant d'opinions extrêmes. Le futur comte d'Empire est fils de roturiers, sans biens, fragile ; et des nobles l'ont humilié. D'autres révolutions ont été conçues pour moins que cela !

La vengeance, chez Sieyès, a su le temps de refroidir. En 1789, il a déjà quarante ans. Il est né malingre, à peine viable. Sans doute est-il entré dans les ordres pour cette raison,

comme Talleyrand pour cause de boiterie ; ou pour complaire à sa mère, ou simplement, comme ses deux sœurs religieuses, pour se « caser », se « donner une existence », se pousser dans le monde, doter, si l'on veut, sa sœur. Ce qu'il y a d'assuré, c'est qu'il n'a pas la vocation, ni même la foi. Jusqu'à la mort, il se montrera athée, souvent anti-religieux. A l'époque, il est admis que certains abbés briguent ainsi l'administration, juteuse, des évêchés, hors de tout ministère ecclésiastique.

AU séminaire, il a délaissé la théologie et le droit canon pour les grands auteurs du moment : Rousseau, Montesquieu, Helvétius, Hobbes, Locke. Il se passionne pour la politique, entendue comme la « science de ce qui doit être, non de ce qui est ». Il est de son temps, pleinement ; il croit que la raison peut changer le monde, à force d'idées générales, de constructions logiques. Dans le même temps, se haine des privilégiés se forge, sur le terrain, à voir comment un roturier a peine à se faire une place auprès des évêques, et comment les nobles écrasent les pauvres au sein des Etats généraux. Un jour, Brienne l'aurait oublié dans une antichambre : ce sont des affronts qui ne s'oublient pas.

En tout cas, il y a de la vindicte provocatrice dans son *Essai sur les privilèges* (1788), dénonçant comme autant de droits « de faire tort à autrui ». Les nobles qui les exercent sont des « loups », bons à être tirés à vue. Tocqueville parlera de « cri de guerre ». Qu'est-ce que le *Tiers Etat* ? met cette colère en système. Bredin le rappelle lumineusement en préface de la réédition du célèbre texte chez Flammarion. Pour Sieyès, les 200 000 privilégiés qui règnent sur les 26 millions d'âmes du pays sont des parasites étrangers à la nation. Le Tiers n'était rien ; il sera Tout en se constituant en assemblée nationale souveraine. Ce qui fut fait le 17 juin 1789, véritable point de départ de la Révolution légale.

Si logique soit-il, l'esprit de Sieyès est nourri de tout, sauf d'Histoire. Il imagine une société idéale, et il construit autour. D'où ses projets fantaisistes de séparation des citoyens entre actifs et passifs, ou de division territoriale. Plus prophétiques se révèleront ses vues sur une législation de la presse ou sur l'organisation judiciaire.

Dans l'action, Sieyès se montre imprévisible, comme souvent les visionnaires en chambre. Tout en silences et en reculs, il devient soudain implacable, téméraire, jusqu'au prochain renfoulement. Faute d'éléments nouveaux sur sa personnalité, Bredin excelle à le peindre par contraste avec les autres acteurs de la Révolution moins dissimulés : ainsi des doubles portraits en regard de Mirabeau, de Talleyrand, de Robespierre, avec qui Sieyès compose deux variantes de sécheresse humaine inégalement redoutables.

(Lire la suite page 19.)

GENEVIEVE BON



La saison des bals

Ce livre si romanesque est d'une exigence sans faiblesse.

Pierrette RUCIÈRE

De quête de soi-même et d'initiation, ce troisième roman de Genevieve Bon est bien comme annoncé, un « tourbillon ».

Pierre-Robert LAUSQUE MONDE

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

ARD DEPARDIEU

LE
ROIT
ENCONTRE

L'ACROIX

L'ACROIX ne joue pas.

est tout simplement.

Declarer.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

Le film homologue.

● EN POCHÉ

● Vingt nouveaux titres pour la deuxième rentrée de la « Bibliothèque Lettres », qui publie en texte intégral, sous réserve et au prix, modeste pour l'époque, de 30 F le volume quelques grands titres de la littérature mondiale agrémentés de gravures d'époque. De Lewis Carroll à Dickens, de Stendhal, (*le Rouge et le Noir*) à Musset (*Podsiad*); les textes sont présentés allégés de tout appareil critique.

● Frédéric Tristan est de retour, avec trois rééditions, dans la collection « 10/18 ». *Le Dieu des mouches* (n° 880), *l'Homme sans nom* (n° 1951), *le Théâtre de Madame Barthe* (n° 1952), autant d'errances tragico-comiques et de mémoires fantastiques à la recherche d'une identité perdue.

● Dans la même collection, autres voyages, autres héros et autres chroniques des passions, sous la plume journalistique de Joseph Kessel, avec *les Rois aveugles* (n° 1947), *Nuits des princes* (n° 1948), *la Nagaïka* (n° 1949) et *Tous n'étaient pas des anges* (n° 1950).

● Philosophie des droits de l'homme avec Henri Wallon, abolitionniste du dix-neuvième siècle, et son *Histoire de l'esclavage dans l'Antiquité*, qui est repris dans la collection « Bouquins ».

● La même collection commence la réédition en cinq tomes des œuvres complètes de Boileau-Narcejac. Les trois premiers volumes présentent une série de quarante-deux récits policiers à suspense, dont plusieurs textes inédits.

● Dans la même veine et dans la même collection paraissent les *Aventures extraordinaires de Rouletabille*, reporter, de Gaston Leroux. Onze romans noirs en deux volumes, dont le célèbre *Mystère de la chambre jaune*.

● Champs-Flammarion fait paraître un des traités philosophiques de John Stuart Mill *l'Utilitarisme*, paru en 1863. Traduit de l'anglais et présenté par Georges Tanesse.

Troisième sélection
du prix Goncourt

Le jury du Goncourt a rendu public sa troisième sélection pour le prix qui sera attribué le 14 novembre. Y figurent : Pierre Bergounioux : *l'Artiste sur la rivière* (Gallimard); Emmanuel Carrière : *Hors d'attente ?* (POL); Philippe Labro : *Un été dans l'Ouest* (Gallimard); Bernard-Henri Lévy : *les Derniers Jours de Charles Baudelaire* (Grasset); Pierre Veilletard, Mari-Barbale (Arléa).

Une dernière sélection aura lieu le 7 novembre.

Première sélection
du prix Renaudot

Onze ouvrages ont été sélectionnés pour le prix Renaudot qui sera attribué le 14 novembre. Henri Anger : *la Milla et l'Unité Rue* (François Bourin); Jean Biot : *Sainte imposture* (Albin Michel); Jean Colombar : *les Années Cédion* (Calmann-Lévy); Raphaël Confiant : *le Nègre et l'Amiral* (Grasset); Christian Combez : *A ceux qu'on n'a pas aimés* (La Seuil); René Depierre : *Madriane dans tous mes rêves* (Gallimard); Daniel Depland : *la Bête scarlatte* (Grasset); Jean Guerschel : *Montée en première ligne* (Julliard); Richard Joffé : *Clowneries* (François Bourin); Erik Orsenna : *l'Exposition coloniale* (La Seuil); François-Olivier Rousseau : *la Gare de Wannsee* (Grasset).

Malaise

chez les historiens ?

Y a-t-il une crise de l'histoire ? Question paradoxale au moment où la « demande sociale » en France, à l'approche du Bicentenaire, est particulièrement forte, mais question révélatrice des incertitudes qu'éprouvent les historiens face à cette demande. Huit d'entre eux, représentant quatre revues spécialisées, en débattaient, jeudi 13 octobre, au Centre Georges-Pompidou. Ces incertitudes, a expliqué Marc Ferro (*les Annales*), tiennent à cinq

données nouvelles : la mise en cause des idéologies globales ; la multiplication des foyers de fabrication du discours historique (pays anciennement colonisés ou groupes minoritaires) ; la concurrence des médias (cinéma, puis télévision) ; les controverses méthodologiques entre historiens, les interrogations sur l'enseignement de la discipline. D'autres éléments entrent en jeu : l'effacement des postulats sur lesquels reposait l'historiographie française des années 60, tels que l'ambition d'une « histoire totale », la primauté d'une définition territoriale des objets de la recherche, le primat de l'interprétation sociale (Roger Chartier, *Revue de synthèse*) ; les nouvelles questions posées par la société, qui attend des historiens non plus seulement une fonction de critique et de mémoire, mais aussi un rôle d'expertise (Jean-Pierre Rioux, *Vingtième siècle*) ; la disparition des grands « fondateurs de discours », comme Foucault, Braudel, Ariès (Lucette Valensi, *les Annales*) ; la prise de conscience des erreurs passées qui incitent à la modestie (Michelle Perrot, *le Mouvement social*).

Faut-il pour autant désespérer ? Non, ont répondu, unanimes, les intervenants. « Ne plus être obligé d'être un professeur de vérité, tant mieux », a dit Michelle Perrot. Roger Chartier a mis l'accent sur les renouvellements en cours dans les secteurs traditionnels (démographie, histoire sociale, histoire culturelle), sur le retour de problèmes longtemps négligés (l'histoire de l'État, l'histoire de la pensée politique) et sur la « vigilance critique » désormais manifestée par les historiens. Jean-Claude Perrot (*Revue de synthèse*) a rappelé que, en histoire comme dans les autres disciplines, c'est le présent qui fournit aux chercheurs « des sujets, des méthodes et des outils qui sont des données pérennes ». La tâche de nouvelles synthèses est peut-être venue tout simplement à l'heure. François Bédarida (*Vingtième siècle*) et Jean-Louis Robert (*le Mouvement social*), comme l'indiquent quelques-unes des récentes histoires de France.

La salle s'est surtout inquiétée du repli des historiens français sur l'Hexagone. Ceux-ci ont reconnu qu'il y avait là, en effet, matière à réflexion.

THOMAS FERENCZI.

● LA VIE DE L'ÉDITION

Le X^e Festival international du roman et du film noirs

Grenoble : tous des tricheurs !

Organisé, du 13 au 16 octobre, sur le thème du jeu, le X^e festival du roman et du film noirs a confirmé, pour sa deuxième édition grenobloise, ses nouvelles ambitions. Une dimension qui ne va pas sans poser des problèmes d'identité.

GRENOBLE : tous des tricheurs, des arnaqueurs, des filous, des faux assassins, des vrais truands, des menteurs. Paris gare de Lyon le vendredi 14 octobre, à 9 h 30 : auteurs, éditeurs, amis (récents et anciens) et journalistes, conviés à la grande messe du roman noir prennent d'assaut le « train noir » et son bar.

Certains racontent volontiers que, lors des huit premiers pèlerinages à la meque de Reims, « seul le gros rouge coulait à flots pour ceux qui voulaient bien s'en offrir ». La deuxième édition grenobloise, elle, s'inaugure officiellement, dès 10 heures, sous un flot de champagne que des temps de vaches maigres et d'amateurisme prémédité n'autorisaient pas. En ces temps-là, l'élite du genre se fichait comme d'une guigne des fastes qui s'étaient et se répandaient pour le confort de son grand nombre.

En conviant trois cents victimes innocentes, diluées badgées, à se noyer dans un océan de bulles, symbole d'un succès brillamment acquis en 1987, le gang des Grenoblois affiche de la façon la plus déloyale qui soit son professionnalisme. Il ne s'agit plus de convoquer une amicale de fanatiques du roman criminel qui, à l'aube des temps, se retrouvaient avec fervor et dévotion à une ou deux centaines dans les locaux exigus d'une MJC perdue à 200 kilomètres de Paris.

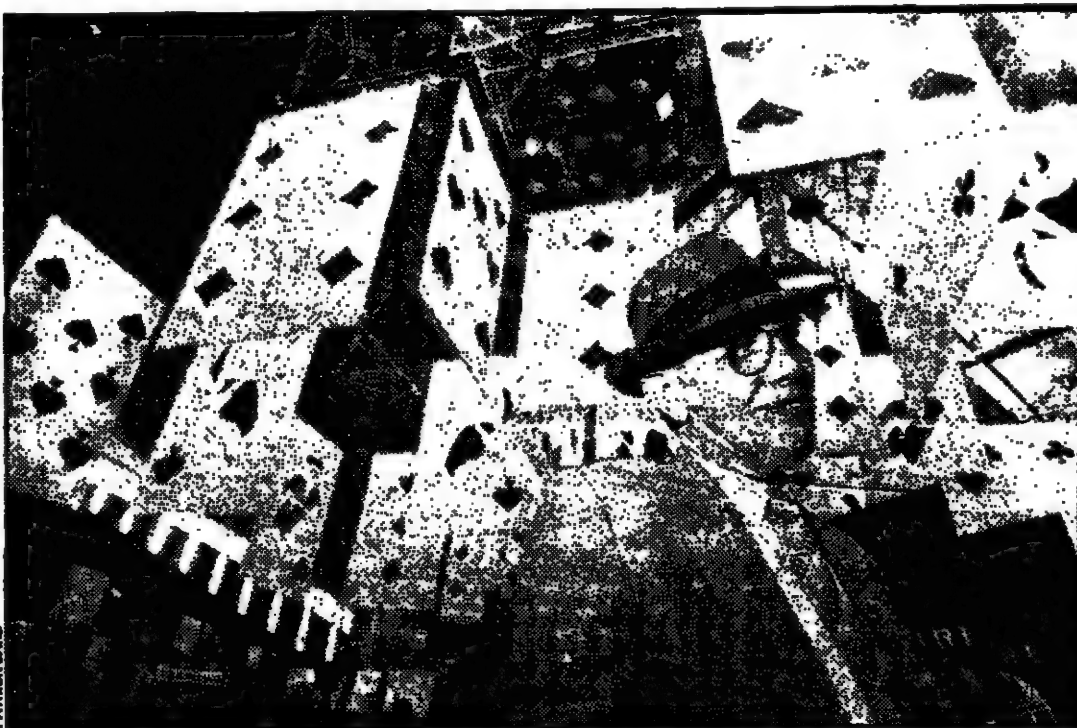
Le palmarès

Les habitués prix et trophées du Festival du roman et du film noirs ont été attribués le samedi 15 octobre.

● **Grands prix de littérature policière 1988** : un gros bouquet d'amour de Tito Topis (Grasset), pour le roman français ; ex aequo pour le roman étranger : *Un certain goût pour la mort*, de P.-D. James (Mazarine) et *la Sorcière de Brooklyn*, d'Andrew Vachs (Albin Michel).

● **Prix Renaudot** : *le Dahlia noir*, de James Ellroy (Rivages).

● **Trophées 813** : meilleur roman, *le Dahlia noir*, de James Ellroy (Rivages) ; meilleure nouvelle : *la Guetouze*, de Didier Dancin (dans le recueil *Rue de Lappe*, Éden éditions) ; meilleure bande dessinée : *120, rue de la Gare*, de Jacques Tardi (Casterman) ; meilleure rédaction : *Chronique du 87^e district*, d'Ed



Tito Topis, grand prix de littérature policière 1988 : about com.

McBain (Presses de la Cité) ; meilleur essai : *le Guide du polar*, de Michel Lebrun et Jean-Paul Schwelbhauser (Syros) ; meilleure traduction : *Freddy Michelsky pour le Dahlia noir* de James Ellroy (Rivages) ; meilleur ouvrage de télévision : *les Rats de Montsouris*, de Maurice Frydland ; meilleur film : *les Incorruptibles*, de Brian de Palma.

● **Prix polar jeunesse** : *le Faucon Maïté*, d'Anthony Morwitz (livre de poche) et *Mardi gras*, d'Irina Drozd (Albin Michel).

● **Prix internationaux** : le Prix Alex Tolstol a été décerné à Friedrich Dürrenmatt pour l'ensemble de son œuvre ; le prix Rodolfo Walsh, décerné au meilleur roman basé sur un fait réel, a été attribué à Joseph Wambaugh pour *Lines and Shadows* (non traduit).

bouillant maire, Alain Carignon. Une main par-ci, trois par-là, un sourire d'une seconde par-ci, une question brève par-là, quatre nouvelles enjambées, un petit virage à droite, etc. Un grand tricheur, c'est-à-dire un grand « pro », qui explique que ce Festival s'inscrit dans le cadre de la politique culturelle de la ville, qui donne une place importante à la lecture. Joker : « Nous consacrons 27 % de notre budget culturel au livre, soit 580 000 F... Grenoble va bientôt avoir sa dix-neuvième bibliothèque. » Le maire sait faire court et dispense l'assemblée du lyrisme socio-éducatif de rigueur en ces circonstances.

Dur de convaincre plus tricheur que soi, plus encore lorsqu'il s'agit d'administration. Géré par l'association Grenoble Polar, structure paritaire qui regroupe les représentants de la municipalité et ceux de l'Association des amis de la littérature policière — alias 813 (3), — le Festival est le lieu traditionnel de la tenue de l'assemblée annuelle de ses membres. Ces tricheurs qualifiés aiment à se retrouver entre ennemis de bonne compagnie, dans une ambiance rustique où, entre bluffeurs patentés, le volume de décibels semble être le dernier indice de la sincérité. L'assemblée plénière s'ouvre,

dans un silence de plomb, par la lecture du rapport moral, qualifié de « bibelot d'insanités sonores qui ne prend pas en compte les problèmes de fonctionnement et d'organisation du Festival » par Jean-François Carrez Corral, le président de la manifestation, membre de Grenoble Polar et de 813. A cette volée de bois vert s'ajoutent des remarques relatives au non-respect de certaines procédures.

Le président de 813, Olivier Trouillas, en excellent tricheur soucieux d'éviter une escalade revendicative, propose de passer au vote. Tollé des lignes, qui veulent en découdre. Tout le monde triche, car tout le monde sait que le rapport sera voté sous peine de provoquer une crise, luxe que des bénévoles surmenés n'ont pas les moyens de s'offrir tous les ans. Néanmoins, Grenoble 2 porte la marque de divergences profondes entre les « pros » de la direction du Festival et une partie, non négligeable, des « amateurs » de 813, qui estiment que le Festival « a perdu en identité » ce qu'il a gagné en notoriété et en rayonnement.

Les éditeurs se disent satisfaits, dans l'ensemble : les décors moins ludiques que l'année précédente sont jugés plus fonctionnels et mieux adaptés à leurs contraintes de travail. La dimension du Festival leur permet tout à la fois d'entrer en contact avec les auteurs, les journalistes de la presse régionale et leurs confrères étrangers. Les filous de Gallimard auraient vendu, à l'occasion de ces trois jours, *la Fée Carabine* de Daniel Pennac. Faire une chose pareille à un auteur, n'est-ce pas pis qu'une honnête tricherie ?

Toujours est-il que l'adhérent de base (4) ne s'y retrouve plus. A qui la faute ? Les tricheurs se renvoient la balle. « La direction du Festival a fait son boulot », dit Jean-François Carrez-Corral, c'est à 813 de faire passer les informations et de prendre en charge les adhérents... 813 doit se doter de moyens financiers. Grenoble Polar n'est pas un organisme de subvention... »

« On vous parle d'âme, et vous répondez pogon », souffle une adhérente de base, une tricheuse habile qui n'hésite pas à convoquer l'immatériel pour les besoins de sa cause. Des tricheurs, ces adhérents déçus qui attendent que des membres initiés les aident à se repérer et les mettent en contact avec d'autres, avec des auteurs, avec des spécialistes. Un authentique truand, cet adhérent de base qui dit avoir parcouru 1 000 kilomètres pour participer à la projection d'un Hitchcock, déprogrammé, et assister à un débat sur la censure, annulé.

Des moins que rien, ces adhérents qui ne proposent pas leurs services ou ces cent soixante autres qui, à l'ouverture du Festival, n'avaient pas réglé leurs cotisations. Et comment qualifier la centaine qui a joyeusement fait

l'impasse sur les deux dernières années ! L'association 813, aux moyens financiers limités mais dotée d'un capital moral et culturel important, et l'organisation du Festival, aux compétences professionnelles établies, sont condamnées à entreprendre un inventaire rigoureux de leurs divergences. Les négociations qui découleront de cette mise à plat ne pourront relever que de la formalité, puisque, entre tricheurs, cela revient à s'amuser à des vètilles, jusqu'au prochain bluff.

Que ceux qui n'ont jamais triché leur jettent la dernière pierre !

ALAIN ABELLARD.

(1) Contraction de fanatique et de magazine. Dans le domaine du polar certains d'entre eux sont d'authentiques chefs-d'œuvre d'érudition.

(2) Brocanteur.

(3) Créée en 1980 à la suite du premier Festival de Reims, l'association a limité le nombre de ses adhérents à 813 en hommage à Maurice Leblanc.

(4) L'adhérent de base, expression consacrée du milieu, est un membre qui ne s'est illustré ni par un roman, ni par des contributions d'historien ou de critique du genre, ni par la prise en charge de tâches organisationnelles.

Le Mans,

la francophonie

et la petite édition

Les quelque 76 000 visiteurs comptabilisés par les organisateurs des onzièmes « 24 Heures du livre du Mans » (qui, en fait, durent trois jours) ont eu droit à un beau et chaud soleil d'automne, pour se consoler de l'absence de M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie qui devait inaugurer, au sein de cette manifestation, le troisième Festival de littérature francophone.

Il devient difficile, parmi les nombreuses manifestations qui ont lieu en France autour du livre, d'affirmer son originalité. Les trois axes des « 24 Heures du livre », tels que les définit M. François Plet, président de l'association organisatrice de la manifestation, sont : d'une part la francophonie (deux cents éditeurs venus de vingt pays différents), d'autre part, la place accordée à la vie associative locale (plusieurs dizaines d'associations étaient présentes au Mans) ; enfin, pour la deuxième année, se tient un Salon de la petite et moyenne édition.

C'est sans doute l'initiative qui, dans son principe, est la plus intéressante. Quarante-cinq « petites » éditions (et quelques moins petites, égarées là) ont participé cette année à ce Salon : présence disparate, peu représentative sans doute d'une activité par définition très individualisée et diversifiée. L'idée de tenir des ateliers autour des problèmes techniques et de gestion n'a pas rencontré le succès que ses organisateurs pouvaient en attendre. Mais le projet de ce genre de carrefour où les petites maisons peuvent se rencontrer et s'informer reste à amplifier.

P. Ke.

★ Le prix de la nouvelle de la ville du Mans 1988 a été attribué à Annie Saumont pour son recueil *La Terre est à nous* (Ramsay).

● EN BREF

● Le Prix d'études Alfred de Vigny a été décerné à PAUL BENOÎT pour son livre *les Mages romantiques* (Gallimard).

● Le Prix popaïste a été décerné à DANIEL RONDEAU pour son récit *l'Esthétisme* (Quai Voltaire).

● Le cinquantième SALON DU LIVRE D'HISTOIRE, « Clio 88 », se tient jusqu'au 23 octobre à Seuil.

● Le papier est-il un support d'écriture sur le point d'être dépassé ? L'expérience mise en place du 19 au 24 octobre par la Maison des écrivains et l'association

tion ALAMO (Atelier de littérature assistée par la mathématique et les ordinateurs) semble le suggérer, ou du moins proposer à l'écriture d'autres voies. Un réseau international d'activités littéraires interactives fonctionnera grâce à des micro-ordinateurs installés dans une série de sites français : Paris (au siège de la Maison des écrivains), au Havre, à Saint-Quentin, à Toulouse, et à étrangers : Chicago, Naples, Hongkong, Porto... Les utilisateurs pourront lire, proposer des textes et les transmettre pendant la durée du Forum des arts de l'univers scientifique et technique (FAUST). A Paris, s'adresser à la Maison des écrivains, 53, rue de Valenciennes, tél. : 45-49-31-40.

● Un hommage sera rendu, les 21 et 22 octobre à Lyon, au poète ATTILIO BERTOLUCCI et à son fils, le cinéaste BERNARDO BERTOLUCCI. Ils participeront tous deux à un dialogue avec Philippe Renard, Bernard Simeone et Muriel Gallot à l'Institut culturel italien de Lyon (57, place de la République) le 22 octobre à 16 heures. Par ailleurs, une exposition sera inaugurée le même jour à l'Espace Garamond (15, rue Childebert) ; elle se tiendra jusqu'au 17 novembre. Les Editions Verdier viennent de publier un « roman familial en vers » d'Attilio Bertolucci, la *Chambre*.

OU TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, on par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

● CIVILISATIONS

La confession d'Asrès

Les souvenirs insolites d'un magicien éthiopien.

DÉCOUVONS Asrès l'Éthiopien, magicien et thérapeute, qui pourrait être le héros d'un roman des aventures et des ruses. Il apprend tout de l'enfance ; il se dit vagabond. Il naît dans une Éthiopie déjà confrontée à l'ambition expansionniste des Italiens ; il achève sa vie alors que vient de mourir le dernier empereur et que s'installe la révolution. Il traverse les événements avec une sorte de détachement gouailleux.

Les routes de sa jeunesse sont celles de son initiation, de son apprentissage. Il devient médium et entre dans le commerce des esprits ; il se fait soldat d'occasion et fréquente les notables, il s'initie au trafic des esclaves et se frotte aux brigands, il reçoit de prêtres et de clercs insolites le savoir du livre et la connaissance des plantes. A travers les famines, les guerres, les désastres, il entretient une sorte de joie de vivre par la camaraderie, la convivialité, le goût des femmes — et le plaisir des mots.

mule une interrogation sur le monde et sur soi-même.

Le monde est surtout celui des malheurs, des maux et de l'angoisse. Asrès le dit : « Je suis né parmi les épreuves et j'ai grandi en luttant de la souffrance, de la faim et de la soif ». C'est aussi un monde de tous les mélanges et de toutes les ambiguïtés. Les peuples, les langues,

d'armes — les sacrifices, les rites et les cultes de possession, les remèdes. Il faut savoir interpréter et faire.

Un rêve destine l'Asrès à cette fonction, un moine lui en donne le sens : se soumettre à l'ordre de Dieu en exploitant la capacité de vaticiner, en apprenant à être efficace « par le mensonge et la vérité ». C'est au prix d'expé-

savent les choses cachées. Il est confident et conseiller.

Jacques Mercier a non seulement rassemblé et organisé, avec les talents de l'ethnologue et de l'écrivain, les paroles du vieil homme, il a aussi manifesté l'ambiguïté d'un savoir composite et des pratiques qui en résultent. Et les risques d'un métier à la fois sollicité et réprimé. C'est un traité des thérapies et une méditation sur le mensonge social qui nous sont ainsi proposés.

La confession se fait initiation. Elle révèle les chemins de la connaissance occulte. Elle place dans la proximité des *zar*, ces occupants de la personne devenue leur « cheval », responsables de la transe sauvage et des maux, s'ils ne sont pas rituellement traités. Un culte leur est consacré dont Leiris a souligné, dans *L'Afrique fantôme*, les aspects théâtraux. C'est aussi un art médical qui se trouve exposé, un art qui s'attaque, avec le secours de la pharmacopée, aux causes naturelles de la maladie. Le savoir de la tradition accompagne une sorte d'empirisme bricoleur et, parfois, sceptique.

Asrès révèle avec un franc cynisme les limites de sa pratique. Il avoue ne consentir à soigner que « celui qui ne mourra pas ». Il reconnaît qu'il utilise le désarroi d'autrui, qu'il tire parti des circonstances et avantage des signes qui lui sont favorables. Il sait que l'affliction et la crédulité sont exploitables, et il feint le regret d'avoir eu à raconter tant de mensonges. Le livre de ses souvenirs, par le fait d'une confiance sans réserve et allègre, atteint une sorte de perfection. Indirectement, il fait du texte ethnologique une œuvre littéraire.

GEORGES BALANDIER.
★ ASRÈS, LE MAGICIEN ÉTHIOPIEN, de Jacques Mercier, Lattès, 490 p., 160 F.



Paysans éthiopiens dans la province de Hararghe.

les savoirs, les croyances et les pouvoirs s'y lient et s'y opposent.

On y évoque le Saint-Sauveur, mais sans trop y croire. On y recherche la puissance, mais sans être jamais certain de la garder. On s'y trouve pris dans les trahisons, les complotes, les luttes de factions, les guerres et les brigandages.

A l'arrière de cette agitation du monde, il faut bien admettre l'œuvre de pouvoirs cachés, ceux des génies du lieu, des démons, des sorciers et des génies *zar*, ces jumeaux invisibles des humains. Et non pas seulement l'effet de la volonté divine. Dans cette sorte de lutte insidieuse, il faut disposer

riences mêlées et de péripéties scabreuses qu'il devient progressivement clerc, magicien, thérapeute, astrologue et dessinateur de talismans.

Il s'établit dans une vie multiple ; il acquiert une notoriété que ses disciples et ses amis entretiennent ; il accède à une aisance matérielle fluctuante. Asrès apprend aussi à jouer de toutes les relations sociales et de tous les pouvoirs. En sa qualité de magicien-thérapeute, il se trouve placé dans la compagnie des puissants, gouverneurs de provinces et généraux, dans la proximité de l'empereur Haile Selassie soucieux de s'attacher ceux qui

« Je suis né parmi les épreuves »

Jacques Mercier a enregistré, à la faveur d'entretiens répétés, les souvenirs de ce personnage de haut-relief ; il a su s'installer dans son intimité, tirer de ses confidences l'histoire d'une vie aux prises avec les folies et les misères des uns et des autres. La parole d'Asrès se traduit en une mise en scène des multiples aspects de la culture éthiopienne, des principaux personnages du jeu social, des événements d'une histoire devenue de plus en plus turbulente. La narration se présente comme une suite de récits que la mémoire associe, comme le développement d'une pensée où se for-

● RELIGIONS

La science au service de l'irrationnel

La première encyclopédie des religions est sortie. Elle prouve que l'approche scientifique des phénomènes religieux est possible.

SAIT-ON que le manichéisme n'est pas une hérésie chrétienne, mais une religion du Livre fondée par Mani, au troisième siècle à Babylone, qui s'est étendue de l'Empire romain à la Chine ? Que l'islam en Perse s'est édifié sur les ruines d'une religion traditionnelle connue sous le nom de mazdéisme ? Véritable montagne de références, le Grand Atlas des religions, publié par Encyclopædia Universalis, n'est pourtant pas d'abord un outil d'érudition.

Il rend compte de l'irruption massive des phénomènes religieux aujourd'hui sur la scène du monde. La montée des partis confessionnels en Israël ou au Japon, le rôle joué par le clergé chiite en Iran ou par le culte vaudou en Haïti, la résistance des sentiments chrétiens et musulmans en URSS malgré soixante-dix ans de persécutions et d'athéisme officiel ou l'implantation de sectes orientales en Europe sont bien plus que des symptômes, souvent dérangeants, de ce que les observateurs continuent de qualifier, par commodité, de « retour du sacré ». Plus qu'elle ne l'a jamais été sans doute dans l'histoire, la religion est devenue un élément stable et décisif de la politique internationale.

Le principal mérite du Grand atlas d'Encyclopædia Universalis, à la conception duquel ont collaboré des maîtres de la sociologie

religieuse (Marcel Détienné, Marc Augé, Charles Malamod, Jean Baubérot, Emile Poulat ou Michel de Certeau avant sa mort), est ailleurs. Il marque une date dans l'édition et dans les sciences humaines parce qu'il contribue à sortir de sa marginalité, voire de sa clandestinité, une science des religions, de plus en plus indispensable, qui, malgré son existence officielle en France (avec notamment la création de la section des sciences religieuses en 1986 à l'Ecole pratique des hautes études), reste le plus souvent confinée à des publications confidentielles.

Il aura fallu du temps, en effet, pour que l'étude des phénomènes religieux se délivre de la double servitude représentée par ce qu'Emile Poulat appelle, dans le présent volume, « la philosophie rationaliste de l'histoire » et « la théologie dogmatique du surnaturel ».

Le converger d'une laïcité étroite, volontairement ignorante des aspirations et des courants religieux, commence à se soulever. La perspective d'un enseignement officiel des religions (à distinguer d'un enseignement religieux) effraie de moins en moins le corps professoral. Si l'on en croit les sondages, elle est même souhaitée par les parents. L'intérêt renouvelé pour la religion s'accompagne en effet, pres-

que paradoxalement, d'une inculture religieuse qui, malgré un reliquat de catéchèse chrétienne, est croissante en France (1).

Parallèlement, l'Eglise catholique ne prétend plus au monopole des intelligences. Même si elle retrouve parfois des réflexes issus des temps de chrétienté, elle a cessé d'affirmer qu'en dehors d'elle aucun salut n'est possible. Elle reconnaît l'existence des autres religions, dialogue avec elles et favorise désormais leur connaissance. Elle est bien là, la révolution du concile Vatican II (1962-1965) : on peut s'étonner qu'elle n'ait pas soulevé des bataillons mieux garnis d'intégristes.

Une approche interdisciplinaire

Ainsi libérée de la double contrainte du laïcisme et du cléricalisme, une étude scientifique des phénomènes religieux est possible, au-delà de l'habituelle apologetique et de la simple histoire narrative. Elle se pratique même de plus en plus à partir d'une approche interdisciplinaire, de l'archéologie, de la philologie, de la sociologie, de l'anthropologie. C'est cette démarche qu'illustre le Grand Atlas des religions, auquel ont collaboré, pendant deux ans, cent quarante chercheurs internationaux, habitués à des travaux isolés, sous la coordination de Charles Baladier.

Cette approche comparative n'est pas destinée à distribuer les bons ou les mauvais points. Il ne s'agit pas d'établir un palmarès des religions, mais d'analyser les notions différentes de Dieu et du

divin, la variété des rites, des dogmes et des croyances, le rapport des religions avec une tradition écrite, leurs formes hiérarchiques et institutionnelles. Des hellénistes et des africanistes confrontent ainsi leurs découvertes sur le polythéisme et les phénomènes divinatoires. Jamais, sans doute, on n'avait été aussi loin dans l'inventaire comparé des religions, y compris dans l'étude des rapports interconfessionnels, qu'ils soient placés sous le signe de la persécution réciproque ou du dialogue œcuménique.

Outre un découpage et une cohérence interne difficiles à saisir au premier coup d'œil, la seule faiblesse de cet Atlas est celle de toute science religieuse, c'est-à-dire la délimitation de son champ. Les phénomènes ésotériques et sectaires sont sans doute sous-traités. La franc-maçonnerie est absente, mais est-ce une religion ? Que recouvre exactement le phénomène religieux, par nature empirique ? Michelet n'a-t-il pas écrit que la Révolution française avait été la première religion séculière ou politique ? Mis à part cette observation, on aurait tort de faire la fine bouche. Cet Atlas est un monument à la fois scientifique et grand public.

HENRI TINCO.

★ LE GRAND ATLAS DES RELIGIONS, Encyclopædia Universalis, 408 p., 600 photographies en couleurs, 50 cartes, dessein et tableaux originaux, 530 F (580 F au 1^{er} janvier 1989).

(1) Voir, à ce sujet, le sondage IPSOS-RTL-Le Monde, présenté et commenté dans nos éditions du 5 octobre.

PATRICK AVRANE
Un divan pour Phileas Fogg
Une lecture inattendue de Tour du monde en 80 jours montre comment les ouvrages de Jules Verne annoncent est autre voyage extraordinaire que sera la psychanalyse.
Aubier

DERVY LIVRES
MYSTIQUE JUIVE ET PSYCHOLOGIE MODERNE
la voie de la splendeur
"Un livre magnifique sur la Cabale et sur la spiritualité en général."
ISAAC B. SINGER, Prix Nobel
"Ce livre sur la Cabale est l'une des meilleures études que j'aie jamais lues."
Dr ELISABETH KÜHLER-ROSS
140 F
Catalogue sur demande
DERVY LIVRES, 25, rue Vanclaire, 75005 Paris

Hervé GUIBERT
Mauve le vierge
nouvelles
"Je crois que Guibert ne brille pas seulement par la singularité dérangeante de ses sujets et de ses perceptions. Il n'en fait pas un usage complaisant quoi qu'il paraisse. Il en tire d'indéniables effets artistiques."
Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde
GALLIMARD *nrf*

— Il paraît qu'Hervé Jaouen a cessé d'écrire des romans policiers ?
— Oui. Désormais, il écrit des romans.
Payot
Roman
Hervé Jaouen
Le fils du facteur américain

LAURENCE PAYE-JEANNENEY • JEAN-JACQUES PAYAN
LE CHANTIER UNIVERSITAIRE
"Bâtir l'avenir"
PRIX DE VENTE : 120 F + 264 pages
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères • 75007 PARIS • Tél. : 45 48 20 28

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

Signé Furet

AVANT d'ouvrir cette somptueuse *Révolution*, avant d'être séduit ou piqué par la vigueur de sa démonstration, il ne sera pas inutile, me semble-t-il, d'avoir réfléchi à son idée de derrière, telle que François Furet, en bonne compagnie avec Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, l'exprime dans leur récent essai politique, *La République du centre* (Calmann-Lévy).

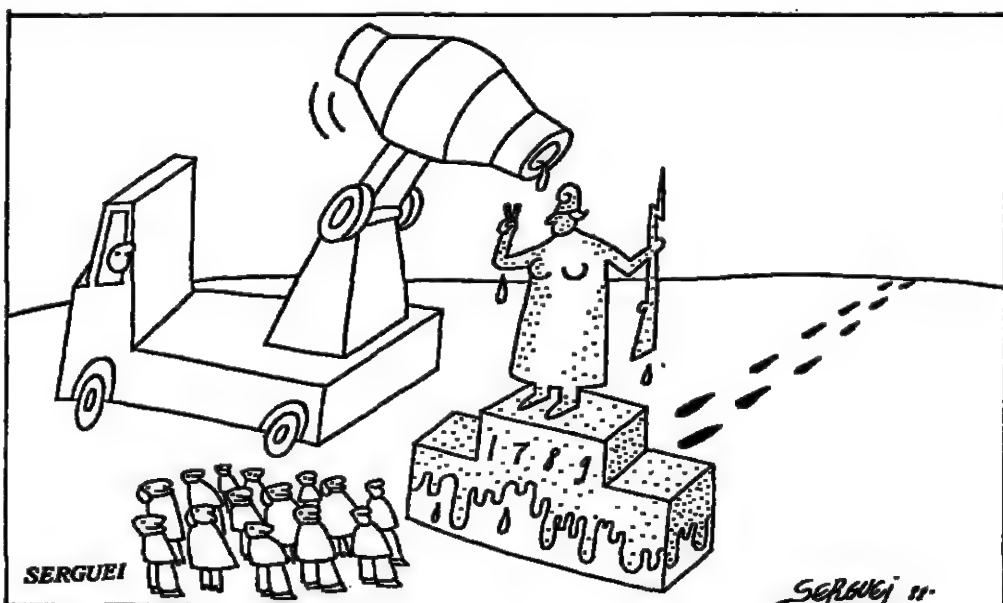
Sur la terre brûlée de la politique française, y lit-on, « le bicentenaire de 1789 nous apparaît comme le linéaire d'une tradition ». Car trop de traits de notre vie politique ont hérité d'été gommés, trop d'enjeux ont perdu leur force, pour qu'on puisse encore alléguer la Révolution au vu de nos conflits et de nos apaisements : deux siècles après la grande cassure, sur fond d'Etat jacobin en crise et d'apaisement de la querelle religieuse, dans l'adhésion populaire à des institutions qui sacrent un monarque républicain, la France serait enfin sortie de l'état d'exception où l'avaient jetée 1789 en entrant « dans le droit commun des démocraties ». L'heure a donc sonné d'ouvrir l'œil historique le plus critique sur un événement fondateur en délicatesse et sur un mythe des origines en capitulation. Gérons que Maurice Agulhon, qui traitera prochainement dans cette *Histoire de France* du siècle ouvert par un petit-fils de Carnot et clos en souplesse par l'auteur du Coup d'Etat permanent, nuancera le propos.

Mais François Furet persiste et signe avec un nouveau livre, vingt-trois ans après cette *Révolution française* qu'il donna avec Denis Richet chez Hachette-Réalités, dix ans après *Penser la Révolution* (Gallimard), qui furent des événements historiographiques et intellectuels. Il le fait avec une

l'avenir du prolétariat. Mais on lui objectera, et sans tomber dans la dévotion pour les infrastructures, que la nouvelle France industrielle née du Second Empire a sensiblement modifié non seulement la donne mais aussi les règles du jeu démocratique. Pour preuve, l'obstination avec laquelle un Gambetta saluait dès 1872 les « nouvelles couches » en réserve de la République : sur l'arbitrage politique que ces petits propriétaires, ces petits industriels et ces petits boutiquiers vont bientôt exercer, Furet est trop peu loquace, alors que sa démonstration arrivait à son point d'orgue.

SON livre pourtant sonne haut et clair, de bout en bout, parce qu'il est construit autour d'une idée juste : pendant un siècle, nous dit-il, la France a investi au-delà du raisonnable sur l'enjeu majeur de 89, la reconstruction d'une société par la raison. L'aventure de Turgot, qui inaugure cette obsession, révèle que ce rationalisme est déjà tout armé avant même qu'on songe à lancer l'assaut contre l'Ancien Régime. A l'autre bout de la chaîne, ni Gambetta ni Ferry n'ont bronché : après le bain de sang de la Commune (1), ils conjurent le danger de la division sociale en chantant la fidélité impérative à la Révolution raisonnée. Ces cent dix années d'entêtement ont donc inscrit l'idée révolutionnaire au centre de nos réflexes politiques, ont délimité les camps antagonistes et orchestré avec passion la « tyrannie du souvenir » de 89.

N'en disons pas davantage, pour laisser au lecteur la joie de découvrir un livre de rare intelligence, d'une grande fermeté de plume, où l'éclat des formules oxygène le récit, où abondent les por-



grâce de grand seigneur éclairé qui tire une dernière fois l'épée, pour nous dire, sans mélancolie ni foudra, que la Bastille n'est plus à prendre et que cette Révolution passée ne fera plus l'événement à venir, puisque nous sommes cahin-caha devenus démocrates. Mais dès lors, ajoute-t-il aussitôt, cette naissance de la démocratie, cet entêtement à penser qu'on peut bâtir de toutes pièces une société où l'individu régnait, sont objets d'une histoire toujours aussi envoiement.

Ceux ouvrages de plus de 500 pages est mieux qu'un paraphe qui authentifierait les signatures antérieures. Car Furet, sans jamais rompre, l'a noué par dix années de travaux neufs, hantés par Tocqueville et Aron, qui ont relu la Révolution en se penchant sur Cochon, Marx ou Quintet ; qui ont manipulé avec des précautions d'artificier la lourde charge émotionnelle et idéologique que 1789 avait déposée au cœur de notre vie nationale. Et il a conçu en serrant de près notre présent qui a largué l'amarre, en venant sur intuition d'historien au vif de l'actualité, de décadence communisme en atonie gaulliste, de démantèlement d'une culture politique en adieu au « grand soir ». Sans « dérapage » aussi, en évitant les obstacles où l'attendent les naufrageurs de la pensée-Furet : ni apologie rétrospective d'un socialo-centrisme préfacé par les Monarchiens, ni méditation intertemporelle sur un totalitarisme du XIX^e siècle que la Terreur aurait baptisé, cet énorme essai sur la pensée politique de la Révolution est toujours à pied d'œuvre, bien calé sur son échafaudage conceptuel, bouchardant avec application un long siècle d'avatars et de recherche d'une synthèse républicaine, de Turgot à Jules Ferry.

Quoi qu'en dise le titre de la collection dans laquelle il s'insère, il ne s'agit pas d'une « Histoire de France » exhaustive. Car Furet a choisi de penser une histoire politique qui se suffirait à elle-même, dans sa mise en scène à rebondissement des jeux de la mémoire, dans l'affrontement à répétition des droits de l'homme et de l'Etat, de l'égalité et de la liberté. Dès lors, le corps de sa France n'évolue pas significativement au gré de mutations démographiques, économiques ou techniques qui ont eu pourtant pour nom l'exode rural et la révolution industrielle. Le liser de l'historien court droit dans la chair, vive au cerveau une société qu'en saccades la respiration nouvelle. On reprochera donc au chirurgien Furet, n'en doutons pas, d'entreprendre sa patiente avec un volontarisme de l'intervention qui aurait pu conduire un praticien à l'art moins consommé jusqu'au point aveugle de l'acharnement thérapeutique. Il n'en est rien, rassurons-nous.

Mais la parcimonie délibérée des notations économiques et socioculturelles, justifiable peut-être avant 1840, pose un sérieux problème de délimitation du champ opératoire pour la longue phase de croissance de 1851 à 1873 dont le pays, à l'évidence, ne sort pas indemne. On comprend bien l'ambition tactique de Furet : tordre le cou à l'économisme marxisant, se dégager de l'histoire sociale d'une Révolution qui n'aurait hissé la bourgeoisie au pouvoir que pour mieux faire chanter

traits colorés (Bonaparte ou Thiers, entre autres, valent le détour). Un plan sans fioritures pose les deux questions qui nouent l'intrigue : que fut l'ambition politique des hommes de 89 ? Et qu'a-t-elle laissée en héritage aux générations suivantes, quand il fallut assembler des individus libres au-delà du choc des classes et des intérêts ? Rarement aventure aura été cotée avec autant de sérieux documentaire et de bonheur formel. Car il faut ajouter que si les notes et les bibliographies sont squelettiques (essai oblige !), l'iconographie est superbe, largement inédite et minutieusement commentée, que l'appareil cartographique et géographique est à la hauteur de l'ambition intellectuelle : un bel écrivain velouté pour pensée éclatante.

FURET dit en outre fort bien tout ce qu'a avancé l'historiographie récente et en particulier que l'acharnement mis à intégrer les acquis de 1789 dans notre système politique masquait une autre urgence : il fallait terminer la Révolution non seulement pour prévenir tout danger d'escalade sociale, mais surtout pour tenter d'éteindre la guerre religieuse. Car une Eglise déjà bien mal en point avant la Constitution civile du clergé était sortie si désorientée de la tourmente qu'elle lia pour longtemps son avenir à la contre-révolution et fit des catholiques des exilés politiques de l'intérieur.

Et, en revanche, si l'idéal républicain est tant de peine à s'imposer, c'est parce que les hommes de 89 et leurs épigones poursuivaient la chimère d'un peuple français attaché à sa religion majoritaire. Ce conflit, dont aucune force en présence ne sortira indemne, est sobrement et subtilement décrit par un historien que hanta longtemps le divorce entre le catholicisme et le monde ouvrier au dix-neuvième siècle, Pierre Pierrard, dans un livre qui complète et corrobore tel ou tel développement de François Furet.

Nos guerres franco-françaises, confirme-t-il, s'entretenaient pendant un siècle du choc frontal entre un ordre social chrétien, fondé sur le refus de 89, et l'ordre de l'individualisme démocratique qui a peu à peu maîtrisé l'argumentaire politique et tiré par le bout le tissu social. Jusqu'à ce que s'imposent les ralliements nécessaires à cette République dont Gambetta disait dès 1869, à Belleville, qu'avec elle « la forme emporte et résout le fond ». Alors tout n'est pas réglé, mais la Révolution est épuisée : on pourra bientôt fêter la bicentenaire.

★ **LA RÉVOLUTION (1770-1880)**, de François Furet, volume 4 de *l'Histoire de France*, Hachette, 526 p., 380 F. (490 F. à partir du 1^{er} janvier 1989).

★ **L'ÉGLISE ET LA RÉVOLUTION (1789-1889)**, de Pierre Pierrard, éditions Nouvelle Clé, 266 p., 98 F.

(1) Quelque notre meilleur spécialiste, Jacques Rougerie, vient de consacrer un livre remarquablement dense et lucide, où il montre que la Commune est un temps fort et terrible de l'assujettissement des Français à la République (*La Commune*, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 581, 124 p.).

La Révolution révisée

(Suite de la page 15.)

Par ailleurs, l'attention focalisée sur les débats d'idées redistribue les rôles : certains protagonistes, longtemps relégués en fond de scène, y trouvent une gloire nouvelle (les « Monarchiens » et les « Thermidoriens » disposent respectivement de neuf et de quatorze pages) mais d'autres, vedettes déçues, en souffrent (l'entrée « Sans-Culottes » est ainsi recroquevillée sur six marges pages). La Révolution du *Dictionnaire critique* est donc surtout une révolution « vue d'en haut », depuis les travées des assemblées ou les gradins des clubs, et dont les acteurs essentiels ne sont plus les groupes sociaux rivaux (aucun n'a droit à un article particulier, sauf l'aristocratie parce que, plus qu'une réalité, elle est une idée, à la fois répulsive et mobilisatrice), mais les partis divisés par les idées et les actes.

Gironde et Montagne

Le refus de la détermination du politique par le social, réaffirmé tout au long du livre, conduit à des révisions pénétrantes : par exemple dans la compréhension du soulèvement vendéen, laissé inexploité par l'étude différentielle des structures rurales, ou dans l'interprétation de l'opposition entre la Gironde et la Montagne, absolument irréductible à tout contraste sociologique simple. Il guide également les préférences avouées dans le dernier chapitre, passionnant, consacré aux interprétations données de l'événement, de Burke à Faurès. Trois auteurs, que l'on retrouve

d'ailleurs cités dans nombre d'articles, emportent l'admiration, pour avoir pensé la nature spirituelle de la Révolution (c'est le cas de Michelet et de Quinet) ou pour avoir dissipé son illusion instantanée (c'est celui de Tocqueville). Reconnaissant, chacun à sa manière, l'autonomie ou l'antécédence du politique, ils apportent à la compréhension de la rupture révolutionnaire telle que la bâtit le *Dictionnaire critique* bien plus que les historiens libéraux de la Restauration, obsédés par la lutte des classes, ou que la tradition postérieure qui liera référence marxiste et fidélité jacobine.

Contre « l'historiographie jacobine »

Car c'est contre les réductions de l'« historiographie jacobine », identifiée à l'histoire universitaire de la Révolution telle que l'ont faite en Sorbonne Aulard, Mathiez et Lefebvre, que ce livre entend retrouver les questions philosophiques posées par les grands interprètes du dix-neuvième siècle et ensuite oubliées par une érudition étroite et une connaissance sans ambition, sinon sans préjugé. Le diagnostic est rude, et pour partie injuste. Mais il a le mérite d'obliger à faire retour sur les classiques majeurs qui font que l'histoire de la Révolution est inséparable des sédimentations historiographiques qui ont construit l'événement en même temps que, contradictoirement, elles en donnaient récit et raison. Seule la traversée des interprétations qui s'affrontaient en un temps où la manière de penser la Révolution constituait le clivage intellectuel le plus fondamental peut présen-

1789 : lectures

ver du piège des lectures rétrospectives (voyez, par exemple, l'article « Fraternité »).

Comme l'espèrent ses directeurs, ce gros livre fera date dans l'histoire révolutionnaire. Refusant le grand récit au profit d'une organisation éclatée, affirmant le primat de l'histoire des idées parce que, pour eux, la Révolution française est une révolution des concepts, tenant les lectures économiques et sociales comme tout à fait secondaires (le nom d'Ernest Labrousse n'est mentionné mille part), il contraint, par ses décisions abruptes, à réviser ce que l'on a l'habitude de dire ou de lire de l'événement. Mais l'interprétation sociale de la Révolution est-elle nécessairement la mise en branle de la lourde machinerie des classes et de leurs luttes, et la prise en compte des pratiques les plus communes, des gestes les plus ordinaires, détourne-t-elle forcément de la compréhension philosophique de l'événement ? La question est désormais ouverte. Inventaire et manifeste, le *Dictionnaire critique de la Révolution française* est une belle réussite parce qu'il oblige à renoncer aux parades de la pensée.

ROGER CHARTIER.

★ **DICIONNAIRE CRITIQUE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, François Furet et Mona Ozouf (avec la collaboration de B. Bazooka, K. Baker, L. Bergeron, D. Bion, M. Buffa, C. Bosse, M. Bruguère, Y. Fanchon, L. Ferry, A. Forrest, M. Ganchet, G. Gengembre, J. Goy, P. Gouffey, R. Halévy, P. Higounet, B. Masson, P. Nora, P. Raynaud, J. Renard, D. Richet, P. Rosenthal), Paris, Flammarion, 1988, 1 122 p., 395 F. jusqu'au 31 décembre 1988, 450 F. ensuite.

Autres parutions

● **André Chénier : les Auteurs de la peur**, Ode à Marie-Anne Charlotte Corday et l'abbé. — Trois courts textes violemment contre-révolutionnaires du poète exécuté trois jours avant la chute de Robespierre. L'aimable poète néo-classique clame sa haine des « vils scélérats, les monstres, les infâmes ». (Editions Obédience, 44 p., 36 F.)

● **Jean-Baptiste Louvet : Mémoires**, présentés par Michel Vovelle. — Le célèbre auteur d'Une année dans la vie du chevalier de Faublas fut aussi un député girondin qui échappa par miracle à la mort. (Desjonquères, 230 p., 130 F.)

● **Béatrice Didier : La Littérature de la Révolution française**. — Dix années de littérature engagée, abondante, où se mêlent les aspirations les plus contradictoires entre l'amour de l'Antiquité romaine et les pulsions du romantisme naissant. (PUF, « Que sais-je ? », 128 p.)

● **Stéphane Rials : La Déclaration de 1789**. — Un numéro spécial de la revue Droits, qui analyse aussi bien les origines théoriques de la déclaration que ses répercussions juridiques dans le monde. (PUF, 192 p., 130 F.)

● **Espaces temps : Concevoir la Révolution**. — Une confrontation de l'idée de révolution vingt ans après 1968 et deux cents ans après 1789. Avec, notamment, des contributions d'Edgar Morin, Maurice Agulhon, Régis Debray, Cornelius Castoriadis et Ernest Labrousse. Dirigé par François Dosse. (Espaces temps, n° 38-39, BP 117, 75463 Paris Cedex 10, 125 p., 96 F.)

● **Anne-Maurice Dupont : Journées révolutionnaires à Nîmes**. — Premier d'une série de quatre ouvrages qui feront le récit des journées révolutionnaires dans quatre villes. Après Nîmes, viendront Avignon, Toulouse et Toulon. (Ed. Jacqueline Chambon, diff. Harmonia Mundi, nombreuses illustrations, 130 p., 95 F.)

Parmi les rééditions en poche, signalons dans la collection « Champs » de Flammarion : *l'Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs*, de l'abbé Grégoire ; 1789, les Emblèmes de la raison, de Jean Starobinski, et *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, de Benjamin Constant.

Agendas phrygiens

Nonid 29 vendémiaire an XCXVII

LA fièvre commémorative aidant, il est possible qu'en 1989 nous portions le bonnet phrygien et les pantalons rayés, que nous décidions de touter notre patron et de l'appeler « citoyen » et que le Carmagnole, enregistré par le groupe des Montagnards, caracole en tête du Top 50. Mais il est plus probable que, sagement, nous opérons notre prurit bicentenaire en consultant chaque jour un agenda révolutionnaire. Nous n'aurons pour ce faire que l'embarras du choix : la bonne idée éditoriale qui consistait, en 1987, à commander à un historien un agenda tricolore pour 1989 s'est rapidement révélée un lieu commun. Dans la multitude des parutions, en voici pourtant quatre qui pourront nous accompagner agréablement pendant une année.

Pour deux d'entre eux, l'année est déjà largement entamée. *L'Agenda républicain* des éditions Syros et *l'Agenda en révolution* des éditions du Chêne ont choisi en effet — en fournissant les équivalences grégoriennes — le calendrier républicain adopté par la Convention le 5 octobre 1793 et qui fixait le premier jour de l'an à l'automne du 21 septembre 1792, date de proclamation de la République. On sait que cette manifestation volontariste du sentiment de faire du passé table rase n'a jamais pu ancrer sa symbolique dans la pratique et qu'elle fut officiellement abolie le 1^{er} janvier 1806. Il demeure que l'œuvre de Gilbert Romme et de Philippe Fabre d'Églantine ne manquait ni de charme ni d'heureuses trouvailles poétiques : prairial et fructidor valent bien mai et août.

L'Agenda républicain est précis et pratique, moins austère, largement illustré, *l'Agenda en révolution* s'aventure de pouvoir être utilisé jusqu'à la fin de 1989, mais ses notices historiques, victimes de leur brièveté, n'évitent pas toujours l'approximation et le légèrisme.

1789, l'Agenda, réalisé par Bernard Coppens pour les éditions Castor, se signale en revanche par l'originalité et par le sérieux de ses recherches historiques. Coppens s'est borné à illustrer l'année 1789 sous tous ses aspects, son information est vaste et solide. Pour chacune des journées de cette année cruciale, il a trouvé dans la presse de l'époque, à Paris et en province, des faits significatifs.

On pourra comparer son choix avec celui, moins riche, opéré par Philippe Amsard pour son *Agenda du bicentenaire de la révolution française*, édité par Exacompta. Au 7 janvier 89 par exemple, Coppens note un article de M. Permentier dans le *Journal de Paris* sur sa façon de faire du pain de pommes de terre pendant qu'Arnaud signale que la pièce de Fabre d'Églantine le *Présumé* est afflée à la Comédie-Française. En général, Coppens est plus généreux en informations, Amsard plus prodigue en illustrations.

P.L.

★ **AGENDA RÉPUBLICAIN**, éditions Syros, 95 F.
★ **L'AGENDA EN RÉVOLUTION**, éditions du Chêne, 125 F.
★ **1789, L'AGENDA**, éditions Castor, 89 F.
★ **AGENDA DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, éditions Exacompta, 280 F.

Editions
L'ORIGINE
192 pages
85 F

Svami PRAJNANPAD
L'ART DE VOIR
L'enseignement actuel d'un maître

pour un bicentenaire

Du bon usage de la commémoration

Georges Lefebvre analyse « la Grande Peur » ; William Doyle remonte aux « Origines » de la Révolution.

UN des grands bénéfices du déferlement éditorial qui accompagne le Bicentenaire réside dans la réédition de classiques devenus introuvables et dans la traduction d'ouvrages trop longtemps ignorés par les lecteurs français. Deux parutions récentes viennent s'inscrire dans ce bon usage de la commémoration. La première propose deux textes de Georges Lefebvre : sa *Grande Peur*, qui date de 1932, et l'article « Foulées révolutionnaires », d'abord donné comme une communication à la Semaine de synthèse de cette même année avant d'être publié en 1934. La relecture de ces textes, présentés par Jacques Revel (qui a d'ailleurs rédigé l'article « Grande Peur » du *Dictionnaire critique de la Révolution française*), permet de marquer l'originalité d'une œuvre que l'on ne saurait réduire à une érudition racornie et sectaire.

La *Grande Peur* de 1789 est publiée en un moment où Georges Lefebvre affirme son autorité dans le domaine des études révolutionnaires : il succède alors à Mathiez à la présidence de la Société des études robespierristes et à la direction des *Annales historiques de la Révolution française* en même temps qu'il est proche de Lucien Febvre et de Marc Bloch, les fondateurs des *Annales*, qui sont ses collègues à l'université de Strasbourg. De là, sans doute, la nouveauté d'un livre qui comprend la peur paysanne de l'été 1789, non comme l'effet d'une manipulation politique, mais comme l'expression d'une « mentalité collective » habitée par des craintes illusoires, émue par des périls imaginaires.

L'imaginaire paysan

Il ne suffit pas de raconter comment les choses se sont réellement passées, à la cour et au château : il faut encore, et surtout, exposer de quelle manière les révolutionnaires ont cru qu'elles se passeraient ou s'étaient passées : cette phrase des « Foulées révolutionnaires » ouvrirait un espace nouveau à l'histoire de la Révolution en l'invitant à considérer l'efficacité propre des représentations et des croyances. Lecteur de Durkheim et de Halbwachs (et aussi d'Augustin Cochin qu'il cite dans la *Grande Peur*), Lefebvre ne réduit pas l'action collective à ses seules motivations « rationnelles », mais il entend l'expliquer au plus profond de l'imaginaire paysan.

En découvrant deux corollaires : d'une part, le soin minutieux mis à distinguer les révoltes antifeodales ou antiseigneuriales d'après le 14 juillet et les « peurs » qui gagnent des régions différentes entre la fin de juillet et le début d'août ; d'autre part, l'accent porté sur les deux mythes du complot de famine et du complot aristocratique dont les supposés brigands de l'été 89 seraient les instruments redoutables. Il y a quelque chose du *Désert des Tartares* dans la *Grande Peur* de Georges Lefebvre, beau livre sur l'attente panique d'un ennemi invisible et pourtant aperçu.

L'ouvrage de William Doyle, *Des origines de la Révolution française*, est d'une autre nature, à la fois synthèse et essai. Publié en anglais en 1980, plusieurs fois révisé et réédité,



La noblesse, le clergé et les charges pesant sur la paysannerie.

il est devenu l'une des lectures obligées de tous les cours donnés sur la Révolution française en Angleterre ou aux États-Unis. Pour le lecteur français, qui n'est dépourvu ni de descriptions de l'Ancien Régime ni de récits de la crise finale de la monarchie, ce livre a un double intérêt.

D'abord dans une copieuse première partie intitulée « Un consensus et son effondrement : les écrits sur les origines de la Révolution depuis 1939 », William Doyle montre que très tôt, dès les années 50, les historiens anglais et américains ont mis en doute le modèle classique d'interprétation qui faisait de la Révolution française une révolution bourgeoise, destructrice du monde féodal. Rappel-

lant les principaux points de la révision — la nature non capitaliste de la richesse des groupes sociaux les plus puissants, la communauté d'intérêts et de valeurs existant entre noblesse et bourgeoisie, la priorité à donner aux causes politiques pour expliquer un événement qui est avant tout politique — l'historien de Bristol laisse parfois percer un léger agacement devant la lenteur de ses confrères français à accepter ces remises en cause.

Son livre est intéressant, aussi, par la thèse qu'il soutient et qui porte l'accent sur la dynamique propre de la crise (financière, économique, politique) qui divise ceux qui unissent un même projet réformateur et qui fait surgir un protagoniste inattendu : le peuple des villes et des campagnes. Pour Doyle,

la Révolution n'était « ni inévitable » (entendons qu'elle n'est point inscrite dans une quelconque lutte des classes), « ni prévisible » (ce qui est faire belle part à l'aléa conjoncturel). On pourra trouver fort décapant ce refus des lectures naïvement rétrospectives. Tout en pensant qu'est peut-être un peu courte cette invocation de la force des choses.

R. G.

★ LA GRANDE PEUR DE 1789, suivi de LES FOULÉES RÉVOLUTIONNAIRES, de Georges Lefebvre, présentation de Jacques Revel, Armand Colin, 272 p., 129 F.
★ DES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de William Doyle, traduit de l'anglais par Béatrice Vienne, Calmann-Lévy, 313 p., 120 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Méconnu volontaire

(Suite de la page 15.)

L'autre mérite de Bredin est de n'omettre aucune des phases de la Révolution, même quand Sieyès n'y apparaît pas. Le lycéen qui ignorerait la période la trouverait tout entière racontée et éclairée ici, un peu comme dans le livre de Winock. Partis l'un d'un personnage de relatif second plan, l'autre de journées mémorables, tous deux ont réussi le même genre de tour de force dans la synthèse pour tous publics.

ON dirait que le mystère, en Histoire, engendre le mystère. Même sur les actes et propos publics de Sieyès, le doute plane, la calomnie éclipse la vérité. A-t-il ajouté « sans phrase » en votant la mort de Louis XVI ? C'est possible, ça lui ressemble un peu, mais ce n'est pas sûr du tout. Le mot renseigne moins sur lui que sur l'impression qu'il donne, sur les craintes et rancœurs qu'il inspire.

Auparavant, il a voté contre le procès du roi, sans qu'on sache si c'est par accord avec les Montagnards ou par juridisme. Comme Condorcet, il ne proteste pas contre les massacres de Septembre : un oubli de l'Histoire, ou un oubli tout court ? Sous la Terreur, l'homme se terre. Des documents douteux laissent penser qu'il aurait poussé à la féroce, en sous-main. Bredin n'y croit pas plus que Bastid.

Ce qui est avéré, c'est qu'il n'est pour rien dans la chute et la mort de Robespierre. — On dira plus tard : bourgeois. La Constitution de l'an III ne retient à peu près rien de ses projets, où se profilait notre Conseil constitutionnel et une sorte de tribunal des droits de l'homme. Il en est humilié. Sur l'attentat auquel il réchappe en avril 1797, on ne saura rien de plus que sur la semi-légende où s'est enfoncée sa vie si peu « événementielle ».

PRENEZ les relations avec Bonaparte. On sait que Sieyès le voit au retour d'Italie, en décembre 1797, à dîner, chez M^{me} de Staël. On ignore ce qui s'est dit. Une chose est certaine : après son ambassade en Prusse et sa participation au Directoire, Sieyès est convaincu que la Révolution n'est pas d'essence indéfinie, comme on le dira plus tard, qu'elle doit s'achever, et de préférence avec ceux qui l'ont commencée.

Bredin ne s'explique pas autrement. Sieyès espérait-il ramener un roi ? Lequel ? A-t-il dit : « Je cherche une épée » ? A-t-il agi par intérêt, par peur de l'anarchie ? Toujours le flou artistique autour d'un esprit porté à la métaphysique sociale et qui ne consent à l'action que par à-coups. En vérité, tout l'oppose à Bonaparte, qui pense moins à arrêter la Révolution et à y convertir l'Europe qu'à servir sa propre ascen-

sion. L'écart d'âge fait le reste. Sieyès est fatigué. N'ayant pas, par extraordinaire, de Constitution toute prête à proposer, il dicte à Boulay de la Meurthe des bribes d'institutions baroques, délirantes.

Pis : l'âge est venu, pour Sieyès, des reniements pitoyablement monnayés. Le même qui vomissait la monarchie, la noblesse et les privilèges, le voici qui avale le Consulat à vie et l'Empire héréditaire, contre de vulgaires... privilèges : château, rentes, noblesse d'Empire...

REDUIT au silence par ces hochets et par la vieillesse, exilé à Bruxelles comme républicain, Sieyès rentrera à Paris en 1830, pour mourir presque ignoré en 1836, à quatre-vingt-huit ans.

« Destin manqué », comme dit Bastid ? A cause d'idées trop absolues, comme le supposait Constant ? Ce n'est pas si simple. En homme de justice, Bredin fait la part des choses. Que le défenseur farouche du Tiers État finisse en prébender de la Révolution bourgeoise et d'un régime autoritaire, qu'il ait défait un roi pour faire un empereur, hélas ! cela relève d'évolutions courantes. Plus attachant est le sort, au fond injuste, de cet esprit ardent, sauvage, indocile aux contradictions. Certaines de ses idées ont guidé la Révolution et nous inspirent encore aujourd'hui : alors, pourquoi cette ombre persistante sur l'homme ? Pour la simple raison que Sieyès a occupé une mauvaise place. En Histoire, aussi, il ne fait pas bon assumer, comme au spectacle, le rôle du chafouin de service. Prêtre renégat, républicain « sans phrase », proscripateur sans pitié, tour à tour défenseur du Tiers et des notables, de la plèbe et d'un empereur qui le fait comte : c'est assez pour que la postérité, amateur de figures morales ou franchement ignobles, le boude...

Tandis que le Bredin historien rend justice au Sieyès « inventeur » de 1789, l'écrivain rend justice à l'homme disgracié et au styliste, dont il retrouve spontanément le sens de la formule brutale, âpre, et qu'il retourne contre Sieyès lors de la « descente finale aux honneurs ». Comme homme, on dirait parfois que le biographe entre en sympathie intime avec le modèle. Ce sont les pages d'écrivain les plus réussies, celles où Bredin partage la fascination de Sieyès pour l'ingratitude et l'oubli posthume, seules sanctions honorables, à les en croire, pour qui a marqué son temps.

★ SIEYÈS, LA CLÉ DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, de Jean-Denis Bredin, Folio éd., 612 p., 140 F.

★ QU'EST-CE QUE LE TIERS ÉTAT ?, de Sieyès, préface de Jean-Denis Bredin, « Champs »/Flammarion, 192 p., 35 F.

Les droits de l'homme, aujourd'hui ?



Cet ouvrage rappelle l'histoire des droits de l'homme et dresse un panorama des points chauds du globe au regard des libertés. Mais de nouveaux enjeux surgissent dans l'actualité, posés notamment par la génétique, par l'informatique. Voici une synthèse documentée, réalisée avec la collaboration, notamment de : Hélène Camère d'Encasse, Noël Copin, Jacques Fauvet, René Rémond, Paul Ricœur, Jean-François Sir, Evelyne Sullerot, qui éclaire de façon inédite les grandes questions politiques et l'implication de l'évolution scientifique et technique dans notre vie quotidienne. 260 pages, 25 photos, cartes et graphiques.

Larousse

Vient de paraître :

LAWRENCE DURRELL

Letters to Jean Fanchette

Editions Two Cities

11, chaussée de la Muette

75016 PARIS

110 p. - 110 F

LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Éditions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)

Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisées et rééditées.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4 Tél. : 43-26-51-09

livres d'histoire

achat-vente

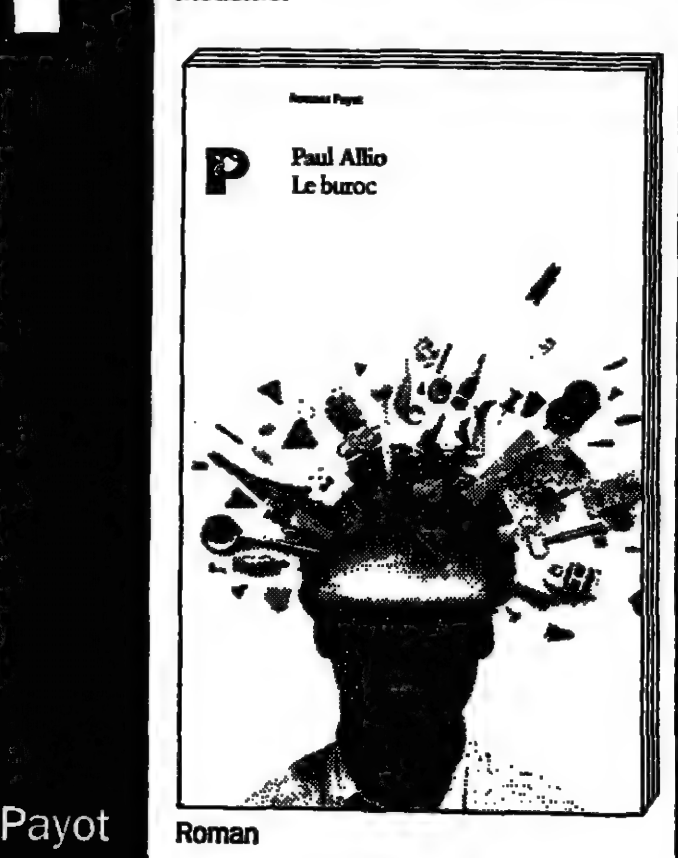
LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE 8, rue Bréa, 75006 Paris. (1) 43-54-43-61 CATALOGUES MENSUELS sur demande

EDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jour littéraires.

Vos manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS 2, rue Fléclier - 75008 PARIS Tél. : (1) 47.80.11.08 Téléc. : 660 146 F

— C'est quoi, un buroc ? — C'est une sorte de rosebud. En plus moderne.



Payot

Roman

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE !!!

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASERMARK

48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél. : 48 06 84 01

Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- Monique BRIENNE
« A CEUX QUE J'AIME ET QUI M'AIMENT »
56 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Raymonde ANASTASY
« ALTERNANCE »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jean-Marie SYLVAIN
« L'AVENTURE INTÉRIEURE »
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Jacqueline ROUSSEL
« LA BLESSURE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Stéphane BERNHARDT
« CENDRES DE CRÉPUSCULE »
56 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Vittorio DI MARCO
« LE CHATEAU DE CARTES »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Marie-Christine SELLIER
« CLINS D'ŒIL »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Emmanuelle ROCHE
« CONTEMPLATION »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Eric HÉRVÉ
« COULEURS DES TEMPS »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Alain TAMENNE
« DANS LES DEMEURS DE MON AMOUR »
160 pages, 61 F.T.T.C.
- Geneviève MIRAMOND
« DÉDICACE A MON MALHEUR »
128 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Claude FSDANGE
« D'ERRANCE EN DÉRIVANCE »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- GEORGES-ANDRÉA
« DOUCES PENSÉES
POUR UN MONDE MEILLEUR »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Corinne PICHOD
« ÉMOTIONS FORTES »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Christiane GUILLIEN OBERHOLZER
« FLOCON »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Guy MOTTARD
« FRAGMENTS »
160 pages, 64,30 F.T.T.C.
- Virgile MANNE
« MON CLAIR D'AMOUR »
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Patricia WAGNER
« LES MOTS QUE L'ON ÉCRIT »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Yvan DELCRUZEL
« NI TOI SANS MOI, NI MOI SANS TOI »
160 pages, 64,30 F.T.T.C.
- Pietruci BEZZU-IVKOVIC
« NOSTALGIE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Michel-Louis LAFONTAN
« O VENT, CHANTE L'AMOUR »
96 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Pascal BOYER
« POÉSIES EN HERBES D'OUTRE-MER »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Dominique THYWSSEN
« LE POIDS DES BAISERS »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Louise AGRI-LEJON
« POURQUOI TANT D'INSOUCIANCE ? »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean-Claude GUILLEMIN
« POUR TOI, JE SUIS HORS DU TEMPS »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Jean-Yves BOSSARD
« PRÉLUDE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Thierry BASSEM
« LES QUATRE VENTS »
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- ERINA
« LE RAYON DU SILENCE »
144 pages, 61 F.T.T.C.
- Corinne LOUIS
« LES REFLETS DE L'ÂME »
128 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Jean-Bernard RENARD
« RENCONTRE INSOLITE
DE L'IMAGINAIRE ET DU RÉEL »
96 pages, 50,30 F.T.T.C.
- Pierrette FANGEAUX
« RIRES EN DEUIL »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- D'APYANG DERENG KERDER
« LES RUES DE SOWETO »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Serge MAURO
« SENSIBILITÉS »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Lucette-Candine BIANCHINI-FROISSART
« UN PETIT GRAIN DE MON CŒUR »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Yveline VIGIER-BOREL
« VIRGULE »
80 pages, 50,30 F.T.T.C.

romans, contes et nouvelles

- Nicole BRUYAT
« L'AMITIÉ DE DEUX ENFANTS »
Des héros rayonnants de joie de vivre et d'audace
48 pages, 36,60 F.T.T.C.
- Gilberte DUCLOS-BEC
« A PARIS COMME AILLEURS »
Deux amers farouchement attachés à leur pays d'origine : la Roumanie.
128 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Sergine PIERRON
« LES CHÈNES »
Une jeune femme pauvre lutte pour conserver son domaine : Les chènes.
128 pages, 54,60 F.T.T.C.
- André PERROT
« CONTES ET MÉCOMPTES »
Quatre nouvelles tristes comme la vie.
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Carmen FIX
« LES COULEURS DE LA VIE »
Une palette de peines et de joies.
172 pages, 61 F.T.T.C.
- Henry LEBON-RENAUD
« CRIMINELS, COUPABLES, INNOCENTS »
Sans violence inutile, sans mystères impénétrables,
des nouvelles policières.
160 pages, 61 F.T.T.C.
- Muret AYKAC ERGINOZ
« DÉCHIREMENT »
Un enfant élevé en France retrouve son père turc après dix ans.
158 pages, 61 F.T.T.C.
- Dominique GAUTHIER
« LE DÉFI AUX OMBRES »
Les ombres du passé hantent une famille au-dessus de tout soupçon.
288 pages, 115,60 F.T.T.C.
- Gérard SMOLDERS
« ÉPHEMÈRE »
Ces enfants handicapés dont l'espérance de vie est aussi brève
que celle des papillons.
252 pages, 108,10 F.T.T.C.
- ELMA
« LA FUITE EN AVANT »
Le passé réagit toujours sur le présent.
96 pages, 46 F.T.T.C.
- Mickaël DUPUY
« LES FLEURS SAUVAGES »
Un adolescent en proie à un univers illusoire.
208 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Marie-Louise MARTIN-FRANCESCHI
« L'HOTELLERIE DE LA CLOCHE »
La vie nocturne du Vieux Lyon du début du siècle.
64 pages, 41,90 F.T.T.C.
- Isabelle CHARDAYRE
« INJUSTICES »
La mauvaise sort se poursuit-il de génération en génération ?
160 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Robert PERREAU
« JASON »
Requiem pour une génération perdue.
350 pages, 96,30 F.T.T.C.
- Richard DEVERNOIS
« MONTBRUN OU LA CHASSE-GALERIE »
Parvenue à une situation enviable, une femme se batte au pouvoir syndical
déboussolée une lutte inutile.
192 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Jacqueline LOHAT
« LA PANTHÈRE DU PROCONSUL »
Dans la Rome antique, le rébellion d'un jeune paysan.
256 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Laurent CLERC
« PIER PAOLO »
A la poursuite d'une île transfigurée.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- SANDRINE
« PLUS FORT QUE TOUT ! »
La rage de vivre sauve du suicide.
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- André-Albert TANGUY
« LE PONT DE LANDERNEAU
OU L'INSENSÉ DES CHOSES »
L'histoire d'une famille bretonne de 1823 à 1789.
160 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Nicole SAVARIN
« LES PYRAMIDES DE CRISTAL »
Une famille menacée de mort se réfugie dans un village maudit.
224 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Georgina VERDIER
« LA ROSE DE L'AUTOMNE »
Quand tout pourrait recommencer...
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jean-Louis BELLOC
« SEUR ÉQUIVOQUE »
Un roman nostalgique mais jamais triste.
128 pages, 46 F.T.T.C.
- Roger BAUCHOT
« LES TRIBULATIONS D'UN J3 »
La collaboration avec les Vercors de gré.
320 pages, 116,70 F.T.T.C.

— récits — souvenirs —

- Jean-Luc BERNARD
« A CONTRE-COURANT »
Moins paisible écrivain, il quitte l'église et se marie.
190 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Francine GIFFARD
« CE N'ÉTAIT PAS GAI POURTANT ! »
Dans une modeste famille d'ouvriers normands, une enfance pendant la guerre.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Georges SIMON
« 1954-1962, L'AUTRE GUERRE D'ALGÉRIE »
Comment on peut, grâce à la foi, résister tous les dangers.
288 pages, 114,50 F.T.T.C.

- Thérèse RIVIÈRE
« LETTRES D'AFRIQUE »
Une religieuse, infirmière au Niger, écrit à un amour.
80 pages, 46 F.T.T.C.
- Henri CHAGER
« LIVRE DE RAISON »
La correspondance d'un simple citoyen français de tradition chrétienne.
144 pages, 58,90 F.T.T.C.
- Paul ANDJONNAZ
« MES TROIS RÉPUBLIQUES »
L'itinéraire d'un ancien ministre radical.
288 pages, 114,50 F.T.T.C.
- Edouard PRESSIAT
« MON SÉJOUR DE CAPTIVITÉ,
RÉSISTANCE ET ÉVASIONS »
Toute une époque évoquée avec humour et émotion.
112 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Anna VARTANIAN
« PORTE-BONHEUR »
Les pérégrinations d'une Libanaise à travers l'Europe.
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Annick OUBOIS
« SOUVENIRS INTENSES »
L'hôpital, la camaraderie avec des compagnons d'infortune.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.

essais

- Jacques DAHAN
« AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS »
La désaffection des citoyens pour la politique.
120 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Daniel BONNOT
« CHARLES-EMMANUEL SÉDILLOT
(1804-1883) »
A travers la vie et les œuvres de Ch.-E. Sédillot,
l'histoire de la chirurgie en France.
224 pages, 83,50 F.T.T.C.
- Charles HAAS
« LA CULTURE GÉNÉRALE »
Une méthode d'enseignement du français et de l'anglais
par dialogues de haut niveau culturel.
320 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Alain PIC
« LA FONTAINE DE CATALOGNE »
Un Catalan déchiffre les secrets essentiels de l'Occident.
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Henri MANZANARES
« L'HONNEUR D'UN GRAND D'ESPAGNE »
La réhabilitation de l'armée de l'Invincible Armada.
284 pages, 114,50 F.T.T.C.
- Gilles DESCHAMPS
« IDÉAUX LOGIQUES »
La prédominance de l'idéologie sur la logique.
224 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Marie-Joséphine SELLIER
« L'ITALIE INCONNUE D'EBOLI A TERMOLI »
Un voyage à rêver et à entreprendre.
402 pages, 154,10 F.T.T.C.
- Marc COGNET
« UN GRAIN DE SABLE DANS L'Océan »
L'histoire et l'édification de la France de la mer.
208 pages, 86,70 F.T.T.C.
- Patrice ISNARD
« MÉTAPHYSIQUE DU DEVENIR
OU CENT PENSÉES POUR RIRE »
La réalité du monde est un perpétuel devenir et nul n'y échappe.
64 pages, 45 F.T.T.C.
- Adolphe TCHICAYA
« LA QUESTION NATIONALE
ET LA PRISE DE CONSCIENCE
DES JEUNES AU CONGO »
Les différentes formes d'engagement de la jeunesse congolaise.
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Henri LETIGRE
« LA RÉACTION DU R.P.R.
A LA PERCÉE DU F.N. »
Une « association » de l'opposition de la gauche gauchiste.
188 pages, 80,30 F.T.T.C.
- Kamal NAIT-ZERRAD
« LES SOURCES DU CORAN
ET DES RELIGIONS RÉVÉLÉES »
Un livre qui va contre les idées reçues chez les musulmans,
les chrétiens et les juifs.
128 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Fanch GUILLEMIN
« LES SORCIERS DU BOUT DU MONDE »
Trente années d'expériences chez les chamaneurs.
336 pages, 124,20 F.T.T.C.
- Madeline HAMBERT-EUDE
« LA VIE »
Une réflexion sur la destinée humaine.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.

théâtre

- Maurice CIMBER
« AUGIAS & C° SOCIÉTÉ ANONYME »
Il y avait quelque chose de pourri au royaume de Danemark.
144 pages, 61 F.T.T.C.
- Thierry CAURETTE
« APOLOGIE DE LA VIE
PAR UN HONNÊTE HOMME »
L'ironie d'un homme à travers son identité.
48 pages, 38,50 F.T.T.C.
- TONY
« CARMEN-KATÉRINA »
Une jeune femme portugaise aux prises avec une famille bourgeoise.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

50 من الأصل

● ROMANS

Le Pouchkine de Patrick Besson

Un portrait original, réussi, deux cents pages au galop... et puis on s'interroge.

EN 1985, dans un livre éblouissant, *Dara*, qui obtint d'ailleurs le Grand Prix du roman de l'Académie française, Patrick Besson, qui passait pour le plus parisien, le plus « hussard » de nos jeunes écrivains, nous avait révélé ses origines croates, c'est-à-dire slaves. En s'inspirant de la vie de sa mère, immigrée yougoslave devenue petite contrebasse au noir à Paris, il nous initiait aux querelles qui avaient miné les Balkans pendant la dernière guerre. Après plusieurs petits romans où il avait peint sa génération, Patrick Besson se ralliait donc à l'Histoire et déclarait à qui voulait l'entendre : « L'Histoire tiendra de plus en plus de place si l'on veut faire des romans solides ».

Nous le retrouvons aujourd'hui aux prises avec un genre voisin, fort à la mode mais plus ambigu, la biographie, surtout si l'auteur inscrit le mot roman au titre d'opéra mozartien, la *Statue du commandeur*, qui ne trahit rien du personnage choisi. Avec une audace plus grande que Bernard-Henri Lévy imaginant « les der-

niers jours de Baudelaire », sur lesquels les informations ne foisonnent pas, Patrick Besson s'empare de la vie de Pouchkine, le poète qui obsède l'intelligentsia russe « par le bruit léger de ses pas ». C'est un des vers d'Anna Akhmatova qu'il place en exergue. Or cette vie, Henri Troyat l'a suivie sur huit cents pages, en 1953, dans un des ouvrages qui ont fait sa gloire et qui est toujours disponible aujourd'hui (1).

Pas de moustaches à la Joconde

C'est donc un ton nouveau, une manière originale, un portrait valant par sa touche, l'évocation d'un pays lointain exerçant son envoiement, somme toute plus d'art que d'enseignement, qu'on est en droit d'attendre du téméraire Patrick Besson. On ne sera pas déçu, du moins dans les deux cents premières pages du livre.

La vie de Pouchkine n'est pas rose, surtout si on la commence par la fin, comme le fait Patrick Besson, par le coup mortel qu'au-

soir du 27 janvier 1837 — il a trente-huit ans — le poète a reçu, au cours d'un duel, du Français Georges d'Anthès, qui faisait la cour à sa femme. Il est ramené chez lui le ventre ouvert; il va agoniser deux jours.

Ses souffrances ponctuent de loin en loin le récit ou plutôt l'évocation de ses années antérieures : une fulgurante montée de la gloire, des démêlés constants avec le tsar Alexandre I^{er}, deux révolutions successives dans le sud puis le nord de la Russie, des difficultés avec la censure, de perpétuels ennemis d'argent, enfin, après son retour en grâce dû à l'avènement de Nicolas I^{er}, son mariage avec la très belle Nathalie Gontcharov, qui aimait trop les robes, les hommages, la danse et les fêtes de la cour. Elle sera indirectement la cause de sa mort, non sans avoir aussi contribué à tarir son génie, auquel elle ne comprenait rien.

Dans tout cela, il n'y a pas beaucoup de quoi rire ! L'originalité de Patrick Besson, qui cause la surprise, le plaisir que nous prenons à le lire, ne tient pas à son



Patrick Besson : où est le commandeur ?

artifice de composition. Il vient de ce qu'avec un sujet aussi grave, un héros aussi considérable, il nous apporte dans une langue simple, coulante, qui ne craint ni l'argot ni la grossièreté, un ouvrage gai, qui galope, caracol, piaffe, pétile.

Connu pour son impertinence, va-t-il jouer les iconoclastes ? Pas du tout ! Il ne met pas de moustaches à sa Joconde. Il tient Pouchkine bel et bien pour un génie. Mais à coups de petites scènes qui se chevauchent, de dialogues tantôt bavards, tantôt cinglants, de boutades à l'emporte-pièce, Patrick Besson, attentif aux petits détails drôles, aux poétiques

nuages qui passent sur la Neva, cerné plus l'homme que le poète, dans la puissance de son tempérament, son goût de la vie, son amour des femmes, ses provocations, ses farces, ses beuveries. On le voit plus souvent occupé à conquérir et à posséder contesses ou servantes, et même Nathalie, qui n'en demande pas tant, qu'à limer ses vers ou à polir les répliques d'*Eugène Onéguine*. Et pourtant la tristesse monte en lui devant une force créatrice qui s'épuise dans trop de mondanités, de polémiques avec ses ennemis.

Soudain, environ cent pages avant la fin, le livre bifurque et une autre étoile de première grandeur dans la littérature russe

monte à l'horizon. Nous nous trouvons devant Gogol, qui à Paris apprend la mort de son maître. Besson ne nous aura pas fait assister aux tout derniers moments de Pouchkine. Il en prend à son aise avec les événements. Ainsi si l'on veut une explication détaillée et claire du duel qui a tué le poète, c'est Henri Troyat qui l'apporte. Sur cette épisode capital, Besson, lui, a glissé rapidement.

Les relations entre les deux écrivains, leurs rencontres, la soirée où Pouchkine passe à Gogol le sujet du *Revizor* — qui a obtenu en 1836 un grand succès à Moscou — puis celui des *Ames mortes*, auquel il est maintenant attelé, occupent désormais le premier plan du livre, tandis qu'on prête moins d'attention aux valses que Nathalie continue à danser dans les bras d'Anthès.

Une mystérieuse apparition

Qu'attend Patrick Besson de cette rupture inattendue qui déconcerte le lecteur ? Elle est la seconde surprise du livre. Veut-il donner à son œuvre une autre dimension ? Opposer deux formes, deux sources d'art ? Réfléchir sur les rapports de la littérature et de la vie ? Ou dresser entre deux hommes aussi différents un parallèle ? Le portrait qu'il trace de Gogol, cet humoriste malheureux, incapable de vivre, de s'amuser, réduit à l'onanisme par la timidité, voyant la bêtise et le mal partout et en tirant son profond comique, est aussi excellent que le portrait de Pouchkine, mais il en est le contraire. Sur les raisons de cette apparition, je me perds en conjectures.

De même, je cherche sans trouver le commandeur qui préside au titre. Est-ce Pouchkine, le trop fameux, vis-à-vis de Gogol, est-ce Gogol auprès de Pouchkine ? Ou tous les jeunes concurrents que les écrivains prestigieux sentent monter derrière leur dos quand leur gloire décline ? A cette situation désagréable, Patrick Besson apporte un remède inattendu par sa gentillesse et sa générosité. Dans la dernière scène du livre, Pouchkine en plein désarroi vient faire ses adieux à Gogol qui quitte la Russie. En lui serrant la main, il le remercie d'avoir « repris le flambeau » et Patrick Besson ajoute en fine : « Ce n'était rien qu'un petit homme au bout d'un appartement étroit et sombre, il jouait avec sa canne ferrée ». C'est peut-être avec de telles visions qu'on écarte à jamais les statues des commandeurs.

JACQUELINE PIATIER.

★ LA STATUE DU COMMANDEUR, de Patrick Besson, Albin Michel, 360 p., 98 F.

(1) Librairie académique Perrin.

Marguerite Yourcenar, inachevée...

(Suite de la page 15.)

« La mémoire, écrit-elle, n'est pas une collection de documents déposés en bon ordre au fond d'un sac à dos ; elle vit et change ; elle rapproche des bouts de bois mort pour en faire de nouveau de la flamme. Dans un livre fait de souvenirs, il fallait que ce trisme fût énoncé quelque part. Il l'est ici ».

Jeanne, c'est l'image de mère qu'elle s'est choisie, et, au travers d'elle, Marguerite Yourcenar parle d'une manière émouvante et neuve. Elle qui a refusé tout attachement sur Fernande, sa mère morte, affirmant qu'on ne saurait souffrir de l'absence de quelqu'un qu'on n'a pas connu, lève soudain un coin du voile sur cette enfance sans mère, aux mains de bonnes certes dévouées, mais n'ayant pas pour la petite fille les prévenances de Jeanne, qui, elle, réglait son pas sur celui des enfants. Dans l'attitude de Jeanne, Marguerite voulait voir « une espèce d'adoption », et, vers la fin du texte, elle écrit sans détours : « Un monsieur et une dame inconnus avaient cru reconnaître en moi une fille de Marie (sa tante). Mais je n'étais pas la fille de Marie ; je n'étais pas non plus la fille de Fernande ; elle était trop lointaine, trop fragile, trop dissipée dans l'oubli. J'étais davantage la fille de Jeanne ».

Une vue de l'enfance à contre-courant

Présente pour la première fois dans son œuvre comme personnage autonome, Marguerite Yourcenar énonce ici, directement, quelques idées peu convenues sur l'enfance, l'adolescence, et sur l'« éveil des sens ». D'abord en évoquant les relations de Fernande et de Jeanne, son amie de pensionnat : « Ce fut en tout cas une intimité caressante et chaude. C'est l'un des miracles de la jeunesse que de redécouvrir sans modèles, sans confidences chuchotées, sans lectures interdites, du fait d'une profonde connaissance charnelle qui est en nous tant qu'on ne nous a pas appris à la craindre ou à la nier, tous les secrets que l'érotisme croit posséder et dont il ne possède le plus souvent qu'une contrefaçon ».

Mais aussi en parlant du soir de 1914, où en Angleterre, obligée de partager un lit avec une adolescente — un instinct, une prémonition de désirs intermittents ressentis et satisfaits plus tard au cours de [sa] vie, [lui] fit trouver d'emblée l'attitude et les mouvements nécessaires à deux femmes qui s'aiment. » Ou encore en racontant quelques gestes

« interdits » de son cousin envers elle pour s'inscrire en faux contre l'hystérie que provoque de nos jours tout contact si léger qu'il soit entre un adulte et un enfant pas encore ou à peine pubère. La violence, le sadisme (...) la fringale charnelle s'exerçant sur un être désarmé sont atroces (...). Il n'est pas sûr, au contraire, qu'une initiation à certains aspects du jeu sensuel soit toujours néfaste ; c'est parfois du temps de gagné ».

« Sa vue de l'enfance, à contre-courant de ce qui s'écrit le plus souvent » et dont elle parlait en 1984, en marge de l'entretien qu'elle avait accordé au *Monde*, contribuait à retarder la rédaction du livre. « C'est l'une des difficultés, disait-elle. Je pense que les écrivains ont beaucoup ressassé les mêmes clichés et qu'il y a dans l'attitude de l'enfant envers l'adulte quelque chose que celui-ci ne veut pas voir. Elle a fini par accepter de dire ce qu'elle pensait, simplement, et de devenir plus intimement proche de son lecteur qu'elle ne consentait habituellement à l'être ».

Cette affirmation, jamais aussi nette jusqu'alors, de l'indépendance d'esprit de Marguerite Yourcenar, étonnera peut-être certains — auxquels il suffira de

relire d'autres textes pour s'apercevoir que tout y était déjà. (D'ailleurs, au détour d'une page, on trouve ici une « clé » pour tel livre ou tel moment d'un livre : Alexis, bien sûr, mais aussi *Mémoires d'Hadrien* ou *Anna, soror*.) Toutefois c'est cette manière inédite de dire, en son nom propre, quelques-unes des vérités de sa vie, qui rend plus intense l'émotion de cet ouvrage inachevé.

Par son inachèvement, il n'est certes pas exempt de redites — qu'à la relecture, elle aurait peut-être choisi de supprimer — et de métaphores un peu hasardeuses. Puisque les détracteurs de Marguerite Yourcenar sont friands de ces images-là, et qu'il leur est arrivé de faire des articles entiers pour les relever, évitons leur cette peine et concédons tout de suite qu'elle aurait pu faire l'économie de « l'atmosphère édifante explose comme une bulle », du « petit peuple des bois » pour désigner les animaux, et de quelques autres comparaisons plus ou moins bien venues.

Pour ce qui est des hésitations, des rares « bégaiements » de l'écriture, de l'orthographe, aurait-il fallu, plus que ne l'a fait M. Yvon Bernier, qui a mis au point le manuscrit, s'interroger sur le statut de l'« inachevé » en

littérature ? Sans doute. Il n'est pas certain que la révérence soit, en la matière, le plus sûr garant de la fidélité. Était-il indispensable, par exemple, de garder « gaité », l'orthographe archaïque que Marguerite Yourcenar employait spontanément ? Il suffisait d'ouvrir *Archives du Nord* pour s'apercevoir que l'actuel « gaité » y était utilisé. De même fallait-il conserver des répétitions à l'intérieur d'une phrase, comme : « s'il lui arrive de donner à son valet de chambre ses vêtements usagés (...) il adient aussi, parait-il, il arrive aussi qu'il les reconnaisse (...) » sur le dos du domestique ? Le débat ne manque pas d'intérêt, et il appartiendra à l'édition de « La Pléiade » d'y apporter les matriculaires nécessaires.

Une femme riche de projets

Plus ennuyeux est le parti pris de dire, comme le fait M. Bernier dans sa note en fin de volume, que ce texte était presque terminé : « Il s'en sera fallu de peu, écrit-il, puisqu'elle considérait qu'une cinquantaine de pages encore devaient suffire pour mettre un point final à l'entreprise ».

On voit mal en quoi il faudrait défendre *Quoi ? L'Eternité* contre l'inachèvement. Au contraire. Ce livre n'est pas celui d'une vieille dame qui mettait besogneusement la dernière main à son texte « final » et qui, à quelques semaines près, aurait pu clore son œuvre — elle qui avait décidé de « ne rien clore, pas même la porte ». Il est celui d'une femme de quatre-vingt-quatre ans, riche de projets, qui est tombée malade la veille de son départ en voyage, valises déjà bouclées. Elle allait emporter en Europe et en Inde son manuscrit et en continuer la rédaction.

Lui aurait-il fallu cinquante pages, cent pages, ou plus, pour aller jusqu'en 1939 (elle avait d'abord pensé s'arrêter en 1937, année de sa rencontre avec Grace Frick, qui fut sa compagne de vie pendant quarante ans) ? On ne le saura jamais et ce qu'elle en confiait n'est pas « vérité d'Evangile », tant on sent, en avançant dans la lecture de *Quoi ? L'Eternité*, son désir de prendre elle-même la parole. Non pour faire des confidences, elle s'en était expliquée à la fin d'*Archives du Nord* : « Les incidents de cette vie (la sienne) m'intéressent surtout en tant que voies d'accès par lesquelles certaines expériences l'ont atteinte. C'est pour cette raison, et pour cette raison seule-

Un colloque à Tours en novembre

L'UNE des associations qui se donnent pour but d'approfondir l'étude et la compréhension de l'œuvre de Marguerite Yourcenar, la Société internationale d'études yourcenariennes (1), dont le siège est à l'université de Tours, organise du 16 au 19 novembre, un colloque international sur le thème « Marguerite Yourcenar et l'art, l'art de Marguerite Yourcenar ». Dix pays seront représentés, et on y entendra une quarantaine de communications. Le Groupe de recherche interuniversitaire « Littérature et nation » a également participé à la mise en œuvre de cette manifestation. Parallèlement au colloque, une exposition Marguerite Yourcenar sera présentée à la bibliothèque municipale de Tours.

La Société internationale d'études yourcenariennes a vu le jour du vivant de Marguerite Yourcenar, tout comme l'Association des lecteurs et amis de l'œuvre de Marguerite Yourcenar (2), qui, en décembre 1988, avait eu l'assez mauvais goût d'annoncer sa création en se disant « placée sous la haute autorité de Madame Yourcenar ». Cette dernière avait bien

vite fait savoir à tous ceux qui s'étaient montrés soucieux de vérifier cette affirmation que, comme à son habitude, elle ne « patronnait » rien du tout. Les *Cahiers Marguerite Yourcenar*, que publie cette association, n'ont pas, jusqu'à aujourd'hui, fait la preuve de leur qualité.

Les deux bulletins (novembre 1987 et juin 1988) de la Société internationale d'études yourcenariennes ont, intellectuellement, meilleure allure, bien que des le bulletin n° 2 figurent dans cette publication des propos à la fois lyriques et pompeux qui ne sauraient apparaître dans une revue sérieuse traitant de l'œuvre d'un grand écrivain. Il n'est peut-être pas indispensable, sous couvert de vénération et de commémoration, de rendre à Marguerite Yourcenar les hommages qu'on réservait naguère à des auteurs dont le rayonnement ne dépassait pas le périmètre d'une sous-préfecture.

Jo. S.

(1) Renseignements : M. Rémy Poignault, 7, rue Couchot, 72200 La Flèche. Tél. : (06) 43-45-22-77.
(2) 8, rue d'Arsonval, 75015 Paris.



— Trotsky - Mexico 1937-1940, c'est le dénouement ?
— Oul. Les acteurs : Léon Trotsky, Frida Kahlo, Ramon Mercader, Joseph Staline.



Payot

Document

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Séductions d'Espagne

★ L'HOMME SENTIMENTAL, de Javier Marías, traduit de l'espagnol par Laure Bataillon, Rivages, 172 p., 79 F.
 ★ LUNE DE LOUPS, de Julio Llamazares, traduit de l'espagnol par Raphaël Carrasco et Claire Decadens, Verdier, coll. « Otra Memoria », 174 p., 78 F.
 ★ DON JUAN, ROMAN, de Gonzalo Torrente Ballester, traduit de l'espagnol par Eliane Lavand, Alé, coll. hispanique dirigée par J.-C. Villegas, 378 p., 149 F.

La renaissance du roman espagnol est, sans aucun doute, l'événement le plus marquant et le plus excitant dans la littérature de cette décennie. Depuis quelques années, en effet, une jeune génération — née après 1939, — qui n'avait connu que le franquisme, s'est mise à étonner, donnant la primauté à une forme nouvelle de fiction « désengagée », tout à fait éloignée du « réalisme social » de la génération précédente, produisant des romans plutôt que de la poésie, de la philosophie ou des essais (1). Nous avons pu, justement, nous rendre compte de cette remarquable efflorescence au printemps dernier lorsque eut lieu la belle exposition « Livres d'Espagne » au Centre Pompidou et que sont venus toute une pléiade d'écrivains, connus ou tout à fait inconnus, déjà traduits ou jamais traduits, les uns invités par la direction du livre et Jean Gattagno dans le cadre de l'opération des « Belles étrangères » puis, quelques jours plus tard, d'autres venus à l'occasion d'un cycle intitulé « Dix ans de création et de pensée » organisé par la direction générale du livre et des bibliothèques du ministère de la culture espagnol à la Bibliothèque espagnole de Paris.

C'est ainsi qu'on a enfin pu voir ou revoir certains des grands aînés comme Gonzalo Torrente Ballester, Ana María Matute, Juan Benet et, du côté des quarante ans, outre le célèbre Manuel Vazquez Montalban, bien connu pour son personnage de détective privé Pepe Carvalho (traduit chez Christian Bourgois et aux éditions du Masque), des romanciers inconnus comme Felix de Azua (Histoire d'un idiot raconté par lui-même, traduit chez Sylvie Messinger, 1987), Soledad Puértolas, l'auteur de *Todos mueren* et de *Burdeos* (à paraître prochainement en français), Javier Tomeo (traduit chez Christian Bourgois), Cristina Fernandez Cubas, Antonio Muñoz Molina, Javier Marías, etc.

Ce dernier, dont Rivages publie cette semaine le cinquième roman, fait d'ail-



Gonzalo Torrente Ballester.



Julio Llamazares.



Javier Marías.

leurs des débuts éblouissants en France avec *L'homme sentimental*, un exercice d'introspection savoureux, d'une extrême élégance, qui mérite d'être lu plutôt deux fois qu'une. On comprend le coup de foudre qu'a dû éprouver Laure Bataillon pour la superbe écriture de Javier Marías, puisqu'elle signe là sa première traduction d'un écrivain d'Espagne...

Né en 1951 à Madrid, fils du célèbre philosophe Julian Marías, qui fut le disciple d'Ortega y Gasset, Javier Marías, qui a enseigné la littérature à Oxford, est l'auteur de nombreuses traductions de littérature anglaise, notamment *Tristram Shandy*, de Sterne, qui lui a valu le Prix national de la traduction en 1979. « L'homme sentimental est une histoire d'amour dans laquelle l'amour n'est ni montré ni vécu, mais annoncé ou ramoré... » Ditons que c'est un sentiment qui veut toujours du fictif en plus de ce que lui apporte la réalité », prévient l'auteur dans une préface qui, heureusement, ne dévoile rien de cette fiction quasi policière où l'imaginaire est au premier plan. Et dans laquelle l'amour n'est peut-être qu'un sentiment créé par l'imaginaire, édifié sur ce qui n'existe pas : un rêve extravagant contaminé par le réel et l'irréel à la fois.

« Je ne sais pas si je devrais vous raconter mes rêves », commence le narrateur, un ténor célèbre spécialisé dans les opéras de Verdi et qu'on a sur-

nommé, un jour triomphal, « le Lion de Naples ». « De fait, je ne connais pas la fin de mes rêves, et il est sans doute incohérent de les raconter sans être à même de présenter une conclusion ou une morale. (...) Cependant, ce que j'ai rêvé ce matin, alors qu'il faisait déjà jour, m'est vraiment arrivé ». Il s'efforce d'éclaircir les relations d'un trio rencontré dans un train quatre ans plus tôt, puis retrouvé à Madrid lors d'une répétition d'*Otello* au Théâtre de la Zarzuela : dans le compartiment, une femme qui dort, Natalia, son mari « Hieronimo » Manur, un banquier flamand pédant et sentencieux aux yeux couleur cognac, et Dato, témoin taciturne et imperturbable qui est l'accompagnateur du couple. Le trio *Otello*, Desdémone, Cassius en quelque sorte.

INTRIGUÉ par un certain sentiment d'étrangeté qui émane du couple, fasciné par la belle Natalia, le chanteur d'opéra (« la profession la plus triste et la plus solitaire qui soit ») va s'immerger dans l'existence du trio sans que le lecteur puisse se rendre compte que l'homme « sentimental » n'est pas celui qu'on pense... Amoureux de Natalia, « le Lion de Naples » ne sait s'il doit lui parler clairement et comment séduire cette femme qui, selon Dato, « n'a jamais eu d'amant ». Sa célébrité devient l'aisé, pense-t-il par conséquent : « Que c'est fatigant d'aimer pensais-je, se dit l'homme à qui tout devrait réussir. Se démenner, faire des projets, avoir des ambitions, ne pas pouvoir se contenter

de la persévérance et de l'immobilité. Que le concret est fatigant, pensais-je. J'ai trop lutté dans ma vie pour des choses capitales : grandir sain d'esprit et de corps, ne pas être objet de moquerie, maigrir, ne pas succomber au despotisme de mon parrain, m'arracher de chez lui, étudier la musique, étudier le chant, quitter Madrid, étudier à Vienne, entrer dans le cercle restreint et jalousement défendu des chanteurs, prendre de la cote, être une figure internationale, être une star. »

Où est le fictif, où est le réel, et le souvenir du réel ? L'apparente simplicité de la narration, la limpidité de la langue, la pureté perverse des sentiments, l'intelligence de l'auteur, nous engluent dans un rêve, aux portes du réalisme (les zézianes désopilantes entre gens de théâtre par exemple !) puisque le narrateur, délibérément, vit dans la fiction et que ce qui n'existe pas prend la place de la vie dans une comédie qui finira mal. Comme un opéra de Verdi. Le burlesque en plus. Javier Marías nous annonce déjà son prochain roman « plus harmonieux, plus ambitieux », dit-il : *El Siglo* (le siècle).

PRIMÉ au Festival de Bordeaux, la semaine passée, pour son premier roman *Lune de loup*, un autre jeune romancier, Julio Llamazares, a remporté un tel succès en Espagne qu'il a déjà été porté à l'écran. Né en 1955 dans un village de la province de Léon, aujourd'hui disparu, Julio Lla-

mares est un des rares romanciers contemporains qui écrivent à propos de la guerre civile, sujet qu'évite en général la jeune génération. Ce livre, qui inaugure une nouvelle collection de littérature espagnole nommée « Otra Memoria » et dirigée par Raphaël Carrasco aux Editions Verdier, témoigne d'un goût de la belle langue castillane à laquelle s'ajoute, là encore, une dimension onirique et la volonté de ne pas donner dans le folklore, qu'il soit guerrier ou taureau-chique. Sur fond de guerre civile et de mort, quatre hommes traqués par la haine fratricide tentent, tels des animaux sauvages, de survivre dans la montagne. Sans doute nourri de contes de son Léon natal, l'auteur — qui rappelle souvent le Juan Rulfo de Pedro Paramo, nous conduit jusqu'à une fin terrible, puisque seul compte l'instinct de survie.

Enfin, signalons la parution en français (2) du *Don Juan* de Gonzalo Torrente Ballester, un des aînés (né en Galice en 1910), considéré comme un des plus importants écrivains de l'Espagne, qui a enseigné pendant longtemps aux Etats-Unis, entre 1965 et 1980, et qui est l'auteur d'une quarantaine de romans d'une grande originalité due au mélange d'intellectualisme, d'humour et d'imaginaire. Publié en 1963, alors que le réalisme social domine le roman, « son » *Don Juan*, aujourd'hui un peu vieilli, surprend par une forme qui conduisait le personnage — né en 1599 — à travers des siècles et des lieux divers, notamment au Bou-Mich' du temps de l'existentialisme, tout en laissant le rôle principal à un bizarre Italien jouant avec une canne et une fleur, Laporello, principal ambassadeur de ce don Juan Tenorio qui, dans son combat contre Dieu, rêve de « faire le bien dans une intention blasphematoire ».

Lauréat du prestigieux prix Cervantes 1985, Torrente Ballester vient de recevoir samedi 15 octobre un prix plus commercial, le prix Planeta, d'un montant de 20 millions de pesetas qui lui a été remis à Barcelone par le directeur des Editions Planeta, José Manuel Lara.

(1) Voir numéro spécial de *La quinzaine littéraire*, *Ecrivains d'Espagne d'aujourd'hui*, n° 507 du 16 avril 1987.

(2) Une première traduction française (honorable) de *Don Juan* due à Myriam Rosanna Pradla, a paru à Madrid en 1963 dans une collection patronnée par la compagnie aérienne « Iberia ». — Hors commerce, cette collection (qui compte aussi Juan Benet, Miguel Delibes, Lorenzo Villalonga, etc.) est remise gratuitement aux passagers privilégiés.

GISELA PANKOW

L'être-là du schizophrène

Contributions à la mémoire de structuration dynamique dans les psychoses

Nouvelle édition corrigée et complétée

Aubier



"Chamfort"

Prix Paul Léautaud 88

Dans le cadre du Mécénat d'Entreprise, le Prix Paul Léautaud 1988 fondé à l'initiative de Primagaz a été remis à

Claude Arnaud pour son ouvrage : « CHAMFORT » (Laffont)

Cette distinction a été décernée par un prestigieux jury composé d'Alphonse Boudard, Camille Cabana, Jean-Paul Caracalla, Michel Déon de l'Académie Française, Raymond Devos, Jean Gaulmier, Louis Nucéra, Jacques Petitjean, Paul Roche.

En encourageant la littérature contemporaine, Primagaz prouve avec éclat que l'esprit d'entreprise et le talent des lettres peuvent faire bon ménage!

● GROUPE PRIMAGAZ

Juan José Saer, un extraordinaire architecte

L'Anniversaire, une sorte de palais dédié à l'illusion de toute réalité

ON pourrait dire de *L'Anniversaire* de Juan José Saer que c'est un exercice de style, une étonnante démonstration de virtuosité littéraire. Le diront, pour s'en plaindre, ceux que la maîtrise technique de Saer aura à ce point éblouis qu'elle aura rejeté dans l'ombre la vérité tragique du livre pour attirer l'attention sur les subtilités, les raffinements et les difficultés du jeu formel que s'est imposé l'écrivain et sur la performance que représente sa réussite.

Saer, en effet, s'est imposé une forme, stricte, minimaliste. *L'Anniversaire* respecte une unité de temps bien chiche : une heure ; une unité de lieu guère plus généreuse : deux mille cent mètres de trottoirs à Buenos-Aires que vont parcourir entre dix et onze heures un matin de printemps deux personnages — qui en rencontreront brièvement un troisième. « L'action » du roman n'est pas plus riche de romanesque : l'un des deux personnages, surnommé le Mathématicien, raconte à l'autre, Angel Leto, qui a quelques années de moins que lui, une petite fête d'anniversaire qui a été donnée en l'honneur d'une relation commune, le vieux Washington, mais à laquelle aucun des deux n'a assisté, le Mathématicien se contentant de reproduire, de manière critique, la narration qui lui en a été faite la veille par un témoin direct.

Ajoutons qu'il ne s'est rien passé de bien saillant au cours de cet anniversaire. Quelques jeunes gens, amis de l'ancien militant anarchiste retiré de l'action politique, ont discuté, autour de quelques poissons grillés et de quelques verres, de vérités byzantines comme savent s'en inventer les

intellectuels quand les soirées sont belles et l'alcool abondant.

Sar cette trame réduite à l'extrême, sur ce quasi-néant, Saer a construit une extraordinaire architecture faite de plans multiples infiniment recoupés, de trompe-l'œil, de perspectives mobiles. Il y a ce que disent le Mathématicien et l'Adolescent et, se superposant, les images qui traînent alors dans leur tête, les pensées parasites qui se fauillent entre les mailles de leur discours explicite, les souvenirs qui viennent teinter de sous-entendus, d'angoisses diffuses, d'obsessions et de fantasmes ce morceau de récit, lui-même fantôme, qu'ils tentent d'organiser.

Démontant une à une toutes les strates de ces récits dits et non dits, les faisant se répondre l'une l'autre en d'étourdissants reflets, usant de tous les mirages de la logique et de la sophistique, Saer dresse ainsi une sorte de palais dédié à l'illusion de toute réalité, à la vanité de toute tentative sérieuse d'appréhender le réel, à la gloire invincible de l'incertitude et de l'à-peu-près, c'est-à-dire de la fiction : « Mais entendons-nous bien : comme il est supposé que nous sommes d'accord sur le fait que tout cela — et nous n'avons cessé de le dire depuis le début — est dit à peu près, que ce qui semble clair et précis est de l'ordre de la conjecture, presque de l'invention, que la plupart du temps, l'évidence s'allume et s'éteint vite un peu au-delà ou en deçà si l'on préfère de ce qu'on appelle les mots, comme il est supposé que depuis le début nous sommes d'accord sur toutes choses, disons-le une dernière fois, bien que ce soit tou-

jours la même, et que ce soit bien clair : tout ceci n'est qu'à peu près et si l'on veut, et après tout qu'est-ce que ça peut faire ! »

Une capsule de cyanure

On pourrait s'en tenir là, à ces fictions cristallines et troublantes, à ces délicieux et enivrants labyrinthes borghesiens et à l'humour de ces méditations platoniciennes en forme de vertige. Ce serait vouloir faire dire à Saer l'exact contraire de ce qu'il ressent au plus profond de lui-même. A savoir que si certains êtres, comme le Mathématicien, sont par leur origine, leur formation intellectuelle, l'épaisseur de leur histoire, condamnés à errer sans cesse sur les routes sans but de la fiction et de la spéculation, d'autres — ni plus doués ni plus chanceux — à défaut de découvrir une vérité rejoignent pourtant la vie — c'est-à-dire affrontent la seule certitude qui vaille, celle de la mort. Bien au-delà d'une brillante fantaisie philosophique, *L'Anniversaire* est un hommage douloureux, rendu une quinzaine d'années plus tard, à l'adolescent

qui, ayant pris les armes contre la dictature argentine, a préféré croquer une capsule de cyanure plutôt que de se rendre à ses bourreaux.

Qu'Angel Leto ne se soit fait d'illusion sur l'inanité et l'inefficacité de la lutte qu'il mène, qu'il ait même, sans doute, à la longue, perdu de vue le sens de son engagement ne change rien au fait qu'il soit, lui, sorti du tournolement affolé des incertitudes et des inconsistances de la tyrannie du « qu'est-ce que ça peut faire ! ». « Leto, n'est-ce pas ? qui commence à faire table rase de ses croyances, pressent combien il faut d'égarement, d'effort et de confusion aux espèces perdues pour ériger, dans la maison de la coïncidence..., le sanctuaire superflu à plus d'un titre, de, comme il semble qu'on les nomme, leurs dieux. »

C'est la phrase finale de *L'Anniversaire*.

PIERRE LEPAPE.

★ L'ANNIVERSAIRE, de Juan José Saer, traduit de l'espagnol (Argentine) par Laure Bataillon, Flammarion, 232 p., 95 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 48 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.57.00.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

مكتبة من الأمل

Culture

CINÉMA

... Le Monde • Vendredi 21 octobre 1988 23

« Les Eternels du cinéma français » (1930-1960)

Aujourd'hui comme hier...

Des chefs-d'œuvre ? Pas tous, d'ailleurs le mot est galvaudé. En tout cas des films qui ont été aimés du public, et qui, par cela même, méritent un peu d'éternité.

Il y a cinq ans, Simon Simsi fondait la société Les Acacias ciné audience, afin de rééditer des films qui avaient été aimés du public et ne ressortaient pas en salles. Ayant aussi des soucis de cœur pour de nouveaux films, il assura la distribution - entre autres - de *Choses me* (Alan Rudolph) et *La Photo* (Nico Papatakis).

A partir du 19 octobre, Les Acacias ciné audience présentent au Reflet Médicis, sous le titre « Les Eternels du cinéma français », une cinquantaine de films qui ont fait date dans les années 30, 40 et 50. Des copies neuves ont été tirées à partir des éléments négatifs restaurés par la Cinéma-thèque française, avec le soutien de la Fondation GAN pour le cinéma.

Bien sûr dit Simon Simsi, il ne s'agit pas d'un panorama historique exhaustif. Nous travaillons à ce projet depuis plus d'un an, en partant de l'idée d'attirer l'attention sur des films qui ne sont pas forcément des chefs-d'œuvre - d'ailleurs, le terme a été galvaudé - mais qui durent, dans les souvenirs, et dans l'histoire du cinéma français. Notre ambition, notre plaisir, est de rappeler ce qui a été ce cinéma, pour le public, de 1930 à 1958. On s'étonnera peut-être du choix de certains titres : *Circonstances atténuantes* de Jean Boyer, ou le Petit monde de Don Camillo, de Julien Duvivier mais ils ont suscité tant d'enthousiasme qu'on ne peut pas les ignorer.

Nous avions choisi cent vingt, cent trente titres. Nous avons commencé par cinquante cinq. Et c'est déjà un tour de force car il y a des films que nous n'avons pas pu avoir. Il ne suffisait pas de piocher dans une liste : il fallait négocier, pour chaque film, les droits de passage, pour une durée limitée. Le cinéma est un phénomène culturel ? Un film n'est pas un bien comme un autre. On doit le montrer sur son support d'origine, dans une salle de cinéma. C'est notre vœu, notre action.

Mais on se heurte, parfois, à des réactions curieuses de la part de certains ayants-droit. D'anciens producteurs, retirés, n'ont plus le sens de l'exploitation cinématographique. Ils vendent à la télévision, ils réclament facilement les mêmes prix pour un passage d'une journée dans notre entreprise. Il y a des problèmes de succession compliqués. Nous voulons programmer le Roman d'un tricheur, de Sacha Guitry. Les droits avaient été achetés par Yul Brynner, qui adorait le film et souhaitait en faire tourner une nouvelle version. Yul Brynner est mort. Les droits du Roman d'un tricheur dépendent maintenant de sa succession. Mais nous avons trouvé des ayants-droit et des distributeurs de métier très compréhensifs. Pour

cette rétrospective, Maurice Bessy nous a cédé les films rares de Max Ophüls, le Palsir, Madame de... Lola Montes, et d'autres œuvres. Nous avons eu le souci de s'octroyer un grand réalisateur, s'octroyer un interprète. Avec un choix limité à cinquante-cinq films, il a fallu établir des combinaisons. Prendre la Jument verte pour avoir un film avec Bourvil, faute d'avoir pu obtenir la Traversée de Paris ; le Petit monde de Don Camillo, pour Fernandel et Julien Duvivier en même temps ; la Ferme du pendu, film rare de Jean Dréville, qui est interprété par Charles Vanel ; Souvenirs perdus, film à sketches de Christian-Jaque, où Edwige Fenech tient un bon rôle.

D'une façon générale, nous avons recherché la rareté par rapport à la diffusion dans les salles de cinéma. L'Age d'or, tourné par Bunuel en 1930, fut très longtemps interdit, il n'a eu qu'une sortie en 1981 ; Paris 1900, de Nicole Védries, n'a pas été repris ; Une si jolie petite plage, d'Yves Allégret, avec Gérard Philipe. En ce qui concerne Gérard Philipe, nous ne pouvions pas nous passer de lui. La sélection comprend aussi, avec lui, la Chartreuse de Parme, de Christian-Jaque, d'après Stendhal. Marcel Carné, Jacques Becker, Robert Bresson, René Clair, Henri-Georges Clouzot, Jean Cocteau, Jean Renoir, Jean Vigo, sont représentés par des « classiques ». Même si la télévision a diffusé certains films, nous avons également cherché, autant que possible, la rareté : « de toute façon, il faut découvrir ou redécouvrir ce cinéma français dans les salles ».

Pour monter une telle entreprise aujourd'hui, il faut des appuis économiques. L'achat de droits, le tirage des copies, la promotion, ont coûté environ 900 000 francs, sans compter notre propre travail. Même si c'est un triomphe public, on ne peut espérer un grand bénéfice matériel. D'où l'importance du mécénat. La Fondation GAN pour le cinéma a apporté son soutien financier à la promotion, le CNC a garanti le tirage des copies neuves. Si bien que l'apport des Acacias ciné audience se chiffre entre 150 000 et 200 000 francs, ce qui limite le risque. Il y a peut-être, là-dedans, quelque chose d'un peu fou, mais nous y croyons. L'hommage à Louis Jouvet avait été très apprécié, cinquante mille entrées, c'était très valable. Avec beaucoup de jeunes spectateurs. Ce public jeune, qui ne connaît pas forcément les « Eternels », nous l'attendons à nouveau. Avec l'autre, toutes générations mêlées.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

* Reflet Médicis Logos, 3, rue Champollion, 75005 Paris, jusqu'au 27 décembre, tél. : 43-54-42-34. Carte d'abonnement à la caisse : 100 F pour cinq films au choix, valable tous les jours à toutes les séances. Une brochure de 120 pages, très bien présentée, rassemble les fiches des films programmés, avec des photographies et des reproductions en couleurs des affiches originales d'exploitation.

« Prisonnières », de Charlotte Silvera

Ce monde à part

La vie quotidienne dans une prison de femmes, au province (on entend parler de Rennes à la première séquence). Bâtiments, cloître et jardin d'une abbaye vétuste. Cellules individuelles, travaux à l'atelier et aux cuisines, religieuses à l'infirmerie, surveillante-chef faisant appliquer une stricte discipline, jours moroses, nuits où s'installe l'angoisse de la solitude et de l'enfermement. L'intrigue, ténue, tourne autour de la machination montée contre la fibre Nelly (Bernadette Lafont) qui cherche à libérer son mari, en passant le droit. Elle se retrouve au cachot soupçonnée de trahison de drogue.

On aimait l'intelligence et la sensibilité dont avait fait preuve Charlotte Silvera dans son premier film, *Louise, l'insoumise*. On est, donc, déçu qu'elle ait rassemblé, ici, les clichés qui ont cours, au cinéma, sur l'univers carcéral féminin : criminelles en tout genre, dont une infanticide (Agnès Soral, pitoyable) rejetée par les autres, voleuses et cinglées, promiscuité, délation et

solidarité, liaison homosexuelle, désir d'évasion, tentative de suicide. On se croirait presque dans *Prisoners of Women*, réalisé, en 1953, par Maurice Cloche - où l'on voyait la Petite-Roquette et la centrale de Haguenau - à cause du style de mélodrame naturaliste. Même si TF1 a coproduit le film, Charlotte Silvera ne peut pas avoir voulu cela.

Alors, quoi ? Peut-être. À la réflexion, la prison est-elle la métaphore de la condition féminine dans la société. Car, à l'intérieur de ce monde à part, « Madame Chef » (Marie-Christine Barrault) et les matrones sont, comme les détenues, privées de la liberté de penser et d'agir individuellement, par le pouvoir extérieur. Les actrices, celles déjà citées et Annie Girardot (le personnage le plus complexe), Fanny Bastien, Corinne Touzet, Milva, s'élèvent, d'ailleurs, souvent au-dessus du mélodrame. Reste que le public ne se fera qu'une apparence de « numéros » très bien exécutés.

J. S.

« Rambo III », de Peter Mac Donald

Le moine se rebiffe

Oui, c'est bien lui, John Rambo (Sylvester Stallone), rescapé de ses missions précédentes, son torse huilé où se bousculent les pectoraux, sillonné de cicatrices comme si le Paris-Dakar venait de lui passer dessus, et cherchant la paix de l'âme dans un monastère thaïlandais. Son colonel et vieil ami vient troubler sa sérénité en lui parlant de l'Afghanistan où il doit poursuivre sa lutte contre l'hydre communiste. Désolé, dit Rambo, j'ai déjà donné. Oui, mais le colonel se fait prendre par un Soviétique épouvantablement sadique et torturer dans un fort imprévisible. Le moine Rambo laisse tomber ses prières et prend la route avec sa panoplie de super-gadgets. Ah ! soupire d'aise la foule, qui le croyait perdu en sainteté, ça va castagner.

En effet, le « combattant pure race » dit le colonel - rejoint les maquisards à Peshawar, fait du cheval sous les balles russes, jette un long regard désabusé sur la poussière et les morts et rend fou d'amour un petit Afghan de douze ans, orphelin, ouï de gazelle et cœur intrépide.

Dès lors, ça n'arrête pas. Rambo, avec un guide et le gamin, met le fort soviétique à feu et à sang pendant que dans les caves le bourreau échange avec le colonel américain ce dialogue giraldien : « Où sont localisés les missiles Stinger ? - Tout près... Ah ? - Dans ton cul ». Rambo s'arrache une balle dans le bras de la hanche et s'écroule à la pisse, en y faisant brûler une coulée de poudre noire, il chasse à l'arc les hélicoptères les plus sophistiqués, pulvérisés des douzaines de méchants ; on ne sait plus comment le calmer.

Enfin, la cavalerie afghane vient à la rescousse sauver l'honneur des rebelles (parce qu'à la longue on se dit que Rambo se décarcasse tellement qu'il pourrait même aller casser la tête de Gorbatchev dans la foule) et le guerrier au cou long que la tête - d'où les cheveux longs, indémontables - peut souffler un peu : « Je crois qu'on s'est ramollis, colonel ». Mais non, mon gars, pas du cerveau en tout cas.

MICHEL BRAUDEAU.

DANSE

L'American Ballet Theatre à Paris

Zakouski et gros dessert

Soirée de gala pour la prestigieuse troupe américaine : le menu laisse un peu sur sa faim. La star était dans la salle.

Dansera ? Dansera pas ? C'était l'exquise angoisse, l'atrocité suspecte, la tarabante interrogation. On savait qu'il souffrait du genou - qui ça ? Mais Mikhaïl Barychnikov bien sûr, Micha pour des milliers d'intimes -, qu'il s'était fait opérer, qu'il consacrait sa carrière de danseur comme terminée. Mais on tenait de bonne source qu'il ferait au moins une apparition le 18, le soir du gala d'ouverture de la saison de l'American Ballet Theatre à Paris.

Eh bien non, il n'a pas dansé. Les « privilégiés » du gala parisiens (Louis de Funès, 3 000 F la place, souper compris) n'auront aperçu le divin farfadet que trépanant au premier rang d'une loge de corbeille, pas loin de Jacques Chirac. C'est uniquement comme directeur artistique de l'ABT, casquette qu'il porte depuis 1980, qu'il est venu à Paris.

La dernière fois que l'American Ballet Theatre nous a rendu visite, c'était en 1977, dans la cour Carrée du Louvre : lorsqu'on n'était pas noyé par des trombes d'eau, on croulait de rire devant *Puck Comes to Show* de Twyla Tharp, et principalement devant le génie comique de Barychnikov. Ecrousons une larme.

L'American Ballet Theatre est, aux Etats-Unis, le grand rival du New York City Ballet (que Paris a vu voir en 1983). Outre le prestige, ils n'ont qu'un point commun : ces entreprises américaines, ces justes fiertés de l'Amérique, sont d'ascendance russe. Georgi Melitonovitch Balanchine, dit plus tard Balanchine, formé à Saint-Petersbourg, ouvre, en 1933 à Hartford (et transfère à New York l'année suivante), l'école de danse dont sortira, après quelques avatars, le New York City Ballet. Mikhaïl Mikhaïlovitch Mordkine, ex-danseur du Bolchoï et partenaire de la Pavlova en exil, fonde en 1937, à New York, une petite troupe qui constituera le noyau du Ballet Theatre, rebaptisé

American Ballet Theatre lorsqu'il ne sera plus une tache, dans le monde de la danse, de n'être pas russe.

A partir de là, tout va séparer les deux troupes pendant plus de quarante ans. Le NYCB reste essentiellement l'instrument hyper-sophisticé d'un seul homme, par bonheur le génie chorégraphique de l'époque : Balanchine. Dès ses débuts tapageurs (« Les plus grands ballets de tous les temps ! », hurlent ses affiches en 1940), l'ABT, au contraire, pratique l'ouverture. Se voulant à la fois musée - en remontant les chefs-d'œuvre du dix-neuvième et du début du vingtième siècle - et galerie accueillante à l'air du temps.

Cette hospitalité a évidemment son revers : on trouve à boire et à manger, chez les chorégraphes de toute farine qui ont constitué et qui alimentent son étiré répertoire. A l'actif de Lucia Chase, directrice et mécène de l'ABT jusqu'en 1980, la révélation de Jerome Robbins (avec *Fancy Free*, en 1944) et la consécration d'autres chorégraphes anglosaxons comme Antony Tudor et Agnes de Mille.

Le NYCB a beau posséder des étoiles et de grands alphas, Balanchine déclare volontiers : « Ici, il n'y a que des danseurs ». L'ABT l'aurait le star-system. Des oiseaux de feu s'échappent-ils de l'Est ? Il leur tend un perchoir doré : Noureouf s'y pose un instant, Makarova et Barychnikov plus longuement, ainsi l'Alcaïde de Louis Chasse, directrice et mécène de l'ABT jusqu'en 1980, la révélation de Jerome Robbins (avec *Fancy Free*, en 1944) et la consécration d'autres chorégraphes anglosaxons comme Antony Tudor et Agnes de Mille.

Hors-d'œuvre

Depuis la mort de Balanchine, en 1983, ces différences tendent à s'estomper. Le NYCB est bien obligé de s'ouvrir davantage à d'autres chorégraphes. Davantage que du star-system, Barychnikov s'est souillé à l'ABT d'élever le niveau du corps de ballet et d'affiner son style dans les grands ouvrages classiques et romantiques. Mais la concurrence reste rude. Le NYCB a marqué un point, l'été dernier, en invitant le chorégraphe qu'on s'arrache, William Forsythe, à régler *Behind the China Dogs*. L'ABT égalise en obtenant - très officiellement, cette fois - que la nouvelle merveille du Bolchoï, Andris Liepa, vienne passer un an dans son sein.

C'est un curieux menu qu'a mitonné le chef Barychnikov pour la première soirée parisienne de l'ABT. Des zakouski et un gros dessert : pas de plat principal. Précisons qu'à l'exception de ce dessert, le menu sera différent les autres soirs.

Hors-d'œuvre espagnol : *Fandango* d'Antony Tudor. Cinq filles, plutôt belles, portant le même costume rose mais chacune un signe distinctif et irrésistiblement espagnol : une mantille, une rose piquée dans le chignon, un chapeau de paille noire, etc. Un clavier moult des piques d'Antonio Soler. Un simple banc pour tout décor. Poings sur les hanches, épaulements provocants, jambe insolente : la chorégra-



Susan Jaffe et Victor Barbé dans « Gaité parisienne »

phie stylise avec esprit les clichés espagnols. Elle est pointue, vive, brillante - surtout le travail des pieds - mais s'il est vrai qu'Antony Tudor est un grand chorégraphe injustement méconnu en France, ce n'est pas ce *Fandango* qui le mettra à sa place.

Hors-d'œuvre romantique : *Le Jardin de Villandry*, qu'on a pu voir à l'Espace Cardin, en 1979, présenté par le groupe Crowsnest. Un trio de Schubert, trois musiciens sur scène, trois danseurs, et les chorégraphes s'y sont également mis à trois : Martha Clarke, Robert Barnett et Felix Blaska. Les personnages (une femme et deux hommes) sont souriants, ils semblent vivre en bonne harmonie ; la femme passe avec grâce du bras de l'un au bras de l'autre, une atmosphère (chèque-vienne) plane : une amitié à trois chez d'élegants oisifs, peut-être de secrètes fêtures. Au bout d'un moment, un usage semble passer sur la figure du blond à lunettes lorsque la femme s'éloigne (si peu) avec le brun. Court-on drame ? Non ; caline mais ferme, elle les prend tous deux par le cou, elle leur dit sans doute quelque chose comme : « Je vous aime bien tous les deux, n'exigez pas davantage ». C'est bref, subtil, vite oublié.

Hors-d'œuvre « nouvelle cuisine » : *One charming night* de Mark Morris. Ce jeune chorégraphe américain était très attendu en Europe car il vient de reprendre une lourde succession, celle de Maurice Béjart à la Monnaie de Bruxelles. La presse américaine le porte aux nues ; il nous en faudra davantage que ce duo très mode, racontant quelques moments dans la vie d'un couple : agaceries, coquetteries, menus sévices, éruditions, rien qu'on n'ait l'impression d'avoir vu cent fois. Au moins Mark Morris, qui interprète lui-même avec Teri Weiskler, s'y révèle-t-il un excellent danseur.

Et voici le dessert, cette *Gaité Parisienne* que Léonide Massine créa aux Ballets Russes de Monte-Carlo en 1938, passée ensuite au répertoire de nombreuses compagnies. Le fils de Massine, Lora, a mis en scène cette nouvelle version, présentée par l'ABT aux Etats-Unis en janvier dernier. Elle y a fait grand bruit, surtout à cause des co-

tunes de Christian Lacroix : petits pois, gros pois, rayures, carreaux, chocs de couleurs acides, hockers de taffetas ou de tulle bouillonnant en pous, manches gigots, jupons, c'est l'apothéose du froirou, l'Austerlitz de la fanfreluche, c'est charmant mais pas de quoi mordre la moquette ni grimper aux lustres.

Ces « sobbes de la Belle Epoque » mettent aux prises, dans un restaurant style Maxim's, une gantière, une fleuriste, un Péruvien, un baron, des cocottes, des militaires, des dandys, etc. Tout ce petit monde flirte et s'agite, galvanisé par l'irrésistible musique d'Offenbach (des pages de la *Vie parisienne*, *Barbe-Bleue*, la *Belle Héloïse* et les *Contes d'Hoffmann*, coussus par Manuel Rosenthal), la fête se couronnant par un french can-can d'enfer. Susan Jaffe, Amy Rose, Johan Renvall, Ricardo Bustamante crépissent dans les rôles principaux, toute la troupe met du cœur à l'ouvrage, mais la chorégraphie n'est pas de celles qui permettent véritablement d'apprécier les qualités des danseurs. Elle porte son âge, d'autant plus que même à l'époque, elle ne visait pas à l'originalité.

On aura compris que ce premier programme de l'ABT laisse un peu sur sa faim. Rendez-vous demain pour *Philar of Fire* d'Anthony Tudor et *Bruch Violin Concerto n° 1*, de Clark Tippet.

SYLVIE DE NUSSAC.
* Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 23 octobre.

LE THEATRE GERARD PHILIPPE
présente du 14 au 25 octobre
LE ROCADO ZULU THEATRE
dans
ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN
mise en scène D. Mesguich et S. Lahou Tansi
Location, Remplacements 42.43.17.17 - Agences d'ENAC - PL 100 F et 50 F

4 représentations exceptionnelles
20-21 octobre 20 h 22-23 octobre 15 h
Théâtre Maly de Leningrad
version originale - traduction simplifiée

une fresque sur la collectivisation dans une interprétation et une mise en scène superbes
NICOLE ZAND LE MONDE

OPERA-COMIQUE
FESTIVAL AUTOMNE
PARIS 1988

FRERES ET SŒURS
LEO DODINE
42.96.96.94 40.20.91.15

SALON des ANTIQUAIRES
PASSERELLES DE L'ART
14 - 23 octobre 1988
11 h à 19 h 30 • Jeudi jusqu'à 22 h
ESPACE CHAMPERRET
(Porte Champerret) Paris 17
Rens. : 40 55 19 02

Culture

THÉÂTRE

« Minetti », de Thomas Bernhard, à Bobigny

Trois personnages en quête de masques

Thomas Bernhard aime faire parler les vieux comédiens du temps qui blesse. Il est en France l'auteur en vogue. Dans sa ville de Vienne, il provoque scandale sur scandale.

Joël Jouanneau est un inventeur d'espace. Quand il a mis en scène David Warlow dans l'hypothèse de Pinget à Avignon, il a fait de la Chapelle des Penitents blancs une sorte de grenier ensorcelé. A la Maison de la culture de Bobigny, quand il met en scène David Warlow dans Minetti, de Thomas Bernhard, la petite salle est tout entière un plateau vide, fermé — face au public — par le rideau de fer. Un plateau désert depuis longtemps, sombre. La lumière, qui semble passer à travers les lamelles de grands stores, balaie des zones de mystère et forme deux colonnes dorées entre les panneaux disjointes du mur. Des beaux fauteuils rouges pour les spectateurs sont disposés en demi-cercle. Le sol est fait de dalles ébréchées qui ont jadis imité le marbre.

C'est la scène d'un théâtre défectueux, ce pourrait être le hall d'un ancien palais devenu poussiéreux. Un nain sardonique (Pieral) assis sur une valise contemplant la salle. Il y a aussi une pochette (Marie-Guillerme), une comédienne oubliée là, comme le vieux domestique Firs dans la Cérise ? Un fantôme qui trique avec le nain et va changer d'aspect, d'identité, de masque... Une comédienne.

Il sont là tous les deux à boire et à parler chacun pour soi, quand l'homme attendu arrive. Il a l'élegance précieuse du comédien à l'ancienne qui a connu des jours meilleurs et prend bien soin de ses vêtements, mais un cordon pen-

douille sous son pantalon. Il n'est pas monté sur scène depuis trente ans et rêve de jouer le Roi Lear. Son nom est Minetti, mais le personnage n'a rien à voir avec le fameux comédien allemand, interprète privilégié de Thomas Bernhard et que l'on a pu voir dans Faust et le Roi Lear mis en scène par Klaus Gruber. Bernhard Minetti n'a jamais cessé de jouer, que serait-il s'il avait dû s'arrêter, s'exiler ?

Mais ce n'est pas du tout le sujet de Minetti, qui, entre *Simplement compliqué* à l'Athénée et *le Faiseur de théâtre*, bien sûr au Théâtre de la Ville, montre à son dernier stade la désintégration morale causée par la vieillesse. C'est d'autant plus oppressant que ces trois-là sont des comédiens, c'est-à-dire des gens incertains d'eux-mêmes, qui se rêvent héros et sont plus démunis que les enfants parce que moins confiants.

Sauvagerie pathétique

Minetti n'est sans doute pas la meilleure des trois pièces, elle est encore plus obsessionnelle, plus répétitive que les autres, mais Marie-Guillerme, malléable à l'extrême dans son rôle à transformer des impressions de sauvagerie pathétique. On retrouve Pieral inchangé, indestructible, semble-t-il. Et David Warlow prend le texte en charge avec une acuité presque magique. Devant nous, il se défait de l'extérieur, par étapes. Il donne l'impression de s'engouffrer dans des blocs de texte, de s'en imprégner, d'aller ainsi son chemin, comme le temps lui-même. Il semble se tenir entre deux planètes, la nôtre et une qu'il serait seul à connaître, c'est prodigieux.

COLETTE GODARD.

★ Bobigny, Maison de la culture, 21 heures.

Scandale à Vienne

Avant même sa première mondiale, prévue le 4 novembre au Burgtheater de Vienne, la nouvelle pièce de Thomas Bernhard, *Halbesplatz*, provoque un scandale. Une polémique s'est engagée, qui vise moins l'auteur que le metteur en scène et directeur du théâtre, l'Allemand Claus Peymann (il est intendé à Bochum et le public parisien a pu voir la *Bataille d'Arminius* de Kleist au Théâtre de l'Europe).

Depuis une interview peu flatteuse pour ses acteurs et pour l'Autriche accordée à l'hebdomadaire ouest-allemand *die Zeit*, Claus Peymann est le bête noir de Vienne. Il a pris ses excuses, mais la troupe souffre d'une crise de confiance, les acteurs sont divisés en deux camps, les anciens contre ceux venus d'Allemagne avec leur metteur en scène. Ainsi on reproche à Claus Peymann de n'avoir pas réussi à organiser la soirée qui devait avoir lieu le 14 octobre pour célébrer le centenaire du théâtre, fêté des Autrichiens, mais d'avoir délibérément choisi cette période pour monter *Halbesplatz*.

La violence de Thomas Bernhard envers son pays est connue. Cette fois, il est encore plus sévère que d'habitude. Il accuse ses compatriotes de former « un peuple de six millions et demi de débauchés » dans un pays « devenu un cloaque sans esprit ni culture, qui répand sa puanteur en Europe et ailleurs... » La pièce raconte l'histoire d'un juif émigré en 1938 en Grande-Bretagne. Revenu à Vienne cinquante ans plus tard, il se suicide. Il saute par la fenêtre de son appartement qui donne sur le Halbesplatz, cette place où des milliers d'Autrichiens ont accueilli Hitler au moment de l'Anschluss.

Claus Peymann a fait promettre aux acteurs de ne rien révéler

du texte avant la première. Mais à la suite d'indiscrétions, certains passages ont pu être publiés dans la presse, et le scandale s'est déclenché. Kurt Waldheim (qualifié de menteur dans la pièce) a estimé que Thomas Bernhard « a abusé de la liberté de l'art », que sa pièce « constitue une insulte à l'égard du peuple autrichien » et qu'elle ne devrait pas être montée dans un théâtre national. Le journal *Kronenzeitung* utilise l'argument selon lequel les contribuables n'ont pas à payer des impôts pour un théâtre où ils se font insulter.

L'ancien chancelier Bruno Kreisky pense qu'il ne faut pas se laisser faire et se reproche à ses successeurs de ne pas avoir réagi. Thomas Bernhard, il est vrai, se déchaîne contre les socialistes. L'actuel chancelier Franz Vranitzky, qualifié de « bourgeois russe », estime quant à lui que « les insultes de certaines personnes ne peuvent pas atteindre ».

Claus Peymann accuse les critiques de « se déchaîner contre une pièce qu'ils ne connaissent pas » et ironise sur le « provincialisme naïf » des hommes politiques. Le ministre de la culture, à qui l'on reproche déjà de ne pas avoir su régler le conflit entre la direction du théâtre et les acteurs, a refusé jusqu'à présent, au nom de la « liberté de l'art », de demander la démission de Claus Peymann, dont le contrat arrive à terme en 1991. Il a cependant admis que le Burgtheater n'était pas le meilleur endroit pour monter *Halbesplatz*, et que cette affaire pourrait bien servir en ligne de compte au moment où sera négocié le renouvellement du contrat, c'est-à-dire au printemps prochain.

WALTRAUD BARYLI.

MUSIQUES

Création du premier mouvement de la « Dixième symphonie »

Le souffle beethovenien

Reconstitution par un musicologue écossais et exécution par un orchestre anglais d'un mouvement de la mythique Dixième Symphonie de Beethoven. Avec, évidemment des contestations à la clé.

Dès que s'est évanoui l'accord final, joué par l'Orchestre philharmonique de Liverpool conduit par le chef autrichien Walter Feller dans le Queen Elizabeth Hall de Londres, les dix équipes de télévision présentes à la répétition générale se précipitent vers l'un des auditeurs du premier rang : « Maestro Menzies, avez-vous entendu passer le souffle beethovenien ? ». Le vieux maître écossais, sourialement dans les rangs. Ainsi Sir Yehudi Menuhin a-t-il pris au bon moment la défense du musicologue écossais Barry Cooper d'Aberdeen, que journaux et radio britanniques ont violemment attaqué pour sa reconstitution d'un mouvement de la Dixième Symphonie de Beethoven.

Beethoven avait promis une symphonie à la Société philharmonique de Londres pour la remercier d'un don de 100 livres sterling. Mais le

musicien mourut en 1827 en ne laissant qu'un grand nombre de notes autographes séparées, aujourd'hui dispersées dans plusieurs bibliothèques et collections. A partir de huit mille fragments et esquisses, le Dr Cooper a dû identifier ceux qui se rattachaient, selon lui, à la Dixième Symphonie ; il entreprit ensuite de compléter et d'orchestrer l'ensemble.

Le résultat de cinq années d'un travail de titan a donc abouti à la création d'un premier mouvement : cinq cent trente et une mesures, soit quinze minutes de musique, qui semblent assez directement prolonger les audaces du final de la Neuvième, du *Quatuor à cordes opus 131* et de la *Sonate pour piano opus 106*. C'est un dialogue entre un andante lyrique en ut mineur et un allegro brillant et héroïque en mi bémol majeur.

Cent soixante et un ans après, la Société royale philharmonique de Londres a donc été récompensée de son don généreux au vieux Ludwig. La partition de la Dixième, telle qu'elle existe désormais, et malgré toutes les réserves que ce genre de reconstitution peut susciter, sera publiée par les maisons Kalmus à Londres et Universal à Vienne.

ROB VAN DER HILST.

VARIÉTÉS

Pierre Bachelet et Jairo

Chanteurs populaires

Pierre Bachelet, dans le mélodrame, maintient une tradition que l'Argentin Jairo abandonne sans honte.

Sur un marché impitoyablement dominé par le « Top 50 », Pierre Bachelet, chanteur populaire et singulier, même paradoxalement une aventure à son propre rythme d'homme tranquille. Avec des chansons de facture traditionnelle, solidement ficelées, chatées d'une voix voilée, froissée, traînante, et qui font référence à une France provinciale en voie de disparition. Le mélodrame conserve une place de choix, et des images du Nord portées avec une tendresse un peu gouailleuse font naître l'émotion.

A l'Olympia, Bachelet présente son nouveau spectacle presque en vieux roturier de la scène, avec une mise en place efficace.

Les choses sont moins simples avec l'Argentin Jairo. Chanteur à voix et au visage photogénique, celui-ci avait décroché, au début des années 80, une place dans le cœur des midinettes françaises, c'est-à-dire dans un pays sensible à la pointe d'accent. Suivant une tradition instaurée autrefois par Roda Carré, Luis Mariano et Georges Guétary, Jairo enveloppait d'un sourire triomphal ses romances et un monde peuplé de sentiments sublimes.

Quatre années récemment passées en Argentine ont apparemment changé le chanteur. Dans le cadre du Bataclan, progressivement rénové, Jairo conforté dans un climat chaleureux de café-concert moderne, abandonne les gadgets de la guimauve pour chanter le tango, revu par Astor Piazzolla, les chants de révolte indiens, la version argentine de *We Shall Overcome* (Venez-vous), écrite par la poétesse Maria Elena Walsh et aussi le Nicaragua d'aujourd'hui. Ce virage est mis en scène par Jean Guidoni, également auteur de quelques-unes des chansons de ce nouveau répertoire... Curieusement, l'image nouvelle

paraît un peu floue. La diversité des rythmes latino-américains chante à tendance à brouiller la floute.

CLAUDE FÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 30.

★ Bataclan, 20 h 30.

ARTS

Le Fouquet's classé

On ne pourra pas avaler de hamburgers arrosés de ketchup au Fouquet's. Le célèbre restaurant des Champs-Élysées était menacé de terminer tristement ses jours dans la peau d'un fast food. La commission régionale du patrimoine historique, archéologique et pour le plus en vue par le ministre de la culture, s'est prononcée en faveur de l'inscription de l'établissement sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Les propriétaires ne pourront plus envisager la moindre transformation d'importance sans en aviser le ministère de la culture. Ce haut lieu de l'histoire du cinéma et l'un des derniers endroits agréables des Champs-Élysées est donc sauvé.

La commission en a profité pour inscrire à cet inventaire d'autres restaurants : Pharamond, dont la décoration date de l'Exposition universelle de 1900 et Puriel, avenue Victor-Hugo, avec son cadre des années 20, deux « bouillottes », Chartier, restaurants populaires de la fin du siècle dernier, et trois brasseries, Lipp, aux façades signées Léon Fargue, la père du poète, Bofinger, près de la place de la Bastille, et Mollard, dont les panneaux vantent les villas descriptives par la gare Saint-Lazare. Julien, autre restaurant populaire, qui a pris du galon, est lui carrément classé monument historique.

Ces inscriptions et de classement font partie d'une politique lancée par Jack Lang pour « préserver les lieux de mémoire » dont on ne peut que se féliciter.

E. de R.

Communication

Mettant en question la politique salariale du journal

La rédaction de « Libération » dépose un préavis de grève

La rédaction de *Libération* a déposé, mercredi 19 octobre, un préavis de grève pour lundi 24. A l'issue d'une assemblée générale convoquée par l'intersyndicale (Syndicat national des journalistes, CGT, CFDT, FO), 45 des 75 journalistes présents — sur 98 rédacteurs — ont approuvé cette décision, 3 se sont abstenus, 1 a voté contre. Les autres refusant d'adopter une position tranchée.

Ce mouvement est dû à la politique salariale de *Libération*. Il y a deux ans, les difficultés du quotidien l'avaient contraint à un blocage des salaires. Ces derniers sont donc restés relativement bas par rapport au reste de la presse parisienne : la majorité des journalistes hors hiérarchie gagne environ 11 500 francs bruts mensuels. Compte tenu du redressement du journal dû à une hausse des ventes, de la publicité, et à la récente augmentation du capital (le Monde du 1^{er} octobre), les syndicats ont demandé à la direction de réévaluer les salaires de la rédaction. Cette demande d'abord sur une augmentation immédiate de 1 600 francs brut pour tous. Une pétition signée par 30 membres de la rédaction avait d'ailleurs récemment circulé au journal pour appuyer

cette exigence, juste après les grèves qui ont affecté l'audiovisuel public.

La direction ne l'entend pas de cette oreille. Elle accepte d'augmenter immédiatement de 891 francs bruts les rédacteurs qui remplissent certaines conditions d'ancienneté, « l'augmentation demandée par les syndicats n'est pas faisable », assure M. Jean-Louis Penninou, directeur général. On vient de sortir du rouge, il n'est pas question d'y plonger à nouveau.

Mais l'enjeu de cette négociation salariale est plus large. La direction de *Libération* dispose d'une enveloppe de 6 millions de francs pour la rédaction. Elle préconise un ajustement du salaire de chaque journaliste, en fonction de sa compétence et de sa qualification. Cette individualisation des salaires heurte de plein fouet le système du salaire unique existant, sauf pour la rédaction en chef. Certains rédacteurs y voient la source de futures injustices. Bloqués par le refus de la direction les syndicats ont l'intention de batailler sur cette nouvelle grille et sur ses critères. Des négociations devaient avoir lieu jeudi.

YVES-MARIE LABÉ.

La 5 devant ses juges

Le Conseil d'Etat visionne

le film érotique condamné par la CNCL

La programmation de films érotiques le jeudi soir à 20 h 30 sur la 5 devient-elle une « bataille d'Hernani avec carreau blanc », comme l'affirme ironiquement Guillaume Durand, le présentateur vedette de la chaîne. La polémique mobilise en tout cas les hautes autorités de la République. Deux mises en demeure étant restées sans réponse, la CNCL a demandé, mercredi 19 octobre, au Conseil d'Etat d'interdire la diffusion du film *Joy et Joan* prévue à 20 h 30 le jeudi 20 octobre. L'assemblée du Palais-Royal réunie dans le bureau du président de la section du contentieux, devait visionner, jeudi matin, le film à huis clos, avant de se prononcer.

« Nous nous soumettrons à sa décision », a indiqué par avance, le directeur délégué de la 5, M. Philippe Ramond, avant de s'en prendre à une CNCL accusée de « précipitation » : absence de désignation pour la première mise en demeure, erreurs de dates, etc. Des accusations réfutées par la Commission où l'on rappelle simplement que l'article 15 de la loi du 30 septembre 1986 charge l'instance de veiller à la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des émissions télévisées.

M. Ramond dénonçait la méthode... mais se refusait officiellement à toute prise de position sur le fond avant que ne soit connue la décision du Conseil d'Etat. Un silence très relatif, puisque tous les téléspectateurs ont pu entendre, mercredi soir, le commentaire acide

du journaliste Paul Lefèvre au cours du journal télévisé. Maniant humour et ironie celui-ci opposait la « bonne foi » à l'« hypocrisie ». La bonne foi d'un public qui peut à tout instant changer de chaîne ou lire Rabalais et Brantôme (l'auteur de la *Vie des dames illustres* et de la *Vie des dames galantes*) et l'hypocrisie de « certains des aimables confrères », qui, étonnés par le succès de la 5, ont alerté la CNCL. Nous faisons, ajoutait Paul Lefèvre, des « clin d'œil aux téléspectateurs, cela vaut tout de même mieux que des crochets ». En attendant le verdict du Conseil d'Etat, la 5 a donc pris le parti de mettre les rieurs de son côté.

Pourtant la chaîne n'est pas au bout de ses peines. C'est ainsi que la 5, mercredi 19 octobre, a perdu une bataille et a fait l'objet d'une nouvelle attaque. La cour d'appel de Paris a d'abord confirmé l'ordonnance rendue la veille par le juge des référés interdisant à la 5 de diffuser *Trauma*. Ce film américain réalisé en 1976 par Dan Curtis sous le titre de *Burnt Offerings* avait été programmé le mercredi soir en dépit de la dérogation en vigueur (le Monde du 20 octobre). Ensuite, la CNCL a envoyé une nouvelle mise en demeure à la 5 pour avoir, cette fois, coupé deux fois les films programmés chaque jeudi soir. Une fois pour diffuser de la publicité, une seconde fois pour diffuser le *Journal de minuit* alors que la loi n'autorise qu'une coupure.

P.-A. G.

La mort de Pierre Barret

Un homme de presse

M. Pierre Barret, vice-président d'*Automobile-magazine* et ex-PDG d'Europe 1, est décédé le mardi 18 octobre à son domicile de Boulogne, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Concours au Bol d'or. Escalader en moins de 5 800 mètres le Kilimandjaro. Parcourir à pied les 1 700 kilomètres du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle. Découvrir l'U.L.M. au Rallye des Pharaons. Réviser un an plus tard, et réussir la traversée de la Méditerranée... Au-delà même d'un curriculum vitae et d'un parcours professionnel exceptionnels : au-delà de son œuvre d'écrivain et d'historien, c'est sans doute d'abord cela que l'on retiendra de Pierre Barret : un amour démesuré de la vie, une envie dévorante de se surpasser.

Chaleureux, attentif, toujours disponible, Pierre Barret avait la routine en horreur. Né le 15 juillet 1936 à Firminy dans la Loire, bachelier à seize ans, il le montre à HEC où, avant de sortir « major », il interromp ses études pour s'engager dans les commandos-marine. Commence alors une carrière qui le conduira tour à tour de la publicité à la presse, de la radio à la télévision. Eclectisme, toujours.

La publicité, il y a fait son entrée en 1962, à l'agence R.-L. Dupy, dont il devient directeur général en 1966. La presse, il y débarque en 1969, en prenant la direction générale de *L'Express*, alors sous la férule de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Une férule sans doute trop pesante à son goût, puisqu'il participe deux ans plus tard, avec une équipe dissidente du magazine, à la gestation de l'hebdomadaire *le Point*. Mais, lors du lancement, il n'y entre pas. Il choisit encore une fois le risque et

lance un petit groupe de journaux spécialisés (*Moto Journal*, *Moto Crampon*, *Connaissance du pays d'Occ*, *Tennis Magazine* et *Planchette Magazine*). Succès.

Début 1982, sa vie professionnelle prend encore un nouveau cours. Jean-Luc Lagardère l'appelle à la tête d'Europe 1, dont il devient le PDG jusqu'à la privatisation de la station en 1986. Privatisation qu'il appelle de ses vœux et dont, paradoxalement, il est victime. « Cela m'a valu quelques états d'âme qui relèvent de ce que Pierre Mac Orlan appelait des mélancolies strictement personnelles », confie-t-il alors au *Nouvel Observateur*.

Des états d'âme qui ne dureront pas longtemps. Sa présidence d'Europe 1 lui avait permis de mieux connaître Télé-Monte-Carlo, dont il assumait parallèlement la présidence. Il propose alors son savoir-faire en créant une société de conseil. Il travaille un temps au côté de Francis Bouygues, alors candidat au rachat de TF1, mais les hommes ne s'entendent pas. Il participe au projet de télévision parisienne Métropole TV, concoctée par la Lyonnaise des eaux. Mais, une fois encore, la présidence de M6 lui échappe et il se replie, en 1987, sur la direction de l'*Automobile Magazine*.

Des coups durs. Mais qui ne l'ont pas empêché de continuer à faire ce qu'il avait toujours aimé. Déjà co-auteur, avec son ami Jean-Noël Guiraud, d'une série télévisée (« De terre et de sang ») et de plusieurs livres d'histoire (*Les Tournois de Dieu*, *Prix pour nous à Compostelle*), il participe encore au scénario de « l'Affaire du courrier de Lyon » pour Robert Hossein et écrit quelques paroles de chansons pour Michel Sardou.

P.-A. G.

LE C.A.C. DE MONTREUIL ET LE Centre Georges Pompidou
PRESENTENT
LE SIECLE STANISLAVSKI
DU 2 AU 6 NOVEMBRE 88
SYMPOSIUM INTERNATIONAL PUBLIC
50 des plus grands spécialistes des 5 continents, historiens, théoriciens, metteurs en scène, acteurs réels pour le premier fois racontant le sujet et son influence mondiale au
Centre Georges Pompidou
DU 25 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 88
SEMINAIRE PRATIQUE D'ACTEURS
avec 20 grands metteurs de scène dans le monde
INFORMATION, INSCRIPTIONS 48 58 94 22

26 OCTOBRE - 4 DÉCEMBRE
Le Bal de N'DINGA
TCHICAYA U TAM'SI
MISE EN SCÈNE
GABRIEL GARRAN
THÉÂTRE DE
la Tempête
101, rue Bassepierre, M° Halles. 42363753
20, 21, 22, 27, 28 et 29 octobre à 20 h 30 19 et 26 octobre à 18 h 30
LE PARIS D'ARAGON
LECTURE-SPECTACLE conception Marie-Claire BANGQUART et Vicky MESSICA
interprétation Kélie BIEU et Vicky MESSICA

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LETTRES AUX ACTEURS. Théâtre Arènes (43-38-1970), à 19 h 30.
SUNNY SIDE UP OU 27 JOURS POUR UN SPECTACLE. Artistique Aubertin (42-06-36-02), 20 h 30.
FEMME A LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.
L'AIR DE RIEN. Confluence (42-57-00), 20 h 30.
FRÈRES ET SŒURS. Opéra-Comique (42-06-06-11), 20 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17).
O. Bulle ou la voix de l'océan : 14 h 30 et 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-71). Avant : 20 h 30.
ARCANES (43-38-1970). O. Lettres aux acteurs : 19 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-49-43-22). O. Les Dames du jeudi : 20 h 30.

ARTISTE-ATHEVAIN (42-06-36-02). O. Sunny side up ou 27 jours pour un spectacle : 20 h 30.

ARTS-HERBERT (43-47-23-23). O. Ariane ou l'âge d'or : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Renaud. Spectacle : 20 h 30. Salle Louis Juvet. Spectacle : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-06-40-24). Une absence : 20 h 30.

CARÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théâtre : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU CHAUDRON (43-28-97-04). Zone : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Amazone : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Trinité : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle L. O. Cami, drames de la vie courante : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira L. : 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). O. Graz et la jeune infirmière autrichienne : 18 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). O. L'ombre de la vallée : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. Festival Montparnasse : 20 h 30.

LA GAZETTE. La Société Supérieure de l'Amour : 14 h 30 et 20 h 30. La Résistance. Henry Brillard : ma vie : 14 h et 20 h 30.

COMÉDIE CAUMONT (47-42-43-41). Revisions d'été : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. Fin de partie : 21 h.

CONFLUENCES (42-58-79-97). O. L'Air de rien : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Collé du père François : 21 h.

DEUXIÈME THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas. Cadres : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-43-57-49). Genghis Khan Rose : 21 h.

ELDOURADO (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

ESPERANCE (42-40-60-27). O. Rêve de Vienne : 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O. L'Habit des lettres : 20 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Les Anciens Odeurs : 18 h 30.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). O. Et si on faisait le noir juste une minute ? : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (44-44-57-34). Agropolis : 18 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

MAISON DE LA PORTE. COCHERE Th. Renaud-Barraut (42-56-60-70), Petite Salle, 18 h 30.

Jeudi 20 octobre

20 h 45. Dir. Hugues Reiner. Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

FESTIVAL D'ASTONON À PARIS 1988 : 21 h. Festival d'astonomie à Paris 1988 : 21 h.

BOULEVARD-BLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). Mère Courage et ses Enfants : 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE DE L'ARC) (42-70-03-18). Le Sûr du bal : 20 h 30.

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). Le Pantalon : 20 h 30.

SALLE LÉVELLY (45-63-88-73). Œuvres de Verdi, Mahler. Téléphone location : 43-96-48-48.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Khalid Armas, 20 h 30. Œuvres de Scarlatti, Albiniz, Cordero.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à évaluer ; On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 20 octobre

TF 1

20.40 Questions à domicile. Émission présentée par Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani. Invité : Lionel Jospin.



22.15 Châteaux : le Tour. Film français de Denis de La Patellière (1971). Avec Jean Gabin, Fabio Testi, Bernard Blier. 23.50 Journal et météo. De 0.10 à 6.27 Rediffusion. 0.10 Documentaire : Constant Fournier. 1.40 Feuilleton : Les Mousquetaires. 2.05 Documentaire : Histoire naturelle. 3.45 Magazine. 4.05 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.35 Châteaux : Un film. Film français de Jean-Pierre Melville (1972). Avec Alain Delon, Richard Crenna, Catherine Deneuve. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine.



Édition spéciale. Présenté par Claude Sérillon. Thème : « La SNCF ». 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.30 Châteaux : Un dimanche à la campagne. Film français de Bertrand Tavernier (1984). Avec Louis Dux, Sabine Azéma, Michel Aumont. 22.05 Série : Chroniques de France. De Jean-Claude Bringer. Lyon, le regard intérieur. De Bertrand Tavernier. 23.05 Magazine : Météo. 23.25 Espace francophone. 23.55 Musique, musique. Spécial Mamu Dibango. 0.10 STV (diff.). Émission cryptée.

Vendredi 21 octobre

TF 1

16.30 Jeu : Ordinateur. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série : Chape. 18.40 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, météo et Tapis vert. 20.40 Variétés : Avis de recherche. Émission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Marie-Laure Augry. 22.35 Magazine : Sirocco. Sommaire : Le poids des rêves ; Sur aux criquets ; Premières images sous-marines ; Sauvetage des léopards à Madagascar. 23.40 Boxe. Championnat du monde des mi-moyens : William Ruffin Angulo. 0.40 Journal et météo. 0.55 Série : Les envahisseurs. 1.45 Magazine : Sirocco. 2.45 Feuilleton : Les Mousquetaires. 3.10 Documentaire : Héros des studios. 4.05 Documentaire : Histoire naturelle. 4.55 Magazine. 5.00 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

16.10 Magazine : Du côté de chez Fred. 17.10 Flash d'informations. 17.15 Magazine : Graffiti. 5-15. 17.55 Série : Mac Gyver. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Flash de rire : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Feuilleton : La belle Angélique. De Jacques Bernard, avec Daniel Coccaldi, Catherine Rich, Pierre Tornade. 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Les livres du mois : Hélène Carrère d'Encausse (Le Malin russe), Gérard Oury (Météores d'été), Zao Wou-Ki (Autoprotect), François-Olivier Rousseau (La Grotte de Wannee). Avec la participation de Didier Decoin, président de la Société des gens de lettres. 22.55 Journal. 23.10 Châteaux : La Toile d'araignée. Film français de Vincent Minnelli (1955). Avec Richard Widmark, Lauren Bacall, Charles Boyer. 1.05 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Feuilleton : Le fou du désert. 15.27 Flash d'informations. 15.30 Magazine : Télé-Caroline. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Éclair et ses amis. 17.10 Dessin animé : Dédé. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.40 The Muppet Show. 18.00 Magazine : Drevet vend la météo. 18.30 Feuilleton : Collisions. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.05 Jeu : La classe. 20.25 INC. 20.30 Feuilleton : Tourbillons. Proposé par Pierre Grimblat et réalisé par José Dayan. Avec Fabienne Babe, Johan Leyen. 21.30 Magazine : Theatres. De Georges Perroud. Les films de la nuit. 22.15 Journal et météo. 22.35 Documentaire : Bataille, dernière frontière. De Jean-Jacques Flori. 23.30 Musique, musique. Spécial Mamu Dibango, avec le groupe Black, Blanc, Beur.

CANAL PLUS

15.30 Châteaux : Touché. Film américain de Jeff Kasev (1985). Avec Anthony Edwards. 17.10 Série : Max Helder. 17.40 Cabot cadavre. 18.30 Dessin animé : Ça cartonne. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Téléfilm : La

CANAL PLUS

20.30 Châteaux : les Deux Crocodiles. Film français de Joël Séria (1987). Avec Jean-Pierre Marielle, Jean Carmet, Mireille Mathieu. 21.50 Flash d'informations. 21.55 Châteaux : Champs d'Élysées. Film français de Jean-Pierre Denis (1987). Avec Cris Campion, Pascale Rocard, Eric Wapler. 23.30 Châteaux : Fou à terre. Film américain de David Schneider (1986). Avec Klaus Kinski, Tilda Swinton, Barbara Whinnery. 0.35 Téléfilm : Méphisto. De Jody Taylor, avec Richard Crenna, Beverly d'Angelo.

LA 5

20.30 (sans toutes réserves : lire nos informations page 24). Châteaux : Joy et Jean. Film français de Jacques Saurail (1984). Avec Brigitte Fane, Isabelle Solar. 22.30 Châteaux : Châteaux. Film américain de Roman Polanski (1974). Avec Jack Nicholson, Faye Dunaway, John Huston. 0.00 Journal de nuit. 0.05 Châteaux : Châteaux (suite). 0.35 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.25 Capitaine Furillo (rediff.). 2.15 Journal de la nuit. 2.20 Téléfilm : Pierre et Jean (rediff.). 3.55 Journal de nuit (rediff.). 4.10 Souda à Paris (rediff.). 4.20 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.10 Volés, volés (rediff.).

M 6

20.35 Châteaux : la Crise. Film français de Philippe Labro (1983). Avec Claude Brasseur, Jean-Claude Brialy, Gabrielle Lazure. 22.25 Série : Le Saint. 23.15 Journal. 23.30 Magazine : Le glorieux et le balais. De Charles Villeneuve. L'affaire du tueur de l'Ohio : Alvin Karpis. 23.55 Magazine : Club G. De Pierre Bouteiller. 0.40 Magazine : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Châteaux (rediff.). 2.30 Série : Le Saint (rediff.). 3.20 Magazine : Adventure (rediff.). 3.45 Le glorieux et le balais (rediff.). 4.10 Les séducteurs (rediff.). 5.00 Magazine : Adventure (rediff.). 5.30 Le glorieux et le balais (rediff.). 6.00 Magazine : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Crystal Palace. Œuvre du compositeur américain Alvin Curran, en commémoration des premières rafles de juifs pendant la nuit de Cristal. 21.00 Documentaire : La campagne est si belle en automne. De Simone Desprez et Nicole Mahieux. 21.30 Profils perdus. André Bazin. 22.40 Nuits magiques : Les ours. 3. L'océan de la montagne. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Adieux de l'Europe. World Music.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 octobre au Théâtre des Champs-Élysées) : André del Sarro, poème symphonique de Daniel-Lesur ; Gloria pour soprano, chœur et orchestre de Poulenc ; Symphonie n° 4, de Lutoski, par l'Orchestre national de France et le chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre, sol. Michèle Lagrange, soprano. 22.30 Musique Égée. Nocturne pour violoncelle, de Rigo ; Soles romantiques, de Lancelotti ; Variations sur un thème des Vêpres siciliennes de Verdi, de Pasquelli. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Offrandes. Œuvres de Ives, Varèse, Fyfe, Czajka. 1.30 Méditations.

LA 5

17.00 Polyanna. 17.25 Susy aux fleurs magiques. 17.50 Les aventures de Claire et Tipomane. 18.15 Ours et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Une affaire d'enfer. De Steven Soderbergh. Avec Victoria Principal, Gil Gerard. 22.20 Série : Météo. 23.20 L'inspecteur Derrick (rediff.). 0.00 Journal de nuit. 0.05 L'inspecteur Derrick (suite). 0.25 Capitaine Furillo (rediff.). 1.15 Téléfilm : M° Baptiste (rediff.). 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Journal de nuit (rediff.). 3.05 Série à Paris (rediff.). 0.40 Volés, volés (rediff.). 4.40 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.05 Série : Volés, volés.

M 6

17.05 Série : Hawaii, police d'État. 18.05 Série : Daktari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série : Cowboy show. 20.35 Feuilleton : Dynastie. 21.30 Série : Clair de lune. 22.30 Magazine : Châteaux. 23.00 Journal. 23.15 Série : Poésie de fer et de séduction. 23.40 Téléfilm : Frankenstein, une histoire d'amour. De Bob Fosse. 0.40 Feuilleton : Mary Shelley. Avec Gérard Berner, Karin Peterson. 1.20 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip. 2.30 Musique : Boulevard des clips. 4.20 Téléfilm : Frankenstein, une histoire d'amour (rediff.). 6.00 Magazine : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Paris patchwork. 21.30 Musique : Black and blue. Le jazz en Roumanie. 22.40 Nuits magiques. Les ours. 4. Les voisins de Boule d'or. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Adieux de l'Europe. World Music.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 mai à Lisbonne) : Ein deutsches Requiem, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de Sud-Westfunk de Baden-Baden et le chœur de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne, dir. Michael Gidlen ; sol. : Christine Whittlesey, soprano, et Walter Heldwein, baryton. 22.20 Premières loges. Avec la participation de Michèle Clavier, basse. 23.07 Club de la musique ancienne. De Tomkins à Beethoven : musique à deux claviers. 0.30 Pousins d'or. Œuvres de Zorn, Vaprov ; à 1.30, Les poissons d'or du passé : Arthur Bliss.

Audience TV du 19 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REÇU LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54,9	Santa-Barbara	Actual. régim.	Actual. régim.	Top 50	Porte magique	Rouge jeunesse
		21,8	9,0	13,2	4,6	1,6	3,9
19 h 45	59,9	Plus fort	Baby sitter	10-20 heures	Nulle part	Black. Document	Rouge jeunesse
		33,9	6,3	7,9	5,0	2,9	3,9
20 h 16	73,3	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Caddy show
		36,9	12,5	11,7	3,2	4,8	4,2
20 h 55	71,8	Scène série	L'argent	La Comtesse	Château	Film horror	Dernière victoire
		34,1	20,9	1,8	2,5	7,9	4,7
22 h 8	60,7	Scène série	L'argent	La Comtesse	Flag	Film horror	Libre et change
		30,3	16,7	2,5	3,0	7,5	1,1
22 h 44	50,4	De Gault	Château	Journal	Info	Les Les Angéles	Libre et change
		11,2	7,1	2,1	2,4	6,1	1,5

Le Carnet du Monde

Décès

— Toulouse. Montestruc-sur-Gers. Argente-sur-Mer.

M. André BAZEX, M. et M^{me} Michel BAZEX et leurs filles. M. et M^{me} Jacques BAZEX, M. et M^{me} Pierre BAZEX et leurs filles. M. et M^{me} Jean-Charles BAZEX et sa fille. M. et M^{me} André Biraguet et leurs enfants. M. Roger BAZEX et ses filles, ont la douleur de faire part du décès de

M. le professeur André BAZEX, survenu le lundi 17 octobre 1988, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 octobre 1988, à 10 h 30, en l'église du couvent des Dominicains, 31, rue des Maraichers, Toulouse (Haut-Garonne).

Les obsèques auront lieu en l'église de Montestruc-sur-Gers (Gers), à 15 h 45.

— M. Olivier Campenon, Sophie et Christine, ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier CAMPENON, leur mari et père,

rappelé à Dieu le 22 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Selon ses dernières volontés, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 28 septembre, à Toulouse.

Priez pour lui.

— La société Campenon Bernard, a la grande tristesse de faire part du décès de

M. Olivier CAMPENON, fils du fondateur de la société, ancien administrateur, survenu le 22 septembre 1988.

92-98, boulevard Victor-Hugo, 92115 Cligny.

— M. le président de l'université Nancy-II, M. le directeur de l'UFR de lettres, Les enseignants, Les secrétaires et techniciens,

ont la tristesse de faire part du décès brutal, survenu le 18 octobre 1988, de

M. Michel COLIN, maître de conférences en chimie et audiovisuel,

très vite élevé à leur estime et leur amitié.

L'Université française perd un chercheur de réputation internationale.

— Raphaël CONDOMINAS

est mort accidentellement, le 15 octobre 1988, à l'âge de onze ans.

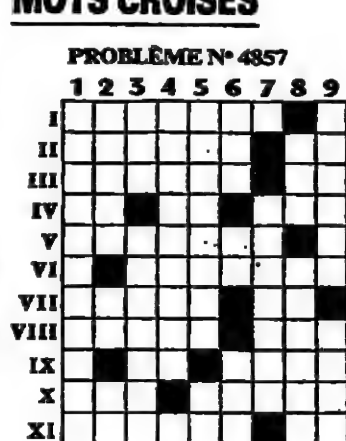
De la part de Claire Merleau-Ponty et Georges Condominas, ses parents, France et Jacques Merleau-Ponty, ses grands-parents, Ses frères et ses sœurs, Et de tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 21 octobre 1988, à 18 heures, au temple protestant de Luxembourg.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les enfants sont les bienvenus. 58, rue Madame, 75006 Paris.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Un sabot qui donne envie de mettre pied à terre. — II. Peut-être inciter à condamner des meurtriers. Un maître à penser. — III. Qui dépasse largement la mesure. Charné par un manège. — IV. Souvent cité en premier. En larmes. On n'est pas fâché de le voir quitter le foyer. — V. Tombe à nos genoux. — VI. Partie d'un manège. — VII. Fleur pour couronne. Se touchent en combattant. — VIII. Tels qu'ils descendraient mieux après qu'on les a relevés. Goûté par ceux qui se servent la cécumure. — IX. Proposition. Éclate sous l'action du sel. — X. En bonne place sur des armoiries. A donc tous les vices si l'on en croit la maxime. — XI. Fix la renommée de quelqu'un qui n'avait pas

— M. et M^{me} Jean Deryde-Boutry, ses parents, M. Xavier Deryde, son frère, Toute sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Stéphane DERYDE, survenu dans sa vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 octobre 1988, à 11 heures, en l'église Saint-Barthélemy, à Estaimpuis (Belgique).

2, rue du Banneau, 7732 Estaimpuis (Belgique).

— Erwin FELDSCHEIM-FELD, Claude, Brigitte et Jérôme Field, Marianne Field, Geneviève Beltran et Michel Field, ont la douleur d'annoncer la mort de

Jacette

survenue le 17 octobre 1988.

Elle a fait don de son corps à la médecine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, rue Ribera, 75016 Paris.

Saint-Saturnin-lès-Apt.

— M^{me} Nazhat Abdul Ghani Kassem, son épouse,

M. et M^{me} Ralf Kassem, M. et M^{me} Nazhat Kassem, M. et M^{me} Maher Kassem, ses fils et belles-filles,

M. et M^{me} Adnan Bassat, Le docteur et M^{me} Issam Haidar, M. et M^{me} Georges Galatariotis, Le docteur et M^{me} Mahmoud El-Tamer, ses filles et beaux-fils,

Les familles Kassem, Bassat, Aris, Haidar, Mansour, Galatariotis et El-Tamer, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abdul Ghani KASSEM, survenu à Paris, le 18 octobre 1988.

Les condoléances peuvent être présentées à son domicile les vendredis 21 et samedi 22 octobre, toute la journée, à l'adresse suivante : 2-10, avenue Paul-Doumer, ascenseur B, 6^e étage gauche, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu à Saïda (Liban).

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née Colette Calvet, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges MOISSET, professeur honoraire du lycée de Revel, officier des Palmes académiques, survenu le 16 octobre 1988.

6, chemin de la Sablière, 31250 Revel.

— M^{me} Georges Moisset, née

Education

M. Lionel Jospin à « Questions à domicile »

Le ministre entre deux feux

« Il est sérieux et honnête, mais il n'a pas trouvé encore le discours qui lui permettrait de se forger un nom, d'exister dans son ministère. L'éducation nationale n'a pas de patron. » Cinglant et accusateur, ce portrait-minuté de M. Lionel Jospin est brossé par quelques-uns de ses « amis » de l'hôtel Matignon. « Ragots détestables », réplique-t-on avec dégoût dans l'entourage du ministre d'Etat. Curieuse ambiance en tout cas...

Cinq mois après son installation rue de Grenelle, M. Jospin doit affronter une double impatience : celle du gouvernement, qui critique sa lenteur dans le traitement des grands dossiers, et son absence dans les conflits qui ont émaillé la rentrée scolaire ; celle des enseignants, chauffés par des discours répétés sur l'indispensable réhabilitation de leur

profession. Sans compter l'attente d'une opinion publique de plus en plus exigeante à l'égard du système scolaire.

La méthode Jospin, qui consiste à étudier soigneusement les dossiers avant de se lancer prudemment dans une négociation et à préférer la réflexion aux annonces tapageuses, n'est pas sans rappeler celle de M. Savary : elle commence déjà à lasser le peuple enseignant, frustré des fruits de la victoire électorale de mai dernier. Même au sein de son ministère, certains estiment que « beaucoup de temps a été perdu » et qu'ouvrir des négociations complexes avec les syndicats en pleine agitation sociale n'est pas sans risques. Même la FEN, qui fait partie de la famille, menace de sortir plus nettement les griffes si les actes ne suivent pas les promesses.

Pourtant, quand M. Jospin est arrivé rue de Grenelle voilà cinq mois le paysage semblait relativement bien balisé. Dans sa *Lettre aux Français*, le président de la République avait solennellement affirmé la priorité à l'éducation nationale, et même chiffré l'effort supplémentaire à fournir dans ce secteur. Avant lui, le Parti socialiste avait exprimé les mêmes intentions en préconisant une loi de programmation scolaire sur dix ans, et une revalorisation des salaires basée sur une redéfinition de la fonction enseignante, très proche du slogan « *Travailler autrement* » lancé par la FEN. Des négociations entre la centrale enseignante et le PS avaient permis de préparer l'action d'un futur ministre socialiste de l'éducation, mais aucun des négociateurs du PS, tous proches de Laurent Fabius, alors secrétaire national à l'éducation, et concurrent de M. Jospin, ne se retrouva dans l'équipe qu'il constitue après son arrivée à l'éducation nationale. Le ministre, soucieux de s'affirmer dans ses nouvelles fonctions, refuse de prendre en compte les négociations menées par le PS. Des discussions discrètes avec la FEN, furieuse de ne pas avoir été suffisamment associée à la préparation du budget 1989, n'ont pu débiter qu'à la rentrée.

Dans ce contexte complexe, la tentation pourrait être grande de rechercher un accord sur les salaires en remettant à plus tard la négociation qualitative. Matignon soupçonne M. Jospin d'avoir été à deux doigts d'y succomber alors que le premier ministre insiste sur la nécessité de rénover le système éducatif. Une position moins facile à tenir pour M. Jospin, qui se trouve en première ligne face aux syndicats et aux mécontentements. Entre le quantitatif et le qualitatif, un compromis ouvrant la voie aux négociations officielles avec les syndicats devrait être trouvé.

Jusqu'au jeudi 20 octobre, pourtant, les différentes instances du pouvoir semblaient partagées sur la nécessité d'aboutir à un texte législatif programmant l'effort éducatif. M. Rocard, qui avait d'abord estimé que l'engagement durable en faveur de l'éducation devrait résulter d'une déclaration formelle du gouvernement plutôt que d'une loi, semblait se rapprocher des positions de M. Jospin, à cause de l'importance du symbole législatif. Toutefois, mercredi, devant le conseil des ministres, le président de la République a réaffirmé ses réserves à la solution législative.

Entre un premier ministre qui rêvait de cumuler sa fonction avec le portefeuille de l'éducation nationale mais préfère aujourd'hui ne pas s'aventurer sur ce terrain miné, et un ministre de l'éducation qui y joue sans doute son avenir politique, les stratégies ne peuvent être totalement concordantes. Mais qui au gouvernement peut souhaiter que la gauche trébuche à nouveau sur le dossier de l'école ?

PHILIPPE BERNARD.

« Chance historique »

Les enjeux sont en effet si importants que certains parlent de « chance historique », à saisir ou à manquer. Une opération de revalorisation des rémunérations des professeurs s'impose. Non seulement elle doit permettre de redresser leur position sociale et de juguler la crise des vocations, mais elle constitue une occasion de redéfinir leur mission pour modifier, voire renforcer, leurs obligations et améliorer l'efficacité du système. Ce qui permettrait de rallier l'opinion à la cause des profs. Sur ce principe l'accord est général, y compris à la FEN, mais comment procéder ? Le projet de la FEN d'unifier les catégories, de la maternelle au lycée, favorise surtout les instituteurs, tenants de la majorité socialiste de la Fédération, alors que les besoins les plus importants se concentrent actuellement dans les lycées. Comment redonner courage aux professeurs du second degré, sans désespérer les instituteurs, qui constituent tout de même la base de l'édifice scolaire ?

Tel est l'un des casse-tête rencontrés par M. Jospin, qui se complique du fait de l'absence d'interlocuteur unique. Le SNL, pour les instituteurs, se dit prêt à payer la revalorisation par une redéfinition des tâches, et le SNES, pour les lycées, à direction majoritairement communiste, se taille un franc succès avec ses discours corporatistes, pour une revalorisation des salaires sans contrepartie.

CAMPUS

Les artistes de l'informatique

« Nous voulons parler art et formation sans les sponsors qui font généralement de ces colloques une forme de business », explique Patrick Saint-Jean, l'un des organisateurs du colloque Perspectives de liaisons européennes images et arts de synthèse (PLEIAS) qui vient de rassembler des enseignants et des artistes européens, pendant deux jours, à la Sorbonne. Ceux qui, comme à l'UFR d'arts plastiques et sciences de l'art de Paris-I depuis 1970, assurent une formation pratique sur la vidéo et l'informatique, souhaitent que l'image de synthèse ne soit pas isolée des autres arts plastiques. Or, les logiciels disponibles sur le marché, principalement inspirés par les besoins de la production industrielle, sont trop figés. « Nous voulons former des professionnels de l'art, non pas de simples techniciens de tel ou tel type de matériel », disent les universitaires européens.

Leur rencontre parisienne sera suivie d'une autre, à Venise. Le colloque pourrait devenir « itinérant », amorce d'un réseau qui regrouperait universitaires et sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) de la communication au niveau européen. Une tentative pour « être à l'échelle » avec les gros producteurs mondiaux (Apple, IBM, etc.), afin de les sensibiliser à « rôle moteur de l'artiste ».

J.-J. B.

— Université Paris-I, Arts plastiques et sciences de l'art, 162, rue Saint-Charles, 75015 Paris. Tél. : 45-58-33-42.

● Français des affaires

La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise des sessions d'examen de « français des affaires » pour les étrangers qui veulent valoriser leurs connaissances de la langue dans les secteurs de l'économie et du commerce.

● Bureautique

Le troisième symposium sur la bureautique aura lieu du 1^{er} au 3 décembre au Centre d'ensei-

gnement et de recherche appliqué au management (CERAM) à Sophia-Antipolis.

(Sophia-Antipolis, BP 20, 06561 Valbonne Cedex. Tél. : 93-85-45-24.)

● Assises de la jeunesse

Les premières assises européennes de la jeunesse auront lieu les 18 et 19 novembre, à Roubaix. Cette manifestation proposera notamment une Bourse aux projets.

(Mission locale pour l'insertion des jeunes, 23, rue de l'Espérance, 59100 Roubaix. Tél. : 20-70-08-36.)

TACOTAC

LISTE OFFICIELLE

DES SOMMES À PAYER

AXIOM BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun essai (I.O. du 30/09/88)

Le numéro **3 3 5 2 5 3** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchants à la centaine de mille	0 3 5 2 5 3 1 3 5 2 5 3 2 3 5 2 5 3 4 3 5 2 5 3 5 3 5 2 5 3	6 3 5 2 5 3 7 3 5 2 5 3 8 3 5 2 5 3 9 3 5 2 5 3	gagnent 40 000,00 F
---	--	--	--

Les numéros approchants aux						gagnent
Décimale de mille	Mille	Centaine	Décimale	Unité		
05253	330253	335053	335203	335250		
15253	331253	335153	335213	335251		
25253	332253	335253	335223	335252		
45253	334253	335453	335233	335254		
55253	334253	335553	335243	335255		
65253	336253	335653	335263	335256		
75253	337253	335753	335273	335257		
85253	338253	335853	335283	335258		
95253	339253	335953	335293	335259		
ous les Bets terminant ar	5 2 5 3 2 5 3 5 3 3		gagnent			4 000,00 F 400,00 F 200,00 F 100,00 F

OTC
ET C
TIRAGE
OU RECHERCH
DU 09 OCTOBRE 1988

5 19 21 37 44 47 23

POUR LES TIRAGES DES RECHERCHES DU ET DU 09 OCTOBRE 1988
VALANT JEROME MARIN APRES-EN

AVANT 20H00

TACOTAC

TIRAGE
DU RECHERCH
19 OCTOBRE 1988

84

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 34.15 LOTTO

Économie

Au centre de la grève du 20 octobre

Controverse autour de l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires

SOMMAIRE

■ Les calculs du CERC et ceux de l'INSEE ne font pas apparaître la même progression du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires (lire ci-dessous).

■ Les représentants des principaux pays membres de l'OEPE sont réunis à Madrid pour tenter d'arrêter la chute du prix du pétrole et la diminution de la production (lire page 29).

■ Selon la note de conjoncture de la CEE, les économies européennes devraient voir leur croissance se poursuivre à un rythme rapide dans les mois qui viennent (lire ci-dessous).

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a-t-il baissé de 1,3 % l'an en moyenne entre 1984 et 1987, comme le prétendait le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) ? Ou a-t-il au contraire augmenté de 5 % entre 1982 et 1986, selon des travaux inédits de l'INSEE révélés par *le Monde* (daté 16-17 octobre), ce qui mettrait les agents de l'Etat dans la même situation que les salariés du secteur privé (+ 4,9 % sur la même période) ? La controverse se trouve au centre de la grève de la fonction publique du 20 octobre.

Les syndicats ont la manipulation de l'opinion. M. Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), souligne que cette progression du pouvoir d'achat moyen résulte de la prise en compte — contestée — du « GVT positif » (voir encadré), autrefois « dénoncé » par le PS. FO chiffre la perte de pouvoir d'achat « des années antérieures » à 9 % en moyenne. Et la CFDT parle de pertes en masse (hors GVT) de

0,6 % en 1986 et de 1,5 % en 1987.

Comment s'y retrouver ? En avril 1988, M. Hervé de Charette, alors ministre de la fonction publique, avait demandé à M. Jean Guillaumont, ancien directeur général d'EDF, une mission d'étude sur les méthodes nouvelles de négociation salariale. C'est dans le cadre de cette mission, maintenant achevée, que la direction du budget a demandé à l'INSEE deux notes séparées : l'une sur l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires civils de l'Etat (employés, métropolitain) entre 1982 et 1986, et l'autre, sur la même période, à partir de l'actualisation des DAS (déclarations annuelles de salaires) pour les salariés du secteur privé. Chaque année, en effet, l'INSEE apprécie l'évolution du salaire net moyen par tête à partir de l'exploitation des principaux fichiers de paie de la fonction publique, fichiers qui enregistrent bien entendu l'effet de la modification des structures de qualification ou d'ancienneté. Pour son appréciation du pouvoir d'achat entre 1982 et 1986, l'INSEE a donc mesuré l'évolution des rémunérations des personnes qui, fonctionnaires en 1982, l'étaient encore en 1986.

Surtout, l'INSEE s'est livrée, comme chaque année, à une exploitation de l'ensemble des rémunérations des fonctionnaires : au salaire proprement dit s'ajoute l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement (qui représente 4 % de l'ensemble de la rémunération) et les primes imposables (qui représentent en moyenne 12 % de l'ensemble de la rémunération). Dans ce gain de pouvoir d'achat d'environ 5 % sur 1982-1986, entrent aussi en ligne de compte les primes qui font encore l'objet d'un bulletin de paie séparé (5 %), que l'INSEE étudie tous les deux ans. Toutes les primes sont donc théoriquement

comptabilisées, à l'exception des accessoires de salaires versés aux instituteurs par les collectivités locales.

Des comparaisons délicates

Les syndicats ont également raison de dire que ce gain de 5 % englobe le « GVT positif », ce qui fausserait le calcul pour ceux qui n'ont eu ni promotion ni ancienneté. Toutefois, dans la fonction publique, les fonctionnaires changent d'échelon tous les deux ans et demi à trois ans, sauf pour ceux qui se trouvent en fin de carrière. Sur quatre ans, on peut donc estimer qu'une très grande majorité d'entre eux ont gagné un échelon. Mais une augmentation de 5 % en moyenne recouvre de fortes disparités entre les catégories. On trouve même 9 % de fonctionnaires qui ont eu une progression

de pouvoir d'achat inférieure à celle de leur indice.

La seconde note de l'INSEE a trait au secteur privé. Mais elle rend une comparaison avec la fonction publique aléatoire... pour la simple raison que les bases ne sont pas les mêmes. Les fonctionnaires pris en compte étaient présents tant en 1982 qu'en 1986. Les données sont comparables. Il n'en va pas de même pour l'exploitation des DAS où, en raison d'accidents de carrière ou de périodes de chômage suivies par un emploi moins rémunéré, on ne retrouve en 1986 qu'environ 40 % de salariés occupant la même position qu'en 1982. Les DAS ne prennent pas en compte le « GVT positif ».

De plus, le CERC a montré qu'aux rémunérations des salariés s'ajoutent plus de 10 % de compléments divers (versement au titre de la participation ou de l'intéressement, primes de trajet, supplé-

ments familiaux, protection sociale facultative, etc.) qui ne sont pas comptabilisés dans ces statistiques.

Les notes de l'INSEE doivent donc être lues avec précaution et rendent bien délicates les comparaisons public-privé. Sur des bases différentes, l'INSEE et le CERC peuvent avoir l'un et l'autre raison mais n'aboutissent pas aux mêmes conclusions, celles du premier servant le gouvernement, celles du second, les syndicats. Que disait donc le CERC ? Pour les salariés du secteur privé, la structure des effectifs constants, la variation annuelle du pouvoir d'achat des salariés nets a été, de 1984 à 1987, de 0,4 % en moyenne, avec des disparités par catégories (+ 1,3 % pour les ouvriers non qualifiés, mais - 0,1 % pour les techniciens et agents de maîtrise et - 0,3 % pour les « autres professions intermédiaires »). Mais, en 1987, la baisse a été de - 0,4 %.

Pour la fonction publique, selon le CERC, l'indice des traitements nets a fait apparaître, de 1984 à 1987, une perte en francs constants de - 1,3 % l'an en moyenne (et - 2,7 % en 1987). Pour les instituteurs, l'indice de traitement a été - à peu près maintenu - (- 0,1 % l'an), mais les baisses ont été de - 1 % pour la catégorie D et de - 1,6 % pour les catégories A, B (non compris les instituteurs) et C.

Après réaffectation de versements salariaux rétroactifs (primes ou attribution de points d'indice) aux périodes qu'ils visaient, la perte de pouvoir d'achat des traitements nets est ramenée à - 1,1 % par an. Enfin, le CERC lui-même évalue l'évolution du pouvoir d'achat des salariés nets moyens des agents « continuellement en place » (donc avec « GVT positif ») à + 0,6 % par an en moyenne sur trois ans (avec de légères diminutions entre 1986 et 1987). A chacun d'y retrouver... son propre pouvoir d'achat.

MICHEL NOBLECOURT.

Le fameux « GVT »

Le fameux « GVT » (glissement vieillesse technique) est au centre de la négociation salariale dans la fonction publique, qu'il contribue largement à compliquer. De quoi s'agit-il ? Le GVT mesure les augmentations résultant de l'ancienneté, des compétences ou des responsabilités. D'une année sur l'autre, le « GVT positif », utilisé par le gouvernement de M. Chirac et pris en compte par M. Bérégovoy dans l'évolution de la masse salariale en 1988, mesure l'incidence budgétaire du dédoublement de la carrière des agents présents tout au long de deux années, qu'elle soit la conséquence d'un changement automatique d'échelon prévu par leur statut ou des promotions individuelles qui peuvent concerner certains fonctionnaires. Sur

la période 1978-1984, le GVT positif était de 1,7 % l'an. Pour 1988, il est estimé à 1,6 %.

Le « GVT solide » mesure l'écart entre le GVT positif et ce qu'on appelle l'« effet de noria ». Cet effet de noria mesure la différence entre la rémunération moyenne des fonctionnaires nouvellement recrutés et celle, qui est normalement plus élevée, des agents démissionnaires ou ayant pris leur retraite. Le gouvernement de M. Fabius, lors du dernier accord salarial dans la fonction publique en 1985, avait évalué forfaitairement ce GVT solide. L'incidence sur la masse salariale des modifications ayant affecté la structure des effectifs par qualification ou ancienneté avait été alors estimée à 0,5 %.

Le projet d'impôt de solidarité sur la fortune

Liberté, inégalité, fiscalité

(Suite de la première page.) Aux Etats-Unis il n'y a pas, il n'y a jamais eu d'impôt sur la fortune (2). En France, Joseph Caillaux, à qui l'on doit les bases d'un impôt moderne sur le revenu, avait fait le même projet en 1914 avant de démissionner. En 1976, le rapport Blot-Métraud-Ventecot démontre qu'un impôt annuel sur la fortune pousse les contribuables fortunés à privilégier les placements en biens faciles à dissimuler et non productifs ou à investir à l'étranger.

L'impôt de solidarité n'aura pas non plus pour lui de faire progresser la justice sociale. La raison que le président de la République a voulu établir entre ce qu'il rapportera et ce que coûtera le revenu minimum d'insertion est artificielle. Le futur ISF rapportera vraisemblablement trop peu pour équilibrer — beaucoup s'en fait — une dépense qui devrait se révéler au fil des années considérable. Les 4,1 milliards de francs de recettes attendus pourraient d'ailleurs se réduire encore si, au cours de la discussion parlementaire, le gouvernement acceptait de modifier son projet et d'exclure les résistances principales pour obtenir un vote favorable des centristes.

Quoi qu'il en soit, le nouveau venu de la fiscalité française sera un petit impôt à assiette étroite où l'on ne retrouvera — pas plus qu'en 1982 — ni les œuvres d'art, ni les forêts, ni l'outil de travail, c'est-à-dire le capital des entreprises, y compris celles de l'agriculture lorsque leur propriétaire est exploitant. Déclaré plus de 25 % du capital d'une société où l'on exercera des fonctions de direction — celle de président du conseil de surveillance incluse — exonérera de l'impôt comme exonérera le fait de posséder des titres représentant plus de 75 % du patrimoine possédé.

Les plus riches exemptés

Les conséquences d'un tel choix sont évidentes. Les plus fortunés des Français ne paieront pas l'impôt de solidarité. Ils y échapperont légalement par la possession d'une partie du capital d'une entreprise (les participations détenues par l'intermédiaire de holdings familiales seront nettes prises en compte) ou par la possession d'œuvres d'art devenues depuis quelques années l'objet de spéculations très peu culturelles. Les

conseillers fiscaux savent bien aussi que les grandes fortunes n'ont pas attendu le bel automne 1988 pour se mettre à l'abri sous des cieus plus cléments.

Paiement en revanche l'impôt de solidarité ceux qui possèdent principalement des terres, des fermes et des immeubles et qui sont le plus souvent des fortunes moyennes. Les statistiques sont à cet égard sans ambiguïté : plus la fortune est importante et plus elle est constituée de valeurs mobilières ; moins elle est importante et plus grande est la part des biens immobiliers.

On peut donc penser que les cent ou cent cinquante mille Français redevables de l'ISF seront souvent les mêmes contribuables que ceux qui supportent déjà une part importante de l'impôt sur le revenu. M. Rocard avait bien vu le danger, qui voulait un impôt à assiette très large, incluant tous les éléments d'une fortune, y compris les biens professionnels. Cette idée-là était bonne, assortie de taux très bas ne dépassant pas 0,5 % comme en RFA. Elle aurait sans doute permis de mieux intégrer l'ISF dans la fiscalité des patrimoines qui, en France, contrairement à une idée

reçue, est déjà lourde et pèse surtout sur les biens immobiliers à travers les taxes foncières locales (3). Elle aurait mieux préparé notre pays à la grande confrontation fiscale européenne des années 90, expérience historique dont nous ne savons en fait pas du tout si elle se passera bien, tant les « cultures » nationales sont dans ce domaine différentes (4).

Mais les socialistes revenus au pouvoir et qui s'apprêtent à vivre la création d'un marché unique européen savent trop bien que qu'ils vont devoir accepter pour ne pas, à l'avance, se le faire pardonner au travers de l'impôt de solidarité.

Dans un peu plus d'un an, les capitaux circuleront librement : pour les retenir, pour éviter qu'ils ne fuient au Luxembourg ou vers d'autres terres, nos gouvernements devront aligner la fiscalité française sur celle des pays étrangers, plus favorable aux revenus du capital. La gauche va devoir rebâtir une fiscalité plus généreuse pour les revenus de l'épargne que pour ceux du travail. Le problème est là pour M. Mitterrand, ardent partisan d'une Europe sans frontières, dont il n'a sans doute pas mesuré complètement tout ce qu'elle impliquait d'injustice fiscale. Vu sous cet angle, l'impôt de solidarité apparaît comme un ultime mais dérisoire hommage aux salariés vivant de leur travail.

Le problème est là et il dépasse très largement les contradictions que vont devoir vivre les socialistes dans ce domaine. Car la question qu'on devrait se poser dès maintenant est bien celle-ci : compte tenu des formidables avantages qui vont être donnés aux capitaux, les Français acceptent-ils, dans quelques années, l'impôt sur le revenu et les contrôles qu'il implique ? C'est tout un pan de notre culture fiscale qui risque de s'effondrer.

ALAIN VERNHOLLES.

(2) M. Michel Rocard, dans un entretien à l'Expansion du 9 septembre, avait déclaré : « Nous ne sommes pas au dixième de point près : en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en Suisse où cet impôt existe de longue date... »

(3) Les impôts sur le patrimoine représentent en France 2,1 % du PIB en 1986 contre 1,1 % en RFA et 1,7 % en moyenne dans les pays de la CEE. Les impôts sur le patrimoine sont en France surtout constitués par les impôts fonciers, les cessions à titre onéreux, les droits de succession.

(4) En RFA, en Belgique, au Luxembourg, en Irlande, les banques et les établissements financiers ne sont pas tenus de déclarer spontanément à l'administration fiscale les revenus des capitaux mobiliers encaissés par leurs clients. En France et en Espagne, la communication est systématique.

Selon le rapport annuel de la CEE

La croissance dans les pays de la Communauté européenne atteindra 3,5 % en 1988

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les performances économiques de la Communauté sont remarquables : la croissance moyenne attendue 3,5 % en 1988 et presque 3 % en 1989, soit les meilleurs résultats depuis dix ans. Le taux de progression des investissements est de 7 % en 1988, soit le plus élevé depuis vingt ans. Le taux d'inflation, qui se situe autour de 3,5 %, est à peu près égal à celui des années 60. L'impression d'euphorie qui ressort du rapport économique annuel de la Communauté européenne contraste avec les sombres prévisions présentées par les mêmes experts voilà un an, au lendemain du crash boursier.

Tout n'est pas rose, et d'abord le chômage, qui reste supérieur en 1988 à 11 % de la population active. Toutefois, le rythme de création d'emplois progresse de plus de 1 % par an, soit deux fois plus vite qu'en 1986. Par ailleurs, le processus de désinflation s'est arrêté. Cependant, les experts bruxellois ne paraissent pas trop inquiets. Les coûts

du travail (progression des salaires diminués des gains de productivité) progressent de 3 % par an, soit quatre fois moins vite qu'au cours des années 70 et deux fois moins vite qu'entre 1980 et 1986.

En outre, il n'y a pas vraiment de goulot d'étranglement à redouter : « Les capacités de production sont certes utilisées à des niveaux très élevés, mais les risques d'excédents sont faibles, puisqu'on investit », souligne M. Antonio Costa, le directeur général des affaires économiques et financières de la Commission. Les quelques tensions inflationnistes qui apparaissent au Royaume-Uni, en Italie, voire en France en cas de dégradation du climat social, devraient être maintenues sous contrôle grâce à la politique monétaire. L'aggravation des déséquilibres des comptes extérieurs entre les Etats membres de la Communauté est également mentionnée comme un sujet de préoccupation mais pas au point de menacer la stabilité de l'ensemble.

« Si nous rencontrons quelques difficultés fin 1989 début 1990, elles viendront des Etats-Unis », estime

M. Costa. Il redoute un regain de protectionnisme des Etats-Unis ou encore un relâchement des efforts qu'ils doivent accomplir pour réduire leur déficit budgétaire et leur déficit du commerce extérieur.

Pour déconstruire la croissance aux Etats-Unis et en Europe ? Les économistes bruxellois semblent considérer que c'est possible grâce aux réserves de croissance résultant de la mise en place du grand marché de 1993.

Car pour eux, la Communauté, pour enfin réduire son chômage, doit continuer à présenter une croissance ressentie comme saine par le marché. Cela signifie à leurs yeux améliorer encore la rentabilité des investissements et donc du capital par une modération persistante des coûts salariaux. A l'encontre du gouvernement français, le rapport souligne que « la poursuite de la modernisation salariale et l'amélioration de la rentabilité des investissements semblent constituer les éléments clés de la stratégie économique à moyen terme ». Une observation qui, dans le contexte social actuel, va certainement tomber en porte-à-faux.

PHILIPPE LEMAITRE.

HOTEL DES VENTES
9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 42-46-17-11
Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Régissier O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 22 OCTOBRE

S. 2. - Bijoux. M. CHEVAL.
S. 9. Mobilier d'architectes et de créateurs. Verrerie 1950. M. CHARBONNEAUX.

LUNDI 24 OCTOBRE

S. 1. - Dessins et tableaux anciens, meubles et objets d'art. M. DAUSSY, de RICOLES, M. Augier, M. de Granddier, experts.
S. 2. 14 h 15, objets d'art d'Extrême-Orient. M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Portier, experts.
S. 3. Tableaux, bibelots. ARCOLE. M. OGER, DUMONT.
S. 4. 15 h, dessins anciens, meubles 17^e et 19^e s., tapisseries. PARIS AUCTION.
S. 6. 14 h 15, beaux bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. M. ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaux et Stetten, experts.
S. 11. Enseignes. M. BOISGIRARD.
S. 15. En vertu d'un jugement. Tapis d'Orient. M. Alain GODEAU.

MARDI 25 OCTOBRE

S. 2. - 14 h 15, suite de la vente du 24 octobre. M. ADER, PICARD, TAJAN.

MERCREDI 26 OCTOBRE

S. 1. - Art déco. M. BOISGIRARD.
S. 3. - Hautes curiosités. M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Rouillon, expert.
S. 5 et 6. - 11 h, Estampes modernes. 14 h 30, Mihail Chemiakin. 15 h 15, Tableaux abstraits et contemporains. M. BRIEST.
S. 7. - 14 h 30, Estampes des 16^e, 17^e, 19^e et 20^e siècles. Ecoles allemande, espagnole, française, hollandaise. M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Rousseau, expert. (Expo chez l'expert sur rendez-vous, 42 rue Lafayette, 75009 Paris du 18 au 21 octobre. Tél. : (1)47-70-34-30.)
S. 11. - Tableaux, meubles. ARCOLE. M. OGER, DUMONT.
S. 12. - Cartes postales. M. MORAND.
S. 16. - Objets d'art et d'ameublement. M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN (Expo de 11 h à 13 h en même jour).

JEUDI 27 OCTOBRE

S. 2. - Livres anciens et romantiques, livres modernes. M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 5 et 6. - 11 h et 14 h 30, Tableaux modernes. M. BRIEST.

VENDREDI 28 OCTOBRE

S. 1. - Tapis, bibelots. ARCOLE. M. RENAUD.
S. 3. - Bijoux et argenterie. M. DELORME, M. Serret, M. Monnaie et M. Portier, experts.
S. 10. - 11 h, estampes, sculptures. 14 h 15, tableaux contemporains. M. LOUDEMER.
S. 14. - Tapis. M. CHEVAL.
S. 15. - Bib., meubles. M. BONDU.

DROUOT NORD SALLE B
64, rue Drouot, Paris 18^e
Vendredi 28 octobre à 9 h
Audio-Visuel
M. BOSCHER, STUDER, FROMENT, Commissaires-Priseurs,
3, rue d'Amboise, Paris 2^e. Tél. : 42-60-87-87.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-87.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BRIEST, 24, avenue Maignan, 134, rue du Fbg-St-Honoré (75008), 42-68-11-30.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, rue du Fbg-St-Honoré (75008), 42-59-66-56.
CHEVAL, 33, rue du Fbg Montmartre (75009), 47-70-56-26.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Meaux (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDEMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MORAND, 7, rue Ermen-Renaud (75015), 47-34-81-13.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS AUCTION : GIE de commissaires-priseurs, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99. Etudes de : CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, DUMOUSTET, HOEBANX-COUTURIER, RIBEYRE.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

مكتبة الأصل

Économie

ÉNERGIE

La réunion de l'OPEP à Madrid

Les pays producteurs de pétrole tentent une nouvelle fois d'arrêter la chute des prix

Alors que les prix du pétrole oscillent autour de 12 dollars par baril, un tiers de moins que l'an passé, les huit principaux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devraient se réunir à Madrid jeudi 20 octobre pour tenter de définir une stratégie à court et moyen terme capable d'éviter un effondrement plus important des cours.

La minute est grave. Après deux jours de débats académiques entre les meilleurs analystes pétroliers mondiaux, un vieux raffineur américain s'est levé : « La seule question qui m'intéresse est simple, dit-il, quel sera le prix du pétrole à la fin de l'année, plus haut ou plus bas qu'aujourd'hui ? Répondez-moi, car si la réponse est mauvaise, je m'en vais ». La tribune est partagée, et trois experts partent pour la hausse, deux pour la baisse, le dernier s'abstient. « Je veux un vote de la salle, à main levée », insiste le bonhomme, malicieusement, conscient de la gêne ainsi créée parmi l'assistance. Le résultat n'est guère plus probant : cinquante-cinq pour la hausse, deux pour la baisse, un s'abstient. C'est sur ce test aussi inhabituel qu'instructif que s'est terminée à Londres le 14 octobre le colloque annuel de l'International Herald Tribune.

« Le pétrole et l'argent ».

Une atmosphère de quasi-débâcle sévissant sur l'ensemble du monde énergétique. Quinze ans presque jour pour jour après l'embargo pétrolier d'octobre 1973, les prix du pétrole sont retombés, compte tenu de l'inflation, à peu près au niveau d'avant les chocs, et l'industrie pétrolière comme les pays producteurs s'angoissent, plongés dans le noir le plus complet. Nul ne sait, nul n'est capable de prédire avec un minimum de précision l'évolution des cours dans les semaines, les mois ou les années à venir.

Le décor a changé

Pourtant, comme jadis, les cours du pétrole restent un des paramètres-clés de l'économie mondiale, jouant sur l'inflation comme sur la croissance, les taux d'intérêt, ou les grands équilibres commerciaux et financiers. 1 dollar de moins sur le baril — on en a perdu 6 depuis le début de l'année — prive les treize exportateurs de l'OPEP de plus de 5 milliards de dollars de revenus à l'année, et fait gagner à la France 4 milliards de francs sur sa balance extérieure.

Vital pour les producteurs, puisque leur économie, voire leur stabilité sociale et politique, en dépend, l'Algérie venant tragiquement de l'illustrer, le prix du pétrole l'est aussi pour les compagnies, pour bon nombre de banques ou d'entreprises occidentales. Les difficultés récentes de la Saudi Bank parisienne, de la firme allemande KfW ou, à l'inverse, le redressement extraordinaire de la chimie ou de l'automobile depuis deux ans en sont autant d'exemples.

Quinze ans après, si le suspense et les acteurs restent grosso modo les mêmes, force est de constater que le décor, lui, a changé. A la pénurie a succédé le trop-plein, et les mêmes experts ou compagnies qui prévoyaient jadis avec force cris d'alarme une envolée irrésistible et sans fin des prix de l'or noir ne s'inquiètent plus aujourd'hui que de leur éventuel effondrement.

Pour aussitôt se tourner vers le même « coupable » : l'organisation

des pays exportateurs de pétrole. Car c'est l'un des rares points de consensus, le cartel, tout déchiré, fragile, handicapé qu'il soit, reste, et pour longtemps, le seul groupe capable d'agir sur les prix du pétrole. Non pas, comme on l'a cru trop souvent, en imposant des tarifs arbitraires mais parce qu'il dispose de réserves et d'une souplesse de production telles qu'il a seul le pouvoir de gérer le trop-plein ou à l'inverse la pénurie — en retirant du marché ou en y ajoutant les quantités nécessaires pour stabiliser les cours. « Il ne faut pas confondre une moindre efficacité avec un effondrement complet », soulignait à Londres M. Keith Hanna, de la société Petroleum Economist, l'OPEP retire toujours du marché six à sept millions de barils par jour... c'est-à-dire la quasi-totalité de la surcapacité mondiale.

« Même un prix de 13 à 14 dollars, si tel devait être le nouveau niveau de stabilisation, reste bien au-dessus du prix d'un marché totalement libre », appelait de son côté M. John Lichtblau, président de la Fondation de recherche pour l'industrie pétrolière de New-York, assurant qu'en cas de disparition de l'OPEP les prix pourraient chuter durablement « bien en dessous de 10 dollars ».

Une demande faible

Pourtant, la tâche du cartel apparaît en cet automne 1988 plus difficile que jamais. Beaucoup plus même qu'en 1986, année terrible où la guerre des prix déclenchée par l'Arabie saoudite avait fait brièvement chuter les cours de 29 dollars à moins de 10, avant que l'OPEP, rassemblée, se ressaisisse pour le stabiliser en 1987 à 18 dollars.

En dépit de la baisse massive des prix depuis deux ans, la reprise de la demande reste économiquement faible. Le pétrole, pourtant surtaxé, et de réputation sulfureuse, se défend mal contre ses concurrents : gaz, nucléaire, charbon et économies d'énergie. Les producteurs savent désormais qu'il faudra encore de longues années de vaches maigres avant de retrouver un niveau de demande confortable, estimé à vingt et un à vingt-trois millions de barils par jour : deux, trois, cinq ans, voire plus si la croissance mondiale se ralentit.

En attendant, les treize pays sont condamnés à se répartir la pénurie, de plus en plus difficilement à mesure que la crise — et la baisse des prix — aggrave les difficultés et donc transforme les demandes de chacun, poussant structurellement à l'indiscipline les Etats qui disposent des plus grosses réserves de capacités : l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis et, désormais, l'Irak.

Car, et c'est un autre facteur d'aggravation depuis l'été, l'arrêt des combats entre l'Irak et l'Iran a libéré des capacités de production supplémentaires, gelées depuis huit ans par la guerre. Cela sans pour autant recréer le consensus politique nécessaire à un sursaut de l'organisation. La situation actuelle de « ni guerre ni paix » est sans doute, du point de vue pétrolier, la pire qui soit.

L'Irak est sur le point de retrouver bientôt une capacité d'exportation pétrolière et une puissance renforcée, ce qui pose à ses partenaires un problème non seulement écono-

mique — il va falloir lui faire de la place — mais aussi largement politique. L'Arabie saoudite « ne peut se permettre d'abandonner son rôle de premier exportateur mondial de pétrole (...) mais ne veut pas affronter l'Irak directement », explique M. Humphrey Harrison, directeur de la société Kitch and Aitken : « Les Saoudiens n'ont donc d'autre choix que d'accroître leur propre production de façon substantielle ». Une analyse peu ou prou partagée par l'ancien directeur de la Sonatrach algérienne, M. Nourredine Ali Laoussine, qui estime que « des enjeux de politique régionale » sont clairement impliqués dans l'attitude récente des pays arabes du Golfe, qui, comme l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis et l'Irak, sont responsables de plus de 80 % des dépassements de quotas observés depuis décembre 1986.

Quelle qu'en soit la nature, économique ou politique, il est donc clair que les obstacles empêchant l'OPEP de jouer comme par le passé son rôle de gardien des prix sont énormes. Même si les treize pays parviennent, d'ici à leur prochaine conférence ordinaire, le 21 novembre, à s'entendre pour fixer un nouveau plafond de production et à réintégrer l'Irak au sein du cartel, ils pourraient accepter de réduire suffisamment leur rythme d'extraction pour redresser les prix au niveau officiel de 18 dollars, et surtout pour le maintenir durablement à ce niveau. La production du cartel dépasse largement depuis l'été vingt millions de barils par jour. Or, selon la plupart des analystes, il faudrait qu'il parvienne à la réduire de près de 15 % d'ici au début de l'an prochain (à moins de dix-huit millions de barils par jour) pour redresser durablement les cours.

Le plus probable est qu'il choisissent un moyen terme et adoptent un plafond plus confortable (dix-huit millions et demi à dix-neuf millions de barils par jour) quitte à réduire une nouvelle fois de quelques dollars le prix de référence. C'est en tout cas le scénario le plus probable, qui assure une source proche du royaume, cherchant à orchestrer une hausse de prix modérée, ramenant les tarifs à 14 dollars d'ici à la fin de l'année pour les ramener à 18 dollars en 1990, avec un gonflement lui aussi progressif de la production.

Veu mieux ? Un vœu partagé sûrement par toute l'industrie pétrolière, notamment américaine, qui, à moins de 13,50 dollars le baril (le coût moyen de production), ne peut survivre et qui, après avoir accueilli le baril à 18 dollars avec des soupirs, s'apprête à saluer le brut à 14 dollars avec un ouf de soulagement. A condition qu'il tienne. Car rien n'assure jusqu'ici que ce nouveau prix-cible puisse durer plus longtemps que les précédents. Le marché n'aide pas l'OPEP et ne l'aidera pas pendant au moins plusieurs années.

L'Organisation a certes déjà montré à plusieurs reprises — de 1982 à 1985, puis de nouveau en 1987 — qu'elle était capable de surprendre et de jouer son rôle de gardien des prix. Elle parait cependant aujourd'hui vaincue au bout du rouleau. « Un grand journal américain titrait récemment : Deux braves pour le pétrole à 5 dollars » (...). Je propose, moi, un petit bravo pour l'OPEP si elle parvient à se sortir de ce bouillier », assurait à Londres John Lichtblau.

VÉRONIQUE MAURIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Au premier semestre de l'exercice 1988, les banques du Groupe CIC ont connu un rapide développement de leurs activités avec une hausse de 15,7 % à 147,4 milliards de F. de leurs encours de crédits, une hausse de 16,2 % à 153,5 milliards de F. des dépôts de la clientèle et un bon résultat de leurs opérations de marché.

Malgré la poursuite du tassement des marges, le produit net bancaire (y compris produits accessoires) du Groupe a augmenté de 5,6 % à 6 705 MF. Les frais généraux, incluant les coûts de diminution des effectifs, ont progressé de 8,2 %. Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions s'élève à 1 479 MF, pratiquement inchangé par rapport à celui de 1987.

Résultats consolidés du 1^{er} semestre 1988

FORTE HAUSSE DU RÉSULTAT NET

Les amortissements sont en forte hausse (356 MF, +45 %) notamment à cause des frais d'émission d'emprunts. La légère baisse des dotations aux provisions d'exploitation (596 MF, -10,3 %) s'explique principalement par l'amélioration de la situation des entreprises en France. Le résultat d'exploitation diminue de 13,8 % à 526 MF, par rapport au niveau atteint au premier semestre de 1987.

La baisse des impôts (-26,5 %) qui en découle et la forte majoration des plus-values de cession (+31 %) entraînent une forte hausse du résultat net consolidé qui passe de 498 MF à 644 MF. La part du Groupe s'élève à 616,5 MF au 1^{er} semestre, soit à un montant comparable au total de l'exercice 1987 (613 MF).

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Monceau - 75008 PARIS

GRUPE CIC

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt

QUARTIER DE L'HORLOGE
Immobilier standing, duplex,
3 pièces tout confort, + terrain,
rue calme, 420 000 F.
Immo Marcadet 42-62-01-82.

5^e arrdt

Appartement vente 5^e
Exceptionnel.
Pavillon de 1900 m², 2 terrasses
surtout, 3 ou 4 ch., 77 m²
de réception pour toutes
apparences et variétés.
PROMOVIM 42-36-56-26.

7^e arrdt

LIMITE 7^e
7 PIÈCES STANDING
professionnel 42-87-77-10.

9^e arrdt

RUE CONDORCET
Imm. récent pierre de taille,
soit beau 5 p. et ch. et
salle de bains, 5 p. de
séjour, cave et parking en
sous-sol, 5 100 000 F.
NOTAIRE 40-35-05-22.

10^e arrdt

NOTAIRE 40-35-05-22.

16^e arrdt

ÉTOILE/AV. FOCH
300 m², jardin et sous-sol,
gar., 3 services, tout confort,
rénové à Paris, 48-02-13-63.

17^e arrdt

AUTEUIL-PENTHOUSE
158 m², réception, 2 chbres,
terrasses, 7 000 000 F.,
Easy Driver 48-00-46-22.

AVENUE FOCH

APPART. RAPIDÉ, 88 m²
avec meublement, tout confort,
N.C.I. 47-43-62-10.

17^e arrdt

M^{re} WAGRAM
5/6 PIÈCES pierre de taille,
marbre, deux étages,
Tél. : 43-87-77-10.

18^e arrdt

M^{re} ROME
petit studio 11 ch. chf. cent.
accusateur, 270 000 F.
Immo Marcadet 42-62-01-82.

18^e arrdt

MAIRIE DU 18^e
bel immeuble pierre de taille,
studio, cuisine, salle d'eau,
w.-c., 268 000 F.
Immo Marcadet 42-62-01-82.

92

Hauts-de-Seine
RUEIL
appt 52 m², 2/3 pièces, chf.
individuel, sans vis-à-vis,
très calme, 600 000 F.
DE HAVILLAND 48-02-60-80.

SAINT-CLOUD

centre-ville, r.-de-ch., 3 p.,
50 m², PROFESSEUR, LIBRE,
possibilité, 700 000 F.
DE HAVILLAND 48-02-60-80.

NEUILLY/BARRÈS

LUX. 70 m² + JARDIN
RAFFINE, DÉCOR MOD.
M. BERNARD 48-02-13-63.

94

Val-de-Marne
MONTRouGE
400 m² sur app. privé
sud, double vitr., chbres,
salle, dépt., 2 030 000 F.
ALIN 48-36-75-60.

VINCENNES

Beau 2 p.,
45 m², cuisine, double, à de
bains, w.-c., entièrement
rénové, 26 de la rue très chic
705 000 F. Tél. 205.
A. Karcha s.a. 43-70-69-89.

appartements

Rech. 2 à 4 p. PARIS, prêt
5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 4^e, 8^e,
12^e m² PARIS, dans travaux.
PAIE COMPTANT chez not.
48-73-68-07 même le soir.

IMMO MARCADET

recherche urgent toutes sur-
faces même à rénover, Paris
ou portes, 42-62-01-82.

locations

non meublées

Paris

RUE DE DUNKERQUE
beau studio, cuisine amé-
nagée, salle de bains,
w.-c., 2 500 F. + charges.
Les SAINT-GERMÉS
petit 3 pièces, tout confort,
3 200 F. charges.
Immo Marcadet 42-62-01-82.

maisons

individuelles

SURESNES 8 P.

4/2 pièces, 430 m² de
PISCINE COUV. CHAUFFÉE,
joli jardin, 440 000 F.
DE HAVILLAND 48-02-60-80.

BOULOGNE

Ravissante maison 80 m² +
se-soi + jerd., charme,
48-63-51-46.

propriétés

BEAUMONT-LE-ROGER (27)
120 km Paris. Base de lo-
siers, terrain, Pond normande
surtout, restaurants, parfait
état, jardin, de suite, meublé :
double vitr., avec chbr.,
mets, 5 chbres, 2 salles de
bains, 2 w.-c., gîte cuisine,
3/4 terrain plat de 8 000 m².
avec 2 000 m² ou coulé à
disc. facil. vend. à part. de
200 000 F. T. 42-66-00-08
de préférence le soir tout le
week-end ou répondre.

Goudelin C&N, 10 min St-

Quay-Port. Maison de me-
sieur en L. rest. sur 800 m²
bord riv., pierre, pourrais
appt. grand salon ard.,
120 m² habit., 5 p. bains,
ranch, chauff. électr., double
gar. terr., cliquet
100 m², jds arb., chasses,
pêche, tennis, voile, golf,
font. heurt. de suite, belle
pisc. (18) 96-70-23-50
r/p. scil. 420 000 F. jand.

RÉGION NEMOURS, PPTÉ

RURALE de caractère avec
2 ha de terrain, entrée, adj.
55 m² avec cheminée, cuis.,
bureau, 4 chbres, 2 s. de
bains, s. de jerd. chf. cent.
150 000 F. Près Alcyon :
r. 6 218. Agence de
l'Europe, 77140 Nemours.
Tél. : 64-28-06-93.

terrains

Part. vd terrains const.
Coteau près Port-Avricot :
3 ha + 2 ha + 2 ha, prix
150 000 F. Près Alcyon :
1 ha + 2 ha, prix 30 000 F.
67-72-68-74 ap. 20 h sem.

viagers

FONCIAI 45-55-06-18

47, AVENUE BOSQUET, 7^e
Spécialiste 48 ans d'exp.
Etude prat. personnelle.
Avent. rapid. Rente indéfinie.

PORT-ROYAL 4/5 p.

Imm. occupée couple 77 ans.
1 000 000 F. + 7 500 F.
LAPOUS 48-54-28-88.

fonds

de commerce

Locations

94 LA VARENNE

galerie d'art 550 000 F.
cuisin. + boye 3 650 F.
rue a.c. maison 12^e et 15^e.
Tél. 48-58-13-12 ou 13-15.

locaux

commerciaux

Locations

SALLE 120 m² à louer pour
DANCE - THÉÂTRE
DIVERSES DISCIPLINES.
COLE-FABEN 42-38-08-74.

bureaux

Locations

DOMICILIATION DEP. 80 F.
AV. CH.-GUYBES ou r. ST-
HOMORÉ ou bd des ITALIENS
ou Paris 6^e, 12^e et 15^e.
INTER DOM 43-40-68-80.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
Constitutions de sociétés et
tous services, 43-58-17-50.

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télé-
CONSTITUTION STES
Prix comp. Délais rapides.
ASPA 42-93-60-50 +

DOMICILIATION 8^e

Bureaux, Télé, Télécopie.
AGECO 42-94-95-28.

L'AGENDA

Artisan

Cherche sous-traitance
CONFECTION SACS
en nylon et alal :
voyages, 48-02-13-63.
Tél. : (16) 38-33-25-68

Animaux

VENDS CHATS SACS DE
BRIMANE AVEC PÉDIGREE
NÉS le 24 avril 1988.
Tél. : 43-25-3806-66 soir.

CLUB VACANCES

DES ANIMAUX
Nelly par Sers 89 100
(16) 86-67-01-06.

PENSION CHIENS CHIATS

sur Paris, 2 adresses :
CVA, 44, rue Garibaldi,
14100 Belpheux.
Tél. : 42-63-44-40.
CVA, 11, av. J.-B.-Clément,
92100 Boulogne.
Tél. : 48-06-05-74.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
et romantiques
- 20 % ESCompte
ACHAT OR
GILLET, 15, rue d'Arcole,
75004 Paris, 43-54-00-63.
FAITES PLAISIR.

Collections

BRONZES ASIATIQUES
cherchés par particulier tout
collection privée. Offres sous
chiffre 28 18140 à
Félicien CH 2001 Neuchâtel.

Décoration

RÉNOVER
VOTRE
APPARTEMENT
A PARIS ?
conseils,
réalisation des travaux
tous corps d'état.
Qualité, délais.

ARCHI DÉCOR

(1) 47-63-47-12.

Galerie

de peinture
KOLLET-ROCHER-RUSTIN
Dessins - Peintures
Galerie Pierre-Marie Vitoux,
3, rue d'Ormesson, Paris-6.
Du 19 au 20 octobre.
Tél. : 38-54-19-67.

Hi-Fi

PHOT CENTER
PHOTO MEI MING
CAMARA
Magnifiques rétrocam
grandes marques
100 % crédit 3 500 F
Téléphone vers 0 758 F
14, r. Guichard,
94230 Clichy.
Tél. : 46-46-18-82.

Instruments

de musique

Part. vd orgue PARFISA
Trois Bruci. Ent. neuf.
octaves, adapt. pédale, cap-
cas, amplif. Prix : 3 000 F.
H.B. 42-55-01-22 p. 42-98.

Particuliers

(offres)

Machette chef KIS
ASTRO + 1 col. 3 permut.
Prix intéressant.
Le soir : 38-58-41-78.

Traiteur

G. COUSIN
Buffet champagne
Lunche - Réceptions
sur mesure
à domicile ou dans l'une
de nos salles
(jusqu'à 200 personnes)
Buffet à thème
(entreprises, collecti-
vités)
Restaurent à domicile
à partir de 8 convives
Un service exceptionnel
Organisation familiale
Livraison chaud ou froid
à votre heure
LES VIVRES
(après le repas)
SÉRIO
GRISY-LES-PLATRES
cité de Fontainebleau
(1) 34-66-68-93
Palme d'Or du
Meille. Traiteur de Paris

Vacances

Tourisme

Loisirs

Horne d'attente à la monta-
gne St-Denis, 900 m. pro-
front. soleil, TOUSSAINT

Idée forte IBM: venez courir le Grand Prix sur PS/2, un micro de compétition.



Faites un essai sur PS/2 de compétition, vous allez courir pour notre Grand Prix. Et découvrir comment, dans la course aux affaires, ces bolides vous feront partir en bonne position : celle qui a mené déjà plus de trois millions d'utilisateurs à la victoire.



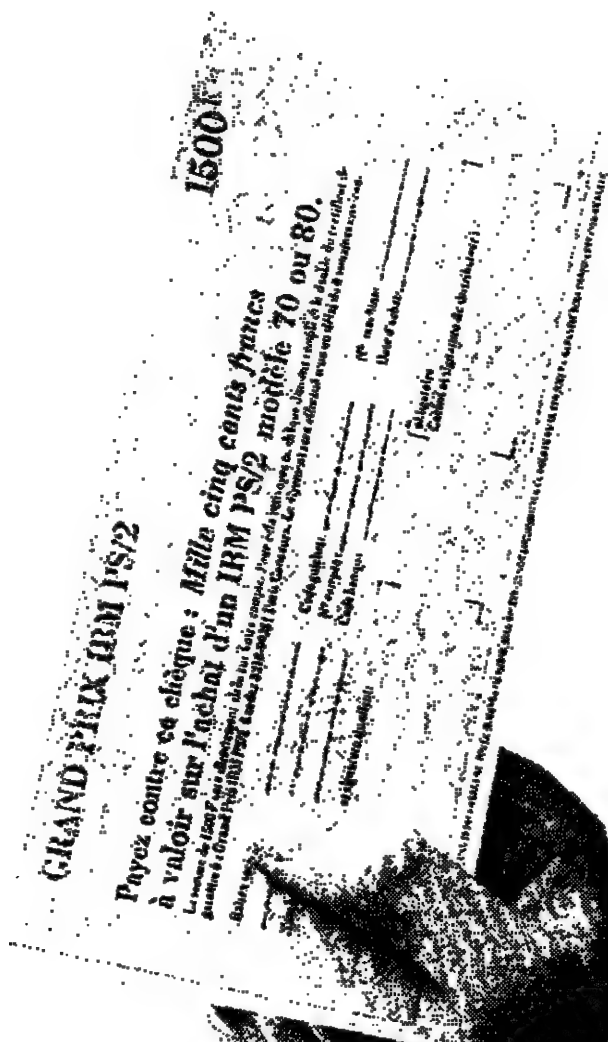
Vitesse, souplesse, performance : les PS/2 modèle 70 ou 80 font prendre à l'informatique d'entreprise un tournant décisif. Que vous soyez garagiste, avocat, entrepreneur ou médecin, vous entrez dans la grande compétitivité.



Conduisez sur tous les circuits d'affaires. Faites évoluer votre PS/2 au rythme de votre entreprise, sans jamais tomber en panne de solutions : logiciels, périphériques, connexions à d'autres systèmes et services IBM.



Les PS/2 vous attendent déjà sur la ligne de départ de notre Grand Prix. Prenez contact dès maintenant avec l'un des 400 Distributeurs Agréés IBM : du 1^{er} octobre au 16 décembre 88, un remboursement de 1500 F. vous sera offert pour tout achat d'un PS/2 modèle 70 ou 80. Appel gratuit : 05.03.03.03. Liste des Distributeurs Agréés IBM par minitel : 3614 IBMPC1.



IBM

M 88023 B

PS/2 est une marque déposée d'IBM Corporation.

مكثا من الأمل

M. F. NANTY

Économie

Nouvelles mesures de contrôle
du marché boursier américain

Malaise et méfiance dominant à Wall Street

Les autorités de contrôle des opérations boursières américaines (SEC) ont annoncé, mardi 18 octobre, un plan prévoyant le blocage des opérations sur les Bourses de valeurs et les marchés à terme en cas de forte baisse. Ce plan prévoit un « coupe circuit » d'une heure des opérations sur ordinateur quand l'indice Dow Jones des principales actions chute de 250 points par rapport à la clôture du jour précédent et de deux heures s'il plonge de 400 points.

Ces mesures seront appliquées pour une période d'essai d'un an à compter du jeudi 20 octobre à la Bourse de New-York, au Chicago Mercantile Exchange, l'American Stock Exchange, le marché à terme de Chicago (Chicago Board Options Exchange) et le marché secondaire (National Association of Securities Dealers) décideront pour leur part sa date d'application.

NEW-YORK
de notre correspondant

L'ombre du krach du 19 octobre 1987 plane toujours sur Wall Street. Les dernières décisions des autorités de contrôle des opérations boursières le confirment. Oscillant désormais entre 1 900 et 2 150 points, le Dow Jones - l'indice des principales valeurs industrielles - n'a, en réalité, jamais recouvré les 23 % perdus durant ce « lundi noir » et malgré les sons de cloche rassurants des statistiques sur l'emploi et les bénéfices des sociétés, le courtage n'est plus ce qu'il était du temps des « golden boys ».

L'arrogance des survivants de la crise - 15 000 arbitragistes ont perdu leur emploi en un an - a fait place à la discrétion, l'autobus aux limousines avec chauffeur, l'appartement de banlieue à la marina pieds dans l'eau sur Long Island. Cette nouvelle discrétion reflète un malaise et une méfiance à l'égard du marché financier d'autant plus préoccupants que « presque rien n'a été fait pour changer les règles du jeu », selon William Anderson, chef économiste de l'Association des investisseurs individuels.

Une poignée de grands investisseurs institutionnels contrôlent toujours environ 1 000 milliards de dollars d'actions et compte pour 75 % des transactions journalières à la Bourse de New-York. Malgré les limites imposées par les responsables du Stock Exchange, cinq grandes maisons de courtage continuent d'effectuer l'ensemble de leurs transactions par ordinateur, assurant en moyenne 10 % du trafic informatique du Big Board et donnant aux petits investisseurs l'amère certitude qu'ils ne sont pas à la hauteur des enjeux.

« Pour rien au monde, je n'irais travailler dans le courtage au détail en ce moment », affirme M. Anderson, qui admet que les membres de son association n'ont jamais été aussi méfiants à l'égard de la Bourse qu'actuellement. « Ceux qui possèdent des actions ne souhaitent pas les vendre, de peur de faire une mauvaise affaire ; ceux qui n'en possèdent pas évitent d'en acheter, pour les mêmes raisons », soupire-t-il.

La fin du capitalisme populaire

Selon la firme Bridge Information Systems, le montant des liquidités disponibles (bénéfice net des transactions journalières) a baissé d'un tiers par rapport à la même période de l'année dernière, alors que le New York Times estime la baisse réelle du volume traité à la Bourse de New-York à 50 %. Les transferts se sont faits surtout vers les bons municipaux et les bons du Trésor, une minorité des clients ayant réalisé l'ensemble de leurs portefeuilles afin d'investir dans l'immobilier. Les grandes firmes confirment cette tendance.

La gigantesque Dreyfus Corporation, qui gère l'un des plus grands portefeuilles du monde, admet posséder désormais 60 % de ses avoirs en bons du Trésor, contre 15 % à 20 % habituellement.

Selon le cabinet d'analyse Wilshire Associates, les actions ne représentaient plus, en juin dernier, que 46 % des avoirs des grands trust funds contre 51,2 % en septembre 1987. La part des bons du Trésor est passée, pendant la même période, à 44,4 % contre 39,4 % un an plutôt, alors que le portefeuille immobilier atteint en moyenne 4,2 % (+ 0,9).

Bien que plusieurs entreprises phares offrent un rapport cours-dividende de 9 à 10, la première firme d'investissements du pays, Merrill Lynch, conseille bruyamment à tous ses clients d'acheter uniquement des bons du Trésor... « Les liquidités ne reviendront pas à la Bourse tant que les courtiers ne gagneront pas d'argent », avoue un directeur de Paine Webber, Kant Logan, manifestement nostalgique

des temps où le Dow Jones rapportait davantage que les dividendes...

« Si les courtiers ne gagnent pas d'argent, c'est que le public se détourne d'une institution désormais totalement dominée par des mastodontes informatisés », estime Robert Ritterseier, l'ancien président d'E. F. Hutton, l'une des dix banques d'investissements avalées depuis un an par des concurrents dans des conditions qui ressemblaient à des attaques de vautours.

« Après avoir parcouru le rapport de la commission Brady », la seule étude sur le krach commandée par les autorités fédérales, « la Maison Blanche a décidé qu'il était urgent d'attendre », alors que le président du Stock Exchange, John Phelan, inféodé par nature aux grandes firmes, n'ose guère discipliner les charges spécialisées qui n'ont pas joué le rôle régulateur qui leur est dévolu.

« Tout se passe comme si les grandes firmes, capables d'encalsser les chocs, avaient persuadé les pouvoirs publics que la Bourse en tant que symbole du capitalisme populaire appartenait au passé », conclut M. Ritterseier, qui rappelle que, depuis quelques mois, les grandes maisons new-yorkaises mettent en place des systèmes informatiques encore plus perfectionnés que ceux qui avaient, en grande partie, provoqué le lundi noir.

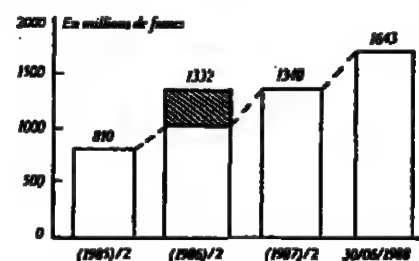
Le paradoxe de la vertu : de puissants ordinateurs, froids et infatigables, gèrent désormais la chance et assurent à ceux qui les possèdent un sentiment de sécurité d'autant plus profond que les petits joueurs, si fragiles devant les émotions, ne perturbent plus le flot irrésistible des électrons.

CHARLES LESCAUT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 1^{ER} SEMESTRE 1988.

VOUS ATTENDIEZ DES RÉSULTATS. LES RÉSULTATS SONT BONS.



ÉVOLUTION
DU RÉSULTAT NET

Le Groupe Société Générale a enregistré au 1^{er} semestre 1988 une progression de son bénéfice de 21 % malgré une concurrence bancaire accrue, une conjoncture boursière peu favorable et un nouvel effort de provisionnement important.

ACTIVITÉ SOUTENUE AU 1^{ER} SEMESTRE

Les dépôts de la clientèle ont progressé de 6,7 %, et l'encombrement des crédits de 10,4 %. La hausse des crédits aux particuliers a été particulièrement forte (26 % par rapport au 1^{er} semestre 1987 pour le réseau domestique de la Société Générale).

Les financements spécialisés et les activités de marché ont également connu un développement sensible.

PROGRÉSSION SENSIBLE DES RÉSULTATS

- Produit net bancaire : + 6,4 % par rapport à la moitié de l'année 1987.

- Frais de gestion : + 7,4 % par rapport à la moitié de l'année 1987. Cette hausse est principalement due au

développement de filiales, françaises et étrangères, dans les financements spéciaux et les activités de marché.

- Résultat brut d'exploitation : 4 776 millions de F, + 4 % par rapport à la moitié de l'année 1987.

- Bénéfice net : 1 643 millions de F (+ 22,6 % par rapport à la moitié de l'année 1987), dont part du Groupe 1 438 millions de F (+ 21 %).

AUGMENTATION DES FONDS PROPRES

Les fonds propres sont en progression réelle de 5,8 % par rapport au 31/12/1987 et de 11,7 % sur un an. Après le paiement du dividende en actions et l'émission en septembre d'obligations convertibles, l'augmentation potentielle des fonds propres est de 21,4 % par rapport au montant de juin 1988.

Pour un complément d'information, vous pouvez consulter notre service « Relations avec les Actionnaires », (Tél : 40 98 52 16 et Minitel 36.14 Code GÉNÉRALE).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui, la Renault 21 TL



La Renault 21^{TL}

510

F/mois la 1^{ère} année.

Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 29 120 F (dont 18 200 F de 1^{er} loyer majoré et 10 920 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 510 F, 12 loyers de 537 F et 36 loyers de 1375 F. Coût total en cas d'acquisition 94 274 F. Prix TTC Renault 21 TL au 1/7/88 : 72 800 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC S.A. au capital de 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex - R.C.S. Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

APPEL GRATUIT 05.25.25.25

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

Économie

LOGEMENT

L'activité de l'Office d'HLM de la ville de Paris
Un gros effort de réhabilitation

An cours d'une conférence de presse, M. Georges Perol, directeur général de l'Office d'HLM de la ville de Paris (dont M. Paul Quilès, conseiller de Paris, avait demandé la démission le 11 octobre dernier) a fait le point jeudi 20 octobre, sur l'activité de son établissement. Devenu « Office public d'habitations de la ville de Paris » (OPHVP), il a construit, de 1983 à 1988, plus de 6 400 logements neufs, sociaux ou intermédiaires, et a entrepris, depuis 1984, la réhabilitation complète des 20 000 HBM (habitations à bon marché) construits entre 1920 et

1930. Le programme, prévu sur dix ans, sera achevé en 1992. En 1988, l'OPHVP a engagé, pour 150 millions de francs de travaux d'amélioration grâce aux financements de la Ville de Paris. Enfin, M. Perol s'est expliqué à la fois sur les logements vacants (« faux procès politique (...) qui repose sur une ambiguïté soigneusement entretenue ») et sur les expulsions pour dettes. Insistant sur le fait qu'un logement vide « n'est pas forcément un logement disponible », il a chiffré à 2 000 logements (sur les 87 000 que

gère l'Office) ceux qui sont momentanément vides, soit parce que les procédures de relocation prennent souvent quelques mois, soit en raison de travaux. Au total, il n'y aurait guère qu'une centaine de logements « réellement disponibles volontairement non loués ». Quant aux expulsions pour dettes, l'Office en a pratiqué 340 en 1986, 301 en 1987 et 280 au 1^{er} octobre 1988. Dans le 13^e arrondissement (dont M. Paul Quilès est l' élu), l'Office a procédé en 1988 à 39 expulsions (pour 14 000 logements).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Caisse Centrale de Coopération Économique

EMPRUNTS
NOVEMBRE 1988
garantis par l'État

EMPRUNT 8,80 % assimilable aux emprunts 8,80 % mars et juin 1987		EMPRUNT A TAUX VARIABLE (PIBOR à 3 mois - 0,25 %)
F 500.000.000	Montant	F 400.000.000
98,52 %, soit F 4.926 par obligation	Prix d'émission	100,80 %, soit F 20.180 par obligation
2 novembre 1988	Date de jouissance	2 novembre 1988
2 novembre 1988	Date de règlement	2 novembre 1988
13 ans et 134 jours	Durée	8 ans et 40 jours
8,80 %, soit F 440 par obligation payable le 16 mars de chaque année. Pour la période du 2 novembre 1988 au 15 mars 1989, il sera versé un intérêt forfaitaire de F 100.	Intérêt	Payable trimestriellement le 1 ^{er} jeudi de chaque trimestre civil (ou le 12 ^e si le trimestre commence un jeudi). Les obligations bénéficient d'un taux d'intérêt variable égal au PIBOR (Taux Interbancaire Officiel à Paris) calculé 2 jours ouvrés avant chaque période trimestrielle et diminué d'une marge de 0,25 %. Pour la période du 2 novembre au 14 décembre 1988, il sera versé le 15 décembre 1988 un intérêt forfaitaire de F 136.
8,85 %	Taux de rendement actuel brut	Sur la base du PIBOR à 3 mois cristallisé à 7,875 %, la marge opérationnelle négative ressort à 0,45 %.
Au pair en 3 tranches sensiblement égales portant sur l'ensemble des obligations assimilées les 16 mars 2000, 2001 et 2002.	Amortissement normal (par remboursement)	Au pair, en totalité, le 12 décembre 1998.
Possible par rachat en Bourse.	Amortissement anticipé	Possible par rachat en Bourse.
Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).	Cotation	Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (voir C20 N° 98-39) du 10.10.1988 est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, 35-37, rue Deshayes d'Angoulême, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement, BALD du 17.10.1988.

TRANSPORTS

La SNCF souhaite dépenser 4,1 milliards de francs en cinq ans pour améliorer la sécurité ferroviaire

Le « rapport sur l'amélioration de la sécurité des circulations » que soumettra, mercredi 26 octobre, la direction de la SNCF au conseil d'administration de la société nationale, propose 4,1 milliards de francs de dépenses d'investissements en quatre ans dans le domaine des infrastructures, des automatismes et des équipements de sécurité et un renfort de trois cents cheminots.

Les mesures proposées s'articulent autour de trois thèmes :
« Le réseau ». Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ferroviaires lorsque les trains respectent leurs horaires. Dans le cas contraire, un retard en provoquant une multitude d'autres en chaîne, les signaux passent au jaune et au rouge, les régulateurs et les aiguilliers jonglent avec les tracés et les conducteurs doivent maintenir une attention de tous les instants. Le manque de régularité place alors le système ferroviaire à la merci d'un incident ou d'une faute humaine, notamment dans les zones de circulation dense comme les banlieues.

Les derniers incidents s'étant produits en région parisienne (Issy-les-Moulineaux, gare de Lyon, gare de l'Est), la SNCF propose donc le passage de deux à trois voies entre Argenteuil et Epône sur la ligne Paris-Mantes, la suppression du tronçon commun à Paris-Nord, aux lignes Paris-Pontoise et Paris-Montsoult (700 millions de francs) et la réalisation du tunnel permettant de relier la gare de Lyon à la station de Châtelet-Les-Halles de

façon à mettre fin au cul-de-sac de la gare de Lyon et créer une ligne D du RER (1,1 milliard de francs).

« Les automatismes ». La société nationale fait un pas de plus pour renforcer l'automatisation de la conduite des trains et parer aux erreurs humaines inévitables. Elle veut passer du stade expérimental à la réalisation d'un système de contrôle de vitesse qui arrête d'urgence un train dont le conducteur ne respecte pas la vitesse imposée par les signaux. Les quarante premières motrices seront équipées en 1989 et les balises nécessaires seront installées d'abord sur les lignes Paris-Lyon-Marseille et Paris-Tours-Bordeaux à fort trafic, avant d'être généralisées sur l'ensemble du réseau électrifié en 1994. D'autre part, la ligne C du RER (Saint-Quentin-Austerlitz-Étampes) sera équipée d'un système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance (SACEM) plus perfectionné encore vers 1991. Ces deux programmes sont évalués à 2 milliards de francs.

Enfin, seront accélérées des modifications déjà décidées comme l'arrêt de l'effort de traction en cas de freinage (accident de la gare de l'Est), ou le remplacement du signal d'alarme classique par un signal vocal (accident de la gare de Lyon).

« Les hommes ». Même si elle se l'avoue encore difficilement, la SNCF est en train de revoir la place de l'homme dans son dispositif sécuritaire. « Les connaissances théori-

ques n'ont jamais été aussi bonnes, explique M. Francis Taillanter, directeur du transport. Restent les faiblesses du comportement. Il nous faut donc déplacer progressivement les limites entre la part de l'homme et celle de l'automatisme, de façon à laisser à celui-ci la part la plus noble et la plus intelligente. Plus que la création d'une police spéciale des chemins de fer et l'amélioration de l'ergonomie de la cabine de conduite, on recitera des rapports que la SNCF a engagé une réflexion de fond sur l'ensemble de la formation initiale et continue des conducteurs et sur la validité des règlements. A moyen terme, les simulateurs de conduite (cinq disponibles fin 1989 et soixante-quinze en 1991), la vidéo et l'enseignement assisté par ordinateur formeront les réflexes des personnes appelées à gérer des situations exceptionnelles. Coût : 70 millions de francs sur quatre ans. Une quatrième journée de formation a été décidée, en 1988, pour les mécaniciens.

A court terme, chaque établissement réfléchira aux principales situations d'urgence susceptibles d'être rencontrées et des trains d'essai roulants ou fixes permettront d'éduquer les agents aux gestes essentiels pour faire face. Des expériences ont débuté en août dernier. Un nouveau rapport sur la sécurité ferroviaire sera soumis au conseil d'administration de la SNCF à la fin de 1989.

A.F.

Une nouvelle culture ?

Le rapport sur la sécurité à la SNCF doit-il être considéré comme peu novateur et bien tardif ou, au contraire, représente-t-il un stade déterminant pour une nouvelle culture sécuritaire ? Les syndicats CGT, CFTD et FGAAC (autonomes) s'étonnent de trouver dans ce rapport des mesures vieilles de plusieurs mois, voire de plusieurs années. Le simulateur de conduite avait été décidé en janvier 1986 par M. Philippe Esig, alors président, et le contrôle de vitesse par M. Philippe Rouvillois, alors directeur général, en janvier 1988. La création de la ligne D du RER est proposée depuis un an par la SNCF au Syndicat des transports parisiens, dans le cadre du futur X^e plan. Mais après tout, la société nationale n'a pas découvert la sécurité avec les catastrophes de 1988 et sa réflexion est continue en la matière, même si ses réalisations ne sont pas toujours fulgurantes.

On peut s'étonner encore que la direction ne mise pas plus sur les automatismes pour mettre enfin le chemin de fer au niveau des transports les plus performants, comme l'avion. N'est-ce pas, en effet, le seul, qui a failli depuis un an ? N'est-ce pas lui qui a coulé de regarder ses voyants à Issy-les-Moulineaux et grillé un feu rouge (un mort), qui a mis hors jeu ses trains pneumatiques et oublié de se servir des ses freins rhéostatiques à la gare de Lyon (cinquante-six morts), qui a tant bavardé avec un collègue, présent dans la cabine, qu'il n'a pas vu un feu rouge à Toulouse (dix-huit blessés), et n'est-ce pas encore l'homme qui a omis de couper le courant pour empêcher le moteur de continuer à pousser un train en gare de l'Est (un mort) ?

N'est-il pas temps de redonner certaines tâches à cet homme faillible, qui peut commettre une erreur, au

pire toutes les cent opérations et, au mieux, toutes les dix mille opérations, et de les confier à des automatismes qui, eux, ne se trompent, au maximum, qu'une fois toutes les cent millions d'opérations ?

Qui paiera ?

Tous les cadres dirigeants de la SNCF s'élèvent contre une révolution brutale. « Il n'est pas possible de gérer et de rénover de la même manière un système ancien, comme celui d'Air France - qui compte cent douze avions - et un système ferroviaire complexe comme le nôtre, qui utilise dix mille engins moteurs », souligne M. Jean Costet, directeur général. « Nous ne pouvons nous défaire sans risque d'un système de sécurité conçu au début du siècle et basé sur l'homme, parce que les automatismes n'étaient pas fiables à cette époque, renchérit M. Roger Gérin, directeur général adjoint.

La modernisation et la refonte de la formation initiale et continue - enfin décidées - des conducteurs ou des aiguilliers préparent un nouveau rapport homme-machine, une nouvelle culture, qui ne se réalisera pas en un seul jour. Il ne faudra pas tarder à mettre en place cette pédagogie, pour que la mutation s'effectue sans à-coups.

Mais qui financera ce réel effort pour rénover et accroître la sécurité

ferroviaire, étant entendu que la SNCF devra, dans le même temps, ajouter à ces 4 milliards de francs les 20 milliards de francs du TGV-Nord ? « La SNCF », répond le gouvernement, qui ne veut pas entendre parler des conflits possibles entre dépenses commerciales et dépenses sécuritaires au sein d'un budget nécessairement limité.

« Nous intégrerons dans notre budget 1989 les dépenses prévues par le rapport », répond M. Costet qui entend également lier les pouvoirs publics. « La SNCF valorise la sécurité à un très haut niveau, dit-il, avec l'accord des pouvoirs publics. Pour qu'elle ne soit pas dévalorisée par rapport au transport routier qui ne paie pas ses infrastructures, pour qu'elle conserve cette qualité de sécurité, je proposerai qu'il en soit tenu compte dans la contribution du budget de l'État pour les infrastructures, qui lui sera versée au cours du prochain contrat de plan. »

Autrement dit, la SNCF demande à l'État de prendre, avec elle, ses responsabilités en la matière. Comment les gouvernements, qui changent pour un oui ou un non les présidents de la SNCF, qui lui fixent le montant de ses investissements, des augmentations salariales de ses agents et des modifications de ses tarifs, pourraient-ils se soustraire à cette défense du service public ?

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'OFFICE NATIONAL DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE (O.N.C.P.B.) au CAMEROUN a signé le 29 septembre 1988 avec la BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS - GROUPE SANPAOLO en tant que Chef de File et Agent, et la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE en tant que Co-Chef de File d'un pool réunissant 17 Établissements financiers, un crédit de 200.000.000 de francs français destiné à préfinancer des contrats d'exportation de café/cacao.

C'est la première fois que l'O.N.C.P.B. se présentait sur le marché pour une opération de cette nature.

La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS sous la présidence de M. MELINGUI, Directeur Général de l'O.N.C.P.B., de M. LECCHI et de M. ROCCA, respectivement Directeur Général et Directeur des Relations Internationales de la BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS.

Banque Vernes
& Commerciale de Paris

52, avenue Hoche - 75008 Paris

GROUPE SANPAOLO

UNION FINANCIÈRE DE FRANCE
BANQUE

Le résultat net du groupe pour le premier semestre 1988 s'élève à 79,5 millions de francs.

Ce résultat semestriel consolidé confirme l'hypothèse retenue d'un résultat net de 168 millions de francs pour l'exercice 1988, soit une progression de 17 % par rapport à celui enregistré en 1987.

Le bénéfice net consolidé par action s'élève à 45,40 F, soit, sur la base du cours actuel du titre, un ratio cours-bénéfice (PER) de 8,8.

Le dividende brut susceptible d'être proposé au titre de l'exercice 1988 pourrait atteindre 27,75 F par action (contre 24 F pour l'exercice précédent), soit une rémunération brute proche de 7 %.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	A.L.T.O.	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNÉES	AEDIFICANDI	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
Orientations	Obligations françaises	Obligations étrangères et étrangères	60% minimum actions françaises (CEA & Monory)	Valeurs françaises dominantes	Placements à carrière immobilière	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1988						
- Nombre d'actions en circulation	8.316.117	4.053.967	1.015.096	1.401.570	5.721.333	3.126.338
- Actif net total (en millions de F)	1.478,57	838,30	452,87	780,12	3.258,41	1.259,34
réparti comme suit :						
a) France :						
- obligations classiques et indexées	95,6 %	45,1 %	30,9 %	25,3 %	39,1 %	29,3 %
- obligations convertibles	4,4 %	54,9 %	69,1 %	74,7 %	60,9 %	70,7 %
- actions	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
- titres de créances négociables	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
b) Étranger : actions et obligations	0,0 %	43,9 %	0,0 %	24,9 %	0,0 %	46,0 %
c) Disponibilités + SICAV de trésorerie	3,5 %	8,9 %	5,6 %	8,4 %	0,0 %	24,0 %
- Valeur liquidative de l'action (en F)	17,27	206,70	446,17	543,12	569,53	402,82
PERFORMANCES AU 30 SEPTEMBRE 1988 (dividende net réinvesti lors du détachement)						
- sur une période de 5 ans (depuis le 30.09.83)	+ 88,7 %	+ 47,9 %	+ 178,5 %	+ 131,5 %	+ 139,5 %	+ 52,7 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 30.09.78)	+ 245,3 %	+ 245,3 %	néant	+ 436,3 %	+ 446,3 %	+ 322,6 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de
la BANQUE WORMS
45, Boulevard Haussmann, 75008 PARIS (Tél. 42.66.90.10)
et dans ses diverses agences

50 من الأصل

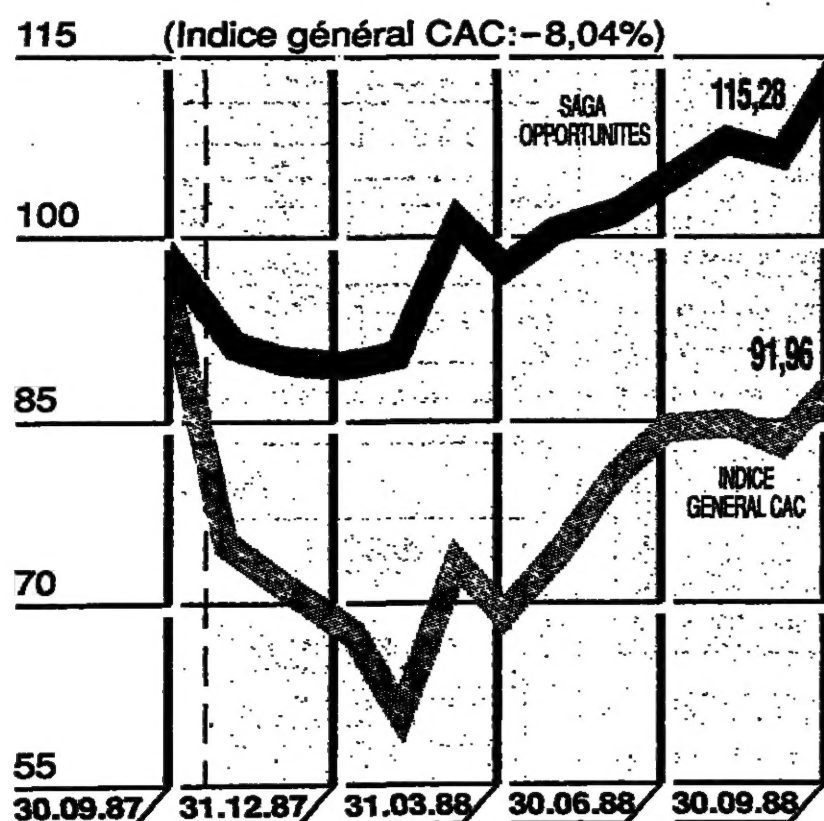
1er OCTOBRE 1987

1er OCTOBRE 1988

VENEZ PASSER LE PROCHAIN KRACH BOURSIER AVEC NOUS

SAGA OPPORTUNITES
SICAV actions diversifiées

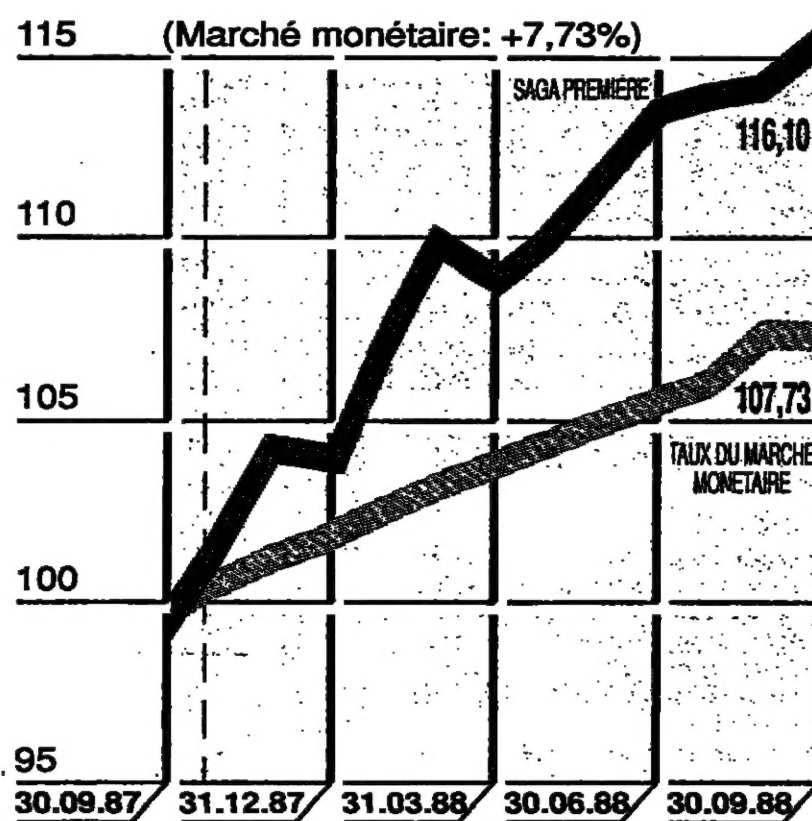
+15%



Performance annuelle base 100 au 30.09.87

SAGA PREMIERE
SICAV obligations première catégorie

+16%



Performance annuelle base 100 au 30.09.87


**BANQUE
SAGA**

NUMERO VERT

APPEL GRATUIT

05.06.33.33

33, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris

Stand n° T210 au Forum de l'Investissement les 21, 22, 23 octobre 1988

Marchés financiers

Tournure inattendue d'une OPA

Epeda victime d'un accord Valeo-Chargeurs

Enlèvement ou lutte sans merci, la prise de contrôle d'Epeda-Bertrand Faure (EBF), deuxième équipementier français, numéro un européen du siège automobile, semblait promise à l'une de ces deux issues. Les exemples de la Société Générale de Belgique et de la Télémeccanique étaient là pour en témoigner.

L'accord-surprise conclu dans la nuit du 18 au 19 octobre par les deux ennemis virtuels, l'attaquant Valeo et le défenseur Chargeurs SA (le Monde du 20 octobre), inaugure une troisième voie, où, de toute façon, la proie convoitée laissera des plumes.

En lançant une offre publique d'achat commune sur la totalité du capital d'EBF, soit 3,3 millions de titres à 1 100 F l'action, Valeo comme Chargeurs SA s'évitent la surenchère dans laquelle chacun risquait de se trouver entraîné pour obtenir le contrôle d'EBF. De fait, aucun des deux n'aura la majorité puisque le holding (au capital de 1,5 milliard de francs) qui lance l'OPA (offre publique d'achat) sera détenu à 45 % par Valeo, à 20 % par Chargeurs SA et à 35 % par huit institutionnels déjà présents dans le tour de table d'EBF. Mais les sommes investies (675 millions pour Valeo, 300 millions pour Chargeurs SA) représentent une belle économie par rapport à celles envisagées dans les deux montages précédents : 2,4 milliards pour l'offre publique d'échange lancée par Valeo, quelque 2 milliards pour le « Chevalier blanc » Chargeurs SA dans la contre-offre lancée par la banque Worms et Lazard.

Des engagements moraux

Le principal intéressé, EBF, hostile à l'attaque menée contre lui par Valeo, premier équipementier français, dont l'actionnaire principal est l'italien Carlo De Benedetti, et parti à la recherche d'un défenseur, n'aura guère eu son mot à dire. En apparence, les principes qui l'avaient fait s'opposer à son attaquant, sont adoptés par les deux partenaires et notamment par Noël Goutard, patron de Valeo, qui n'avait jamais caché son intention, en cas de réussite de son opération, de ne garder que les activités automobile de sa conquête. L'accord conclu prévoit le maintien de l'équipe dirigeante et de l'intégrité d'EBF. Mais de tels engagements n'ont qu'une valeur morale et tôt ou tard le statu quo ne sera plus viable. Ne serait-ce qu'au départ à la retraite de Pierre Richier, patron d'EBF, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans.

Mais les changements peuvent intervenir plus vite. Le montage même de l'OPA le laisse entrevoir. Avec 1,5 milliard de francs de capitaux, mais quelque 2 milliards de dettes (si tous les titres sont présentés à l'offre), le holding actionnaire d'EBF devra « se payer sur la bête ». Il sera tenté alors de céder des activités périphériques mais rentables comme les bagages Delsey ou les matelas Epeda et Mérimos. Sans parler de la branche armement de Luchaire dans le giron d'EBF depuis 1987.

Rien n'est figé non plus en ce qui concerne les deux nouveaux alliés. Les pourcentages respectifs montrent assez quelle est la logique industrielle qui doit l'emporter. Le regroupement de l'équipement automobile autour de Valeo paraît plus naturel, même si Chargeurs SA a des liens de fournisseur textile important pour les sièges automobiles d'EBF, mais aussi pour sa literie et ses bagages.

L'inconnu Seydoux

Comment Jérôme Seydoux et Noël Goutard qui ont un passé de cohabitation chez Schlumberger et aux Chargeurs coexistèrent-ils ? Si ces liens ont permis la signature de l'accord du 19 octobre, qu'en sera-t-il pour l'avenir ? En prenant la présidence du holding actionnaire d'EBF, Chargeurs SA semble bien laisser la direction opérationnelle à Valeo, et notamment le poste de directeur général qui devrait être créé chez EBF.

Malgré les affirmations des maisons Worms et Lazard, qui ont « recruté » le défenseur d'EBF en la personne de Jérôme Seydoux, peut-on réellement penser que celui-ci ait décidé de mener une stratégie offensive dans l'équipement automobile ? En l'absence de commentaires de la part des Chargeurs, il est permis de tout imaginer. Mais il ne faut pas oublier qu'en Jérôme Seydoux l'industriel se double d'un redoutable financier comme l'ont prouvé certaines de ses opérations récentes, telle la vente de sa filiale Spontex. Qui peut affirmer que sa présence dans EBF est un investissement à long terme ?

Le dossier EBF et ses rebondissements illustrent, en tout cas, le changement de mentalités en France. L'époque paraît révolue où les États-majors des entreprises pouvaient en toute tranquillité compter sur le soutien indéfectible de leurs actionnaires et notamment des investisseurs institutionnels.

CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIR : RESULTAT CONSOLIDE DE 82 MILLIARDS DE LIRE (+14,5%) POUR LE PREMIER SEMESTRE 1988.

Milan, le 13 octobre 1988

Le résultat consolidé du groupe CIR pour le premier semestre 1988 s'est élevé — avant impôts et intérêts minoritaires — à 82 milliards de lire à comparer à un chiffre de 71,6 milliards pour le semestre correspondant de 1987 (+14,5%). Ce résultat n'inclut pas la plus-value sur la cession de Buitoni et Perugini à Nestlé réalisée au mois de juillet.

En raison des changements notables décidés au premier semestre mais non encore réalisés, le bilan au 30 juin a une valeur informative limitée ; il ne prend pas en compte l'impact des modifications de structure qui ne seront effectives que dans les mois suivants : intégration de Sabaudia, augmentation de capital de Cerus, cession de Buitoni-Perugini et projet de fusion consociatif.

Après prise en compte de ces événements, la valeur des participations ressort à environ 3 900 milliards de lire et la situation nette s'élève, tiers inclus, à 2 600 milliards de lire, la part des intérêts minoritaires étant de 800 milliards de lire. Les valeurs immobilières sont financées, pour le solde, par des crédits à long et moyen terme.

L'ensemble des sociétés contrôlées et associées faisant partie du groupe CIR en Italie et dans d'autres pays a réalisé un chiffre d'affaires semestriel (hors Buitoni et Société Générale de Belgique) de plus de 6 900 milliards de lire (+17,4% par rapport au premier semestre 1987). La trésorerie couvre la quasi-totalité de l'endettement financier agrégé du groupe, à court terme et à long terme.

Au 30 juin 1988, le groupe employait 102 800 personnes.

Toutes les sociétés contrôlées ou associées dans l'orbite du groupe CIR, qu'elles soient dans le secteur industriel ou financier, font preuve d'une bonne progression tant pour ce qui est du chiffre d'affaires que pour celui du résultat.

CIR sur Minitel,
composez le 36.16
LM BOURSE/CERUS.

CIR

NEW-YORK, 19 octobre

Repê

Le premier anniversaire du grand krach d'octobre 1987 s'est déroulé, mercredi, à Wall Street dans l'indifférence générale. « Un non-événement », disaient les uns. Une journée comme les autres, pour le plus grand nombre. Quant au marché, après être monté, la veille, à son plus haut niveau depuis le triste événement, il a redressé la pente en raison des inquiétudes causées par la hausse des prix du pétrole. A la clôture, l'indice des Industrielles avait reperdu 22,58 points, à 2 137,27. Le bilan général a été assez mitigé. Sur 1 987 valeurs traitées, 915 ont baissé, 550 ont monté et 492 n'ont pas varié.

Sans la poussée des prix pétroliers, qui a ravivé les craintes inflationnistes, le marché se serait probablement stabilisé, estimait le plus grand nombre autour du Big Board. D'une façon générale, le sentiment était assez bon. Un professionnel assurant que la Bourse n'avait pas épuisé sa capacité à monter et qu'une hausse de 5 % à 8 % était encore possible à court terme. L'activité a encore augmenté, et 186,35 millions de titres ont été échangés, contre 162,5 millions la veille.

VALEURS	Cours de 18 oct.	Cours de 19 oct.
Alcoa	55 1/8	54 3/8
AT&T	27 3/8	26 7/8
Bear	67	66 3/8
Chem. Bank	82 1/8	82 1/8
De Pont de Nevers	82 1/2	83 3/8
Eastman Kodak	48 5/8	48 1/2
Gen. Motors	56 1/4	54 5/8
Ford	52 3/8	51 1/2
General Electric	44 5/8	44 1/8
General Motors	56 1/8	55 1/8
Goodrich	51 3/4	51 3/8
IBM	124 1/4	122 1/4
ITT	42 1/8	42 1/8
ITT	45 1/4	45
Philips	58 1/4	58 3/8
Schlumberger	45 1/4	44 3/4
UAI Corp. en Algérie	98 1/4	98 7/8
Union Carbide	28 1/8	28 1/2
US Steel	54 3/4	53 7/8
Westinghouse	54 3/4	53 7/8
Xerox Corp.	58 1/8	57 5/8

LONDRES, 19 octobre

Légère progression

Séance placée sous le signe de la prudence, mercredi, à la City, où l'indice Footsie a terminé en hausse après avoir réduit ses gains. Il clôture en progression de 5,5 points, à 1 825,5 (+0,2 %), alors qu'il avait gagné 10,4 points le mardi d'avant. 595 millions de titres ont été échangés, contre 561,8 millions mardi. A la veille de la publication des chiffres de la masse monétaire britannique, les investisseurs restent mesurés dans un marché actif. La cotation des actions de la compagnie d'assurances britannique Abbey Life a été suspendue dans l'attente d'une annonce. Les boursiers évoquaient alors un accord avec la banque de dépôt Lloyds. Le conglomérat Lomby, qui s'était fortement apprécié jusqu'ici durant les séances précédentes, s'inscrit en repli, de même que les brasseries Scottish and Newcastle. Le groupe de construction mécanique et électrique Hawker Siddeley indiquait que son bénéfice imposable était en hausse de 10,3 %, à 80,6 millions de livres (810 millions de francs). Sur le marché obligataire, les fonds d'Etat étaient en baisse. Les mines d'or étaient aussi en repli.

FAITS ET RESULTATS

● Les actions NTT vendues 200 millions d'actes en 1987. — La troisième tranche d'actions de Nippon Telegraph and Telephone (NTT), le géant japonais des télécommunications, privatisées en avril 1985, a été vendue au public, jeudi 20, et vendredi 21 octobre, à un prix inférieur de 25,5 % à celui de la seconde tranche offerte en novembre 1987. Le prix de vente de 1,9 million de yen (91 000 F) par action a été fixé à 3,5 % en dessous du cours de clôture du titre mercredi 19 octobre. Toutefois, l'enthousiasme des investisseurs individuels était refroidi depuis le krach, le ministre des finances a décidé de réduire de 450 000 titres cette troisième offre, 1,5 million d'actions sont mises en vente, contre 1,9 million pour les deux premières tranches. La vente globale des titres devrait rapporter près de 14 milliards de francs.

● Eurotunnel tire sur sa ligne de crédit. — Le consortium concessionnaire tunnel sous la Manche, Eurotunnel, a reçu l'aval de deux cent neuf banques internationales pour tirer, pour la première fois, sur sa ligne de crédit de 40 milliards de francs (auquel s'ajoute un prêt action de 10 milliards de francs). Les fonds devaient lui parvenir au début du mois de novembre. MM. André Bénard et Alastair Morton, coprésidents d'Eurotunnel, ont déclaré à cette occasion : « Nous avons, jusqu'à ce jour, utilisé les fonds provenant des actionnaires. Les banques prennent aujourd'hui le relais prévu dans le plan de financement du projet. »

PARIS, 19 octobre

Bon anniversaire

La Bourse a célébré avec faste le premier anniversaire du krach, s'offrant pour l'occasion une hausse appréciable. L'indice des Industrielles, qui avait ouvert la séance sur un gain de 0,5 %, progressait ensuite rapidement pour atteindre 1,36 %. Rien à voir avec le mouvement de panique observé un an plus tôt. Au contraire, un certain calme régnait sur le marché. Les investisseurs étaient encouragés par la fermeté de Wall Street la veille et par l'annonce de l'augmentation de la production industrielle française durant l'été (+0,7 % en juillet-août par rapport à juin). Toutefois, la faiblesse du franc les inquiétait, mais certains espéraient une détente sur les taux d'intérêt en Allemagne pour atténuer les frictions entre le deutschemark et le franc. D'autres, enfin, redoutaient une extension des conflits sociaux, la journée de jeudi devant être révélatrice des tensions existantes sur ce front.

Cette séance consacrée à la réponse des premiers dote des fermes, et à la veille de la liquidation du terme de septembre, l'avance depuis le début du mois dépasse les 4 %.

Une fois encore, les « opéables » ont dominé la séance avec en premier lieu Epeda-Bertrand Faure. A la surprise générale, les deux protagonistes Valeo et Chargeurs sont parvenus à un accord et se proposent d'acheter l'intégralité du capital d'Epeda au prix de 1 100 F par action. GTM était également très entouré, tout comme Vallourec et la Société Générale.

La Financière Saunier-Châtillon lançait une OPA sur la société de portefeuilles Enell-Bretagne, des modalités de l'offre précisant que les actionnaires d'Enell pourront céder leurs titres au prix de 225 F ou échanger leurs actions contre 11 titres Saunier-Châtillon pour 10 titres Enell-Bretagne.

Sur le MATIF, on notait une certaine fermeté. Le contrat de décembre s'appréciait de 0,24 %.

TOKYO, 20 oct.

Avance

Encore une bonne séance à Tokyo. Apparemment influencé par l'anniversaire historique du krach, le marché a poursuivi son avance. Le mouvement s'est accentué dans la journée. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait déjà progressé de 62,36 points. A la clôture de la journée, il s'établissait à 27 390,55 (+96,66 points).

Les courtiers attribuaient la bonne tenue de la Bourse à la décision de la Banque du Japon de favoriser une détente sur le front des taux d'intérêt. Le marché obligataire s'est encore raffermi.

Les sidérurgiques, les chantiers et les lignes d'équipement ont été recherchés. Bonne tenue de la distribution, du bâtiment et des pétroles. Baisse des chimiques et des imprimeries.

VALEURS	Cours de 19 oct.	Cours de 20 oct.
Air	530	550
Belgische	1 220	1 210
Celanese	1 320	1 290
Chem. Bank	3 120	3 120
Hawker Siddeley	1 580	1 600
Hawker Siddeley	2 340	2 380
Industrie Heavy	550	550
Sony Corp.	6 200	6 210
Toshiba Motors	2 500	2 470

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AEP SA	286	287	La Commande Electra	311	320
Amis & Associés	261	262	Le 1er livre du monde	250	291
Anglo	251	252	Lois Investissement	258	299 50
BAC	358	358	Lozange	...	184
B. Dancy & Associés	302	302	Martin Immobilier	...	...
BICM	546	546	Messing, Messing	132 10	132
BIP	624	624	Messing Interim	483	485
Borin	387	380	Messing Interim	136 50	136
Bouffard Technologies	845	840	MILMA	552	582
Bouffard	1050	1050	Molier	228	228
CBIS de Lyon	1450	1382	Moulin-Delorm	...	735
Colson	708	708	Moulin-Delorm	...	185
Caill	880	880	Oliveri-Laplanche	...	386
CAI de Fr. (CCI)	265	265	P.F.A. SA	430	430
CATC	137 80	138	Probourg (C. à R. P.)	...	...
CDME	1118	1110	Présence Assurance	408	400
C. Equip. Ind.	310	310	Publicis, Filippacci	...	442
CEGID	782	783	Ronal	680	707
CESEF	1021	1030	St-Sébastien	...	1485
CEP-Communication	780	782	St-Sébastien	...	221
CEI International	550	555	S.C.G.P.M.	...	...
Cemets d'Orléans	550	555	Ségis	350	391
CEML	380	380	Sema-Moto	470	508
Concept	242	240	S.E.P.	...	1461
Conseil	528	528	SEPA	...	1328
Coval	172	172	St-Sébastien	...	302
Dalme	1050	1050	S.M.T. (S.M.T.)	...	882
Danville	850	850	Sopra	...	314
Davilly	885	882	TF 1	280	281 50
Donald-Lafite	1040	1040	Unilog	189 80	188 50
Editions Bédouin	107 10	105	Union Franc. de Fr.	404	404
Eyrolles Invest	26 50	26	Valeurs de France	335	335
Favard	231 80	237			
St-François (R. B. S.)	228	228			
Gaillard	510	525			
ICC	228	228			
IMA	216	225			
LEF	107 80	109			
NE	167 50	161			
St-Michel Service	410	410			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 19 octobre 1988

Nombre de contrats : 17 005

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Décembre	Mars
		Dernier	Dernier
Accor	528	29	-
CCF	328	38	-
EN-Argenteuil	368	7,50	15,50
Lafarge-Coppée	1 400	65	182
Michelin	180	12	18,10
MIL	1 645	185	155
Paribas	488	23,80	37
Peugeot	1 108	131	155
Saint-Gobain	560	42	62
Société Générale	440	86	90
Thomson-CSF	180	15	23,60

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 oct. 1988

Nombre de contrats : 49 716

COURS	Déc. 88	Mars 89	Jun 89
Dernier	106	105,60	105
Précédent	105,80	105,40	104,75

Options sur notionnel

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Marchés financiers

BOURSE DU 19 OCTOBRE

Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -			
1000	C.A.E. 3% s.	2086	3690	3690	- 0.06	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1005	B.A.P. T.P.	1062	1040	1050	- 0.19	1005	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1005	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1005	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1120	C.F.P. T.P.	1181	1131	1131	- 0.11	1120	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1120	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1120	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1125	Cl. Lyaux T.P.	1147	1126	1126	- 1.05	1125	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1125	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1125	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1220	Normal T.P.	1262	1260	1260	- 0.15	1220	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1220	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1220	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1228	Phosph. Port.	1260	1260	1260	- 0.15	1228	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1228	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1228	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1230	St-Gobain T.P.	1250	1251	1250	- 0.02	1230	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1230	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1230	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1231	Thomson T.P.	1240	1245	1245	+ 0.40	1231	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1231	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1231	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
400	Accor	520	520	528	+ 1.54	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2100	Alcan	1402	1402	1402	+ 2.40	2100	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2100	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2100	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1380	Al. Suprem.	1396	1400	1400	+ 0.28	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1380	A.L.S.P.	1318	326	329	+ 3.13	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1380	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
340	Aluminium s.	396	369	369	+ 0.33	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1520	Aluminium f.	2151	2160	2160	+ 0.05	1520	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1520	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1520	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1000	Amesbury s.	1008	1008	1008	+ 0.08	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1000	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
600	Am. Extrac.	609	605	651	- 2.69	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
730	B.A.P. s.	411	410	417	+ 1.46	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
730	B.A.P. f.	411	410	417	+ 1.46	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
800	Bell Investm.	630	328	328	+ 1.38	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
800	B.L.P. s.	318	320	319	+ 0.16	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	800	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
470	Cl. Bessière s.	600	600	480	- 2	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
470	Cl. Bessière f.	406	406	402	- 0.02	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
400	Bleghy s.	513	513	513	+ 0.02	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	400	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1050	Bleghy (M.)	1110	1120	1120	+ 0.90	1050	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1050	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1050	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
820	Bis s.	804	806	825	+ 2.31	820	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	820	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	820	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
730	C.A.S.	2247	2254	2277	+ 2.86	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	730	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2670	Bouillon s.	670	670	670	+ 0.33	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
470	Bouillon f.	670	671	625	- 0.70	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
50	B.P. France s.	63	62	60	- 0.27	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
50	B.P. France f.	63	62	60	- 0.27	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	50	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
640	B.S.M. s.	5990	5990	5990	+ 1.87	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
640	B.S.M. f.	5990	5990	5990	+ 1.87	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	640	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2300	Cap Gen. s.	2350	2350	2330	- 0.05	2300	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2300	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2300	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
470	Caracot s.	467	480	488	+ 0.33	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	470	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2670	Caracot f.	2708	2708	2723	+ 1.04	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	2670	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
152	Cas. s.	167	167	167	+ 0.04	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
152	Cas. f.	167	167	167	+ 0.04	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	152	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
130	Casino A.B.P.	113	113	117	+ 0.35	130	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	130	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	130	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1240	C.C.M.C.	115	1130	1130	- 2.16	1240	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1240	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1240	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
600	Casino s.	627	630	630	+ 0.48	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	600	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
415	Casino f.	380	398	404	+ 3.29	415	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	415	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	415	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1270	Casino s.	1278	1278	1278	+ 0.83	1270	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1270	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1270	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
340	C.A.E.	348	353	351	- 0.80	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	340	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1250	C.A.L.P.	1206	1211	1219	+ 1.16	1250	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1250	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1250	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1170	Chargers s.	1180	1186	1220	+ 3.38	1170	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1170	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1170	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1200	Chargers f.	1180	1186	1220	+ 3.38	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1200	Chargers s.	1180	1186	1220	+ 3.38	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	1200	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Prem		

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (seflection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
A.A. A.	865	873	France Press	100 93	57 59	Panorama Recette	173 94	170 53
Action	212 82	207	Franco Régions	1023 57	983 76	Pavlov	614 01	598 13
Action France	465 13	448 32	Front Associations	27 09	27 09	Pharm. Production	254 23	252 57
Actions affectées	597 71	540 23	Front-Spagne	27 86	27 86	Pierre Investiss.	82 03	651 68
Affilié	597 65	575 96	Frontopoli	32 63	32 15	Placement A.C.	95 12	95 12
A.G.E. Actions Int. C.P.I.	1070 09	1044 58	Frontocrit	11047 43	11047 43	Placement Gt-Grande	1204 12	1204 12
A.G.E. BDO	958 38	951 59	Fronteur	247 82	243 56	Projet A.C.	5927 74	5927 74
A.G.E. ECU	1073 73	1074 08	Frontism	704 95	705 72	Publicité et Presse	5485 86	5485 86
A.G.E. Frontier	105 70	103	Frontisme	27 01	26 36	Publinter	124 12	109 11
A.G.E. Frontis	103 49	112	Frontist	4308 98	4296 14	Publication Obligat.	10533 39	10531 64
A.G.E. Invest	110 13	91 91	Frontist	577 11	559 98	Prud'homme Econom.	111 07	108 68
A.G.E. OBUS	1037 07	1031 06	Fronti-Prom	11235 71	11040 11	Put Association	22704 67	22704 67
A.G.E. S.O.S.	10222 01	10222 01	Frontopol	1150 35	1150 35	Quart.	1120 11	1122 22
Anglo	516 28	570 82	Gardien	5322 21	5307 42	Quatre-quatre Nations	1 00	1 05
Altal	235 47	208 65	Gazette Associations	93 67	147 35	Receiv.	169 91	194 44
AL.T.O.	187 09	180 31	H.M.M. Monnaie	10337 49	10337 49	Revisions Titulaires	5500 60	5553 07
Amor-Ges	5816 28	5861 63	Hallem	1197 01	1057 45	Revers Vert	1176 31	1157 94
Associés-Motor	694 31	687 82	Inventif	12189 13	11729 83	St-Herbert Assoc.	1611 25	1408 05
Asphalte	556 53	538 97	Intercontinental Finance	452 80	438 70	St-Herbert St-Invent.	779 14	743 81
Aviation court term	556 53	5558 37	Invent. Off.	15172 84	15142 35	St-Herbert Pacific	542 18	518 08
Banc	1161 15	1185 41	Invent. Obligat.	18639 34	18572 10	St-Herbert P.M.E.	476 05	485 47
Banc Finar	311 12	300 89	Jacquet	187 21	191 78	St-Herbert Prod.	11754 38	11707 55
Capital	1407 90	1388 09	Japara Group	238 62	235 08	St-Herbert Rendement	11891 28	11822 10
Carr. C.L.C.	104 07	101 04	Lullin-Anglais	241 33	230 39	St-Herbert Tech.	937 33	887 82
Chem	117 76	112 42	Lullin Europe	253 98	242 46	St-Herbert Techno.	791 27	723 65
Fin Intercontinent.	113 86	108 70	Lullin Expansion	376	289 47	St-Herbert Value	1615 87	1514 35
Fin Par	2943 77	2835 98	Lullin-France	314	263 68	Sisal-Tech	10813 14	10813 14
First Associates	1794 37	1724 56	Lullin-Immobilier	238 20	222 46	Silicon Computers	516 97	501 91
Capital Plan	284 55	272 56	Lullin-Japan	379 70	387 48	Siraden Capital Inv.	733 82	722 58
Compt. Plan	28 40	27 18	Lullin-Lib.	147 26	140 18	Slow-Associates	1432 85	1430 71
CIP Inter AG Actival			Lullin-Rend.	207 76	198 33	S.F.E. et de de	740 06	618 16
Compustat	5591 70	5598 07	Lullin-Telero	345 89	331 21	Slow Stock	366 61	347 07
Compustat	1119 08	1098 33	Lutidale	5140 20	5132 50	SOL	1339 25	1276 53
Conventions	333 32	347 51	Lux-Associations	11763 05	11763 05	S.U.E.	783 03	749 04
Credit Bank	620 78	476 95	Lux-Beneficiaries	23779 73	23720 43	Shadowne	656 25	640 39
Credit Bank	620 78	476 95	Luzipha	758 58	751 07	Sham	415 38	404 27
Danco-Invest	1037 14	961 47	Lux Teler	2095 64	2064 89	Shimizu	211 45	209 38
Danco-Social	283 72	242 22	Luxed Bureau Investm.	459 10	443 20	SHN	428 18	416 72
Danco-Solution	140 72	134 74	Levi portfolio	656 13	657 02	SIN	1185 15	1185 15
Doric	1205 61	1187 98	Méditerranée	189 96	189 23	Singapore	346 57	333 08
Essential Movements	30773 40	30773 40	Medit	423 21	404 82	Singapore	1024 60	978 14
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773 40	30773 40	Mediterranean Investment	9532 30	9532 30	Singer	1331 95	1271 55
Essential Movements	30773							

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 18/10	COURS à 200
Extrait (100 l)	8 180	8 174	8 228
ESU	7 727	7 727	7 727
Graines (100 GMS)	341 220	341 340	341 300
Graines (100 P)	18 278	18 288	18 810
Peys (100 l)	302 890	302 750	292 850
Dynamite (100 kg)	88 478	88 478	88 478
Graines (100 l)	82 340	82 425	89 450
Graines (100 GMS)	10 792	10 818	10 845
Graines (100 l)	4 163	4 167	3 800
Graines (100 GMS)	4 163	4 167	3 800
Graines (100 l)	403 890	404 220	391 500
Graines (100 l)	59 180	59 180	59 180
Graines (100 l)	48 540	48 585	47 825
Graines (100 l)	5 168	5 185	4 705
Graines (100 l)	4 135	4 135	3 700
Graines (100 l)	5 135	5 135	4 775
Graines (100 l)	4 862	4 864	4 910

Marché libre de l'or

MORUAJES ET DEVISES	COURS par franc	COURS 19/10
Or fin (Bâle au gramme)	82200	81900
Or fin (au lingot)	82500	81950
Pièces françaises (20 fr)	486	486
Pièces étrangères (10 fr)	356	..
Pièces suisses (20 fr)	618	615
Pièces belges (20 fr)	474	473
Souverains	602	601
Pièces de 20 dollars	2340	2280
Pièces de 10 dollars	1450	1470
Pièces de 5 dollars	..	..
Pièces de 100 florins	3085	3075
Pièces de 10 florins	481	489
Or Londres	413 05	410 80
Or Zurich	412	411
Or Hongkong	413 35	..
Argent Londres	..	..

.....	201	200
.....	978
.....	210	210

F. Foccolone	110 30	103
.....	180	.....
.....	324	.....
Inv. (Costa)	849	880
.....	86	66
.....	555	753
.....	170	.....
Service (Banc)	15 40	.....
.....	728	.....
.....	362	362
.....	259 60	251
.....	177 90	178 20
.....	55 30	.....
.....	389	.....
.....	551	556
.....	380	.....
.....	137 10	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les ouvertures diplomatiques de la Corée du Nord. 4 La situation en Algérie. 5 La visite du premier ministre polonais en URSS. 6 Yougoslavie : les travaux du comité central de la ligue communiste.	7 La discussion du budget à l'Assemblée nationale. 8 Les questions d'actualité « au cas par cas, et non au coup par coup ». 9 Les traskistes dans les coordinations. 10 La préparation des élections municipales et européennes.	12 La procède de deux nationalistes coréens. 13 Les prix Nobel 1988. 27 M. Lionel Joseph à « Questions à domicile ».	23 Cinéma : les Eternels du cinéma français (1930-1980) : Prisonniers ; Rambo III. 24 Théâtre : Minetti, de Thomas Bernhard, à Botigny. 25 Communication.	28 Controverse autour de l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires. 29 La conférence de l'OPEP à Madrid. 30 Un rapport de la SNCF pour améliorer la sécurité ferroviaire. 32-33 Marchés financiers.	La météorologie nationale était en grève, nous se souvenons pas en mesure de donner ses prévisions. Abonnements 2 Annonces classées 29 Cartes 26 Mots croisés 26 Télévision 26 Spectacles 25	Grèves : le point sur chacun des conflits JOUR Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 36-15 tapez LEMONDE Dialoguez avec les USA pour 1 franc par minute avec la messagerie internationale DIA Tous les jeux du Monde JEU 36-15 tapez LM

La grève nationale dans la fonction publique

Le mouvement semble bien suivi

La grève nationale dans la fonction publique et dans une grande partie du secteur public, à l'appel des syndicats, ce jeudi 20 octobre, semblait bien suivie dans la matinée, entraînant d'assez fortes perturbations.

A la SNCF, sur l'ensemble du réseau grandes lignes, un train sur deux circulait dans la matinée et le trafic du TGV était normal. Sur la banlieue parisienne, la direction recensait un train sur trois sur les réseaux Paris-Est, Paris-Nord, Saint-Lazare et sur la ligne C du RER, deux trains sur trois à Montparnasse et un sur deux gare de Lyon. Le service régional était fortement perturbé à Marseille, Nantes — où les transports en commun sont paralysés — Bordeaux et Strasbourg, où le trafic n'était assuré qu'à

25 %. Le trafic était nul à Toulouse. La fédération des cheminots CFDT a appelé à « des assemblées générales unitaires convoquées par les intersyndicaux pour décider des revendications et des actions à poursuivre (...) et à organiser les suites de l'action par la mise en place de comités de grève ».

A la RATP, le trafic était également touché : à 10 heures, le métro fonctionnait à 70 % mais on s'attendait à des perturbations beaucoup plus fortes en milieu de journée et en soirée. Sur le RER, la ligne A, assurée à un tiers en début de matinée puis en totalité à 10 heures, devait être de nouveau très perturbée. La ligne B fonctionnait à 90 %. Tous les syndicats de la RATP (à l'exception de la CGC) ayant appelé à la grève,

on notait 40 % de grévistes dans les autobus dont le trafic n'était assuré qu'à 60 % (contre 10,8 % de grévistes le 18 octobre).

A EDF, les baisses de production étaient limitées (de l'ordre de 7 800 mégawatts contre 20 000 le 18 octobre), ce qui n'entraînait pas de délestages pour la clientèle. La CFDT, qui parlait d'un mouvement très bien suivi, se félicitait de voir que le mot d'ordre qu'elle avait lancé avec FO, la CFTC et l'UNCM-CGC — selon lequel il ne devait y avoir « aucune consigne de coupures de courant concernant les abonnés » — était bien appliqué. FO avait assuré que « tout incident qui pourrait survenir ne le serait qu'à l'initiative de groupes incontrôlés ».

Dans la fonction publique, la participation s'annonçait assez inégale selon les secteurs mais la grève était très suivie aux PTT. Selon une première estimation du ministère, à 10 heures, on comptait 25,95 % de grévistes, tous services confondus au niveau national se répartissant ainsi : 50,39 % de grévistes dans les centres de tri, 22,84 % dans la distribution et 26,89 % dans les services

général (qui comprennent les bureaux de poste).

Alors que, par ailleurs, la cokerie, des Houillères du bassin de Lorraine à Carling, près de Metz (Moselle) est paralysée à l'appel des syndicats CGT, CFDT et autonome, les pouvoirs publics s'inquiètent au-delà de la grève du 20 octobre, des actions qui pourraient se poursuivre dans certains secteurs névralgiques comme les centres de tri PTT, ou encore la SNCF et la RATP (avec le risque de coordination...).

S'exprimant le mercredi 19 octobre sur RTL, M. Yannick Stambon, secrétaire général de la FEN, a estimé que cette grève constituait « un coup de semonce » pour le gouvernement qu'il a invité à faire « des propositions correctes » pour aboutir à un accord salarial dans la fonction publique. M. André Bergeron, a lancé un appel le 20 octobre à Europe 1 estimant qu'« un accord est possible si on veut la semaine prochaine avec les fonctionnaires » mais « plus nous tardons, plus nous verrons fleurir des conflits catégoriels, et ce sera pas maîtrisable ».

La « grogne » dans les ambassades

« Ce n'est pas une grève de riches ! »

« Ce n'est pas une grève de riches », disait mercredi 19 octobre l'un des représentants de l'intersyndicale du ministère des affaires étrangères, tandis que fonctionnaires étaient rassemblés dans la cour du Quai d'Orsay et que dans soixante-dix postes à l'étranger des arrêtés de travail se poursuivaient pour la deuxième journée consécutive. Le hasard qui a fait coïncider ce mouvement avec les grèves des services publics en France était plutôt malencontreux : il favorisait en effet des comparaisons inévitables dans une opinion publique qui a encore souvent tendance à considérer le service à l'étranger comme « le tourisme doré aux frais du contribuable ».

« Il faut en finir avec cette idée », poursuit le représentant de l'intersyndicale, qui fait remarquer que, parmi les agents du ministère en poste à l'étranger, 3 % seulement sont promis à une carrière d'ambassadeur et que le mouvement de protestation affectait non seulement des diplomates mais des enseignants, des huissiers, des secrétaires, par exemple.

Toutes ces catégories de personnel sont touchées par une mesure, appliquée brutalement et sans information préalable, qui se traduira à la fin de cette année, dans quatre-vingt pays, par une diminution allant de 5 % à 20 % des indemnités de résidence, lesquelles représentent entre la moitié et les deux tiers de leur revenu. Cet « ajustement » à la baisse est d'autant plus douloureux qu'il a été calculé à partir d'une période de

référence allant d'avril 1986 à avril 1987, et intervient par conséquent avec un considérable retard, alors que dans la plupart des cas l'évolution récente des monnaies et du coût de la vie locale aurait logiquement appelé une révision à la hausse.

On reconnaît les défauts de la méthode au cabinet de M. Roland Dumas, et l'on s'est engagé à étudier avec le ministère des finances un nouveau système qui devrait fonctionner début 1989 et qui, par une plus juste observation de l'évolution des prix et par une fréquence plus rapprochée des ajustements (tous les trimestres) devrait mieux coller aux réalités.

L'intersyndicale n'est pas totalement satisfaite. Elle demande aussi la révision des mesures prises en septembre et annoncées pour décembre. La CFDT, pour sa part, réclame en outre la refonte du système spécial d'allocations familiales pour les agents à l'étranger qui, en l'état actuel et contre les principes en vigueur en France, prévoit cinq taux différents en fonction de la hiérarchie.

Surtout, on s'étonne du côté syndical de n'avoir toujours pas obtenu du ministre l'audience demandée, et l'on souhaite mettre un terme à cette pratique qui veut qu'au ministère des affaires étrangères il n'y ait pas de négociations internes avec les syndicats : « Chez les infirmières, chez Renault on négocie avec les grévistes. Au Quai d'Orsay, on négocie seulement avec le ministre des finances. »

C. T.

Sur le vif

Acharnement thérapeutique

Dis donc, Léon, à quoi tu joues là ? T'es pas honte ! Monter la tête des infirmières rien que pour montrer la tienne à la télé, ça ressemble à quoi, hein, m'sieur Schwartzberg, on pardonne, m'sieur le ministre. Tu l'as été une grande semaine, d'accord. Des toubibus en mal de publicité, on en a vu se ribouter, Dieu sait, dans les cabines de maquillage de nos studios — un peu plus de blush sur la pommette droite, mademoiselle, non, la rimmla, c'est pas la peine, je viens de me faire retoucher les cils... Mais alors là, ça dépasse les bornes. Un peu de pudeur, un peu de retenue, j'en prie !

Il ne sait vraiment plus quoi inventer, ce mec, pour venir étaler sa bobine, soir après soir, dans nos living. Quitte à passer la nuit sur les marches de Matignon avec une poignée de grévistes en collier en s'arrangeant pour leur piquer leur place — après vous, patron ! — sous les projecteurs de l'actualité.

Pourquoi jeter de l'huile sur le feu d'un conflit dans l'impasse qui, de l'avis de tous les médecins, devrait s'apaiser quitte à reprendre si les promesses ne

sont pas tenues ? Cherchez pas ! Pour se venger, pour amener le gouvernement qui a eu le culot, l'audace de le virer.

C'est pas pour défendre mon Rocky, que je gueule, croyez pas, c'est pour protéger deux de mes enfants. Ils en font partie de ce personnel soignant, fouetté par les déclarations démagogues de Son Excellence : Kass, kass... Allez-y ! Vous dégonflez pas ! Du Fric, il y en a. Vos deux mille balles par mois, ils peuvent vous les donner, ces saute-là, je suis bien placé pour le savoir, j'ai été ministre moi !

L'écoutez pas ! Vous avez gagné une première augmentation de salaire et l'appui et l'admiration de toute la population en assurant un service minimum, hélas quasi normal. Avec un sens des responsabilités bien mal partagé ! Alors, remettez-le à sa place. Au chevet des malades en réanimation hémato-logique à Paul-Brousse. Sa spécialité, c'est l'authenticité. Il nous en donne une nouvelle démonstration aujourd'hui.

CLAUDE SARRAUTE.

Une hausse de 12 % en une seule séance

Qui achète les actions de la Société Générale ?

Tous les records ont été battus mercredi 19 octobre en Bourse de Paris, sur la Société Générale : celui de la hausse en une seule séance (+ 12 %), celui du nombre de titres échangés (2,9 millions sur 60 millions au total, soit presque 5 % de capital pour 1,5 milliard de francs, et celui du cours de l'action, 546 F, pour un prix d'offre de 407 F en juin 1987, le cours le plus bas ayant été de 257 F après le krach d'octobre. Cette activité exceptionnelle a fait courir à nouveau toutes les rumeurs, non d'OPA, certes, ce serait trop « délicat », comme le disait récemment le PDG de la banque, M. Marc Viénot, mais d'une certaine « reconstitution » du capital. Selon le PDG, ce capital est détenu à hauteur de 30,5 % (20 % au départ) par les actionnaires du « noyau dur », parmi lesquels figurent les AGF, le GAN, l'UAP, Rhône-Poulenc, la CGE, plusieurs mutuelles, des institutions étrangères.

S'y ajoutent 5 % d'autocontrôle, par la filiale Gencredit et 7 % détenus par le personnel auxquels s'ajoutent des « amis », soit au total 51 % dont la direction de la Société Générale serait « sûre ». Par ailleurs, les « fidèles » clients de la banque détiendraient 15 à 20 %. Restait une masse flottante de 30 % « ce qui peut expliquer les mouvements du titre », estimait M. Viénot au début de ce mois.

Ces mouvements, on l'a vu, deviennent quasiment frénétiques. On y a, naturellement, vu la main du gouvernement désireux, selon certains, de revenir discrètement sur la priva-

tisation de la Société Générale en renforçant la participation des établissements que l'Etat contrôle (compagnies d'assurances, Caisses des dépôts, etc.). M. Edouard Balladur, ancien ministre des finances, ne déclarait-il pas, en début de semaine, devant l'Association des journalistes économiques et financiers que « les compagnies d'assurances [nationalisées] seraient bien de réviser leurs prix plutôt que de se lancer dans des placements qui n'ont pas de motifs économiques » ? Il restait en cause, également, la Caisse des dépôts qui « vit sur le monopole des Caisses d'épargne ».

M. Pierre Bérégovoy avait déjà démenti de telles interventions, comme l'a fait M. Georges Pebeveau, ancien PDG de la CGE et animateur de Maroxx-Investissement, dont le nom a également été prononcé comme l'un des acteurs dans « l'opération Société Générale ». On notera, enfin, que la cote de M. Viénot est plutôt basse du côté de la rue de Rivoli, où on lui reprochait déjà, en juin dernier, les modalités de l'augmentation de capital de la banque, faisant voler « non » aux membres du conseil d'administration sur lesquels elle peut agir. Au surplus, dans l'affaire des cartes bancaires, la Société Générale a été la seule à maintenir le relèvement des tarifs, alors que le Crédit Lyonnais et la BNP ont fait machine arrière. Cela n'a pas manqué d'irriter M. Bérégovoy.

F. R.

Seize contribuables exonérés

En recevant, mercredi 19 octobre, à l'hôtel Matignon, les sportifs français qui se sont distingués aux Jeux olympiques de Séoul, M. Michel Rocard a annoncé que les primes obtenues par les médaillés seraient exonérées d'impôt. Seize Français échapperont ainsi au fisc : six médailles d'or (200 000 F) ; quatre d'argent (100 000 F) et six de bronze (75 000 F).

On ignore si les primes accordées aux infirmières, qui se sont illustrées aux Jeux olympiques de Méridon, échapperont, elles aussi, à l'impôt. On ignore enfin si M. Michel Rocard, en sa qualité de ministre du budget, est hostile aux cadeaux fiscaux, et, en sa qualité de socialiste, hostile aux primes distribuées par « l'Etat voleur », a donné son accord.

J.-Y. L.

M. Mitterrand réservé sur la loi de programmation scolaire

Le président de la République a, mercredi 19 octobre, pendant le conseil des ministres, déconseillé au gouvernement de s'engager pour l'élaboration d'une loi de programmation sur l'éducation nationale, souhaitée par la Fédération de l'éducation nationale. Le ministre de l'éducation nationale qui est, lui, favorable à cette procédure et devait être l'invité, jeudi soir, de l'émission « Questions à domicile », a plaidé, à nouveau, jeudi matin, à l'Elysée, pour cette formule. (Lire nos informations page 27.)

Près de 5 tonnes de résine de cannabis saisies en France

Près de 5 tonnes de résine de cannabis, dissimulées dans deux conteneurs en provenance du Maroc, ont été saisies lundi 17 octobre dans le port du Havre et dans la région parisienne à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) par des douaniers spécialisés de la division des recherches de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) et des policiers de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTRIS) qui ont travaillé en étroite collaboration.

Le commanditaire présumé du trafic, un ressortissant marocain, a été arrêté dans un grand hôtel parisien et une somme de 790 000 F a été saisie.

Les douaniers du port du Havre — où parviennent huit cent mille conteneurs chaque année — avaient décidé d'ouvrir deux conteneurs débarqués d'un navire en provenance du Maroc et contenant cent huit cartons de Cocottes-Minute et deux cent seize cartons de couscoussiers. Sous ces ustensiles de cuisine, ils devaient découvrir, le 13 octobre, dans chaque colis, des plaquettes de cannabis de 10 à 15 kg.

Douaniers et policiers décidaient alors de procéder, lundi 17 octobre, à « une livraison contrôlée » et mettaient en place une surveillance étroite des deux conteneurs. L'un est resté au Havre, le second devait être livré à une société d'entreposage d'Aulnay-sous-Bois, où l'interrogatoire de deux personnes a permis de retrouver le commanditaire présumé et de l'arrêter. L'enquête devrait se prolonger en Belgique.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON



CE QUI VA SANS DIRE
VA MIEUX EN LE DISANT... ET
LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS
à des prix E-TONNANTS (de -25 % à -35 %)
C'EST STEPHANE MEN'S de luxe
2 MAGASINS « RÉVOLUTIONNAIRES » A PARIS A VOTRE SERVICE
Ouverts (en fond de cour) de midi à 19 h 30 du lundi au samedi
Champs-Élysées : 5, rue de Washington — Métro George-V
Rive gauche : 130, bd Saint-Germain — Métro Odéon
A Strasbourg : 19, faubourg National (1^{er} étage)

Dictionnaire à la Duriez !

VOUS ÊTES UN BATTANT, Chef, et votre Assistant(e) en est ravi(e). Vous « Dictionnaire » à la Duriez, en voiture, en train, en avion, la nuit, au bureau ou après les heures.

Grand communicant, vous avez choisi, relax, votre mini-turbo, entre 25 machines à dicter chez Duriez : 14 de poche, 6 lecteurs de bureau, 5 lecteurs enregistreur Philips, Sanyo, Olympus, Pearlcordeur. Toutes tailles (paquet de cig., etc.) • Obéissant au doigt, au pied à la voix • Capteurs téléph., et conférences • Micro-gravité • Le tout à prix charter-Duriez de 519 à 3990 F, I.V.A. incluse (33 %).

3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-132 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 69000 Strasbourg

Le numéro du « Monde »
daté 20 octobre 1988 a été tiré à 517 551 exemplaires

LE HAUT-PARTEUR LE MAGAZINE DE L'ELECTRONIQUE

DANS NOTRE NUMERO DU 15 OCTOBRE
LE D.A.T. SELON CASIO
10 AMPLIFICATEURS AU BANC D'ESSAIS
ALPHAPAGE
Sommaire détaillé sur 36 15 HP

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE
36.15 LEMONDE

كسوا من الأصلي